



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 146 • NUMÉRO 004 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le mardi 7 juin 2011**

—

Présidence de l'honorable Andrew Scheer

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 7 juin 2011

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

• (1000)

[Traduction]

### LE BUREAU DE RÉGIE INTERNE

**Le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les députés suivants ont été nommés membres du Bureau de régie interne, aux fins et en vertu des dispositions du paragraphe 50(2) de la Loi sur le Parlement du Canada.

[Français]

Il s'agit de l'hon. Peter Van Loan et de l'hon. Gordon O'Connor, membres du Conseil privé de la Reine; de l'hon. Rob Merrifield, représentant du caucus du parti gouvernemental; de M. Thomas Mulcair et de Mme Chris Charlton, représentants du caucus du Nouveau Parti démocratique; et de Mme Judy Foote, représentante du caucus du Parti libéral.

---

### AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

#### LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

**M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, les rapports de la délégation canadienne du Groupe canadien de l'Union interparlementaire concernant sa participation aux activités suivantes: la réunion du comité directeur du Groupe des Douze Plus, tenue à Londres, au Royaume-Uni, le 25 septembre 2009; l'audition parlementaire annuelle aux Nations Unies, tenue à New York, aux États-Unis, les 19 et 20 novembre 2009; la réunion du comité directeur du Groupe des Douze Plus, tenue à Londres, au Royaume-Uni, le 1<sup>er</sup> mars 2010; la réunion du comité directeur du Groupe des Douze Plus, tenue à Paris, en France, le 3 septembre 2010; l'audition parlementaire annuelle aux Nations Unies, tenue à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis, les 2 et 3 décembre 2010; la réunion parlementaire à l'occasion de la 55<sup>e</sup> session de la Commission sur la condition de la femme des Nations Unies, intitulée « Promouvoir l'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, la formation, la science et la technologie: le rôle des parlements », tenue à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis, le 23 février 2011; enfin, la réunion du comité directeur du Groupe des Douze Plus, tenue à Paris, en France, le 14 mars 2011.

### PÉTITIONS

L'AMIANTE

**M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée littéralement par des milliers de Canadiens d'un bout à l'autre du Canada qui veulent attirer l'attention de la Chambre des communes sur le fait que l'amiante est le produit industriel le plus meurtrier que le monde ait jamais connu.

En fait, l'amiante tue plus de Canadiens que toutes les autres maladies professionnelles ou causes industrielles confondues. Les pétitionnaires soulignent que le Canada demeure néanmoins l'un des principaux producteurs et exportateurs d'amiante à l'échelle mondiale en subventionnant à coup de millions de dollars le secteur de l'amiante et en contrecarrant les efforts de la communauté internationale visant à en réduire l'utilisation.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'interdire l'amiante sous toutes ses formes, de créer un programme de transition équitable à l'intention de tous les travailleurs de l'amiante touchés par une telle interdiction, de mettre fin à toutes les subventions gouvernementales accordées à l'industrie de l'amiante, tant au Canada qu'à l'étranger, et de cesser de faire obstacle aux conventions internationales en matière de santé et de sécurité visant à protéger les travailleurs de l'amiante, dont la Convention de Rotterdam.

• (1005)

LES VISAS DE VISITEUR

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravi de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'électeurs et d'autres gens qui sont très inquiets de voir que des personnes ne peuvent faire venir leur famille en visite au Canada. Il peut parfois être difficile pour les membres de la famille vivant à l'étranger de se voir refuser un visa de visiteur, que ce soit à l'occasion de funérailles ou de célébrations telles que des mariages.

C'est pourquoi les pétitionnaires exhortent le gouvernement à prendre des mesures supplémentaires afin de permettre à certains membres des familles touchées qui sont de bonne moralité et en bonne santé de séjourner au Canada.

\* \* \*

### QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

*Le budget***INITIATIVES MINISTÉRIELLES***[Français]***LE BUDGET**

## L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 6 juin, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

**L'hon. Jack Layton (chef de l'opposition, NPD):** Monsieur le Président, avec ce budget, le gouvernement a manqué une occasion en or, celle de tendre la main, de travailler avec les autres et de démontrer à la grande majorité des Canadiens qu'Ottawa peut fonctionner pour eux.

Je tiens à féliciter le premier ministre d'avoir obtenu un nouveau mandat de la part des Canadiens, mais je vais continuer à lui rappeler que sa majorité à la Chambre ne représente pas la majorité de la population. Soixante pour cent des électeurs ont choisi un autre parti lors des élections du 2 mai dernier. Ils ont rejeté ce budget qui est, somme toute, identique à celui déposé juste avant l'élection.

*[Traduction]*

Bien entendu, je m'attends à ce que le premier ministre fasse des choix conformes aux valeurs de son parti et de ses électeurs. C'est ce que je ferais si j'étais premier ministre. Mais un premier ministre doit également gouverner au nom de tous les Canadiens.

Lors de cette campagne électorale, les citoyens nous ont clairement exprimé leur volonté de nous voir travailler ensemble afin d'obtenir des résultats qui puissent satisfaire les gens de toutes les allégeances et de toutes les régions. Ce budget aurait pu marquer un pas dans cette direction s'il avait tenu compte des propositions concrètes faites par d'autres partis, dont le NPD, des propositions visant à aider les familles de la classe moyenne — et non seulement les initiés bien branchés qui, trop souvent, finissent par obtenir ce qu'ils veulent sur la Colline du Parlement —, des propositions pour lesquelles des millions de Canadiens ont voté, comme celles d'embaucher un plus grand nombre de médecins de famille et d'infirmières; de diminuer le coût de la vie; de garantir la pension et la sécurité du revenu de retraite pour les personnes âgées; et de sortir tous les aînés de la pauvreté. Le budget aurait pu inclure des propositions destinées à stimuler la création d'emplois à temps plein.

*[Français]*

Des millions de Canadiens ont voté pour du changement, mais je vois très peu de signes que ce gouvernement est à l'écoute.

Je suis satisfait de constater que ce budget contient la compensation tant attendue au Québec pour l'harmonisation de sa taxe de vente. Mon caucus a fait cette demande à plusieurs reprises lors de la dernière législature. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement prend la bonne décision.

J'accueille le retour du programme de rénovation domiciliaire écoÉNERGIE. Nous avons vu à quel point ce programme stimule la création d'emplois, réduit les émissions de gaz à effet de serre et aide les familles à économiser sur leurs factures énergétiques.

● (1010)

*[Traduction]*

Il s'agit d'un programme et d'une approche en matière de politique économique et énergétique que j'exhorte le premier ministre à adopter depuis notre toute première rencontre.

Je tiens également à féliciter le gouvernement d'avoir adopté une initiative non partisane issue des métiers de la construction de notre pays et appelée « Helmets to Hardhats ». J'aimerais remercier tous les députés qui ont participé aux discussions informelles que nous avons tenues avant le dernier budget et à l'issue desquelles nous en sommes arrivés à un consensus pour permettre aux combattants qui rentrent au pays et aux membres qui quittent les Forces canadiennes d'être au courant des possibilités d'emploi et de trouver des emplois dans le domaine de la construction par l'entremise de ce programme.

Que fait-on pour améliorer la situation des 5 millions de Canadiens qui n'ont pas de médecin de famille? Nous avons proposé de collaborer avec les provinces et les territoires pour nous attaquer à ce problème critique en fournissant davantage de possibilités de formation ou en mettant en application les suggestions de l'Association médicale canadienne à cet égard. Celle-ci propose en effet de rapatrier les médecins partis travailler à l'étranger et de les ramener au Canada. Malheureusement, ce budget ne permettra pas d'augmenter le nombre de médecins pratiquants. Par conséquent, des millions de Canadiens qui ont des êtres chers malades angoisseront à l'idée qu'ils n'ont pas facilement accès à des services de médecine familiale. Par conséquent, de plus en plus de patients s'adresseront aux urgences plutôt que de faire traiter une maladie dès son apparition. Ainsi, au bout du compte, les soins médicaux coûteront plus cher aux Canadiens. Il s'agit là d'un problème auquel il aurait fallu s'attaquer et que nous proposons d'ailleurs de régler.

Ottawa ne sera pas en position de jouer le rôle d'un chef de file offrant des propositions et des idées concrètes au moment de la renégociation de l'Accord sur la santé. Nous aurions pu nous attendre à trouver une vision d'avenir de notre système de soins de santé dans le discours du Trône et dans le budget, mais il n'y en a aucune.

Nous devons améliorer la situation des familles qui ont besoin d'aide pour boucler leurs budgets. Pendant la campagne électorale, nous avons rencontré d'innombrables Canadiens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts à la fin du mois. En effet, un grand nombre de nos députés ont rencontré des gens qui décrivaient leur situation avec beaucoup d'émotion. Pendant que nous leur parlions du parti pour lequel ils devaient voter, ils se préoccupaient surtout de savoir comment ils arriveraient à payer leurs factures à la fin du mois. Paieraient-ils leur logement, mettraient-ils de la nourriture sur la table ou achèteraient-ils les médicaments prescrits par leur médecin?

La population espère que nous tiendrons compte de ces histoires, que nous les écouterons et qu'elles motiveront nos travaux à la Chambre. L'endettement des ménages n'a jamais atteint de tels sommets. Nous devrions traiter cette situation comme un problème critique. Les gens travaillent fort. Ils n'ont jamais travaillé aussi fort que maintenant. Combien de députés dans cette enceinte ont rencontré des personnes qui cumulent deux ou trois emplois pour essayer de joindre les deux bouts toutes les fins de mois?

Nous avons suggéré des mesures concrètes pour aider à régler ces problèmes. Par exemple, nous avons proposé d'abolir la taxe fédérale sur les factures de chauffage qui montent en flèche et que les gens doivent payer. Nous avons suggéré d'imposer un plafond aux intérêts sur les cartes de crédit, car ceux-ci font vraiment mal aux familles. Le budget était une occasion en or pour s'attaquer à ces problèmes. Cependant, il ne contient absolument rien à ce titre.

*Le budget*

Un quart de million d'ainés vivent dans la pauvreté et nous avons demandé au gouvernement d'agir, mais il ne propose que des demi-mesures et ne versera pas la moitié des investissements nécessaires pour que le Supplément de revenu garanti permette de sortir ces gens de la pauvreté. En agissant ainsi le gouvernement sortira-t-il la moitié des aînés de la pauvreté ou sortira-t-il à moitié de la pauvreté tous les aînés? Il semble bien que ce ne sera ni un ni l'autre.

Je crois qu'il n'y a pas un Canadien qui s'opposerait à cet objectif. En fait, dans un pays aussi riche que le Canada, tous les Canadiens, peu importe leur allégeance politique, leurs origines, leurs revenus ou tout autre facteur, conviendront qu'aucun aîné ne devrait vivre dans la pauvreté.

•(1015)

Nous avons les moyens de régler ce problème. Il nous en coûterait moins pour sortir tous les aînés de la pauvreté que ce que le gouvernement a donné au cours des 12 derniers mois en nouveaux allègements fiscaux aux six banques à charte. Je parie que si nous discussions en privé avec les PDG de ces banques, ils admettraient probablement eux-mêmes qu'il est plus important de sortir les aînés de la pauvreté que d'accorder des allègements fiscaux aux banques. Ils ne le feraient sans doute pas tous publiquement, mais certains oui, j'en suis sûr.

Examinons cette question strictement du point de vue des répercussions économiques. Si nous donnions un peu plus d'argent aux aînés, qu'en feraient-ils? Ils le dépenseraient à distance de marche de leur domicile, dans les commerces et les entreprises du coin, ce qui relancerait l'économie et abaisserait le nombre de personnes âgées qui ont besoin des banques alimentaires.

Quand des aînés ont besoin de banques alimentaires, ne doit-on pas y voir un échec? Je ne vois pas beaucoup d'autres situations découlant d'une politique économique désastreuse aussi frappantes que celle-là, à l'exception, peut-être, de celle des enfants qui accompagnent leurs parents aux banques alimentaires. C'est là aussi une indication claire des inégalités croissantes dans notre société et le budget ne propose aucune mesure à cet égard.

[Français]

Ce budget ne rejoint pas la grande majorité des Canadiens sur les enjeux des soins de santé, des pensions de retraite et du fardeau financier des familles.

Il est temps de faire en sorte que les 1,4 million de chômeurs retournent au travail dans des emplois qui subviennent aux besoins des familles.

Hier, le ministre des Finances a tenu des propos encourageants à propos de la création d'emplois. Il a dit que les emplois et la croissance sont la clé pour parvenir à l'équilibre budgétaire. Malheureusement, il a aussi ignoré nos solutions pratiques pour stimuler la création d'emplois de qualité, comme réduire les impôts des vrais créateurs d'emplois dans notre économie, soit les petites entreprises; créer des crédits d'impôt à la création d'emplois pour récompenser chaque nouvel emploi créé; investir dans les infrastructures qui attirent des emplois de qualité dans nos collectivités.

[Traduction]

Je me suis entretenu avec des dirigeants municipaux lors de leur congrès annuel, tenu à Halifax le week-end dernier. Ceux-ci sont prêts à former un partenariat avec le gouvernement fédéral afin de renouveler les infrastructures du pays. Ils sont prêts à construire les routes et les ponts, les systèmes de transport, les logements abordables et les réseaux d'alimentation en eau dont nous avons besoin afin que nos villes soient prospères. Ils sont prêts à

moderniser les parcs de logements et les réseaux de transport afin que nous puissions devenir des leaders mondiaux au lieu d'accuser de plus en plus de retard, alors que d'autres pays investissent dans ces secteurs afin que leurs villes et leurs collectivités soient mieux placées pour soutenir la concurrence économique.

Au lieu d'agir dans ce sens, le gouvernement s'obstine et prend ses distances. Il fait fi des appels lancés par les municipalités. Il ne tient pas compte de leur volonté de collaborer afin de créer des emplois dans les secteurs de la conception et de la construction et de faire en sorte que nos villes soient des moteurs économiques plus compétitifs dans le milieu de travail et dans le marché à l'échelle mondiale.

Le budget traite des emplois, mais il propose essentiellement un plan qui a déjà échoué. Il prévoit des milliards de dollars en allègements fiscaux pour les entreprises les plus rentables du Canada. Des milliards sont ainsi gaspillés alors que le taux d'imposition des sociétés au Canada est déjà compétitif. Le budget accorde des milliards de dollars aux banques, aux grandes pétrolières et à d'autres sociétés qui n'ont pas besoin d'aide. Cet argent sert souvent à bonifier les primes versées aux PDG ou à augmenter les réserves de liquidités des entreprises.

Ce budget n'est pas une politique économique qui va nous permettre de créer les emplois dont nous avons besoin. Le taux de chômage chez nous est beaucoup trop élevé. Des observateurs étrangers ont laissé entendre que le Canada risque de se retrouver dans une situation de chômage structurel, c'est-à-dire avec un taux de chômage beaucoup plus élevé que ce ne devrait être le cas. Or, un tel taux pourrait constituer un obstacle très réel à la prospérité économique du pays.

En outre, dans bien des cas les compagnies qui obtiennent ces réductions d'impôt — sans devoir satisfaire à quelque condition que ce soit — empochent l'argent et disparaissent. Il arrive souvent que des entreprises ferment une usine rentable et relocalisent les emplois à un autre endroit, où elles vont verser des salaires au moins deux fois moins élevés, où aucune protection n'est accordée aux travailleurs qui pourraient vouloir se syndiquer afin d'obtenir des mesures de santé et de sécurité en milieu de travail, et où les travailleurs ne peuvent demander de justes salaires pour nourrir leurs familles.

Or, cette politique et ce budget aident ces sociétés à agir exactement de cette façon, c'est-à-dire à envoyer des travailleurs canadiens au chômage et à faire en sorte que d'autres travailleurs ailleurs dans le monde se fassent exploiter.

Comment pouvons-nous appuyer une telle politique et dire qu'elle est bonne pour notre pays? Elle ne l'est pas. Je vais mentionner des cas concrets. La société Electrolux au Québec est un bel exemple. Il arrive souvent que de telles entreprises laissent leur siège social au pays afin de continuer à bénéficier des réductions d'impôt au Canada tout en démenageant les emplois à l'étranger. Les travailleurs canadiens se retrouvent alors au chômage, ce qui signifie qu'ils ne paient plus d'impôt. En fait, ils sont contraints de recourir à l'assurance-emploi, s'ils y ont droit.

Nous constatons que l'approche du gouvernement, qui a été reprise du gouvernement précédent, consiste à resserrer l'admissibilité. C'est une excellente façon d'économiser de l'argent. Ceux qui ont besoin de l'aide du gouvernement parce qu'ils ont perdu leurs emplois ne peuvent pas avoir accès à l'aide dont leurs familles ont besoin. Ils se retrouvent alors prestataires de l'aide sociale et, dans bien des provinces, ils doivent renoncer à la majorité de leurs actifs avant même d'y avoir droit.

### *Le budget*

Autrement dit, nous avons ici un régime selon lequel une réduction d'impôt accordée à une société peut avoir pour effet qu'un travailleur canadien perde son emploi et se voie obligé de se tourner vers l'aide sociale. Comment diable peut-on soutenir que la politique est le moins sensée pour les familles de travailleurs du pays? À vrai dire, elle ne l'est pas et elle doit être modifiée.

Il y a aussi le cas de John Deere à Welland, une entreprise canadienne établie depuis longtemps qui a créé beaucoup d'emplois pendant de nombreuses années. Elle s'est prévalu de la réduction d'impôt et a fermé son usine. Citons l'exemple de Vale, qui s'en est prise aux pensions des travailleurs.

• (1020)

Que sommes-nous en train de faire? Essayons-nous de contribuer à un nivellement vers le bas pour que les travailleurs de n'importe quel pays aient plus difficilement accès à une retraite qui les mettrait à l'abri du besoin? C'est tout à fait insensé. Merck et Xstrata sont aussi du nombre. Je pourrais passer toute la journée à énumérer des entreprises qui ont empoché l'argent et pris la poudre d'escampette. Une petite entreprise n'agira pas de la sorte.

[Français]

Les petites entreprises, qui ne peuvent pas transférer leurs emplois vers la Chine ou ailleurs, utiliseront la réduction d'impôt pour la création d'emplois dans les entreprises ici, au Canada. C'est pourquoi on doit appuyer nos petites entreprises maintenant. C'est à leur tour.

On doit se demander si ce gouvernement n'a pas perdu confiance en sa stratégie sur l'emploi. On doit se demander s'il continue à réduire les impôts des grandes entreprises seulement pour faire plaisir à ses amis privilégiés. Si ce gouvernement voulait stimuler une vraie croissance, il ne ferait pas de grandes compressions pour atteindre l'équilibre budgétaire. Or, c'est pourtant ce qu'on retrouve dans ce budget, soit 17 milliards de dollars en compressions au cours des cinq prochaines années. On parle de 17 milliards de dollars. Et dans quels secteurs devra-t-on faire ces compressions? En santé? En éducation? Dans l'aide aux aînés? On ne le sait pas. On constate un certain manque de transparence à cet égard. Le gouvernement espère qu'on ne va pas voir l'effet de ses compressions. Est-ce que ces compressions seront effectuées dans les programmes de développement régionaux? Nous savons qui devra payer le prix de ces compressions du fédéral. Ce sont les familles.

Je tiens à dire que l'opposition officielle fera pression auprès de ce gouvernement pour qu'on parvienne à l'équilibre fiscal grâce à la croissance, et non pas aux compressions. Notre équipe talentueuse et diversifiée va surveiller les faits et gestes de ce gouvernement. Nous allons montrer en détail les coûts humains de chaque compression que ce gouvernement envisage de faire.

• (1025)

[Traduction]

Le véritable test auquel sera soumis le gouvernement sera sa capacité de donner suite à ses priorités, tout en respectant la volonté de la majorité des Canadiens qui n'ont pas voté pour les conservateurs. Cela nécessite de la sagesse et la maîtrise de l'art de gouverner. Somme toute, le budget est un échec à cet égard puisqu'il ne répond pas aux besoins de l'écrasante majorité. Évidemment, il vient en aide aux sociétés et aux proches du Parti conservateur. Loin de moi l'idée de prétendre que ce budget n'aide personne. Cependant, il laisse pour compte des millions de familles. Un trop grand nombre de Canadiens n'ont pas de médecin de famille. Beaucoup de personnes sont inquiètes au sujet de leur emploi et de leur retraite, ont du mal à joindre les deux bouts et craignent les compressions des

dépenses à venir et les répercussions qu'elles pourraient avoir sur leur famille. Nous nous souvenons tous de ce qui s'est produit à Walkerton et espérons de tout coeur que le désintéressement du gouvernement à l'égard de la protection des Canadiens n'occasionnera pas de tragédie.

Je demeure optimiste quant à ce que la Chambre peut accomplir. Ce gouvernement n'a pas la réputation de faire des compromis et il est difficile de se débarrasser de ses vieilles habitudes, mais nous avons pu percevoir des lueurs d'espoir dans certains domaines, comme je l'ai mentionné: la compensation qui sera versée au Québec pour l'harmonisation des taxes, le retour du programme écoÉNERGIE Rénovation et l'appui au programme « Helmets to Hardhats » pour les anciens combattants. Par conséquent, permettez-moi de tendre la main à mes collègues d'en face et de dire de toute bonne foi au gouvernement qu'il doit en faire davantage.

Les Canadiens de toutes les allégeances politiques nous ont envoyés ici dans l'espoir que nous travaillions ensemble. Ils n'hésiteront pas à le rappeler au gouvernement; l'opposition officielle se chargera aussi de le rappeler au gouvernement. Malheureusement, le budget est loin d'en faire assez pour les familles canadiennes. Cependant, nous sommes toujours disposés à travailler avec le gouvernement pour pallier ces lacunes.

Par conséquent, je propose:

Que la motion soit modifiée par substitution, aux mots suivant le mot « Que », de ce qui suit:

Que la Chambre n'approuve pas la politique budgétaire du gouvernement à moins que celui-ci ne prenne des mesures supplémentaires pour corriger son piètre bilan en matière de gestion financière, lutter de façon adéquate contre la crise de l'emploi qui sévit dans notre économie, remédier à la pénurie de médecins de famille et d'autres professionnels de la santé, répondre à la nécessité d'offrir aux Canadiens une retraite confortable et un système sécuritaire pour leur épargne-retraite, sortir tous les aînés canadiens de la pauvreté, rendre la vie plus abordable pour les Canadiens à revenu faible ou moyen, et réparer son échec à remplacer ses mesures mal conçues et généralisées de réduction de l'impôt des sociétés par une approche axée sur la création d'emplois.

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** L'amendement me semble recevable.

• (1030)

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter la bienvenue au chef de l'opposition officielle et le féliciter d'avoir si bien mené sa campagne électorale.

Je souhaite d'ailleurs poser une question au chef de l'opposition officielle en ce qui concerne l'augmentation du supplément de revenu garanti. Dans son discours, il a mentionné qu'un certain nombre d'aînés auront besoin de cet argent. Cependant, si le budget n'est pas rapidement adopté, ces gens risquent de ne pas pouvoir obtenir les sommes qui y sont prévues.

Une fois qu'il aura voté contre le budget, comment le chef de l'opposition expliquera-t-il aux aînés qu'ils ne recevront pas les montants supplémentaires prévus, soit 600 \$ pour une personne vivant seule et 840 \$ pour un couple? Que dira-t-il aux Canadiens qui, partout au pays, comptent sur cet argent?

**L'hon. Jack Layton:** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter la députée d'avoir été réélue.

Nous avons proposé un amendement au budget qui pourrait être accepté par le gouvernement et qui permettrait non seulement de voir à ce que les aînés reçoivent leur chèque au moment opportun, mais aussi de s'assurer que le montant de celui-ci soit assez élevé pour aider les aînés à se sortir de la pauvreté, au lieu de...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** À l'ordre, s'il vous plaît.

Questions et observations. Le député de Papineau a la parole.

[Français]

**M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.):** Monsieur le Président, je veux d'abord remercier les électeurs de Papineau de m'avoir encore une fois fait confiance et féliciter le chef de l'opposition pour son nouveau rôle.

Je suis inquiet, parce que dans ce budget, il n'y a quasiment aucune mention des jeunes, à moins de parler des jeunes contrevenants, évidemment. De plus, dans le discours du chef de l'opposition qu'on vient d'entendre, il n'y a aucune mention des défis auxquels sont confrontés nos étudiants de niveau postsecondaire.

[Traduction]

De nouvelles données montrent que le total des dettes d'études au Canada dépasse un milliard de dollars. Le chef de l'opposition a parlé avec éloquence des travailleurs, des aînés, des petites entreprises et des familles, qui sont tous extrêmement importants.

Cependant, étant donné que les membres de son caucus sont particulièrement jeunes, le député pourrait-il nous dire ce qu'il compte faire pour que le gouvernement investisse dans la jeunesse, les jeunes étant l'avenir de notre pays?

**L'hon. Jack Layton:** Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de féliciter le député de Papineau pour sa réélection. Nous avons hâte de collaborer avec lui et tous les autres députés pour examiner les problèmes qu'il a soulevés.

Il sait certainement que le Nouveau Parti démocratique est le seul parti à avoir présenté un projet de loi visant à remédier à ces problèmes. Je crois qu'un tel projet de loi bénéficierait d'un large soutien, d'un océan à l'autre. Par conséquent, j'espère qu'il appuiera nos initiatives dans le domaine de l'éducation, car ces dernières permettraient de dénouer la crise de l'endettement des étudiants et de s'assurer que notre gouvernement national prenne des mesures concrètes à l'égard de l'éducation postsecondaire, tout en collaborant avec les provinces et en tenant compte du cadre constitutionnel régissant l'éducation.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Monsieur le Président, l'autre jour, au Tim Hortons, j'ai rencontré un homme de 68 ans qui m'a dit qu'il retournait travailler dans la mine parce que ses prestations de retraite ne lui permettaient pas de subvenir à ses besoins et à ceux de sa femme. Il a dit: « J'ai cotisé au régime de retraite toute ma vie et je pensais pouvoir compter sur le gouvernement. »

Je vois le budget et je vois que les PDG peuvent compter sur le gouvernement. Je vois que les grandes banques peuvent compter sur le gouvernement.

J'aimerais demander au chef de notre parti pourquoi il pense que le budget ne répond pas aux besoins des millions de travailleurs canadiens qui touchent des prestations de retraite insuffisantes pour vivre dignement.

• (1035)

**L'hon. Jack Layton:** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de Timmins—Baie James de sa réélection. Sa réputation n'est plus à faire au Canada en tant que défenseur inlassable des intérêts des travailleurs et des Premières nations du Nord de l'Ontario. Nous nous réjouissons de son retour à la Chambre.

La réponse à sa question est brève. Elle se résume aux oeillères de l'idéologie. Essentiellement, la politique économique du gouverne-

### Le budget

ment se fonde sur le principe qu'il faut se débrouiller pour survivre. Tant pis pour celui ou celle qui décide de retourner sur le marché du travail après avoir travaillé toute sa vie dans les mines. Tant pis si cette personne et ses collègues doivent retourner travailler à 68 ans. Pourquoi pas à 75 ans? Ou à 85 ans? La philosophie du gouvernement dit qu'il n'y a rien d'acquis dans la vie et qu'il faut trimer dur pour gagner son pain.

Le NPD voit les choses autrement. Nous croyons qu'ensemble, nous pouvons créer des politiques, des programmes et des stratégies qui garantiront à tous une retraite dans la dignité. Les aînés ne cherchent pas à se payer une retraite dorée aux dépens des contribuables. Je n'en connais pas un qui cherche à vivre dans le luxe. Tout ce que les aînés demandent, c'est de pouvoir payer leurs coûts de logement et d'alimentation, se permettre quelques petits loisirs et avoir assez d'argent de reste pour offrir un cadeau de temps à autre à leurs petits-enfants.

Nous devons nous doter d'un régime de pensions du Canada qui fonctionne adéquatement de sorte que nous ne soyons pas à la merci de ceux qui aiment le risque et qui sont prêts à mettre en jeu nos pensions quitte à tout perdre en sachant que, quoiqu'il arrive, ils auront leur prime. Ces gens sortent gagnants sur toute la ligne.

Voilà pourtant la philosophie qu'adopte le gouvernement à l'égard de la sécurité du revenu de retraite. Il fait fausse route. Nous devons renforcer le Régime de pensions du Canada. Les mois qui viennent représentent une occasion en or de le faire et la plupart des provinces sont prêtes à travailler en ce sens. Cela devrait constituer une grande priorité pour la Chambre des communes.

[Français]

**L'hon. Steven Blaney (ministre des Anciens Combattants, PCC):** Monsieur le Président, je suis très fier d'être ici pour un troisième mandat grâce à l'appui des gens de Lévis—Bellechasse et des Etchemins. Je suis content de voir que le chef de l'opposition officielle reconnaît les excellentes mesures que contient notre budget, notamment pour nos anciens combattants avec le programme du casque militaire au casque de construction, mais également l'harmonisation de la taxe de vente, qui est un enjeu important pour beaucoup de Québécois.

Cependant, il a la chance aujourd'hui de faire une différence dans la vie de 680 000 aînés en bonifiant le Supplément de revenu garanti de 600 \$ par année par personne seule et de 840 \$ pour les couples. Des gens de mon comté attendent cette mesure depuis plusieurs semaines, plusieurs mois, voire plusieurs années. On a déjà présenté ce budget. On a la chance aujourd'hui, comme Chambre, d'adopter ce budget avant la relâche estivale afin d'apporter des changements concrets pour venir en aide à nos aînés et d'adopter des mesures qui vont stimuler notre économie.

Ce budget contient des mesures concernant l'efficacité énergétique. Il y a également un projet important pour la région de Québec, soit l'Institut national d'optique.

Le chef de l'opposition va-t-il appuyer des revenus additionnels pour nos aînés les plus démunis, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'INO à Québec?

**L'hon. Jack Layton:** Monsieur le Président, j'offre mes félicitations au ministre des Anciens Combattants. On va travailler avec lui pour améliorer le sort non seulement des anciens combattants mais aussi de leur famille. C'est une priorité pour nous.

### *Le budget*

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, c'est vrai qu'il y a des initiatives positives dans ce budget. J'ai mentionné en particulier le programme du casque militaire au casque de construction, qui est une initiative non partisane. C'est un bon exemple d'une façon de faire à la Chambre des communes où les différents partis politiques cherchent des idées positives qui font l'objet d'un grand appui. Notre appuions ce programme.

On veut aider les aînés. On a proposé des initiatives pour sortir tous les aînés de la pauvreté. Les mesures proposées par ce gouvernement n'atteindront pas cet objectif. Elles vont laisser un très grand nombre d'aînés dans la pauvreté. Comment le ministre peut-il justifier cela? Comment peut-il expliquer aux aînés de sa circonscription qu'ils doivent rester dans la pauvreté à cause de l'inaction de leur gouvernement?

Nous avons proposé des solutions concrètes dans notre amendement à leur budget. J'espère que le ministre et ses collègues vont l'étudier et l'appuyer pour qu'il y ait des résultats concrets pour tous les Canadiens.

• (1040)

[Traduction]

**L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir participer au débat d'aujourd'hui. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour remercier les habitants de Toronto-Centre, qui ont trouvé sage de me renvoyer ici pour les représenter une fois de plus. Il s'agissait de mon 11<sup>e</sup> rendez-vous avec les électeurs, si on combine les élections provinciales et fédérales auxquelles j'ai participé, et je dois dire que je suis très fier d'être rendu là où je suis à ce moment-ci de ma vie et d'avoir été jugé digne de confiance par un aussi grand nombre de gens.

Comme tout le monde, je pense à ma propre circonscription quand vient le temps de parler budget. Je sais que c'est dans cette circonscription que vivent quelques-uns des citoyens les mieux nantis du pays: des entrepreneurs prospères, des jeunes couples qui connaissent beaucoup de succès, des gens à qui la vie sourit, bref des gens pour qui l'avenir semble prometteur, pour eux personnellement et pour les membres de leur famille.

Or, c'est aussi dans la circonscription de Toronto-Centre que se trouve le plus grand nombre de logements sociaux du Canada, comme le sait sans doute le chef de l'opposition, lui qui a déjà travaillé sur la scène municipale. La population de sans-abri qui y vit est aussi vaste que considérable. Il va sans dire qu'on y trouve également des gens entre ces deux extrêmes. Donc, il y a des gens très riches, il y a des gens très pauvres, mais il y a aussi des gens entre les deux.

Le message que je voudrais que la Chambre — et la population canadienne — retienne à propos de ce budget, c'est qu'il ne s'adresse pas à tout le monde. Ce n'est pas un budget rassembleur. Ce n'est pas le budget d'un seul Canada. Il s'agit d'un budget qui favorise un groupe en particulier et qui en fait beaucoup plus pour les mieux nantis que pour ceux qui le sont moins. En ce sens, il s'agit d'un budget qui trahit la vision du Parti libéral, qui peut se targuer de ne laisser personne de côté et qui croit que la quête de prospérité pour le Canada est tout aussi importante que la réussite de ses entreprises.

Le Canada ne l'a pas toujours eu facile et sait que la « maxime de vie de Billie Holiday » est tout ce qu'il y a de plus vrai. En effet, quand on lui demandait quelle était la plus grande leçon que la vie lui avait apprise, elle répondait: « J'ai été riche, et j'ai été pauvre. C'est mieux d'être riche. »

Le Canada doit devenir un pays plus riche. Nous devons devenir plus prospères. En devenant prospères, individuellement et collectivement, nous réussissons mieux, mais nous sommes aussi davantage en mesure de partager cette prospérité et de veiller à ce que tous en bénéficient. Depuis le temps que je suis en politique, comme n'importe quel député je suppose, j'ai appris une leçon fort simple: les buffles d'eau se regardent très différemment lorsqu'il n'y a pas d'eau. Nous comprenons que c'est ce qui peut arriver en période de récession.

[Français]

Dans ce budget, je vois non seulement les éléments qui s'y trouvent, mais également ceux qui ne s'y trouvent pas. Il y a les mesures que le budget contient, et il y a celles que le budget ne contient pas. C'est essentiellement le problème que ce budget nous pose. Je vois aussi un document plein d'un sentiment qui n'est pas bon pour le Canada en cette époque: la complaisance. Je vois de la complaisance dans l'attitude du gouvernement, qui semble croire qu'ayant gagné sa majorité, il n'a plus à parler des besoins de tous les Canadiens, et qu'il peut plutôt se concentrer sur les intérêts de quelques-uns. C'est le problème que je vois.

• (1045)

[Traduction]

Pour décrire ce qu'il manque, je dirai trois mots. Le premier est « pauvreté » et les deux autres sont « changements » et « climatiques ».

Lorsque nous portons un regard sur le monde, nous voyons qu'il est bien plus instable que la description qu'en font les conservateurs. Nous assistons à une crise de l'endettement en Europe, une crise qui maintenant s'étend et menace l'équilibre économique du monde entier.

Nous avons vu, il y a tout juste deux ans — et qui parmi nous a besoin qu'on le lui rappelle — qu'en raison de l'intégration du système financier mondial, une faillite du système bancaire américain causée par l'octroi de prêts à des gens qui n'auraient pas dû en recevoir a entraîné une crise économique mondiale, crise qui fait maintenant l'objet de nombreux articles.

Le même risque de faillite perdure, non pas la faillite de quelques propriétaires immobiliers ou de quelques milliers ou dizaines de milliers de propriétaires immobiliers, mais de pays entiers. Nous devrions tous en être conscients. Nous devrions tous être conscients des difficultés auxquelles sont confrontés nos voisins américains au chapitre de la croissance économique et des défis que doit maintenant relever le Japon à la suite du tsunami tragique qui l'a frappé.

C'est pourquoi je trouve que les conservateurs jouent un petit jeu dans ce budget, un jeu que j'appellerai « disons que ». Disons que l'instabilité de l'économie mondiale ne durera pas. Disons qu'il n'y a pas de pauvreté au Canada et que le partage des richesses ne pose pas de problème, ce qui est pourtant le défi majeur de notre époque, selon le Parti libéral. Disons que les conservateurs savent ce qu'ils font, qu'ils ont un plan.

Le ministre des Finances affiche une fausse certitude dans ses projections concernant le déficit. Il prétend savoir ce que sera le déficit l'an prochain. Il prétend savoir ce qu'il sera dans deux ans, et même dans trois ans.



Le problème, c'est que nous n'avons pas oublié ce qu'il en est au sujet du ministre des Finances. Nous nous rappelons que c'est lui qui a affirmé à la Chambre, en 2008, après les dernières élections, en s'adressant aux Canadiens: « Une crise? Quelle crise? Des déficits? Quels déficits? Des problèmes? Quels problèmes? » Il a ainsi déclenché une crise politique qui a dominé les affaires de notre pays pendant deux longs mois. Acculé au mur, il a dû faire volte-face en disant: « Bon, nous devons réaliser le Plan d'action économique. Nous devons commencer à injecter de l'argent dans l'économie. Nous devons commencer à enregistrer des déficits. »

J'ai entendu le premier ministre et le ministre des Finances dire pendant deux années entières à quel point il était essentiel pour le Canada d'avoir un budget déficitaire et d'accepter d'augmenter la dette. Ils disaient que c'était crucial pour le bien de la nation. Si seulement j'avais pu entendre la même chose de la part des conservateurs dans les années 1990, 1991 et 1992 — mais je digresse.

Tout ce qui manque dans le discours du gouvernement et sa description des coûts et des difficultés qui nous attendent, c'est le coût de certains programmes clés. Le chef de l'opposition a parlé d'un de ces programmes dans son intervention, mais il y en a un autre qui n'a pas été abordé.

Le chef de l'opposition a beaucoup parlé du coût des réductions d'impôt pour les sociétés, qui nuisent effectivement beaucoup à la capacité du gouvernement fédéral du Canada de réagir adéquatement aux difficultés financières qu'on connaît un peu partout au pays.

Selon nous, il n'est pas utile, pour le moment, d'offrir davantage de réductions d'impôt aux sociétés pour nous rendre plus compétitifs. La compétitivité est un très important objectif de la politique publique, mais si la mesure semblait sensée au début, elle devient une forme d'indulgence que nous ne pouvons plus nous permettre.

J'aimerais toutefois aborder un autre élément qui ne fait pas partie de la liste parce qu'il se rapporte à un débat important qui aura lieu au Canada à l'automne, à savoir le coût des prisons. Le gouvernement s'appête, en ce qui concerne la réforme du système de justice pénale, à reproduire toutes les graves erreurs qui ont été faites aux États-Unis et en Europe, notamment au Royaume-Uni, des mesures que ces pays regrettent et dont ils comprennent à présent la folie et l'imprudence.

●(1050)

Le gouvernement fait comme si la seule solution aux crimes et aux méfaits qui sont commis dans notre société était de mettre les accusés derrière les barreaux et, essentiellement, de jeter la clé de leur cellule.

Ce sont tous les Canadiens, ainsi que les provinces et les municipalités, qui devront assumer le coût de ces mesures. Le gouvernement ne tient pas compte du fait que les établissements correctionnels sont sur le point de devenir les plus importants établissements de santé mentale du Canada.

Cette orientation, qui est complètement inutile pour le Canada, aura des répercussions désastreuses sur la santé économique et sociale du Canada. Le gouvernement peut en être certain: les députés libéraux s'opposeront sans relâche aux mesures de ce genre.

Le gouvernement fait souvent allusion à sa situation majoritaire. Je crois que les mots « mandat majoritaire », « mandat » et « majorité » ont été repris au moins une certaine de fois hier. Par ailleurs, je suis sûr que nous les entendrons encore mille fois avant la

### *Le budget*

fin de la journée, cette semaine et au cours des trois prochaines semaines.

Je rappelle seulement à la Chambre...

**M. Paul Calandra:** Cela durera plus longtemps encore: les quatre prochaines années!

**L'hon. Bob Rae:** Il y a du chahut. Je n'en tiens pas compte.

Quarante pour cent des gens qui ont voté se sont exprimés en faveur du gouvernement, mais cela signifie toujours que la plupart des Canadiens voudraient d'autres dirigeants que ceux qui ont été élus.

C'est une chose qu'il faut tout simplement reconnaître.

[Français]

Je reviendrai sur ce point.

La majorité des Canadiens ne partage pas les priorités des conservateurs. C'est important. Nous reconnaissons les faits: le Parti conservateur a une majorité à la Chambre, mais il n'a pas de majorité au pays. Cette réalité est difficile à accepter pour le Parti conservateur. En effet, les conservateurs peuvent faire ce qu'ils veulent à la Chambre, mais ils ne peuvent pas éviter leur responsabilité de respecter l'opinion publique au Canada.

Je veux parler des choix qui s'offrent aux Canadiens. Au pays, un mouvement ouvert et prêt au changement reconnaît que les Canadiens veulent un différent genre de politique. Ce mouvement croit que le gouvernement est là pour servir les Canadiens. C'est un mouvement de la population qui comprend les défis économiques, mais qui ne croit pas que les idéologies du passé vont l'aider.

[Traduction]

Le Parti libéral est d'avis que la politique gouvernementale doit reposer sur des faits et des données probantes, et non pas sur une idéologie. Nous allons contester sans relâche les politiques qui seront présentées à la Chambre et qui ne seront pas étayées par des faits et des données probantes.

La grande majorité des Canadiens savent que la pauvreté et les changements climatiques — qui sont des expressions que notre parti tient à employer — sont des réalités dont nous voulons qu'on s'occupe. Je signale au chef de l'opposition que la pauvreté n'est pas un problème qui touche uniquement les aînés, mais bien des Canadiens de toutes les sphères de la société. Elle touche les enfants ainsi que la population autochtone, et elle constitue aussi un problème pour ces groupes.

Le Parti libéral est conscient qu'il ne faut pas tenir la prospérité du Canada pour acquise. Nous savons aussi que ce n'est pas le moment de faire preuve de suffisance ou de laxisme.

Lorsque nous nous penchons sur les soins de santé et sur les problèmes liés à la criminalité et à la justice sociale auxquels j'ai fait allusion, sans oublier les politiques fiscales et, surtout, lorsque nous nous mesurons l'importance des dossiers qui sont liés aux Autochtones et dont la Chambre et les Canadiens n'ont toujours pas pris acte, il importe de reconnaître le danger très réel lié au fait que nous ne nous occupons pas d'un Canada, mais bien de deux. D'une part, il y a les inclus et, d'autre part, les exclus. Il y a ceux qui bénéficient des bonnes choses de la vie et il y a les autres. Il y a ceux qui ont un statut, une forme de sécurité et il y a ceux qui n'en ont pas.

### *Le budget*

Il est possible d'éviter ces disparités. En tant que Canadiens, nous ne sommes pas tenus d'accepter cette situation. Comme pays, nous pouvons donner l'exemple et dire que nous voulons fixer une norme relativement à la place du Canada dans le monde et décider de faire du mieux que nous pouvons. Oui, nous voulons être prospères. Oui, nous voulons que nos entreprises connaissent du succès. Oui, nous voulons créer une vraie culture entrepreneuriale progressiste au pays. Toutefois, nous sommes conscients que tout cela ne rimera à rien s'il y a encore des millions de chômeurs et des millions de personnes qui vivent dans la pauvreté, s'il y a des gens qui dorment dans une chambre où s'entassent six ou sept personnes et qui se demandent, lorsque le vent siffle dans les fenêtres d'un logement surpeuplé du lac Big Trout, s'il existe un monde meilleur, un endroit meilleur.

Il faut reconnaître qu'en dépit de tous nos succès le Canada a le taux de suicide le plus élevé du monde occidental. Il en est ainsi principalement parce qu'un nombre beaucoup trop élevé de jeunes Canadiens — en particulier de jeunes Autochtones — ne voient aucune solution, aucun espoir, aucune possibilité.

Nos budgets ne doivent pas refléter uniquement le point de vue des entreprises ou des chambres de commerce. Les budgets n'existent pas uniquement pour les contribuables, même les contribuables prospères. Les budgets existent pour chaque Canadien, qu'il soit sans abri ou qu'il ait une maison, qu'il vive dans la rue ou dans un endroit confortable, ou qu'il vive en milieu rural ou urbain.

Par définition, une bonne politique est une politique rassembleuse. Lorsque je regarde le budget, j'y vois une constante que je qualifierais de politique de la division, où le gouvernement sépare les gens et leur fait comprendre que certaines personnes peuvent compter sur lui, mais pas tout le monde.

Pour le démontrer, qu'il me suffise de donner l'exemple des crédits d'impôt accordés par le gouvernement. Seuls les gens qui paient de l'impôt pourront en bénéficier. C'est très simple à comprendre. J'essayais de l'expliquer aux médias hier, parce qu'ils me demandaient quelle était la différence entre un crédit d'impôt remboursable et un crédit d'impôt non remboursable.

J'aimerais vous citer quelques simples faits. L'an dernier, 24,5 millions de déclarations de revenus ont été produites. Sur ce nombre, 15,2 millions de déclarations se soldaient par un montant d'impôt fédéral à payer, tandis que 9,3 millions ne prévoyaient aucun impôt à payer, une fois les crédits accordés. Or, les gens qui n'ont pas de revenu ne peuvent pas profiter des crédits d'impôt.

Dans ma circonscription, qui a besoin de leçons de piano, mais ne peut pas en avoir? Ce sont les enfants les plus pauvres. Qui a de la difficulté à prendre soin des personnes qui leur sont chères? Qui a de la difficulté à s'occuper de leur mère ou de leur père?

● (1055)

[Français]

Quels sont ceux qui ont besoin des crédits de taxes offerts par les conservateurs? Ce ne sont pas simplement des crédits de taxes pour la classe moyenne du Canada. Ce devrait être pour tout le monde et pas seulement pour quelques-uns. Franchement, ça c'est la différence entre la vision du Parti libéral et celle du Parti conservateur.

[Traduction]

C'est pourquoi je propose le sous-amendement que voici à l'amendement présenté par le chef de l'opposition:

Que l'amendement soit modifié par adjonction, après le mot « emplois », de ce qui suit:

« et rejette la politique budgétaire du gouvernement parce qu'elle ne propose rien pour améliorer la dégradation des conditions de vie des peuples autochtones et le

manque de débouchés auquel ils sont confrontés, pour encourager une prospérité durable et à long terme, ainsi que des opportunités équitables pour tous les Canadiens, qu'elle exclut délibérément les Canadiens à faible revenu du droit de bénéficier des nouvelles mesures fiscales en omettant de faire de ces mesures des crédits d'impôt remboursables, qu'elle fait fi du rôle du gouvernement fédéral dans le développement et le maintien de logements abordables, qu'elle prouve que le gouvernement entend continuer à afficher un manque de leadership en matière de santé, particulièrement en ignorant qu'il doit entamer des négociations avec les provinces sur la suite de l'accord de 2004 sur le renouvellement des soins de santé et en omettant d'informer les Canadiens sur les programmes et les services qu'il entend couper dans le but d'atteindre ses projections de réduction de la dette. »

● (1100)

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** Le sous-amendement est recevable.

Le député de Kitchener—Conestoga a la parole.

**M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de Toronto-Centre de son discours et de sa réélection à la Chambre des communes. En jetant un coup d'oeil en face, je m'aperçois que le siège qu'occupe maintenant mon collègue est beaucoup plus à droite qu'avant.

Dans son discours, mon collègue a fait remarquer que les politiques publiques devraient reposer sur des faits. Toutefois, il m'est apparu ironique que, pendant son intervention, il n'ait pas tenu compte d'un certain nombre de faits. Il a passé sous silence le fait que plus de 80 p. 100 des Canadiens ont voté contre son parti. Il s'est bien gardé de dire qu'il s'est créé, net, 540 000 nouveaux emplois. Il n'a pas non plus signalé que, le 2 mai, les Canadiens ont décidé d'élire un gouvernement conservateur majoritaire stable et national.

Comment mon collègue peut-il s'opposer à un budget qui contient d'excellentes mesures, comme le crédit à l'embauche pour les petites entreprises? Comment peut-il ne tenir aucun compte de la prolongation du programme de travail partagé et du soutien au secteur de la fabrication et de la transformation qui sont prévus dans le budget? Toutes ces mesures sont essentielles à la création d'emplois. Non seulement elles aideront les familles à subvenir à leurs besoins, mais elles viendront aussi renforcer le sentiment d'estime de soi et d'utilité qui est tellement nécessaire dans notre société.

J'aimerais bien qu'il me dise pourquoi il s'oppose aux excellentes mesures qui figurent dans le budget.

**L'hon. Bob Rae:** Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour répéter ce que j'ai dit à mon collègue hier, à savoir que tous les députés sont avec lui en pensée et de tout cœur pendant qu'il vit cette période des plus difficiles. Nous lui offrons toutes nos sympathies.

Comme j'occupe maintenant ce siège à la Chambre, j'ai une très bonne idée de ce qui s'est produit pendant la dernière élection. Je suis peut-être lent, mais pas à ce point, et je suis parfaitement à même de comprendre ce qui s'est produit.

Je pense que c'était le poète Kipling qui disait que le triomphe et le désastre sont deux imposteurs. Dans ma vie, j'ai davantage eu affaire au second qu'au premier, mais je suis prêt à l'accepter. Tous pourront constater que le caucus libéral est prêt au combat. Nous continuerons à nous distinguer par notre bonne humeur et nos excellentes idées. J'aimerais pouvoir en dire autant du parti d'en face.

Serais-je prêt à dire qu'un grand nombre d'initiatives décrites par le député sont d'excellentes idées? J'en mentionnerai deux. Il a affirmé que le partage du travail était une bonne idée. Dans la province de l'Ontario, il y a plus de jours qui portent mon nom que celui de tout autre premier ministre des 150 dernières années du fait que j'ai introduit la notion de partage du travail dans le secteur public au moment où cela s'imposait.

*Le budget*

Il a également parlé des crédits d'impôt pour les petites entreprises. C'est aussi une idée que nous avons préconisée de notre côté de la Chambre. Nous avons défendu cette idée avec acharnement pendant la dernière campagne électorale. C'est bon signe de constater que cette mesure figure maintenant dans le budget. Nous croyons à toutes ces initiatives et nous y tenons. Ce qui nous préoccupe, c'est le fait que le budget ne va pas assez loin. Il ne tient pas compte de la situation précaire dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Il ne tient pas compte non plus de certaines des causes profondes de la pauvreté qui continuent de nuire à l'économie canadienne.

• (1105)

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, je félicite le député de Toronto-Centre pour sa réélection et sa nomination à la tête du Parti libéral.

J'ai une question au sujet des réductions d'impôt pour les grandes entreprises. Pendant des années, de telles réductions d'impôt ont été accordées et, fait intéressant, la position du Parti libéral sur cette question a changé au cours des six derniers mois. Je siége ici depuis 2002, demandant que les réductions d'impôt aux grandes entreprises soient faites de manière plus responsable. Or, les uns après les autres, les libéraux déchiraient leur chemise, nous répétant en poussant les hauts cris que les réductions de l'impôt des grandes entreprises créaient des emplois. Nous n'avons jamais vu ce résultat. Nous avons vu un changement de position du Parti libéral. J'aimerais sincèrement savoir quand ce changement s'est opéré et pourquoi.

Les libéraux n'ont eu de cesse de réclamer des réductions d'impôt pour les grandes entreprises, même quand nous empruntons de l'argent pour les accorder. L'ancien chef du Parti libéral a même demandé des réductions plus généreuses et plus vastes que les réductions actuelles. Pourquoi ce changement de position de la part du Parti libéral? À quel moment les libéraux se sont-ils rendu compte que les réductions d'impôt ne se traduisent pas par la création d'emplois? À quel moment cela s'est-il passé et qu'est-ce qui explique ce revirement, compte tenu de ce qui motivait leur position idéologique précédente?

**L'hon. Bob Rae:** Monsieur le Président, je me réjouis de cette question parce que c'est un exemple classique de l'idéologie qui sous-tend le discours néo-démocrate.

Les membres de mon parti sont des gens très pratiques — tout comme l'est, en passant, le premier ministre du Manitoba et tout comme l'étaient MM. Romanow et Calvert durant leur mandat respectif à la tête de la Saskatchewan. Les gouvernements doivent prendre des décisions en fonction des circonstances auxquelles ils sont confrontés. Et les circonstances changent sans cesse.

Quelles étaient les circonstances auxquelles nous étions confrontés auparavant? Nos taux d'imposition risquaient d'être de moins en moins concurrentiels, à l'échelle tant fédérale que provinciale. À cause de ce manque de compétitivité, nous risquions de perdre des investissements. En contrepartie, nous avions enregistré des excédents aux deux paliers, surtout au fédéral, et nous pouvions compter là-dessus pour régler ce problème.

En réponse à la question de mon collègue, je dirais que plusieurs choses ont changé. Premièrement, la dernière fois que j'ai vérifié, nous n'étions pas en situation d'excédent budgétaire. En fait, le gouvernement fédéral accuse maintenant un immense déficit, tout comme la plupart des provinces. Deuxièmement, le défi qui se pose à nous est de faire en sorte que nos taux soient concurrentiels, mais juste assez en fonction des circonstances actuelles, c'est-à-dire juste

assez pour attirer des investissements et assurer une capacité fédérale viable pour répondre aux besoins des gens.

Quelques années avant les dernières élections, nous avons décidé que le temps des réductions de l'impôt des entreprises était révolu. Devant les chiffres, force est de constater que les taux d'imposition actuels donnent des résultats raisonnables. D'ailleurs, un jour, nous avons eu droit à tout un débat lorsque les députés du Nouveau Parti démocratique se sont opposés à cet aspect de la politique du gouvernement, lançant à tout bout de champ des chiffres, sans pour autant...

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** À l'ordre, s'il vous plaît. Je suis désolé d'interrompre le député, mais d'autres souhaitent poser une question.

Le député de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor.

• (1110)

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.):** Monsieur le Président, l'intervention du député m'a impressionné à un point tel que je voulais proposer sa candidature pour qu'on lui remette une médaille de l'Ordre du Canada, mais on m'a fait remarquer qu'il en a déjà une. Il me faudra trouver autre chose.

Je veux revenir sur la première partie de son intervention concernant les changements climatiques. Il est clair que les faits à cet égard sont au cœur du débat. La côte Est du pays, plus précisément Terre-Neuve-et-Labrador, a été frappée par l'ouragan Igor, qui a dévasté des centaines de collectivités. À la suite de la catastrophe, nous avons pris conscience que les changements climatiques sont bien réels et que les faits le confirment.

Le gouvernement fédéral met de l'avant des règlements obligeant les petites collectivités à respecter la réglementation en matière d'environnement. La Fédération canadienne des municipalités s'est réunie pendant la fin de semaine et a discuté des changements climatiques. Quatre-vingt-quatre collectivités à Terre-Neuve-et-Labrador ont besoin de millions de dollars pour réparer leurs systèmes de traitement des eaux usées. Malheureusement, ces petits villages n'en n'ont pas les moyens. Que fait le gouvernement dans ce dossier? Il impose des règlements, mais ne propose aucun mécanisme de financement.

Le député pourrait-il nous indiquer comment le gouvernement conservateur a abandonné ces petites collectivités et nous dire comment celui-ci compte leur venir en aide à l'avenir?

**L'hon. Bob Rae:** Monsieur le Président, quiconque doute de la nature démocratique du Parti libéral n'a qu'à écouter cette question.

J'ai pris la parole devant la Fédération canadienne des municipalités au cours de la fin de semaine, tout comme le chef de l'opposition et le ministre de l'Infrastructure.

L'un des principaux arguments de mon intervention portait sur l'importance, pour tout gouvernement, d'être conscient des conséquences de ses actes et des répercussions graves qu'une modification de la réglementation peut avoir sur les municipalités s'il ne réfléchit pas à la façon dont elles pourront assumer les coûts qui en découlent.

### *Le budget*

À mon avis, les politiques canadiennes devraient suivre une règle fondamentale selon laquelle un gouvernement qui apporte des modifications importantes, que ce soit au chapitre de la criminalité, de l'environnement ou dans tout autre domaine de la politique sociale ou économique, doit garder à l'esprit que ce changement aura des répercussions graves sur les finances des autres ordres de gouvernement, qu'il s'agisse des Premières nations, des municipalités ou des provinces. Le gouvernement a la responsabilité directe de payer.

Il est irresponsable de la part du gouvernement fédéral de se vanter publiquement de toutes les merveilleuses modifications qu'il a apportées à la réglementation sur les eaux usées alors qu'il n'a aucune intention d'aider les municipalités à assumer les coûts qu'entraîneront ces extraordinaires modifications. Ces changements sont effectivement nécessaires, mais il faut en assumer les coûts.

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon très bon ami, le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie.

Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole au sujet du budget de 2011, qui est la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada.

Monsieur le Président, avant de commencer, je vous félicite de votre récente nomination à la Chambre des communes en tant que Président suppléant. Il me tarde de travailler avec vous en cette enceinte, et je ne doute pas que vous assurerez la présidence avec grande distinction au cours de la présente législature.

Comme il s'agit de mon premier discours ici depuis les élections et le début de la nouvelle législature, permettez-moi de prendre un moment pour remercier quelques personnes.

Tout d'abord, je remercie le premier ministre de m'avoir de nouveau accordé sa confiance pour exercer le rôle de secrétaire parlementaire. C'est un privilège de travailler avec le ministre des Finances et le ministre d'État aux Finances dans des dossiers tels que le budget.

Ensuite, je veux prendre un moment pour adresser mes remerciements aux membres de ma famille, qui m'ont appuyée durant la campagne électorale. Je tiens à les remercier de leur amour, de leur soutien et de leur patience puisque je suis absente cinq jours par semaine.

Je prends également un moment pour remercier les gens qui ont prêté leur concours à ma campagne électorale. Je ne les oublierai jamais. Je leur suis extrêmement reconnaissante du plus profond de mon cœur.

Enfin, les dernières personnes, mais certes pas les moindres, que je voudrais remercier sont les gens de Saint-Boniface, qui m'ont réitéré leur confiance afin que je les représente à Ottawa. Je travaillerai très fort pour répondre à leurs besoins et j'espère ne jamais les décevoir.

Durant la campagne électorale, j'ai eu l'occasion de parler à des milliers de personnes. De porte en porte, l'une des choses que les gens n'ont eu de cesse de me répéter, c'est qu'ils voulaient que le gouvernement se concentre sur l'économie et la création d'emplois.

Le budget de 2011, présenté hier, reflète cette priorité. Voici quelques-unes des principales mesures qui seront prises pour favoriser la création d'emplois.

Le gouvernement étendra la déduction pour amortissement accéléré afin d'aider les manufacturiers et les transformateurs à faire de nouveaux investissements dans la machinerie et l'équipement.

Nous améliorerons ou prolongerons des programmes, comme le Programme de travail partagé, le Programme de protection des salariés et l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, afin d'aider les entreprises à garder leurs travailleurs. Nous reconduirons des programmes d'aide aux travailleurs au chômage. Nous accorderons un crédit à l'embauche aux petites entreprises. Nous soutiendrons les jeunes entrepreneurs grâce à un investissement de 20 millions de dollars. Nous réduirons aussi les tracasseries administratives en améliorant le PerLE et nous consulterons les Canadiens par l'intermédiaire de la Commission pour la réduction des tracasseries administratives.

Nous soutiendrons les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des mines, de la fabrication, du tourisme et de l'exploitation forestière au moyen de centaines de millions de dollars servant à soutenir l'innovation, les investissements et la diversification des marchés.

Nous investirons également dans les technologies et l'innovation liées aux énergies propres. Nous légiférerons pour rendre permanent le Fonds de la taxe sur l'essence afin de soutenir les priorités des municipalités en matière d'infrastructure.

La prochaine phase du Plan d'action économique du Canada gardera aussi les impôts bas et comportera des investissements ciblés additionnels pour soutenir les emplois et la croissance et juguler les dépenses du gouvernement afin d'atteindre notre objectif d'élimination du déficit tout en protégeant les paiements de transfert destinés à des services cruciaux tels que les soins de santé et l'éducation.

Parmi toutes ces importantes mesures, il y aura des allègements fiscaux pour les familles canadiennes qui travaillent fort, pour soutenir les Canadiens âgés les plus vulnérables et les aidants familiaux, pour aider les Canadiens à rendre leurs maisons plus éconergétiques, et il y aura également des améliorations à notre système de justice pour rendre nos rues sûres, entre autres choses.

Bref, c'est vraiment un plan pour aider les Canadiens ordinaires.

Voici ce que Doug Northrup, de H&R Block, déclarait récemment à *Times & Transcript*:

Le budget fédéral [...] est vu comme étant un « budget populaire » [...] Chaque année, des gens viennent me consulter, en ma qualité de conseiller fiscal, et ils me demandent s'il y a quelque chose de nouveau pour leur laisser davantage d'argent. Maintenant, il y a quelque chose. La famille moyenne verra plus d'argent lui revenir, et les personnes âgées le verront sur leur chèque mensuel.

Il est clair que le budget met l'accent sur l'économie et sur le maintien et la création d'emplois. Cependant, il y a quelques éléments importants que je tiens à mentionner, car ils ne doivent pas nous échapper.

Tout d'abord, je parlerai du programme « Helmets to Hardhats » prévu dans le budget.

Étant la petite-fille de trois anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale et une femme qui appuie fermement nos courageux militaires, j'étais très heureuse de voir cette initiative dans le budget. Ce programme donnera aux militaires qui quittent les Forces canadiennes et aux anciens combattants la possibilité de faire carrière dans le secteur de la construction.

La semaine dernière, justement, j'ai mentionné ce programme à mon amie Wendy Hayward, qui était présente à la cérémonie d'assermentation. Wendy est la mère du caporal James Arnal, qui est le quatre-vingt-huitième soldat canadien à perdre la vie alors qu'il servait bravement en Afghanistan. J'ai eu le plaisir de compter le père du caporal Arnal, Ray Arnal, parmi mes collègues au sein du Service de police de Winnipeg. Wendy et sa famille s'emploient à aider les soldats des Forces canadiennes notamment en participant aux dons d'oreillers. Elle a été très contente de voir que notre gouvernement avait l'intention d'investir dans le programme « Helmets to Hardhats », destiné à trouver des débouchés pour les anciens combattants dans le secteur de la construction.

• (1115)

Voici ce que pensent de ce programme les Syndicats des métiers de la construction du Canada:

Le programme « Helmets to Hardhats » a démontré sa capacité à intégrer les militaires professionnels dans les emplois techniques les plus respectés et les mieux rémunérés de l'industrie de la construction. [...] Ce programme changera la donne pour les jeunes anciens combattants. Notre objectif est de placer le plus grand nombre possible des 5 200 professionnels qui réalisent cette transition, chaque année. Tout le monde y trouve son compte, tant les Forces armées que nos métiers.

Parmi les mesures importantes de la prochaine phase du Plan économique du Canada se trouvent les nouveaux investissements dans le domaine de la sécurité publique et de la justice, y compris: 30 millions de dollars pour le Programme des services de police des Premières nations; 26 millions de dollars pour l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, de manière à ce que les victimes se fassent mieux entendre dans le système de justice; 1,6 million de dollars par année pour le Programme pilote de financement des projets d'infrastructure de sécurité, afin de mieux protéger les collectivités victimes de crimes motivés par la haine; 20 millions de dollars pour prévenir la criminalité chez les jeunes; un engagement à éliminer l'inutile et dispendieux registre des armes d'épaule, que tous les policiers élus députés fédéraux ont souhaité l'abolition lors d'un vote aux Communes.

Voici ce qu'a déclaré à propos du budget l'Association canadienne des policiers:

La confirmation du gouvernement conservateur, relativement au renouvellement de l'investissement dans le Fonds de lutte contre les activités de gangs [...] aidera à fournir aux divers corps policiers du pays les outils et ressources [dont] ils ont besoin pour cibler les jeunes à risque et les garder loin de l'appât du gain qu'offre le milieu du crime organisé.

Ayant près de 19 années d'expérience dans la police, j'ai travaillé avec de nombreuses victimes et avec leurs familles. Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui fait passer les droits des victimes avant les droits des criminels.

Dans cette optique, comme nous l'avons promis dans notre plateforme, nous fournirons des prestations d'assurance-emploi supplémentaires aux parents d'enfants assassinés ou portés disparus et aux parents d'enfants gravement malades. Nous modifierons le Code criminel pour doubler la suramende compensatoire et la rendre obligatoire dans tous les cas, sans exception.

Notre gouvernement présentera également à nouveau des projets de loi exhaustifs qui serviront notamment aux fins suivantes: lutter contre le crime organisé lié aux drogues; mettre un terme à la détention à domicile pour les auteurs de crimes graves et violents; abolir la détention à domicile pour les auteurs de sévices graves à la personne, comme des agressions sexuelles; éliminer les pardons pour les crimes graves; infliger des peines plus sévères et des peines d'emprisonnement obligatoires pour les prédateurs sexuels qui s'en prennent à nos enfants; durcir le traitement des jeunes contrevenants violents et récidivistes; donner aux services policiers et aux

### *Le budget*

tribunaux les outils dont ils ont besoin pour enquêter sur les crimes et prévenir les attentats terroristes; permettre aux victimes d'actes terroristes d'intenter des poursuites contre les terroristes et les partisans du terrorisme devant les tribunaux canadiens; et simplifier les procès longs et complexes pour que la justice soit administrée promptement.

Nous allons également nous attaquer au trafic et à la consommation de drogues dans les prisons en veillant à ce que chaque détenu sous responsabilité fédérale soit soumis à un test de dépistage de drogue au moins une fois l'an. Les prisonniers trouvés en possession de substances illégales devront faire face aux accusations additionnelles appropriées. Les candidats à la libération conditionnelle qui échouent à un test de dépistage de drogue se verront refuser la libération conditionnelle.

En tant que femme métisse, j'aimerais également mentionner à quel point il est important d'incorporer dans ce budget des mesures visant à protéger les femmes. Elles nous aideront à protéger non seulement les femmes canadiennes, mais aussi les femmes autochtones très vulnérables qui sont si souvent victimes de violence ou d'exploitation forcée.

Je ne doute pas que le gouvernement continuera de répondre aux besoins de ces femmes, tant dans les réserves qu'à l'extérieur de celles-ci.

Voilà qui correspond au programme de ma campagne et je compte faire de mon mieux pour que ces promesses se concrétisent. J'encourage tous les députés à lire le budget, à prendre connaissance de ces merveilleuses mesures prévues pour venir en aide aux plus vulnérables, à les adopter le plus tôt possible pour que nos aînés puissent bénéficier de la hausse du Supplément de revenu garanti, et ce, afin que nous puissions mieux protéger notre population et faire en sorte de rétablir l'équilibre budgétaire et de réduire le déficit le plus rapidement possible.

Je répondrai avec plaisir aux questions.

• (1120)

**M. Kennedy Stewart (Burnaby—Douglas, NPD):** Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui et de poser ma première question.

J'ai bien apprécié le discours, mais j'aimerais savoir ce que le budget prévoit pour les jeunes. Il ne semble pas y être question du taux de chômage des jeunes, qui atteint des sommets inégalés, que ce soit dans ma circonscription ou ailleurs au Canada.

Le gouvernement peut-il expliquer en quoi le budget aidera les jeunes et contribuera à réduire leur taux de chômage?

**Mme Shelly Glover:** Monsieur le Président, je souhaite à mon collègue la bienvenue à la Chambre des communes et je le félicite d'avoir été élu.

Je suis très heureuse qu'il pose cette question à propos des jeunes, car je suis moi-même mère de cinq enfants et je me préoccupe beaucoup de leur bien-être et de leur avenir. Je suis donc fière de faire partie d'un gouvernement qui a présenté dans son budget diverses mesures visant à aider les jeunes à poursuivre les études nécessaires pour obtenir ces emplois.

### *Le budget*

Dans le budget, le gouvernement a annoncé qu'il renoncera au remboursement des prêts d'études des médecins et du personnel infirmier oeuvrant dans les régions rurales et éloignées. Il fera en sorte que tous les frais d'examen professionnel donnent droit à des allègements d'impôt. Il appuiera les personnes qui poursuivent leurs études postsecondaires à l'étranger. Il doublera le montant du revenu en cours d'études qui sera exonéré. Il diminuera le taux d'intérêt appliqué en cours d'études aux prêts des étudiants à temps partiel. Il investira dans l'éducation de base des adultes dans le Nord, afin d'aider les Autochtones.

De plus, il a octroyé 20 millions de dollars pour aider les jeunes entrepreneurs. Ce sont eux qui bâtiront l'avenir de notre pays. Ce sont aussi eux qui pourraient un jour représenter les Canadiens ici, à la Chambre des communes, et devenir des leaders pour notre pays.

Je suis fier d'appuyer ce budget et de représenter le gouvernement, qui a à coeur d'aider les jeunes à aller de l'avant.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse à la députée de Saint-Boniface, est très simple: ces derniers temps, j'ai rencontré beaucoup de gens, comme tous les députés ici présents, et beaucoup m'ont dit que la criminalité les inquiétait beaucoup.

Pour souligner toute l'importance que revêt cette question, je vais prendre l'exemple d'une dame qui vit sur l'avenue Pritchard. Elle me disait qu'elle avait peur de sortir dans sa propre cour à cause de tous les crimes qui étaient commis près de chez elle.

J'entends toujours les conservateurs dire qu'ils veulent s'attaquer à la criminalité. Or, les électeurs de ma circonscription voudraient bien que la criminalité diminue dans leur coin de pays.

Le gouvernement avait la chance, grâce aux initiatives sur les gangs, de fournir un meilleur environnement aux jeunes et de les éloigner des gangs. Or, certains craignent que les conservateurs ne décident de sabrer ces programmes.

Dans quelle mesure le gouvernement est-il résolu à soutenir les programmes qui permettraient aux jeunes de vivre à l'abri des gangs?

• (1125)

**Mme Shelly Glover:** Monsieur le Président, je suis ravie de voir que mon collègue est de retour à la Chambre.

J'ai travaillé comme policière durant de nombreuses années dans la circonscription du député. Force est d'admettre, malheureusement, que la criminalité y est en effet très élevée. Je lui rappellerai cependant, quand il dit que les gens réclament que nous fassions baisser la criminalité, que c'est son parti qui a voté pour que les criminels puissent purger leur peine à domicile, c'est-à-dire dans la collectivité. C'est son parti qui a fait campagne en misant sur une plateforme qui ne consacrait pas un sou aux programmes de prévention de la criminalité chez les jeunes et qui n'avait pas l'intention de renouveler les programmes de prévention des activités liées aux gangs que le gouvernement conservateur avait créés.

Notre plateforme était on ne peut plus claire. Nous allons renouveler ces programmes. Nous croyons à leur utilité et nous écoutons d'une oreille attentive lorsque les policiers, dont ceux de l'Association canadienne des policiers, nous disent très clairement que ces programmes sont essentiels. Ils approuvent les mesures prises par le gouvernement conservateur. L'argent nécessaire a été annoncé dans le budget de 2011.

Le député devrait plutôt se demander pourquoi son propre parti insiste pour remettre les criminels en liberté en leur permettant de purger leur peine à domicile tout en faisant fi des besoins de ces

enfants de même que des besoins, notamment budgétaires, de ces programmes.

**L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario), PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de prendre un instant pour dire à quel point je suis honoré, rempli d'humilité et reconnaissant puisque les électeurs de Cambridge et North Dumfries m'ont de nouveau choisi pour les représenter dans la grande institution qui est la nôtre. Je tiens à remercier mon conseil et tous mes bénévoles, et je remercie plus spécialement le premier ministre, qui m'a invité à continuer de servir le Canada à titre de ministre d'État aux Sciences et à la Technologie et de ministre d'État chargé de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.

Je félicite également les députés d'en face, les députés de LaSalle—Énard et de Kingston et les Îles qui ont été choisis par leur chef à titre de porte-parole principaux de leurs partis en sciences et technologie. J'ai hâte de travailler avec eux de façon constructive afin de faire progresser le Canada.

Je suis fier de prendre aujourd'hui la parole à titre de ministre d'État aux Sciences et à la Technologie pour donner les grandes lignes des nouveaux investissements prévus dans nos initiatives et innovations en matière de sciences et de technologie. Ils témoignent de l'engagement durable du Canada comme l'un des chefs de file mondiaux en recherche, en innovation et dans l'implantation de la technologie.

Pour réussir dans l'économie du savoir, le Canada doit attirer et perfectionner les travailleurs de talent dont il a besoin et accroître sa capacité en matière de recherche et développement de pointe, améliorer la commercialisation des produits de cette recherche et promouvoir l'éducation et le perfectionnement professionnel.

Le gouvernement actuel a derrière lui depuis longtemps un excellent bilan qui témoigne de son engagement à l'égard des sciences et de la technologie depuis la publication, en 2007, de sa Stratégie nationale des sciences et de la technologie, qui reconnaît le lien important et même essentiel entre le savoir et la capacité d'innover, d'une part, et la réussite dans l'économie mondiale d'autre part.

Il y a plus important que de simplement avoir une stratégie et d'en parler. Il faut appliquer cette stratégie, concrétiser cette vision. En conséquence, le gouvernement a consenti, dans des budgets antérieurs et dans le Plan d'action économique, des investissements importants afin d'attirer et de perfectionner une main-d'œuvre de talent, de renforcer la capacité du Canada de faire de la recherche-développement qui est à l'avant-garde dans le monde, et d'améliorer la commercialisation des produits de la recherche.

La nouvelle étape, dans le Plan d'action économique du Canada, consiste à tabler sur ces investissements et stratégies antérieurs. Il y a là des ressources importantes pour renforcer le leadership mondial du Canada en recherche, appuyer la commercialisation des produits de la recherche en favorisant l'innovation dans l'entreprise et faire progresser la Stratégie numérique du Canada.

Les investissements en sciences et technologie prévus dans le budget de 2011 prennent appui sur les plus de 6,3 milliards de dollars engagés pendant les deux premières années du Plan d'action économique. Dans chacun des budgets qu'il a proposés, y compris celui de cette année, le gouvernement a augmenté les investissements en sciences et technologie.

*Le budget*

C'est pour moi un honneur de présenter à la Chambre certaines des mesures que propose le budget de 2011 pour en arriver à la prochaine étape de la Stratégie des sciences et de la technologie. J'ajouterai que, à un moment où d'autres pays ont du mal à maintenir leurs engagements existants en recherche, en sciences et en innovation, le Canada établit le rythme à suivre et il va de l'avant.

Le dernier budget continue de témoigner de notre engagement à nous donner un avantage en recherche dans le domaine des sciences et de la technologie. Nous cherchons à préserver notre leadership, et c'est une position de tête dans le G7 en ce qui concerne la recherche-développement dans le secteur des études supérieures comme pourcentage de l'économie.

Le budget de cette année, comme ceux qui l'ont précédé, fera augmenter les budgets annuels combinés des conseils subventionnaires fédéraux. La hausse sera de 37 millions de dollars par année. Nous ajouterons également 10 millions de dollars par année pour les coûts indirects des programmes de recherche, comme les coûts d'exploitation et d'entretien des installations dans les universités et collèges canadiens qui reçoivent des fonds des conseils subventionnaires.

Dans le cadre des initiatives visant à renforcer l'avantage du Canada sur le plan de la recherche, le budget prévoit 53,5 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la création de dix nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada. Il s'agit de chaires de recherche essentielles et très convoitées par les candidats du monde entier. En outre, le budget prévoit jusqu'à 100 millions de dollars à l'appui de l'établissement d'un fonds canadien de recherche sur le cerveau, afin de soutenir les travaux en science neurologique et d'accélérer le rythme des découvertes relatives aux troubles neuropathiques les plus graves qui touchent les Canadiens et leurs familles.

● (1130)

Le budget accorde 65 millions de dollars à Génome Canada afin de lui permettre de lancer un nouveau concours dans le domaine de la santé humaine et de financer ses coûts d'exploitation et ceux des centres de génomique jusqu'en 2013-2014.

De plus, le budget accorde 50 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2012-2013, à l'Institut Perimeter pour la physique théorique de Waterloo, afin d'appuyer ses activités de recherche de pointe, d'éducation et de sensibilisation du public.

Dès 2011-2012, le budget accorde 35 millions de dollars sur cinq ans au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le CRSNG, pour appuyer l'excellence des recherches sur le climat et l'atmosphère menées dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada.

En outre, le budget affecte 12 millions de dollars sur cinq ans à la sélection, par voie de concours inter-conseils, d'un centre d'excellence pour la recherche Canada-Inde. Cette mesure s'inscrit dans notre stratégie globale de mobilisation à l'égard de l'Inde.

Dès 2011, le budget alloue 4 millions de dollars sur trois ans pour appuyer la construction d'un cyclotron, à l'institut régional de recherche de Thunder Bay, pour produire la prochaine génération d'isotopes médicaux.

Tel qu'annoncé dans le budget de l'année dernière, nous avons mis sur pied un groupe d'experts, composé de six éminents Canadiens, dirigé par M. Tom Jenkins de la Open Text Corporation. Le groupe fera des recommandations au gouvernement pour maximiser les programmes fédéraux visant à promouvoir l'innovation en entreprise. En attendant, le budget 2011 prévoit des ressources ciblées pour

améliorer la commercialisation et soutenir la démonstration de nouvelles technologies sur le marché.

Voici quelques-unes des formidables initiatives prises en ce sens: 12 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2011-2012, au programme De l'idée à l'innovation du CRSNG, pour appuyer les projets de R-D à potentiel commercial intéressant réalisés conjointement dans les universités et les collèges; 3 millions de dollars, également en 2011-2012, et un financement permanent de 5 millions par année à compter de 2012-2013 au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, ou CRSNG, pour appuyer la création de 30 nouvelles chaires de recherche industrielle dans des collèges. C'est un programme extraordinaire.

Il est également prévu d'accorder 40 millions de dollars en subventions sur deux ans à Technologies du développement durable Canada, afin que cette fondation continue de soutenir la mise au point et la démonstration de nouvelles technologies propres.

Le budget de 2011 prévoit aussi des initiatives pour faire du Canada un chef de file de la création, de l'adoption et de l'utilisation des technologies et du contenu numériques, par exemple 80 millions de dollars sur trois ans pour une initiative pilote qui sera mise en oeuvre par l'entremise du Programme d'aide à la recherche industrielle, qu'on appelle aussi le PARI. Cette initiative vise à appuyer les projets de collaboration entre les collèges et les PME afin que celles-ci adoptent plus rapidement les technologies de l'information et des communications.

Aussi, le budget consacre 100 millions de dollars par année au Fonds des médias du Canada, qui investit dans la création de contenu numérique convergent accessible sur de multiples plateformes, comme la télévision et les applications de pointe pour Internet, les communications sans fil et d'autres nouvelles plateformes.

Notre gouvernement a un plan qui a été établi en 2007, mais comme pour toute autre chose, il ne suffit pas de formuler des idées. Il faut les réaliser et veiller à ce qu'elles soient couronnées de succès. Nous ne faisons pas que parler. Nous agissons et prenons des mesures qui sont dans l'intérêt supérieur de notre pays. Encore une fois, avec ce budget, nous avons fait la preuve de notre volonté de réaliser ce plan, et de notre capacité d'y arriver. Nous continuerons à faire du Canada un chef de file en recherche, en sciences et en innovation.

Ce budget nous permet de réaliser notre engagement à améliorer la qualité de vie des Canadiens, à créer des emplois bien rémunérés et de qualité et à permettre aux Canadiens d'être concurrentiels dans l'économie du savoir.

Je serai heureux de travailler avec mes collègues au Parlement et avec tous les Canadiens à bâtir l'économie de demain, une économie qui permettra au Canada de réaliser son vaste potentiel en tant que chef de file mondial dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation.

● (1135)

[Français]

**Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD):** Monsieur le Président, le gouvernement conservateur parle de création d'emplois dans les petites entreprises et dit qu'il encouragera les investissements dans cette voie. Or on sait très bien qu'il y a eu des coupes très nettes des emplois dans les postes frontaliers. Un poste frontalier a été supprimé à Franklin, dans la circonscription, ce qui réduira le tourisme. Des emplois en tourisme ont été abolis. Tout cela se fait pendant que les États-Unis ont prévu une augmentation du nombre de postes frontaliers.

### *Le budget*

Comment le gouvernement peut-il justifier ces coupes alors qu'il dit investir pour créer des emplois nouveaux?

[Traduction]

**L'hon. Gary Goodyear:** Monsieur le Président, alors que notre pays était frappé par un des pires ralentissements économiques depuis la Grande Crise, les initiatives générales prises par le gouvernement dans le cadre du Plan d'action économique du Canada ont permis de créer, net, 540 000 emplois. Près de 300 000 d'entre eux se trouvent dans le Sud de l'Ontario uniquement. C'est une excellente nouvelle.

Ce résultat montre à quel point le Plan d'action économique du Canada est efficace. La députée sait fort bien que je ne suis pas le seul à le dire. Parmi tous les pays industrialisés du monde, c'est le Canada qui s'en sort le mieux. Nous avons été les derniers à être frappés par la récession grâce aux politiques conservatrices. C'est nous qui en avons le moins souffert.

Comme la députée l'a signalé, un certain nombre de Canadiens se cherchent toujours du travail. Par ailleurs, certains Canadiens qui travaillent déjà aimeraient bien occuper un meilleur emploi. Voilà justement pourquoi j'encourage la députée à appuyer le budget, qui constitue la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. Il favorisera la création d'emplois et permettra d'améliorer encore plus l'économie du pays pour qu'elle soit la plus florissante au monde.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, ma question à l'intention du ministre porte sur le secteur canadien du capital de risque.

Pour les entreprises, la clé de la commercialisation, c'est l'accès dès le début à l'investissement et au capital de risque. Certains pays favorisent cet accès au moyen de leur régime fiscal et d'investissements directs du gouvernement, dans le but d'attirer le capital de risque. Mentionnons tout particulièrement le cas d'Israël, qui met l'accent sur les moteurs électriques basés sur des technologies propres, les voitures électriques, les emplois de demain et l'économie verte de l'avenir. Au Canada, le secteur du capital de risque est en crise. Si nous n'apportons pas les correctifs nécessaires, il y aura pénurie de découvertes pendant 10 ou 15 ans.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas donné suite dans son budget à certaines des recommandations des intervenants de ce secteur afin que les entrepreneurs canadiens du secteur technologique aient accès à plus de capital de risque, ce qui aidera à créer les emplois de demain? Comme les mesures souhaitées ne se trouvent pas dans le budget, le ministre a-t-il des idées quant à d'éventuelles réformes fiscales qui pourraient attirer plus de capital de risque? Il serait peut-être utile d'éliminer l'impôt sur les gains en capital applicables aux investissements dans les entreprises qui démarrent.

Je suis déçu de constater que le gouvernement n'a pas intégré ces idées au budget. Toutefois, je saurais gré au ministre de faire part à la Chambre de ses idées pour que nous puissions les étudier.

• (1140)

**L'hon. Gary Goodyear:** Monsieur le Président, il est vrai que le secteur du capital de risque dans le monde entier a encaissé un coup dur. Cet argent aide les entrepreneurs à démarrer leur entreprise lorsque les banques refusent de leur accorder un prêt.

À certains égards, le député pourrait considérer un certain nombre des programmes et politiques du gouvernement comme une forme de capital de risque. Il existe plusieurs programmes qui aident les nouvelles entreprises à mettre sur le marché de nouvelles technologies et à former les employés déjà en poste pour qu'ils

puissent utiliser ces nouvelles technologies, entre autres choses. Le député saura que le gouvernement collabore avec la Banque de développement du Canada pour fournir ces fonds de capital de risque. C'est ce que nous avons fait.

Par ailleurs, il y a un nouveau programme que le député ne connaît peut-être pas. Comme il vient de l'Ontario, je suis heureux de lui parler d'un programme appelé Programme d'investissement dans l'innovation des entreprises, qui permet aux nouvelles entreprises d'accéder à des fonds de capital de risque et à des investissements providentiels. Il s'agit d'un programme de 200 millions de dollars. Mon...

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** Le député de Kings—Hants invoque-t-il le Règlement?

**L'hon. Scott Brison:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement, malgré le respect que je dois au député. Je m'en voudrais de ne pas corriger le ministre, et mes électeurs, dans la vallée d'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, seraient très déçus si je ne lui signalais pas que, même si je n'ai rien contre les bonnes gens de l'Ontario, je suis très fier d'être né et d'avoir grandi en Nouvelle-Écosse et de représenter la Nouvelle-Écosse.

**L'hon. Gary Goodyear:** Monsieur le Président, mes excuses. Ce que je voulais dire, c'est que j'aimerais qu'il vienne de l'Ontario, mais je conviens tout à fait que ce n'est pas le cas. Il existe toutefois un programme qui se rapporte au marché canadien du capital de risque. Certains chiffres s'accroissent au Canada en ce qui concerne le capital de risque.

Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. L'économie canadienne, tout comme l'économie mondiale, demeure fragile. C'est précisément pour cette raison qu'il faut donc mettre en œuvre l'étape suivante du Plan d'action économique du Canada.

**Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD):** Monsieur le Président, permettez-moi encore de dire que c'est un grand honneur d'être de retour à la Chambre pour représenter les électeurs de Parkdale—High Park, les gens qui ont voté pour moi. Je suis très fière d'avoir gagné leur confiance et j'ai l'honneur de faire partie d'une assemblée constituée d'un nombre record de femmes.

J'ai aussi l'honneur d'être la porte-parole en matière de finances du tout premier cabinet fantôme du Nouveau Parti démocratique et je suis impatiente de collaborer de façon constructive, énergique et positive avec le ministre des Finances.

[Français]

J'aimerais féliciter mon ami non seulement pour sa réélection, mais aussi pour avoir obtenu un mandat plus fort pour son gouvernement. En même temps, je m'engage à lui rappeler régulièrement qu'il doit défendre les intérêts de tous les Canadiens.

Si le ministre des Finances a pu bénéficier de toute la latitude de son gouvernement majoritaire pour déposer son budget hier, c'est parce qu'il y a quelque chose qui cloche dans notre mode de scrutin. Dans une majorité de 60 p. 100, les électeurs se sont opposés à son parti et à son budget au moment de voter.

Bien que je respecte la majorité de la Chambre, j'espère qu'il va accepter de respecter la majorité des citoyens du Canada, la vraie majorité.



*Le budget*

[Traduction]

Bien des gens qui étaient en faveur du changement demandent toujours de l'aide d'Ottawa. Ils travaillent plus fort qu'ils n'ont jamais travaillé et les dettes de leur ménage gonflent. Les dettes des étudiants augmentent, la retraite des travailleurs n'a jamais été moins sûre et les gens en ont marre de se faire dire de prendre un numéro.

Quatre millions et demi de Canadiens ont voté en faveur du plan de mon parti, c'est-à-dire des mesures concrètes pour améliorer leur sort. Ils ont voté en faveur de meilleurs soins de santé de première ligne, de plans de retraite plus sûrs, de l'allègement du fardeau qui pèse sur le budget des familles et de la création de bons emplois à plein temps, des emplois de qualité, qui aideront les Canadiens et leur famille. Ces gens se sentiront certainement mis de côté par le budget qui, encore une fois, aide d'abord les amis du gouvernement avant d'aider les familles.

● (1145)

[Français]

Les Canadiens souhaitent nous voir adopter une approche constructive à la Chambre des communes. Dans cet esprit, je vais prendre le temps de relever les éléments positifs du discours du ministre.

Nous voyons d'un bon oeil que le Québec soit compensé pour l'harmonisation de sa taxe de vente avec la TPS. Notre parti en a souvent fait la demande et nous avons le sentiment d'avoir été entendus sur cette question.

Nous voyons aussi d'un bon oeil que le programme écoÉNERGIE Rénovation soit rétabli, ne serait-ce que pour un an. Comme nous l'avons fait valoir pendant tout le printemps, ce programme a créé des milliers d'emplois et entraîne des milliards de dollars en retombées économiques. Il permet aussi de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de millions de tonnes par année. Ainsi, de nombreuses familles ont pu économiser des centaines de dollars. Jamais ce programme n'aurait dû être aboli. C'est un programme très important. Nous devons maintenant envisager l'adoption d'un programme permanent pour rénover les différents types de bâtiments au Canada afin de les rendre plus efficaces sur le plan énergétique.

[Traduction]

Nous nous félicitons aussi en principe du fait que le gouvernement a pris l'engagement de consolider la situation financière du Canada. Comme le ministère des Finances l'a confirmé lui-même, les néo-démocrates ont constamment obtenu les meilleurs résultats financiers pour tous les ordres de gouvernement. Nous en sommes très fiers.

À l'échelon provincial, les gouvernements néo-démocrates ont dans l'ensemble obtenu ces résultats en investissant dans les familles et en évitant les suppressions destructrices de programmes que d'autres partis ici présents ont faites.

À l'échelle fédérale, nous devons attendre quatre autres années pour mettre la main à la pâte, mais les Canadiens peuvent compter sur nous entre-temps pour faire connaître nos pratiques exemplaires et nos conseils. Nous avons hâte de le faire.

Le déficit fédéral de 36 milliards de dollars est maintenant de 13 milliards inférieur à ce que le ministre avait prévu dans le budget de 2010. Il a baissé de 13 milliards de dollars. C'est un changement considérable. Le déficit diminue surtout à cause de la croissance économique. En fait, notre économie a la capacité de croître beaucoup plus encore.

Plus de 1,4 million de Canadiens étaient sans emploi le 1<sup>er</sup> avril. Cela fait près de 300 000 de plus qu'avant le début de la récession. Par conséquent, quand mes collègues affirment que nous avons retrouvé tous les emplois perdus depuis que la récession s'est manifestée, il est évident qu'ils se trompent. Nous avons en fait subi un recul de 300 000 emplois.

De plus, des centaines de milliers de travailleurs ont été obligés d'accepter des emplois à temps partiel. Nous connaissons tous des gens qui doivent prendre deux ou même trois emplois pour subvenir aux besoins de leur famille. Voilà la tragédie que masquent les chiffres présentés par le gouvernement.

Nous assistons à une transition constante entre de bons emplois et des emplois dits précaires qui se caractérisent par une sécurité moindre, des heures de travail incertaines, des avantages sociaux restreints et l'absence d'un fonds de pension. Si les travailleurs en cause pouvaient retrouver des emplois leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille, les salaires correspondants représenteraient à eux seuls 75 milliards de dollars qui s'ajouteraient à l'économie, sans tenir compte des effets multiplicateurs.

Voici comment l'opposition officielle procéderait pour rétablir l'équilibre budgétaire au Canada. Nous le ferions en investissant dans des emplois de qualité et en augmentant le revenu des ménages et le PIB, ce qui accroîtrait les recettes de l'État. Nous créerions de bons emplois rémunérateurs. C'est la principale priorité pour les Canadiens, partout dans le pays.

Nous avons également proposé de ramener le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 p. 100. Pourquoi? Parce que cela stimulerait un secteur qui crée près de la moitié de l'ensemble des nouveaux emplois dans le pays. Je pense par exemple à ma circonscription, Parkdale—High Park, où les petites entreprises constituent l'âme de l'économie locale.

Nous avons proposé des crédits d'impôt à la création d'emplois directs afin de récompenser toute mesure d'embauche dans les petites, les moyennes et les grandes entreprises. Nous avons proposé d'investir dans l'infrastructure essentielle afin de créer des emplois qui permettront à nos villes de devenir des centres plus compétitifs dans l'économie mondiale.

Toutefois, ce budget n'a tenu compte d'aucune de ces suggestions pratiques destinées à favoriser la création d'emplois.

● (1150)

[Français]

Le budget continue de miser sur une stratégie de création d'emplois qui n'est pas efficace, soit celles des réductions d'impôt inconditionnelles pour les entreprises.

Après avoir baissé le taux d'imposition des entreprises à 16,5 p. 100, ils ont encore l'intention de le baisser l'an prochain, cette fois à 15 p. 100. Il n'est vraiment pas nécessaire de baisser les impôts encore une fois, ce qui va encore coûter un autre 3 milliards de dollars au Trésor public.

Le taux d'imposition combiné des gouvernements fédéral et provinciaux est actuellement bien en deçà de celui qui est en vigueur aux États-Unis. Ces coupures ne sont donc pas nécessaires. Le ministère des Finances fait remarquer que des investissements dans les infrastructures entraînent sept fois plus de retombées économiques.

### *Le budget*

Il n'y a aucune preuve que les entreprises utilisent ces réductions d'impôt pour créer des emplois. Au lieu de cela, elles préfèrent utiliser l'argent pour payer leurs dettes, pour augmenter leurs profits et les bonis de leurs PDG, ou même pour investir à l'étranger et mettre à pied des travailleurs ici au pays.

[Traduction]

Je pense à Electrolux, qui a profité avec enthousiasme des largesses d'Ottawa avant de transférer 1 300 emplois à Memphis. L'entreprise a empoché l'argent et a ensuite mis ses travailleurs à pied.

Les six grandes banques ont obtenu une prime additionnelle de 1,1 milliard de dollars des contribuables canadiens au cours des quatre derniers trimestres. Cet argent ne créera pas d'emplois.

Pourquoi le ministre croit-il qu'une stratégie d'emploi qui a échoué dans le passé pourrait réussir aujourd'hui? Il y a une crise de l'emploi au Canada. Pourquoi s'enfoncer davantage en sachant qu'en menant son expérience de réduction des impôts jusqu'au bout, il creusera un trou de 15 milliards de dollars chaque année dans les finances publiques?

[Français]

Après avoir distribué 15 milliards de dollars aux grandes entreprises chaque année, le ministre cherche à récupérer cet argent en transférant le fardeau aux Canadiens. D'abord, il compte prélever des cotisations d'assurance-emploi de 17 milliards de dollars plus élevées que ce qu'il distribuera en prestations au cours des cinq prochaines années. C'est vraiment inacceptable! C'est un coup dur pour les travailleurs et les employeurs. Les conservateurs ne donnent pas l'impression d'être sérieux dans leur intention d'aider les petites entreprises et de mener le pays sur le chemin de la reprise.

De plus, le ministre menace maintenant de couper les dépenses du gouvernement d'environ 17 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Miser sur les compressions budgétaires plutôt que sur la croissance économique n'est pas une bonne stratégie pour retrouver l'équilibre budgétaire.

[Traduction]

Je pose la question que le chef de mon parti a posée plus tôt. Où le ministre trouvera-t-il ses 17 milliards de dollars dont on ne sait à peu près rien? Amputera-t-il les transferts au titre des soins de santé après quelques années? S'il ne le fait pas maintenant, peut-être le fera-t-il plus tard. Est-ce pour cela que nous ne voyons rien dans le budget qui annonce quoi que ce soit en faveur de la formation de davantage de médecins, d'autres professionnels de la santé, d'infirmières et de sages-femmes? S'il ne sabre pas dans les transferts au titre de la santé, réduira-t-il les budgets de Santé Canada, de Statistique Canada, d'Environnement Canada ou des innombrables autres ministères et agences qui rendent la population du Canada plus forte et plus saine et qui offrent des programmes sur lesquels les Canadiens comptent?

Est-ce que le ministre invoquera le spectre de coupes radicales pour ne jamais tenir compte des Canadiens qui demandent d'investir dans les familles parce que leurs besoins sont immenses? Nous devons renforcer les soins de santé de première ligne. Nous devons rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Les finances des Canadiens sont étirées au maximum. Nous devons améliorer les pensions des retraités et de ceux qui s'apprentent à prendre leur retraite. Nous devons investir proactivement dans la création d'emplois. Nous devons tirer les personnes âgées de la pauvreté et pas à moitié seulement. Il est inacceptable qu'il y ait des personnes

âgées qui vivent dans la pauvreté dans un pays aussi riche que le Canada.

Ce sont des priorités pour lesquelles des millions de Canadiens ont voté lors des récentes élections.

Le déficit budgétaire s'élève à 13 milliards de dollars de moins que ce que le ministre avait projeté dans le budget de 2010. Comme l'année précédente le ministre s'était trompé d'environ 22 milliards de dollars, je suppose qu'il se rapproche un peu plus du chiffre réel maintenant. C'est dire qu'établir des prévisions justes de déficit, ce n'est pas la force du ministre des Finances. Les Canadiens savent trop bien à quel point les gouvernements gonflent les déficits pour justifier les compressions budgétaires. Or, ce n'est pas le moment de couper sauvagement dans les dépenses.

Les économistes américains et le gouverneur de la Banque du Canada, nous mettent également en garde contre le risque crédible d'une récession à double creux. Ce n'est pas le moment de priver l'économie canadienne de 34 milliards de dollars en coupant dans les dépenses et en percevant de trop grandes cotisations d'assurance-emploi, pas à un moment où le Canada est en proie à une reprise fragile.

• (1155)

[Français]

Même quand les choses vont bien, nous savons que ce sont les travailleurs et leur famille qui sont les plus durement touchés par les compressions budgétaires. Ces familles s'inquiètent déjà pour leur pension de retraite et les factures qu'elles doivent payer à la fin du mois; ces familles ont besoin d'emplois de qualité pour contribuer à la reprise économique du Canada. Plutôt que de transférer le fardeau sur leurs épaules, nous devrions faire des investissements qui profiteront à ces familles, prendre des mesures abordables et efficaces, créer des emplois pour stimuler la croissance et augmenter les revenus afin d'atteindre un équilibre budgétaire durable.

[Traduction]

Le gouvernement ne doit pas oublier qu'il gouverne pour tous les Canadiens. Il ne gouverne pas uniquement pour les proches du Parti conservateur ni même exclusivement pour ses électeurs, mais bien pour tous les Canadiens, ce qui comprend certainement la majorité écrasante d'entre eux qui veulent que les partis travaillent main dans la main à la Chambre des communes. La vaste majorité des Canadiens veulent que nous adoptions des solutions qui rallient les gens de toutes allégeances et de toutes régions confondues.

Nous sommes prêts à faire notre part. Toutefois, si le gouvernement veut relever le défi avec nous, il devra faire beaucoup plus que ce qu'il propose dans le budget.

[Français]

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter encore une fois la bienvenue à ma collègue.

Je veux parler des taux de cotisation à l'assurance-emploi et des PME qu'elle a mentionnés dans le même paragraphe. Elle n'hésite pas à critiquer nos petites mesures pour augmenter les taux de cotisation à l'assurance-emploi, mais je me demande si elle se souvient que dans la dernière législature, c'est son parti qui avait proposé un projet de loi visant à augmenter les cotisations de 35 p. 100. De plus, les PME viennent de critiquer fortement les mesures proposées par le NPD pendant l'élection concernant le dédoublement du Régime de pensions du Canada.

*Le budget*

Catherine Swift vient de dire que si ces mesures étaient adoptées, cela augmenterait de 70 p. 100 le taux de cotisation de toutes les PME, ce qui tuerait ces dernières.

Je demande à ma collègue d'expliquer pourquoi elle change constamment d'opinion concernant ces deux exemples.

**Mme Peggy Nash:** Monsieur le Président, je remercie l'honorable députée de sa question. Le gouvernement a abandonné les gens qui n'ont pas d'emploi. À l'heure actuelle, 58 p. 100 de ceux qui n'ont pas de travail et qui ont payé des cotisations d'assurance-emploi ne reçoivent aucune prestation de ce gouvernement. C'est inacceptable que ceux qui ont payé des cotisations ne reçoivent pas de prestations.

Ce sont nous qui voulons investir dans les régimes de retraite de ces mêmes employés afin qu'au moment de prendre leur retraite, ils aient un revenu leur permettant de vivre convenablement et ne se retrouvent pas sous le seuil de pauvreté. C'est très important pour nous. C'est quelque chose que nous sommes fiers de présenter à la Chambre, et nous allons continuer en ce sens.

• (1200)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, avant d'arriver à la Chambre des communes, j'ai siégé à l'assemblée législative du Manitoba pendant un certain nombre d'années. En fait, il y a un an seulement, le budget du gouvernement néo-démocrate accordait des allègements fiscaux substantiels aux sociétés.

Je me demande si la députée peut m'expliquer une incohérence apparente, à savoir que le seul parti néo-démocrate au pouvoir accorde des réductions d'impôts aux sociétés alors que, dans l'opposition, le NPD s'oppose aux réductions d'impôts des sociétés.

**Mme Peggy Nash:** Monsieur le Président, je félicite le député pour sa réélection.

Permettez-moi simplement de faire une mise au point. Il y a, évidemment, un gouvernement néo-démocrate élu en Nouvelle-Écosse, également, et nous en sommes très fiers.

Nous avons proposé des réductions d'impôts pour les petites entreprises, parce que nous savons que les petites entreprises partout au pays sont les véritables créateurs d'emplois, et c'est quelque chose dont nous sommes fiers.

Nous avons également proposé un crédit d'impôt pour les petites, moyennes et grandes entreprises qui créent effectivement des emplois. Toutefois, je veux insister sur le fait que notre parti, sous la direction du chef de l'opposition, a toujours été cohérent en maintenant que des réductions d'impôts générales accordées sans condition n'ont pas créé d'emplois, et je mets au défi le gouvernement, ou le député, de prouver le contraire.

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je prends la parole au nom des électeurs de la circonscription de Newton—North Delta qui, tous les jours, me disent que les installations de soins de santé ne sont tout simplement pas accessibles. Ils parlent de pénurie de médecins et d'infirmières, ainsi que d'hôpitaux surpeuplés.

À l'heure actuelle, il y a des milliers de médecins dans ma circonscription qui ont les compétences nécessaires pour être médecins dans d'autres pays, mais dans ma circonscription, ils sont chauffeurs de taxi. Il s'agit d'un emploi très honorable. Cependant, nous avons besoin de médecins. Je vois que l'on reconnaît dans le budget que nous devons faire quelque chose au sujet des titres de compétence, mais aucune somme d'argent n'est affectée à cette question.

Ma question est la suivante: qu'allons-nous faire pour remédier à la pénurie criante de médecins et d'infirmières qui touche tous les citoyens au Canada?

**Mme Peggy Nash:** Monsieur le Président, c'est une excellente question et je félicite la députée de son élection à la Chambre.

Dans ma circonscription, Parkdale—High Park, la situation est semblable. Trop de médecins et d'autres professionnels conduisent des taxis, parce que leurs diplômes ne sont pas reconnus au Canada et que, par conséquent, ils ne peuvent pas exercer leur métier. Conformément à l'engagement qu'il a pris, mon parti allouerait des fonds pour collaborer avec les provinces et veiller à ce que les titres de compétence des professionnels formés à l'étranger soient reconnus au Canada, afin qu'ils puissent exercer leur métier.

Qui plus est, contrairement au gouvernement conservateur qui déplace les médecins du sud au nord et des centres urbains vers les régions rurales, sans former un seul nouveau médecin ou professionnel de la santé, mon parti investirait dans la formation de 6 000 nouveaux médecins, infirmières et autres professionnels de la santé, car il juge inacceptable que, dans un pays aussi riche que le Canada, des gens ne parviennent pas à trouver un médecin de famille, alors que des médecins formés à l'étranger conduisent des taxis. Le NPD remédiera à cette situation.

[Français]

**M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais demander à la porte-parole en matière de finances du NPD si, avant de prendre leur décision, les députés de son parti ou elle-même ont eu l'occasion de discuter avec le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, de ce qui se retrouve actuellement dans le budget et qui n'était malheureusement pas dans le budget de mars dernier, soit le montant de 2,2 milliards de dollars pour l'harmonisation des taxes. Il y a maintenant beaucoup de députés québécois au NPD. Je me demande donc si leur caucus ou la députée elle-même a discuté avec ces gens avant de prendre une décision quant au vote final. Je me demande également ce que le NPD va faire. Au Québec, nous sommes très satisfaits de ce que le gouvernement ait enfin entendu les arguments du Bloc québécois et ait accordé les 2,2 milliards de dollars pour l'harmonisation des taxes au Québec. C'est très important pour le Québec.

• (1205)

**Mme Peggy Nash:** Monsieur le Président, je remercie l'honorable député de sa question.

En effet, la compensation de 2,2 milliards de dollars pour l'harmonisation des taxes était une proposition du NPD. Nous sommes très contents que le gouvernement ait accepté notre idée et ait modifié le budget pour y inclure cette proposition. C'est très important pour les Québécois, et ce sont les députés québécois du NPD qui ont proposé cette idée. Nous sommes ravis que le gouvernement nous ait écoutés.

[Traduction]

**M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC):** Madame la Présidente, veuillez prendre note que je partagerai mon temps de parole avec le secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien.

Puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les élections, permettez-moi de commencer par quelques remerciements. Premièrement, j'aimerais remercier les électeurs d'Edmonton—Mill Woods—Beaumont de m'avoir élu, encore une fois, pour les représenter. C'est un honneur.

### *Le budget*

Je remercie ma femme, Debi, et mes enfants, Jaden et Jenae. Je les aime et j'apprécie qu'ils comprennent l'importance de mon travail, qui m'oblige à être absent de la maison 130 nuits par année. Lorsque j'ai été élu ici pour la première fois, il y a six ans, nous avions dit que ce serait notre aventure familiale, et c'est une aventure formidable, pas toujours facile, mais formidable quand même.

Je remercie mon personnel à Edmonton et à Ottawa de tout le travail qu'il accomplit. Ma réélection est vraiment un vote d'approbation du service que nous rendons, ensemble, aux électeurs de la circonscription que je représente.

Enfin, je remercie mes bénévoles. Bien entendu, je ne peux pas tous les nommer, mais je sais que, sans eux, je ne serais pas ici. Ils font partie de notre grande famille, et nous sommes vraiment privilégiés de pouvoir compter sur leurs efforts et leur aide incroyables. J'aimerais en particulier souligner le travail de mes codirecteurs de campagne, Bill Witzke et Leigh Johnston, qui ont consacré d'innombrables heures à leur tâche et qui ont fait un travail fantastique.

En tant que secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, je suis heureux de pouvoir vous donner un aperçu du programme du gouvernement pour aider les entreprises canadiennes, favoriser l'innovation et promouvoir la compétitivité.

Le budget de 2011 continue de mettre l'accent sur la tâche à accomplir, soit guider le pays en cette période de reprise économique mondiale, tout en continuant de bâtir les fondements d'une croissance économique viable à long terme.

Dans le contexte du rééquilibrage économique mondial, le Canada se distingue parmi les pays par sa constance et sa force. Jusqu'à maintenant, nous avons réussi à naviguer à travers les turbulences de l'économie mondiale grâce à des interventions rapides, temporaires et ciblées.

En réaction à la récession mondiale, le Plan d'action économique du Canada a injecté 60 milliards de dollars dans des mesures extraordinaires pour relancer la croissance et la création d'emplois. Les résultats sont éloquentes: premièrement, nous avons connu sept trimestres consécutifs de croissance économique. Pour les gens de notre parti, le chiffre le plus important est le suivant: le solde net d'emplois créés au Canada depuis juillet 2009 est de près de 540 000. Voilà qui en dit long sur la force de notre économie, l'ingéniosité des PME canadiennes et le solide bilan de notre gouvernement en matière d'économie.

Au cours de la dernière campagne électorale, notre parti a affirmé qu'il allait mettre l'accent sur l'économie, comme nous l'avons fait dans le passé et comme nous continuerons de le faire à l'avenir. C'est ce que les Canadiens attendent de nous et c'est ce que le budget prévoit. Le budget contient en particulier des mesures cruciales pour aider les entreprises, y compris les milliers de petites entreprises du pays qui jouent un rôle fondamental dans l'économie canadienne. Par exemple, nous fournissons 20 millions de dollars sur deux ans à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs pour les aider à devenir les chefs de file de demain.

Afin qu'il soit plus facile pour les entrepreneurs de déterminer quels permis ils doivent obtenir de l'État, nous avons annoncé des mesures visant à améliorer le service PerLE et à en accroître les capacités en ligne. De plus, nous facilitons la tâche aux Canadiens qui souhaitent lancer et bâtir une entreprise. La création d'emplois et la croissance économique se poursuivront au Canada.

J'aimerais maintenant m'attarder à deux autres secteurs prioritaires qui nous permettront de favoriser la création d'emplois et la

croissance, et j'ai nommé la Stratégie sur l'économie numérique ainsi que la recherche et le développement.

Pour favoriser la création d'emplois et la croissance, il faut que les travailleurs et les entreprises aient les outils dont ils ont besoin pour réussir dans une économie mondiale on ne peut pas concurrentielle, au nombre de ces outils figurent les technologies numériques. Ces dernières sont de tous les secteurs de l'économie, de la fabrication manufacturière aux transports en passant par les télécommunications de pointe et les services Web. Elles permettent notamment à tous ces secteurs d'améliorer leur productivité et de miser sur l'innovation.

Il faut se préparer à l'économie de demain, et notre plan expose toute une série d'initiatives qui nous permettront d'être fin prêts.

Le gouvernement met la main à la pâte en annonçant des mesures grâce auxquelles le Canada pourra compter sur les infrastructures de tout premier ordre et le cadre concurrentiel qui incitera le secteur privé à créer et à adopter les nouvelles technologies de l'information et des communications.

D'autres initiatives aideront le Canada à former la main-d'oeuvre numérique de demain et à créer la prochaine génération de contenu numérique canadien: 80 millions de dollars de nouveaux fonds sur trois ans seront ainsi investis dans le Programme d'aide à la recherche industrielle, qui aidera les PME à adopter plus rapidement les technologies de l'information et des communications grâce à des projets de collaboration avec les collèges; 60 millions de dollars au cours des trois prochaines années serviront à promouvoir l'inscription des étudiants dans des domaines clés liés à l'économie numérique; et 100 millions de dollars par année seront versés au Fonds des médias du Canada pour investir dans la création de contenu numérique multiplateforme.

#### ● (1210)

Le gouvernement s'est en outre engagé à représenter et à faire adopter le projet de loi sur le droit d'auteur, qui permet de trouver le juste équilibre entre les besoins des créateurs et ceux des utilisateurs. La Loi sur la modernisation du droit d'auteur permettrait au Canada de suivre le rythme des progrès technologiques et des normes internationales et d'instaurer un cadre tourné vers l'avenir, polyvalent et technologiquement neutre.

Dans l'ensemble, ces mesures feront en sorte que, d'ici 2020, l'économie canadienne sera à la fine pointe de la technologie et axée sur l'innovation, ce qui nous permettra d'augmenter notre productivité et de demeurer extrêmement prospères.

Je suis fier que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour favoriser sa croissance économique à long terme et pour donner toutes les chances de réussir aux jeunes Canadiens.

Au-delà de la simple perspective numérique, l'économie mondiale est de plus en plus axée sur les connaissances et l'innovation. Pour être un chef de file mondial, le Canada doit attirer et former des gens de talent, tabler sur la recherche et le développement de pointe et promouvoir l'éducation et le perfectionnement des compétences. Les mesures annoncées par le gouvernement contribueront à confirmer la position de tête du Canada en favorisant la collaboration internationale dans le domaine de la recherche et en appuyant les centres canadiens de recherche de pointe.

*Le budget*

Plus précisément, la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada annonce de nouvelles ressources à l'appui de la recherche de pointe, améliore la commercialisation et soutient la démonstration de nouvelles technologies sur le marché. Il prévoit notamment 37 millions de dollars de plus par année pour appuyer les trois conseils subventionnaires fédéraux; 10 millions de dollars de plus par année, dans le cadre du Programme des coûts indirects, pour couvrir des dépenses comme celles liées au fonctionnement et à l'entretien des installations; 53,5 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la création de 10 nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada; 4 millions de dollars sur trois ans pour appuyer la construction d'un cyclotron qui produira des isotopes médicaux au Thunder Bay Regional Research Institute; et 50 millions de dollars sur cinq ans, qui seront versés à compter de 2012-2013 à l'Institut Perimeter pour la physique théorique afin d'appuyer ses activités de recherche de pointe, d'éducation et de sensibilisation du public.

La recherche et l'innovation donnent aux entreprises canadiennes la possibilité de créer des emplois et de réussir à l'échelle mondiale. Le gouvernement sait que les étudiants, les entreprises et les travailleurs du Canada possèdent les compétences requises pour réussir. Nous savons que nous avons les atouts nécessaires pour concurrencer n'importe quel autre pays. Ce budget démontre aux Canadiens que leur gouvernement croit en eux.

Notre budget a reçu son lot d'appuis. Je ne vous présenterai que deux exemples de ce que les Canadiens ont dit à propos des mesures annoncées. Commençons par le président du Seneca College, David Agnew:

Il est question, dans ce budget, du rôle que jouent les collèges dans l'accroissement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Cet investissement continu démontre aussi que les étudiants et les diplômés contribuent grandement à assurer la prospérité économique.

Le président de l'entreprise torontoise Darcor Casters & Wheels, Rob Hilborn, a quant à lui déclaré ceci:

Les mesures budgétaires qui appuient les liens entre les entreprises et les écoles polytechniques permettront de renforcer l'esprit d'entreprise et d'accroître l'innovation au sein de nombreuses firmes canadiennes. Le budget de 2011 aidera davantage les petites et moyennes entreprises à avoir accès aux installations de recherche et aux chercheurs des collèges.

En conclusion, le budget de 2011 nous permet de nous engager dans la voie d'une reprise économique plus forte. Au fur et à mesure que nous progresserons dans cette voie, nous garderons les impôts bas, nous créerons des emplois, nous ferons la promotion des investissements et de la croissance, nous encouragerons l'innovation et nous mettrons en oeuvre des initiatives visant à améliorer l'environnement commercial canadien.

Je suis fier d'appuyer ce plan budgétaire et j'espère que tous les députés se joindront à moi pour l'adopter rapidement.

• (1215)

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusksing, NPD):** Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le député et j'admets qu'il y a du bon dans le budget. On y trouve d'ailleurs de nombreuses mesures que nous avons préconisées.

Toutefois, en examinant la question du développement économique régional on constate que le financement à cet égard diminuera. En quoi cela aidera-t-il à renforcer nos collectivités durement touchées par la perte d'emplois dans le secteur forestier?

Nous avons le programme FedNor. On voit que 4 millions de dollars sur trois ans ont été prévus dans le cadre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario d'Industrie Canada pour l'achat d'un cyclotron qui produira des isotopes médicaux à l'institut de recherche régional de Thunder Bay.

Nous nous réjouissons du financement prévu dans le budget, mais nous observons une diminution de celui-ci. Le député pourrait-il m'expliquer ce qui justifie la diminution du financement au développement économique régional?

**M. Mike Lake:** Madame la Présidente, la prémisse de la question n'a aucun fondement.

Toutefois, voyons les faits dans leur contexte. Le monde entier sait que par rapport aux autres pays industrialisés, l'économie du Canada se porte bien. Naturellement, des organismes comme le Fonds monétaire international, le Forum économique mondial et l'OCDE ont fait l'éloge de l'économie canadienne et du gouvernement du Canada pour les mesures que ce dernier a prises pendant la récession. Ces mesures ont contribué à renforcer l'économie, ce qui a entraîné la création nette de 540 000 emplois depuis juillet 2009. Il s'agit de retombées positives importantes, qui ont une incidence positive sur toutes les régions du pays. Toutes les régions et tous les Canadiens profitent de l'augmentation du nombre d'emploi grâce aux mesures prises par le gouvernement.

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue de sa réélection et de son excellent discours, qu'il a amorcé en évoquant sa famille. Je leur transmets, à sa famille et à lui, mes meilleurs voeux.

Je vais d'abord parler du projet de loi sur le droit d'auteur qui, comme le député l'a signalé, sera présenté à nouveau. Si j'ai bonne mémoire, je crois qu'il siégeait au comité législatif spécial qui a été formé au cours de la dernière législature. Si je fais erreur, veuillez m'en excuser. Toutefois, je veux poser des questions à ce sujet, car le comité a entendu un grand nombre de témoignages à propos du projet de loi à l'époque, à savoir le projet de loi C-32, je crois. Ces délibérations portaient en grande partie sur l'établissement d'un juste équilibre entre les créateurs et les utilisateurs.

Plus particulièrement, quels éléments évoqués lors de ces témoignages seront intégrés à la nouvelle version du projet de loi sur le droit d'auteur?

S'il lui reste du temps, j'aimerais que le député réponde à ma seconde question concernant l'influence de la propriété étrangère sur les télécommunications. J'aimerais savoir ce qu'il pense de la protection des industries culturelles, comme la radiodiffusion, contre la mainmise étrangère pour le bien de la culture canadienne.

**M. Mike Lake:** Madame la Présidente, à mon tour, je félicite le député pour sa réélection.

Pour ce qui est de la question sur le projet de loi sur les droits d'auteur, je faisais partie du comité législatif spécial. Nous avons entendu beaucoup de témoins et le gouvernement avait entendu beaucoup de points de vue avant les audiences du comité, avant la rédaction du projet de loi, puisqu'il avait mené des consultations dans tout le Canada sur le sujet.

Les témoignages entendus établissent que le projet de loi est équilibré. Il y a évidemment plusieurs points de vue sur le sujet. Une loi sur les droits d'auteur est très complexe. Ce n'est pas un de ces projets de loi où il n'y a que deux points de vue. Il y a 15 ou 16 positions différentes sur le projet de loi.

Cependant, en écoutant les témoignages, j'ai constaté que nous étions parvenus à instaurer un excellent équilibre entre les différents points de vue.

### *Le budget*

Au cours des audiences du comité, nous avons constaté qu'il aurait été bien d'aller un peu plus vite. Nous aurions pu tenir plus d'audiences et entendre davantage de gens plus rapidement que ce que nous avons fait. Évidemment, les partis de l'opposition étaient majoritaires au sein du comité, ce qui a compliqué les choses.

J'ai hâte de retourner dans la salle du comité pour étudier le nouveau projet de loi et entendre les intervenants. J'espère que nous aurons davantage de collaboration de la part de tous les membres du comité pour faire adopter le projet de loi qui, de l'avis de tous les députés, se fait attendre depuis longtemps.

• (1220)

**M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les élections, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier la population d'Oak Ridges—Markham de la confiance qu'elle m'a témoignée. Comme je l'ai dit au cours de la campagne électorale, pas un seul jour ne passe sans que je me sente honoré de représenter mes électeurs à la Chambre et sans que je veuille les remercier de m'avoir donné la possibilité de servir ma collectivité.

Je voudrais aussi remercier les membres de mon équipe électorale pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés en faveur de ma réélection. Je remercie mon directeur de campagne, Mathew Ellis, qui est revenu pour m'aider à remporter ma deuxième victoire électorale, ainsi que les quelque 200 bénévoles qui sont tous les jours allés frapper aux portes et placer des pancartes, aussi bien avant qu'après le déclenchement des élections.

Je dois dire que lors de ma première élection, il y a deux ans et demi, je n'avais obtenu qu'une petite majorité de 542 voix. Cette fois-ci, j'ai fait un peu mieux en l'emportant par une majorité de 22 000 voix. J'aimerais bien pouvoir dire que c'est le résultat de mes propres efforts, mais je sais que je dois beaucoup cette victoire au dur labeur de l'équipe qui m'a entouré, tant dans ma circonscription qu'à mon bureau de la Colline du Parlement.

Je voudrais également profiter de l'occasion pour remercier mon équipe de circonscription dirigée par Natalie James, Rena Sassano et Owen Macri et, sur la Colline, Alli Filleul et mon étudiant bénévole Michael Seccareccia. Ils ont fait un travail remarquable pour m'aider à joindre les gens de ma collectivité. Ma circonscription est la plus peuplée du Canada, ayant deux fois la taille normale. Tous ces gens ont travaillé très fort en faveur de ma réélection.

Il va sans dire que je tiens en outre à remercier les membres de ma famille – ma ravissante femme Melanie et mes adorables filles Natalie et Olivia – pour leur compréhension et les sacrifices qu'elles ont consentis pour me permettre d'être ici. Ce sont mes plus ardents partisans et mes meilleures conseillères. Je tenais à profiter de cette occasion pour les remercier parce que, sans elles, je n'aurais pas pu vivre mon rêve tous les jours, ici à Ottawa.

À mon arrivée dans la capitale en 2008, le monde était en train de changer. Nous étions en plein milieu de ce qu'on appelle aujourd'hui la grande récession. Bien sûr, cette récession n'avait pas commencé au Canada, mais, dans une économie mondialisée, nous n'avons pas tardé à en ressentir les effets.

Avant mon élection, le gouvernement, le premier ministre et notre extraordinaire ministre des Finances avaient fait certains changements. Ils savaient qu'une crise se préparait et, tandis que l'économie mondiale commençait à affronter la tempête, ils ont compris que le meilleur moyen de maintenir notre économie était de réinvestir dans les Canadiens. Ils l'ont fait en réduisant la dette de quelque 40 milliards de dollars, en diminuant les impôts des familles des

entreprises et en ramenant la TPS de 7 à 6, puis à 5 p. 100 pour que les Canadiens et les entreprises disposent de plus d'argent à investir dans les affaires, dans les familles et dans les collectivités.

Nous avons investi dans les familles. Comme je le disais, j'ai deux jeunes enfants, une de cinq ans et une de trois ans. Grâce aux modifications qui ont été apportées, ma famille reçoit 100 \$ par enfant, comme tous les Canadiens qui ont des enfants âgés de moins de six ans. Ces prestations aident beaucoup les Canadiens à subvenir aux besoins quotidiens de leur famille.

Nous avons également investi dans l'infrastructure. Dans le cadre de la première phase du Plan d'action économique du Canada, nous avons répondu à l'appel des Canadiens. Nous avons collaboré avec nos collègues des municipalités et des provinces. Les Canadiens voulaient que nous nous serions les coudes pour braver le ralentissement économique et c'est ce que nous avons fait. Dans les collectivités comme celle où je vis et dans la région de York, ces efforts se sont traduits par des investissements de quelque 300 millions de dollars dans les routes, les ponts, le transport en commun et les centres communautaires.

Nous avons investi dans des secteurs qui allaient nous aider à créer de l'emploi et à améliorer l'infrastructure de sorte que, à la fin du ralentissement économique mondial, nos petites entreprises, nos collectivités et nos créateurs d'emplois, petits, moyens et grands, puissent récolter les fruits de la première phase du Plan d'action économique. Les résultats ont été spectaculaires. Nous avons été témoins de la création d'environ 540 000 emplois, comme l'a mentionné le secrétaire parlementaire.

Les bienfaits se font sentir partout dans ma circonscription, et c'est grâce aux efforts déployés par le gouvernement. C'est aussi grâce aux efforts déployés par les contribuables canadiens et au fait que nous avons pu collaborer avec nos collègues des municipalités et des provinces pour prendre les mesures qui s'imposaient pour le bien des Canadiens.

• (1225)

Le ministre a présenté de nouveau son budget, qui permettra la réalisation de la deuxième phase du Plan d'action économique du Canada. Je suis aussi enthousiaste à l'idée de la prochaine phase que je l'étais pendant la première phase, parce que le ministre nous met sur la voie d'un budget équilibré. Et nous parviendrons à équilibrer le budget un an plus vite que prévu.

Pendant la campagne électorale, les Canadiens m'ont dit qu'ils voulaient voir le gouvernement revenir à un budget équilibré. Ils comprenaient que nous avons dû faire des investissements pour stimuler l'économie en période de récession. Ils approuvaient ces mesures, mais ils voulaient que nous revenions à un budget équilibré, et nous allons le faire.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous continuerons à investir dans la création d'emplois au sein des sociétés, petites, moyennes et grandes. Au cours de la dernière législature, nous avons créé la Commission sur la réduction de la paperasse. Cette commission parcourt actuellement le pays, travaillant avec les petites entreprises pour en savoir plus sur les procédures administratives imposées par le gouvernement qui leur nuisent. Nous voulons réduire la paperasserie et la réglementation afin de les aider à atteindre leur plein potentiel.

Nous créons par ailleurs un crédit d'impôt à l'embauche pour les petites entreprises, afin que les petits commerces dans des villes comme Stouffville, où j'habite, puissent engager des étudiants, par exemple, et créer tous les emplois qu'elles sont capables de créer.

*Le budget*

Nous prolongeons aussi l'application de la déduction pour amortissement accéléré à l'intention des fabricants.

Je représente une partie de Markham qui est connue pour être l'un des hauts lieux de la technologie au Canada, mais l'industrie manufacturière de Markham a été durement frappée par la récession et même avant la récession. Certains des changements que nous avons faits pour réduire les impôts permettront aux sociétés manufacturières d'investir dans des machines neuves et de rénover leurs installations afin d'être en mesure de livrer concurrence non pas parce que le dollar est faible, mais parce que leur productivité est élevée. Cela permet aux fabricants de créer des emplois, de prendre de l'expansion et de livrer concurrence, et pas seulement face aux autres Canadiens; ils livrent concurrence dans le monde entier.

À Markham, les entrepreneurs réussissent, et c'est grâce au travail acharné du ministre des Finances — dont la compétence a été soulignée par un prix — et de tout le gouvernement. Nous comprenons qu'il faut permettre à notre économie et à nos collectivités d'atteindre leur plein potentiel.

Nous faisons encore davantage et, une fois de plus, dans l'intérêt des familles.

Dans ce budget, nous avons prévu quelques augmentations du Supplément de revenu garanti pour nos aînés. De ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons que c'est en partie grâce à nos aînés que notre pays est le meilleur pays au monde où vivre, investir et élever une famille. Nous allons aider nos aînés.

Nous créons en outre un crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants, afin de faciliter un peu les choses pour les familles qui veulent que leurs enfants participent à la vie de leur communauté.

Nous proposons un nouveau crédit d'impôt pour aidants familiaux. La population vieillissant, nous savons qu'il incombera parfois aux familles de s'occuper de leurs parents ou grands-parents. Nous voulons les aider en ce sens.

Nous proposons aussi un crédit d'impôt pour les pompiers volontaires.

Je représente quatre collectivités: Markham, Stouffville, King City et Richmond Hill. Dans deux d'entre elles, King City et Stouffville, ce sont des pompiers volontaires qui risquent leur vie chaque jour en répondant à des centaines d'appels à l'aide. Je sais que nos collectivités ne seraient pas aussi prospères qu'elles le sont si ce n'était de tout le travail de ces courageux volontaires.

J'ai eu l'occasion de rencontrer quelques pompiers volontaires avant et durant la campagne électorale. Ils étaient enchantés qu'un gouvernement reconnaisse enfin tout le travail et les sacrifices qu'ils font. Je suis très heureux de retrouver cette mesure dans le présent budget.

Comme je l'ai dit précédemment, je suis extraordinairement fier de pouvoir représenter ma collectivité à la Chambre. Au cours des deux dernières années de gouvernement, nous avons aidé le pays à traverser la pire récession mondiale de l'histoire. Nous l'avons fait tout en procurant plus d'argent aux Canadiens. Nous l'avons fait en soutenant les créateurs d'emplois, petits, grands et moyens. Nous libérons le potentiel de nos collectivités d'un bout à l'autre du pays pour qu'elles puissent être concurrentielles, non seulement sur leur marché local, mais aussi sur le marché mondial, avec n'importe qui, en tout temps.

J'envisage avec grand enthousiasme l'avenir de notre pays en raison de toutes les mesures prises par le présent gouvernement pour libérer le potentiel du Canada. Nous devrions tous être fiers de nos

réalisations et remercier les Canadiens des efforts qu'ils ont déployés pour rendre cette réussite possible.

Je vous félicite, Madame la Présidente, d'avoir été nommée vice-présidente et je félicite aussi tous les députés pour leur élection.

• (1230)

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été nommée vice-présidente. J'ai la certitude que vous allez nous mettre au pas et maintenir le décorum à la Chambre des communes.

Je félicite également le député d'avoir été réélu.

Les observations qu'a faites mon collègue sur les aînés ont piqué mon intérêt. Une vaste série d'allègements fiscaux ont été consentis aux sociétés. En effet, bien que le gouvernement conservateur ait accordé à qui mieux mieux des réductions d'impôt de 60 milliards de dollars aux entreprises, de nombreux députés conservateurs semblent s'être dits fiers de la prestation supplémentaire de 600 \$ par année pour les aînés vivant seuls et de 840 \$ pour ceux vivant en couple que prévoit le budget. Le député pourrait-il confirmer cela à l'intention des Canadiens?

Si on fait le calcul, il s'agit d'environ 1,15 \$ par jour de plus pour les aînés vivant en couple. Or, nous savons que la TVH que les conservateurs ont imposé aux Britanno-Colombiens impose un fardeau de 2 \$ par jour pour les aînés de la province. Le député pourrait-il me confirmer que les conservateurs proposent bel et bien dans le budget une hausse de 1,15 \$ pour les aînés vivant en couple, alors que la TVH...

**La vice-présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais je dois donner au secrétaire parlementaire l'occasion de répondre.

**M. Paul Calandra:** Madame la Présidente, voici la différence entre l'autre côté de la Chambre et celui-ci. Nous redonnons espoir aux Canadiens. Nous leur offrons un avenir meilleur, et l'opposition ne pourrait jamais en faire autant.

Nous avons investi dans les aînés. Nous augmentons le SRG. Mais ce n'est pas tout. Nous avons créé le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, qui donne de bons résultats dans l'ensemble de ma circonscription. Je songe aux aînés de Markham, plus particulièrement au centre culturel Sanatan Mandir dans ma circonscription, qui a reçu une subvention de 25 000 \$ afin de fournir aux personnes âgées une formation sur l'utilisation d'un ordinateur et d'Internet pour qu'elles puissent faire des opérations bancaires et s'initier aux nouvelles technologies. Nous effectuons des investissements dans les installations récréatives utilisées par les personnes âgées partout dans ma circonscription.

Au cours des deux dernières années et demie, plusieurs personnes âgées sont venues me dire que ce n'est pas seulement une question de soutien du revenu. Elles bénéficient des réductions d'impôt. Elles appuient les réductions d'impôt dont jouissent les membres de leur famille. Nous avons écouté les aînés et augmenté le SRG, en collaboration avec tous les partis de la Chambre.

J'espère que l'opposition se joindra à nous dans un esprit de collaboration pour aider le pays à réaliser son plein potentiel. J'espère qu'elle tiendra compte de toutes les choses positives que nous avons accomplies au cours des deux dernières années et demie et qu'elle collaborera avec nous pour améliorer non seulement la vie des aînés, mais aussi celle de tous les Canadiens, comme jamais auparavant depuis notre arrivée au pouvoir, il y a six ans.

*Le budget*

**M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC):** Félicitations, madame la Présidente, pour votre nomination. Je félicite tous les députés qui ont été élus. Je remercie mon équipe de campagne et les résidents de Northumberland—Quinte West de m'avoir réélu pour la troisième fois.

Mon collègue a mentionné que sa circonscription était l'une des plus grandes. Je connais bien la région de Markham et bon nombre de ses industries.

Aimerait-il se prononcer sur certaines des observations formulées par d'autres représentants des industries canadiennes, notamment de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, de Manufacturiers et Exportateurs du Canada, de l'industrie chimique canadienne, de la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, et j'en passe, dont l'Association canadienne des constructeurs d'habitations, et pourrait-il nous faire part de l'interprétation qu'il fait de ces commentaires et de sa vision de notre économie?

• (1235)

**M. Paul Calandra:** Madame la Présidente, je félicite mon ami, qui a fait un travail remarquable pour représenter ses communautés et qui a été un mentor pour moi lorsque j'ai été élu pour la première fois.

Les créateurs d'emplois à petite, moyenne et grande échelle partout au pays comprennent que le gouvernement est prêt à investir pour les aider à créer des emplois. Il est prêt à investir pour veiller à ce que nos entreprises, quelle que soit leur taille, puissent soutenir la concurrence tant à l'échelle locale que mondiale.

Pendant la récession mondiale, nous avons notamment appris que les entreprises canadiennes peuvent non seulement se mesurer aux autres, mais aussi les surpasser quand un gouvernement ne s'immisce pas dans leurs affaires, dans la mesure du possible, quand un gouvernement les appuie, quand un gouvernement réduit leurs impôts, quand un gouvernement leur permet d'investir dans leurs opérations. C'est de cette façon que nous réussissons.

Les dirigeants de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et de toutes les organisations commerciales, dont le président du collège Seneca, comprennent que ce gouvernement fera toujours primer les besoins des communautés.

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, félicitations pour votre nomination. Je sais que vous allez servir la Chambre avec honneur et distinction et espérons qu'il y aura certains changements.

Premièrement, je veux offrir mes condoléances au député de Kitchener—Conestoga. Il continue de travailler en ce moment et son engagement à l'égard des Canadiens est très impressionnant.

Je tiens à remercier les électeurs de Windsor-Ouest de m'avoir réélu à la Chambre. J'ai été élu la première fois comme conseiller municipal en 1997, puis en 2000, et comme député fédéral en 2002, 2004, 2006, 2008 et 2011. Une pause électorale est une bonne chose pour ma famille et moi. Je veux remercier mon épouse Terry, ainsi que ma fille Alexandria et mon fils Wade, de m'avoir permis de faire ce travail. Ils ont payé un prix incroyable et je suis vraiment reconnaissant pour toutes ces petites choses que nous sommes en mesure de chérir grâce à cette occasion.

Je veux également remercier mon personnel, en particulier Joanne, qui a remplacé Melanie, ainsi que Karen, Kieran, Darlene et Ian, qui m'appuient d'une manière extraordinaire depuis de nombreuses années et qui ont fait un excellent travail pour les habitants de Windsor-Ouest. Ils travaillent souvent des heures beaucoup trop

longues parce qu'ils aiment leur travail, et j'aime travailler avec eux. Leur collaboration m'est vraiment précieuse.

Enfin, je veux remercier tous les bénévoles, les autres candidats qui se sont présentés aux élections et tous ceux qui ont participé à la démocratie ouverte. Nous avons un taux de participation à la baisse et il est extrêmement important d'amener les jeunes gens à voter et de reconnaître que notre démocratie doit changer pour susciter de nouveau l'intérêt des gens.

Lorsque nous regardons ce qui se passe sur la scène mondiale à l'heure actuelle, on constate que les gens utilisent leur cellulaire et d'autres appareils pour envoyer des messages texte et des courriels, et qu'ils manifestent dans les rues pour obtenir le droit de vote.

Il est important d'appuyer les anciens combattants en reconnaissant qu'ils ont fait le sacrifice ultime dans le passé, pour l'avenir, en nous permettant d'avoir le droit de voter. Malgré les inquiétudes au sujet de notre démocratie, elle demeure la meilleure au monde et il me tarde de l'améliorer.

Je veux maintenant parler du budget. Le NPD a présenté un amendement au budget lié principalement au fait que de nombreux Canadiens continuent d'avoir de la difficulté à joindre les deux bouts. Je trouve très intéressant que le gouvernement fasse souvent allusion au fait que le Canada s'en tire beaucoup mieux que le reste du monde. En un sens, il s'en vante. Toutefois, la réalité, c'est que malgré ce qui arrive au Canada, trop de gens éprouvent des difficultés financières, et ce n'est pas une façon de nous comparer.

Les États-Unis aussi sont dans une spirale. Le seul fait que nous nous en tirions un peu mieux que les États-Unis ne signifie pas que les décisions que nous prenons sont les bonnes, particulièrement lorsqu'il s'agit de vider le Trésor public et d'accroître les dépenses pour des programmes que les Canadiens n'appuient pas.

Il est clair que le gouvernement a présenté un budget très semblable à son dernier, qui n'a pas été soumis à un vote parce que le gouvernement a été défait, pour la première fois de notre histoire, dans un vote de défiance parce qu'il n'avait pas présenté à la Chambre des données financières adéquates sur les avions et les prisons. Il n'a pas été défait à cause du budget, mais parce que la Chambre ne lui faisait plus confiance. C'est pourquoi il y a eu des élections à l'occasion desquelles les néo-démocrates ont écrit une page d'histoire.

Il est important de reconnaître que la grande majorité des Canadiens n'appuient pas l'orientation du gouvernement. Nous espérons que le budget sera modifié et amélioré. Ce que j'ai entendu, à Windsor-Ouest et ailleurs au Canada, c'est que les avions et les prisons ne sont pas des priorités aux yeux des Canadiens. En fait, ce qui les intéresse, ce sont les pensions et des questions d'intérêt pharmaceutique liées aux coûts des soins de santé.

Dimanche dernier, j'ai eu une conversation avec un ancien combattant au service commémoratif des anciens combattants à Windsor.

J'ai oublié de préciser en commençant mon intervention que je partagerai le temps dont je dispose avec le député de Burnaby—New Westminster. Je m'en excuse, mais c'est que j'avais très hâte de remercier la population de Windsor-Ouest lorsque j'ai pris la parole. Cependant, je suis très honoré de partager mon temps de parole avec le député de Burnaby—New Westminster.



*Le budget*

Il est important de penser aux gens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. La priorité du gouvernement, ce sont d'énormes réductions d'impôt consenties aux entreprises. Mais les simples citoyens n'ont pas droit au même traitement.

• (1240)

Oui, nous observons une amélioration modeste du SRG, de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars, ce qui représente, quand on fait les calculs 1,15 \$ par jour, comme l'a signalé le député de Burnaby—New Westminster. Cela permettra aux aînés de s'offrir un café de plus par jour. Ce sera peut-être une aubaine pour Tim Hortons, puisque les aînés viendront prendre une dose de caféine le matin, mais cela ne changera certainement rien aux problèmes à résoudre pour payer le loyer, avoir une pension durable et participer à la vie de la société. C'est ce que j'ai entendu aux services de commémoration des anciens combattants.

Quelles sont les priorités du gouvernement? J'ai posé la question au chef libéral. Le gouvernement a dans son idée qu'il faut accorder de généreuses réductions d'impôt aux sociétés, ce qui, censément, favorise le développement économique et la croissance. Il suffit de considérer les chiffres réels et la situation concrète pour conclure que cette idéologie ne tient pas la route et ne donne rien.

En réalité, si nous considérons les différents problèmes qui surgissent à ce propos, depuis nous avons accordé ces grandes réductions d'impôt aux sociétés, la recherche-développement a fléchi pour s'établir à 3 p. 100 en 2008. C'est même le niveau le plus bas depuis les années 1990. Les déficits commerciaux se creusent. Il y a quelques années, le Canada affichait des excédents commerciaux, mais ceux-ci ont été remplacés par des déficits parce que nous n'appliquons pas les bonnes politiques économiques. De plus, le taux de propriété étrangère des sociétés canadiennes a augmenté. Nous avons assisté à des acquisitions qui étaient censées être assorties de promesses de protéger les emplois au Canada, mais cela n'est jamais arrivé, ou dont tribunaux ont été saisis, notamment celle qu'a faite U.S. Steel, transaction qui a fait perdre des emplois au Canada.

En fait, ces sociétés délocalisent les emplois à l'étranger. Elles ont opté pour une intégration verticale: elles ont acheté les ressources naturelles du Canada et elles ont affaibli les entreprises pour que le prix de leurs produits à l'étranger augmente. C'est ce qui s'est passé dans un certain nombre de sociétés canadiennes des secteurs minier et sidérurgique. Il y a eu d'autres acquisitions, dont celle de Nortel, qui nous ont fait perdre notre place dans le monde. Alors que nous étions à l'avant-garde, nous sommes maintenant réduits à rien du tout, et le gouvernement n'a rien fait pour protéger les emplois.

Il existe un problème de productivité. Au Canada, la productivité stagne. Ce n'est pas la faute des travailleurs. Cela tient au fait que les investissements ont été plus faibles en recherche-développement et que les usines n'ont pas été modernisées. À cause de sa politique sur la frontière entre le Canada et les États-Unis, où chaque jour à peu près 40 p. 100 des échanges du Canada transitent par ma circonscription, le gouvernement a toléré la militarisation et l'opacification de la frontière sans s'opposer aux États-Unis à ce sujet. Il a signé une série d'accords ou de protocoles dans l'espoir d'obtenir des allègements pour le commerce et le tourisme, mais il n'a rien obtenu. C'est même le contraire qui s'est passé. Certaines des ententes qu'il a signées ont même multiplié les problèmes; les services sont réduits et les problèmes sont plus graves, ce qui nuit à notre capacité de livrer concurrence.

En fait, ces mesures ont fait gonfler le dollar. Les réductions d'impôt substantielles consenties aux entreprises et un pétrodollar

s'appuyant sur l'exportation de ressources brutes ont entraîné une surévaluation de notre dollar d'environ 20 p. 100. Les entreprises du secteur manufacturier de l'incubateur économique du Québec ou de l'Ontario et même d'autres régions du Canada sont donc réduites à affronter une concurrence déloyale du fait que nous avons gonflé artificiellement le dollar canadien pendant que les États-Unis dévaluaient leur monnaie. La situation est difficile pour les entreprises manufacturières qui possèdent des succursales au Canada et qui envisagent une expansion, une refonte ou autres projets. En effet, elles regardent du côté de la frontière en se disant qu'elles feraient peut-être bien d'investir aux États-Unis, compte tenu en particulier des incitatifs massifs qui leur ont été offerts.

Il est intéressant de constater que les États-Unis ont fait les choses différemment. Au lieu de consentir des réductions d'impôt massives aux entreprises, ce qui correspond essentiellement à l'idéologie de nos conservateurs et des libéraux qui les ont précédés, les États-Unis ont plutôt préconisé les initiatives ciblées. Ils ont notamment récupéré leurs emplois et nous n'avons rien fait à cet égard. C'est la stratégie qui a été utilisée notamment dans l'industrie du bois d'œuvre, mais aussi dans le secteur manufacturier.

Où donc est passé l'argent? L'argent a été dilapidé sous forme de réductions d'impôt en série. Grâce aux réductions d'impôt et aux subventions dont a bénéficié l'industrie du pétrole et du gaz, celle-ci ne paie plus que 10,6 p. 100 environ d'impôt fédéral. Pendant ce temps, toutes les autres sociétés à valeur ajoutée continuent d'être imposées à 16,5 p. 100.

Par conséquent, le secteur manufacturier à valeur ajoutée a littéralement subventionné l'industrie pétrolière et gazière à une époque où la population est dévalisée à la pompe, au moment où elle se fait avoir par des pratiques injustes qui vont puiser dans leurs poches. Cela doit cesser. Voilà pourquoi ce budget est un échec. Voilà pourquoi les néo-démocrates ne l'appuieront pas.

• (1245)

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Wind-sor, Lib.):** Madame la Présidente, je suis certainement conscient du fait que le dollar canadien est maintenant à parité avec le dollar américain, ou légèrement plus élevé, ce qui a des répercussions non seulement sur le secteur manufacturier, mais aussi sur celui des ressources brutes telles que les pêches sur la côte Est et l'industrie forestière. Lorsque le prix d'une espèce augmente, il semble que plusieurs facteurs empêchent les pêcheurs d'en bénéficier et il ne fait aucun doute que la valeur du dollar canadien est au nombre de ces facteurs.

Ce matin, je lisais une manchette selon laquelle le ministre des Finances a dit mardi qu'effectuer des compressions de 4 milliards de dollars dans les dépenses de programmes de 80 milliards du gouvernement fédéral ne posait pas vraiment de problème.

Il est évident que cette mesure ne pose pas de problème, puisqu'elle n'a pas encore été appliquée. Je soupçonne que les choses vont se corser sensiblement lorsque viendra le moment de faire ces compressions.

J'ai une question à poser au député. Compte tenu du déficit énorme, comment le gouvernement devrait-il s'y prendre pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2014?

**M. Brian Masse:** Madame la Présidente, je remercie mon cousin de Windsor de sa question.

### *Le budget*

Lorsque le député se penche sur ce dossier, il importe qu'il sache que cette mesure pose un gros problème. Nous savons que les coupes vont viser des programmes qui auront été ciblés pour des motifs idéologiques, au détriment des Canadiens. Ce pourrait être les soins de santé, les services sociaux ou une série de programmes.

Il importe que les Canadiens soient conscients des choix qu'ils n'ont pas faits. À l'heure actuelle, selon les chiffres les plus récents, qui datent de 2008, l'industrie pétrolière et gazière touche des subventions de l'ordre de 2 milliards de dollars. Elle les obtient par le truchement d'un certain nombre d'allègements fiscaux. Ceux-ci incluent des déductions pour les actions accréditatives, les frais d'exploration, les frais d'aménagement, les biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, la déduction pour amortissement et ainsi de suite.

Il s'agit de subventions ciblées. En fait, nous empruntons de l'argent et nous payons des intérêts sur cet emprunt, parce que nous avons présentement un déficit. Nous empruntons de l'argent de tous les Canadiens, y compris nos enfants. Nous hypothéquons notre avenir et nous allons verser des intérêts sur cet emprunt jusqu'à ce que nous ayons enfin un excédent. Tout cela a pour but d'accorder une réduction d'impôt à l'industrie pétrolière et gazière. Pendant ce temps, les consommateurs se font voler à chaque fois qu'ils font le plein d'essence. C'est cette situation qu'il faut corriger.

**L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario), PCC):** Madame la Présidente, est-ce que le député de Windsor-Ouest, qui a voté contre le dernier Plan d'action économique et qui semble ne pas trop aimer celui-ci non plus, reconnaît que la situation de l'emploi s'est améliorée dans sa propre circonscription?

La région que représente le député avait l'un des pires taux de chômage du Canada. Ce n'est plus le cas maintenant. Bien sûr, il reste encore du travail à faire.

Le député reconnaît-il que le plan d'action économique du Canada a été efficace? Cessera-t-il de monter sur ses grands chevaux et admettra-t-il que le plan a marché dans sa propre circonscription et qu'il est très heureux de certaines des annonces qui y ont été faites même s'il a voté contre?

Peut-il nous assurer qu'il reconnaît les effets positifs du plan d'action économique du Canada et qu'il votera cette fois-ci en faveur de ses propres électeurs plutôt que de suivre les directives du chef de son parti?

**M. Brian Masse:** Madame la Présidente, la réalité, c'est qu'il y a encore bien trop de chômeurs dans ma circonscription. Certains des succès qui y ont été enregistrés sont dus aux efforts de la population, et pas nécessairement à l'action et aux politiques du gouvernement.

Ce qui est vraiment important, c'est que depuis que les conservateurs sont au pouvoir, le travail à temps partiel a augmenté de 50 p. 100 au Canada. Oui, il y a effectivement plus d'emplois parce que les gens doivent en avoir plusieurs pour survivre.

Pour ce qui est des programmes du gouvernement, c'est intéressant. Nous avons eu des programmes fédéraux de relance économique. Le député sait, de même que son collègue d'Essex, que lorsqu'on annonce des projets à Windsor, les contrats sont adjugés à l'extérieur, et ce sont des gens d'ailleurs qui viennent travailler, des gens d'endroits comme Orangeville où le taux de chômage n'est que de 3 p. 100. Les travailleurs viennent dans leur camion, font le travail, couchent dans leur véhicule, puis rentrent chez eux à la fin de la journée.

Cela n'a pas aidé la région de Windsor. Nous avons besoin de stratégies particulières. En ce qui concerne la frontière, oui, j'ai fait des pressions depuis 2002, et ces efforts sont en train de porter fruit. Le gouvernement a fait du bon travail pour ce qui est de la frontière. Cela ne fait aucun doute.

Nous avons besoin d'un mandat pour les travailleurs locaux. Autrement, nous aurons des travailleurs étrangers et d'autres genres de travailleurs qui ne répondront pas aux pénuries particulières que nous connaissons à Windsor. Nous devons tirer parti de l'occasion qui se présente.

Le gouvernement refuse de le faire. Il faut changer d'orientation car nous allons dépenser des milliards de dollars. Assurons-nous de le faire d'une manière judicieuse afin d'obtenir les emplois à valeur ajoutée dont nous avons besoin.

• (1250)

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Madame la Présidente, c'est un plaisir d'intervenir aujourd'hui pour parler du budget qui a été présenté à la Chambre.

Je commencerai par remercier les électeurs de Burnaby—New Westminster, qui, le 2 mai, m'ont fait l'honneur de me réélire pour la quatrième fois afin de les représenter aux Communes. Je remercie également ma famille: ma conjointe, Limei, mon fils Stefan, mes parents, Ruth et Terry Julian, ma sœur Randi et sa famille et mon frère Patrick et sa famille. Tous, ils m'ont beaucoup appuyé et continuent de m'appuyer dans le travail que je fais à la Chambre et pendant mes longues absences de chez moi, en Colombie-Britannique.

Enfin, je voudrais rendre hommage à mon personnel d'Ottawa, soit Henri Sader et Mounia Lahbabi, et de mon bureau de Burnaby, c'est-à-dire Sandra Bell, Katrina Chen et Marja Kauppi. Tous assurent d'excellents services aux électeurs de Burnaby—New Westminster. C'est grâce à leur travail que je peux accomplir mon travail dans le caucus considérablement élargi du NPD qui jouera un rôle clé dans les années à venir.

Je voudrais donc parler du budget et donner suite aux observations de mon collègue de Windsor-Ouest, qui a expliqué comment le gouvernement conservateur a abordé ce qui est en somme un budget réchauffé.

Ce n'est un secret pour personne, parmi les Canadiens des quatre coins du pays, dans le monde réel, que le règne conservateur est un très dur moment à passer. Il suffit de considérer les cinq dernières années et de voir à quel point la situation de l'emploi s'est dégradée dans nombre de secteurs clés, pour constater à quel point la situation est devenue pénible pour les Canadiens sous le mandat du gouvernement conservateur.

Personne ne vote pour les conservateurs dans l'espoir d'avoir un meilleur système de soins de santé. Les conservateurs ne sont pas renommés pour leur capacité de bâtir un système de soins de santé public efficace, d'assurer l'accès aux études supérieures, d'offrir les services dont les Canadiens ont besoin. Personne n'appuie les conservateurs pour ces raisons, mais on serait porté à penser que, s'il est une chose dont ils peuvent s'occuper, c'est l'économie.

Or, nous constatons ici que le budget ne fait que renforcer les mesures que les conservateurs ont déjà prises par le passé et qui ont mené à un indéniable déclin de l'économie pour les familles canadiennes ordinaires, pour la classe moyenne et pour les pauvres.

*Le budget*

Comme le député de Toronto—Danforth, notre chef, l'a fait remarquer tout à l'heure, cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien de bon dans le budget. Il a tout pour plaire aux PDG et aux lobbyistes des sociétés, mais la réalité, c'est que les simples citoyens n'y trouveront pas bien des raisons de se réjouir.

D'autres intervenants néo-démocrates l'ont mentionné avant moi: on a accordé d'énormes sommes, 60 milliards de dollars, en réductions d'impôt pour les grandes entreprises. Or, ces réductions d'impôt ne sont pas liées à la création d'emplois. Elles ne visent pas en fait à édifier des économies locales viables. Ce sont des sommes qu'on a tout simplement dilapidées. Après cinq ans de politiques « progressistes » qui consistent à accorder d'importantes réductions d'impôt aux grandes entreprises, il faut se demander où en est rendu le Canada.

Le ministre des Finances se plaît à souligner la moindre croissance générale de l'emploi, mais en réalité, étant donné l'augmentation de la main-d'oeuvre au cours des cinq dernières années, soit 1,5 p. 100 par année, les conservateurs ont le devoir de créer 300 000 nouveaux emplois par année. Qu'ont-ils réussi à créer? Statistique Canada nous donne la réponse: un déficit d'un million d'emplois. Depuis leur arrivée au pouvoir il y a cinq ans, les conservateurs auraient dû créer environ 300 000 nouveaux emplois par année pour les gens qui arrivent sur le marché du travail. Ils auraient dû créer en tout 1,5 million d'emplois. En fait, ils ont créé environ un demi-million d'emplois, des emplois qui sont surtout à temps partiel ou temporaires. Il ne s'agit certainement pas des emplois permanents que demandent les Canadiens d'un bout à l'autre du Canada, à savoir des emplois qui permettent de faire vivre les familles.

En regardant de plus près les statistiques sur les secteurs où ces emplois ont été créés, on constate qu'ils ont surtout été créés au bas de l'échelle, que ce sont des emplois temporaires ou à temps partiel et dans le secteur des services. Mais qu'est-il arrivé des emplois à valeur ajoutée du secteur manufacturier qui forment la base de l'économie locale d'un bout à l'autre du pays? Ces statistiques nous font comprendre pourquoi la situation des familles canadiennes est de plus en plus difficile.

• (1255)

Dans le secteur manufacturier, nous avons vu se poursuivre sous les conservateurs une tendance qui avait débuté sous la gouverne des libéraux et qui explique d'ailleurs pourquoi ces derniers se retrouvent aujourd'hui au banc des pénalités. Mais cela s'est perpétué sous les conservateurs. Depuis qu'ils sont au pouvoir, nous avons perdu 250 000 emplois dans le secteur manufacturier.

Nous avons aussi perdu des emplois dans le secteur de l'agriculture. Comme vous le savez, Madame la Présidente, vous qui êtes de Colombie-Britannique, nous avons perdu des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur du bois d'oeuvre. Ces pertes n'ont pas seulement touché la Colombie-Britannique; elles se sont répandues à l'ensemble des Prairies, au Nord de l'Ontario et au Québec. Tout cela en raison d'une stratégie ridicule, mise en place par le gouvernement conservateur.

Bref, nous avons été témoins, dans le secteur manufacturier, d'une baisse importante de bons emplois permettant de faire vivre une famille au sein de notre économie. En contrepartie, le Canada a enregistré une hausse du nombre d'emplois à temps partiel, temporaires et à faible rémunération. Voilà l'héritage que nous ont légué les conservateurs. En réalité, il manque un million d'emplois rien que pour égaler le niveau où se situait la population active lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir.

Les conservateurs soutiendront, comme nous avons entendu certains le faire, que la situation n'est pas si mauvaise en ce qui concerne le taux de chômage. Or, la seule raison pour laquelle le taux de chômage n'a pas monté en flèche est que, progressivement, un nombre sans cesse croissant de Canadiens sont exclus du calcul, car ils ne font plus partie la population active et, de ce fait, ils ne sont plus pris en compte dans le calcul du taux d'activité. En effet, une croissance particulière se produit depuis que les conservateurs sont au pouvoir: la croissance du nombre de Canadiens qui ne peuvent tout simplement pas trouver de travail.

Je représente une circonscription qui a payé un lourd tribut économique en raison des politiques des conservateurs, et je puis dire aux députés que la capitulation dans le dossier du bois d'oeuvre a eu de graves répercussions dans ma circonscription. En effet, ma région a perdu trois scieries et 2 000 emplois.

Nous voyons les répercussions que les autres politiques économiques du gouvernement conservateur ont eues sur la circonscription Burnaby—New Westminster. Le gouvernement n'a pas de stratégie globale pour attirer les néo-Canadiens qui, souvent, possèdent des compétences et des aptitudes très variées. Il n'a pris aucune mesure concrète dans le dossier de la reconnaissance des compétences, outre quelques inaugurations. Par conséquent, dans bien des cas, les néo-Canadiens se rendent tout simplement compte qu'ils ne pourront pas faire valoir leurs compétences, leurs aptitudes, leur expérience et leur éducation au Canada.

En regardant de près, les cinq premières années au pouvoir des conservateurs se soldent donc par la perte de bons emplois, la capitulation à répétition et l'augmentation de l'exportation de matières premières. Les conservateurs sont renommés pour l'exportation de bitume brut, de billes de bois brutes et de minéraux bruts, mais le secteur manufacturier et les entreprises génératrices de valeur ajoutée ont souffert de ces politiques.

Quel est le résultat net?

Nous savons que le niveau d'endettement de la famille canadienne moyenne a augmenté au cours de la dernière décennie. En fait, il a doublé, ce qui signifie que le revenu réel des familles canadiennes a diminué. Ce ne sont pas les lobbyistes d'entreprise ou les PDG, mais les familles ordinaires, les Canadiens pauvres et ceux de la classe moyenne qui sont le moteur et la pierre angulaire de notre pays. Or, la diminution de revenu réel s'est traduite par des niveaux d'endettement record.

Outre les réductions d'impôt de 60 milliards de dollars consenties aux entreprises, que fait ce budget pour répondre à leurs préoccupations? Pas grand chose.

Nous savons ce que le gouvernement conservateur fait pour l'ainé moyen et les centaines de milliers d'ainés vivant dans la pauvreté. Il leur alloue 1,15 \$ de plus par jour. C'est honteux et scandaleux, surtout lorsqu'on sait que la TVH imposée à la Colombie-Britannique coûte 2 \$ par jour à ces mêmes aînés.

Ce budget ne prévoit rien pour remédier aux problèmes des étudiants dont le niveau d'endettement atteint des niveaux record, surtout en Colombie-Britannique.

*Le budget*

• (1300)

[Français]

La réalité, c'est que 4,5 millions de Canadiennes et de Canadiens ont voté pour le NPD justement parce qu'ils voulaient changer ces vieilles politiques qui ne servent que les lobbyistes. C'est pour cette raison qu'on est là en si grand nombre. Nous sommes 103 députés qui sont à l'écoute et nous ferons pression sur ce gouvernement pour changer ces politiques néfastes pour les familles ordinaires, pour les familles canadiennes de la classe moyenne et pour les Canadiens les plus pauvres dans ce pays. Ce sera notre mission et c'est ce que nous continuerons de mettre en avant dans les années à venir.

[Traduction]

**M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC):** Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi d'intervenir de nouveau à la Chambre après avoir été réélu à titre de député de Kitchener-Centre. Je remercie les électeurs de m'avoir confié un nouveau mandat pour les représenter à la Chambre.

Je félicite également mon collègue d'en face d'avoir été réélu. Il est toujours intéressant d'écouter ses interventions, notamment à cause des idées qu'il avance et également des histoires fantastiques et hors du commun qu'il raconte.

J'ai notamment été étonné de l'entendre dire que sous le gouvernement conservateur, le Canada se dirige vers des emplois mal rémunérés et à temps partiel. Je signale à cet égard que Statistique Canada et le ministère des Finances ont déclaré que, entre juillet 2009 et avril 2011, 90 p. 100 des emplois que nous avons récupérés relèvent d'industries où les salaires sont élevés et que, au cours de cette même période, 84 p. 100 de ces emplois étaient à temps plein.

Je me demande si mon collègue souscrit aux déclarations de nos fonctionnaires fort compétents de Statistique Canada et du ministère des Finances. Dans la négative...

**La vice-présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

**M. Peter Julian:** Madame la Présidente, je retourne le compliment au député.

Statistique Canada divulgue les vraies données. En réalité, à partir des documents budgétaires, nous pouvons savoir ce que les conservateurs vont faire. Je peux parfaitement comprendre que cela soit un peu moins avantageux pour eux. Toutefois, il ne faut pas s'en tenir à un seul élément; il faut examiner la situation dans son ensemble.

Dans les faits, après cinq années de gouvernement conservateur, nous assistons à l'érosion du revenu familial réel. Nous voyons de plus en plus de personnes se retirer de la population active et ne pas y participer, car les bons emplois ne sont tout simplement pas disponibles. On a enregistré un déclin catastrophique du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier, d'emplois à valeur ajoutée et d'emplois qui permettent de subvenir aux besoins d'une famille.

Les conservateurs peuvent s'attribuer le mérite des baisses massives et démesurées d'impôt accordées, à droite et à gauche, aux entreprises. Ils peuvent certainement s'en attribuer le mérite. C'est un record. C'est même pire que ce que l'ancien gouvernement libéral avait fait à cet égard. Toutefois, ils ne peuvent pas s'attribuer le mérite des vraies initiatives économiques qui ont ouvert la voie au genre de prospérité que nous voulons pour tous les Canadiens. Pour les aînés, le montant de 1,15 \$ par jour est une véritable honte.

**Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.):** Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi d'intervenir de nouveau à la

Chambre pour représenter les électeurs de Vancouver Quadra. Je tiens à remercier les gens très instruits et engagés de ma circonscription de m'avoir réélu et de m'accorder leur appui soutenu.

Le député de Burnaby—New Westminster a énuméré une foule d'adjectifs, de types d'emplois et d'industries et d'enjeux liés à la population active, qui sont tous importants.

Je n'ai toutefois pas entendu le mot « vert ». Il n'a pas du tout été question du type d'innovation dont on a tant besoin, innovation qui mènerait à une économie plus verte et à la création d'emplois dans les industries vertes. Je n'ai rien entendu au sujet de l'absence de fonds de stimulation économique affectés aux énergies de recharge et à d'autres mesures vertes et de leur importance pour notre avenir.

N'est-ce pas important, ou a-t-on simplement omis d'en parler?

• (1305)

**M. Peter Julian:** Madame la Présidente, je remercie la députée de Vancouver Quadra d'avoir soulevé cette question. Elle a tout à fait raison. Dans les 10 minutes qui m'étaient allouées, j'ai surtout parlé des problèmes macroéconomiques auxquels fait face notre pays.

La députée a tout à fait raison de souligner que le gouvernement conservateur n'entreprend aucune initiative écologique. Notre porte-parole en matière d'environnement, la députée d'Halifax, soulèvera ces questions au cours des prochains jours, de même que l'ensemble des membres de notre caucus.

Bon nombre des députés de notre caucus sont des activistes écologiques et ils s'inquiètent beaucoup des conséquences des changements climatiques. La députée a également raison de signaler que cette question ne figure pas dans le budget. De nombreux Canadiens ont perdu espoir dans la capacité des conservateurs de ne serait-ce que comprendre l'importance des problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés.

Il ne fait aucun doute que le budget ne tient pas du tout compte de l'impératif écologique. Là encore, c'est une honte.

[Français]

**M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec, PCC):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps avec mon collègue, le député de Peace River.

C'est avec grande fierté que je prends la parole aujourd'hui pour parler en faveur du budget déposé par mon collègue le ministre des Finances. Je suis fier de la gestion économique assurée par notre gouvernement en période de crise financière, laquelle a permis de nous positionner favorablement par rapport à la plupart des économies industrialisées.

En fait, le Fonds monétaire international prévoit que le Canada sera le premier pays à rétablir un budget équilibré parmi tous les pays du G7. Notre gouvernement a choisi une approche prudente mais rigoureuse pour la réduction des dépenses publiques et le retour à un bilan positif. Nous mettons l'accent sur des impôts peu élevés, la création d'emplois et la croissance soutenue, pour le maintien des programmes sociaux auxquels la population canadienne accorde une grande importance, tout en créant des bases financières solides pour assurer la prospérité à long terme.

*Le budget*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est déterminé à accroître l'efficacité et l'efficience de ses activités et à réaliser des économies pour la population canadienne. À cet égard, le ministère a appuyé sans réserve la priorité du gouvernement du Canada de rétablir l'équilibre budgétaire par l'entremise d'un examen stratégique de toutes ses dépenses ministérielles. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a satisfait à toutes les exigences de cet exercice très important. En outre, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada continuera d'appuyer la réaffectation de ressources afin de réaliser les priorités les plus importantes du gouvernement dans le cadre de l'examen stratégique et fonctionnel, comme précisé dans le budget.

Le Plan d'action économique du Canada a été un succès retentissant. En tant que secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, je sais que ce ministère a joué un rôle prépondérant dans le cadre du Plan d'action économique par l'entremise de son Programme accéléré d'infrastructures.

Je suis très fier du rendement obtenu par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux quant à la revitalisation de biens immobiliers importants de l'État, qui n'a été rien de moins exemplaire. Je suis très heureux qu'un montant supplémentaire de 148 millions de dollars sur cinq ans nous ait été alloué pour la préservation des ouvrages techniques de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Nous sommes tout à fait déterminés à respecter les plus hautes normes de sécurité en ce qui a trait aux infrastructures publiques, tout en créant des emplois au bénéfice des économies locales.

Notre gouvernement a promis aux Canadiens et aux Canadiennes, dans le cadre de la Stratégie de défense *Le Canada d'abord*, de fournir à nos hommes et à nos femmes en uniforme l'équipement dont ils ont besoin pour faire leur travail difficile et dangereux. Nous avons déjà commencé à honorer cette promesse et avons réalisé d'excellents progrès jusqu'à maintenant, notamment dans le domaine de la construction navale. La Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale représente une toute nouvelle approche à l'égard des achats militaires. Nous avons bon espoir que les leçons apprises dans le cadre de cette initiative permettront d'améliorer les stratégies d'approvisionnement en général.

D'abord et avant tout, nous avons décidé que nos navires seraient construits au Canada par des Canadiens. Cela signifie qu'en plus de construire les navires de notre Marine et de notre Garde côtière dont ces dernières ont besoin pour défendre notre pays, nous créerons des emplois permanents hautement spécialisés d'un océan à l'autre. Nous soutiendrons le secteur maritime, qui est l'un des principaux moteurs de l'économie et qui fait vivre de nombreuses collectivités, et nous allons le faire dans le respect le plus complet des valeurs fondamentales d'ouverture, de transparence et d'équité du ministère.

Nous avons mené de vastes consultations auprès de l'industrie avant de mettre en oeuvre la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale et nous avons écouté ce qu'on avait à nous dire. Nous savons donc que la planification à long terme et un financement stable sont essentiels à la croissance des entreprises. C'est pourquoi nous nous y engageons.

•(1310)

Nous avons également appris que nous devons collaborer plus étroitement au sein même de la fonction publique. Nous avons donc adopté une approche de travail d'équipe visant l'ensemble du gouvernement en ce qui concerne les achats gouvernementaux de

défense en mettant l'accent sur des processus de surveillance et d'approbation rationalisés.

Ces améliorations importantes au processus d'approvisionnement militaire peuvent guider notre approche à l'égard de l'approvisionnement en général. Ainsi, l'industrie pourra faire affaire avec un gouvernement du Canada qui a réduit les tracasseries administratives ainsi que la période de temps nécessaire avant la signature d'un contrat et le début des travaux.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est heureux, et à juste titre, d'avoir réduit de plus de la moitié le temps moyen pour réaliser les achats de matériel militaire importants. Par exemple, en ce qui concerne le remplacement de notre flotte vieillissante d'aéronefs Hercules, la demande des propositions pour les 17 aéronefs visés a été publiée en août 2007 et le contrat de 1,4 milliard de dollars américains a été attribué en décembre 2007. Ce processus d'approvisionnement, qui a été approuvé en juin 2006, a été complété en seulement 18 mois, bien en deçà du calendrier visé de 48 mois.

Mon gouvernement croit que nos dépenses d'approvisionnement peuvent et devraient être utilisées pour maximiser la concurrence mondiale de nos secteurs de l'aérospatiale, de la construction navale et de la défense, et nous ferons en sorte qu'il en soit ainsi. La même chose s'applique à l'approvisionnement de façon générale. Il doit soutenir l'ensemble de nos objectifs économiques, et l'un des domaines que nous ciblons activement est l'innovation.

L'innovation est un moteur économique indispensable, et les gouvernements occupent une position de choix pour appuyer les entrepreneurs et les rêveurs qui créent, innovent et inventent.

Dans le cadre du budget de l'an dernier, nous avons présenté le Programme canadien pour la commercialisation des innovations pour aider à lancer les innovations canadiennes. Je suis heureux d'annoncer que le premier tour a été un énorme succès et que nous entamerons un second tour prochainement. Le Programme canadien pour la commercialisation des innovations aide les entreprises canadiennes à mettre en marché leurs nouvelles technologies, leurs nouveaux produits et leurs nouveaux services. Nos efforts permettront de renforcer et de diversifier notre économie.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada recherche des partenaires gouvernementaux pour mettre à l'essai les innovations et fournir de la rétroaction aux entreprises pour les aider à commercialiser avec succès leurs produits novateurs. En bref, notre gouvernement fait plus qu'innover, car de la façon dont nous achetons des biens et des services en vue d'appuyer l'emploi et les secteurs industriels essentiels du pays, nous tendons la main aux entreprises qui créent des emplois et les soutenons alors qu'elles développent de nouveaux produits et des services rentables. Il s'agit d'une toute nouvelle approche de collaboration avec le secteur privé pour nous permettre de bâtir le Canada prospère et sécuritaire que nous souhaitons et que nous travaillons assidûment à obtenir.

•(1315)

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD):** Madame la Présidente, on voit qu'on va amasser beaucoup de fonds pour l'assurance-emploi alors que beaucoup de gens n'y ont toujours pas accès. Mon collègue peut-il nous assurer qu'aucun sou obtenu des prestations qu'on paie ou qu'aucune somme d'argent provenant de ce qui aura été amassé ne sera utilisé pour réduire la dette?

**M. Jacques Gourde:** Madame la Présidente, je tiens à remercier ma collègue de sa question et à la féliciter pour son élection.

### *Le budget*

Comme ma collègue le sait, dans le passé, avec le Plan d'action économique du Canada, nous avons investi de l'argent directement dans la caisse d'assurance-emploi pour éviter que les cotisations ne soient augmentées. Nous avons donc fait plus que ce que ma collègue vient de dire, et nous allons continuer en ce sens.

**Mme Carol Hughes:** Madame la Présidente, je pense ne pas avoir vraiment eu une réponse à ma question.

Je voulais savoir si le gouvernement va s'assurer qu'aucun montant des cotisations qui seront payées ne sera affecté à la dette. C'est la question qu'on pose parce que les fonds amassés devraient être consacrés à l'assurance-emploi afin que les gens puissent avoir accès à ce programme ou à des programmes pour les aider à retourner au travail.

Je demande à nouveau la question à mon collègue. Peut-il nous assurer que, dans le cadre de ce budget, aucune des cotisations qui vont être amassées ne sera affectée à la dette?

**M. Jacques Gourde:** Madame la Présidente, comme vous le savez, les fonds de l'assurance-emploi servent à donner aux chômeurs du Canada les prestations dont ils ont besoin ainsi qu'à mettre en place des programmes de formation pour les aider à retourner sur le marché du travail. Cela a toujours été l'objectif du gouvernement et nous allons continuer dans cette optique.

**M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ):** Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été choisie comme vice-présidente à la Chambre des communes.

Je veux poser une question à mon collègue, avec qui j'ai siégé pendant quelque temps au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je remarque dans le budget qu'on n'a rien changé d'un iota, pas une ligne n'a été ajoutée concernant le dossier de l'agriculture.

Je veux savoir si le député et secrétaire parlementaire est en mesure de nous dire pour quelle raison le gouvernement n'a pas pensé avoir un programme spécifique pour les producteurs de porc, qui vivent actuellement une crise sans précédent au Québec et ailleurs au Canada. Il en est de même concernant le dossier des matières à risque spécifié. Je pense que mon collègue connaît également ce dossier qui concerne les producteurs bovins. Il aurait fallu, dans le budget, faire en sorte qu'on reconduise le programme pour l'abattage.

J'aimerais savoir si mon collègue a une réponse à donner aux producteurs québécois.

**M. Jacques Gourde:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Comme on le sait, les producteurs de porc du Canada vivent une crise de marchés sans précédent. Même si le prix du porc a augmenté, le coût des intrants et des grains a augmenté. Ils sont toujours présentement dans une marge négative. Nous comprenons et sommes très sensibles à ce qui passe présentement au niveau des producteurs de porc.

En ce qui concerne les producteurs de boeuf et le dossier des matières à risque spécifié, on sait qu'on doit innover afin que ces produits puissent sortir de la chaîne de valeur afin qu'on puisse leur redonner une valeur sur le marché pour que les producteurs puissent bénéficier de cette valeur et rendre au moins le risque négatif. Autrement dit, il faut que le problème qu'ils avaient deviennent au moins une valeur et peut-être même renverser la vapeur pour que cela devienne un revenu. Nous travaillons en ce sens avec plaisir au nom des producteurs.

[Traduction]

**M. Chris Warkentin (Peace River, PCC):** Madame la Présidente, mes collègues et moi souhaitons vous féliciter de votre réélection et de votre nomination au poste de vice-présidente.

J'aimerais profiter de l'occasion — et j'espère qu'on me permettra de le faire — pour remercier certaines personnes. C'est la première fois que j'ai la chance de prendre la parole à la Chambre depuis mon élection. Je viens de participer à mes troisièmes élections en cinq ans et demi, et il y a beaucoup de gens que j'aimerais remercier en raison du temps qu'ils ont consacré à ma cause, avant, pendant et après la campagne électorale. Comme on le sait, il faut s'occuper de bien des choses même après les élections.

D'abord et avant tout, je tiens à remercier les gens de ma circonscription qui m'ont élu. Je n'avais encore jamais récolté autant de voix. Je suis conscient de l'immense responsabilité qui m'a été confiée pour la troisième fois et je tiens à remercier chacune des personnes qui m'ont appuyé. Je sais que les électeurs de ma circonscription n'ont pas tous voté pour moi, mais je les représenterai tous à la Chambre et, au cours des prochaines années, je ferai de mon mieux pour servir les intérêts supérieurs de ma région.

J'aimerais parler brièvement de certains membres de mon équipe qui m'ont aidé à me faire réélire. Tout d'abord, je tiens à remercier mon directeur de campagne, Alden Harms, qui a fait preuve d'un dévouement inlassable tout au long de ma campagne pour m'aider à être élu député pour la troisième fois. Il a été mon bras droit pendant trois élections et, fidèle à lui-même, il a accompli un travail remarquable.

Je tiens aussi à remercier mon agent officiel, Lydell Torgerson, qui est un éminent comptable albertain. Apprécié au plus haut point par ses collègues, il a consacré beaucoup d'heures à ma campagne en tant que bénévole. J'aimerais le remercier à la Chambre de son dévouement inlassable, car c'est lui qui a rempli tous les documents nécessaires pour répondre aux exigences d'Élections Canada.

Je tiens à remercier Dena Short, qui, tous les jours, ne ménage aucun effort pour gérer mon bureau de circonscription. Je lui dois une fière chandelle. Je tiens à souligner son excellent travail, de même que le dévouement de Lamont Anderson, qui était à la tête de l'équipe qui s'est chargée avec brio d'installer mes affiches, puis de les enlever.

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier le personnel dévoué de mon bureau de circonscription et de mon bureau de la Colline, grâce à qui je suis plus populaire que je ne le serais autrement. Ce sont les gens qui n'ont pas cessé de travailler infatigablement pour réaliser ce que je souhaite faire en faveur de mes électeurs, c'est-à-dire bien les représenter. Quiconque se présente à mon bureau de circonscription est toujours bien représenté à cause des efforts des membres du personnel. Je tiens à remercier Trudy, qui m'accompagne depuis cinq ans et demi, ainsi que Kim et Crystal, qui m'épaulent aussi depuis quelques années. Leur engagement envers mes électeurs est indubitablement leur plus grande priorité. Je tiens donc à les remercier.

Je voudrais également remercier ma famille, ma mère, mon père, mes frères et sœurs ainsi que les membres de leur famille pour leur appui. Avoir cinq frères et sœurs est toujours une bonne chose parce que cela me fait des voix de plus, sans compter les conjoints qui contribuent aussi à élargir la base de soutien. Ils ont tous fait bien plus que leur part au cours de la campagne électorale. Je veux donc leur exprimer ma gratitude.

*Le budget*

Je voudrais en outre remercier ma famille directe, mes enfants, de m'avoir donné la possibilité de faire campagne, ainsi que ma femme, qui est une personne vraiment remarquable. C'est le soldat de la famille. C'est grâce à elle que tout se tient au cours de campagnes électorales particulièrement stressantes. C'est aussi grâce à elle que j'ai la liberté nécessaire pour faire mon travail et servir mes électeurs. Elle est pour moi une partenaire extraordinaire, qui a consacré les dernières cinq années et demie à m'aider à représenter les gens de ma circonscription.

Je tenais à exprimer ces remerciements avant de passer au budget.

Je veux parler aujourd'hui du plan de faible imposition que le ministre a présenté hier. De toute évidence, ce budget n'était pas tout à fait inattendu. Nous connaissions déjà beaucoup de ses dispositions. Nous en avons eu un aperçu en mars dernier, avant la campagne électorale. Ensuite, nous nous sommes battus pendant la campagne pour avoir la possibilité de rétablir le budget pour qu'il soit débattu et, nous l'espérons, adopté à la Chambre. Nous y avons cependant ajouté un certain nombre d'éléments. Au cours de la campagne électorale, nous avons pris quelques autres engagements auxquels il fallait donner suite.

● (1320)

Le premier ministre a dit que nous allions agir, que nous allions nous remettre à l'œuvre et accomplir une foule de choses en plus de ce qui était prévu dans le budget déjà présenté une fois. Ces choses-là se retrouvent dans le budget. Voilà qui témoigne de l'engagement du ministre des Finances et du premier ministre à donner suite à nos engagements électoraux. À eux, tous mes remerciements.

Les Canadiens peuvent avoir l'assurance que nous entendons bien faire ce que nous avons dit. Le budget et le discours du Trône le prouvent. Tous mes remerciements au ministre des Finances pour avoir ajouté ces dispositions au budget. Je sais que mes électeurs et bon nombre de ceux de mes collègues dépendent de la concrétisation de ces mesures.

La première fois où j'ai été élu, j'espérais pouvoir représenter correctement mes électeurs et bâtir une collectivité plus vigoureuse et dynamique. J'étais alors propriétaire d'une petite entreprise. Ma femme et moi venions de nous marier. Je m'occupais de politique depuis un certain nombre d'années et j'étais un membre actif de notre association depuis plus de 10 ans.

J'espérais me faire élire à la Chambre pour réaliser quelques petites choses. J'avais une petite entreprise et j'étais de plus en plus exaspéré par la réaction du gouvernement aux propriétaires de petites entreprises. Nous avons vu un gouvernement d'une autre époque qui était toujours plus intransigeant avec eux, alors que leurs entreprises sont le moteur des économies locales. J'étais souvent déçu des mesures prises et de la charge fiscale toujours plus lourde imposée aux propriétaires de petites entreprises.

Cinq ans et demi ont passé depuis mon élection, et je me suis fait le défenseur des propriétaires de petites entreprises. Il me semble important de leur donner toute la latitude nécessaire pour qu'ils puissent innover et créer des emplois dans les économies locales.

Le dernier budget pousse plus loin certaines mesures des cinq ans et demi qui viennent de passer: allègement de la charge fiscale des propriétaires de petites entreprises, ressources plus abondantes à leur intention, reconnaissance de ce qu'ils sont vraiment, c'est-à-dire le moteur de l'économie nationale.

Une mesure importante du budget qui ne reçoit pas beaucoup d'attention, c'est l'engagement du gouvernement à poursuivre ses

efforts en vue d'alléger les tracasseries administratives imposées aux petites entreprises.

J'ai siégé à la Commission sur la réduction de la paperasse durant la dernière législature. J'ai voyagé d'un bout à l'autre de notre grand pays. Il était remarquable de constater à quel point, où que je sois, les préoccupations des gens se ressemblaient; elles étaient pratiquement identiques.

On nous a parlé des difficultés à réaliser certaines choses. La plupart du temps, il s'agissait de paperasse inutile du fédéral, mais on nous a aussi parlé de celle des administrations provinciales et municipales.

J'ai été membre de la commission qui comptait des représentants de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Catherine Swift était du nombre. La fédération a présenté des renseignements, tirés de ses analyses, montrant que les entreprises canadiennes doivent déboursier près de 30 milliards de dollars par année pour se conformer aux formalités administratives.

Ces formalités sont imposées par les administrations fédérale, provinciales et municipales. Le plus troublant, c'est que bien souvent il y a dédoublement entre les trois paliers.

Je suis ravi de voir que le gouvernement fédéral est déterminé à poursuivre le travail de la commission et à abolir les lourdeurs administratives fédérales. Le gouvernement a pris l'engagement de réduire la paperasse et de s'en tenir à un niveau acceptable afin d'aider les petites entreprises.

Malheureusement, les petites entreprises sont celles qui souffrent le plus des lourdeurs administratives. Les grandes entreprises ont accès à des cabinets comptables et à des cabinets d'avocats, elles parviennent ainsi à s'en tirer, contrairement aux petites entreprises qui doivent en subir le poids.

À titre de député issu du secteur des petites entreprises, je suis franchement heureux et fort reconnaissant au gouvernement de poursuivre sur sa lancée en vue de réduire les tracasseries administratives pour les petites entreprises partout au pays.

● (1325)

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination au poste de vice-présidente.

J'ai une question. Le député porte les petites entreprises en haute estime et parle de réduire les tracasseries administratives. En bout de ligne, je demanderai au député de répondre et, peut-être, de nous donner des clarifications.

Les priorités sont établies dans un budget. Il semble que les priorités du présent gouvernement sont axées sur les grandes sociétés.

### *Le budget*

Si nous prenons les réductions d'impôts accordées aux grandes sociétés par rapport à ce qui est offert aux petites entreprises, il est clair que le présent gouvernement croit essentiellement que ce sont les grandes entreprises qui créeront le plus grand nombre de possibilités économiques à l'avenir. Cela contredit ce que la plupart des économistes et autres observateurs disent, à savoir que ce sont les petites entreprises qui seront le moteur de l'économie dans l'avenir.

Pourquoi y a-t-il cette confusion au niveau des priorités en ce qui concerne là où doivent être accordées les réductions d'impôts?

• (1330)

**M. Chris Warkentin:** Madame la Présidente, j'espère que mon collègue d'en face aura l'occasion de lire le budget.

Je sais que le discours d'hier était tronqué. En conséquence, une bonne partie du discours était un survol du budget qui avait déjà été présenté. Toutefois, il y a un certain nombre de nouvelles annonces dans le budget qui profiteront directement aux petites entreprises.

De toute évidence, j'ai parlé de la réduction des tracasseries administratives. Je ne peux insister davantage sur l'importance de cette mesure.

De plus, il y a un nouveau crédit à l'embauche pour les petites entreprises conçu spécialement pour les propriétaires de petites entreprises qui veulent créer des emplois dans leur collectivité. Nous savons qu'il y a des employeurs qui créeront beaucoup d'emplois en ce moment, pendant que notre économie se rétablit. C'est là la première initiative. La deuxième, c'est d'appuyer les jeunes entrepreneurs par l'intermédiaire des activités de la Fondation des jeunes entrepreneurs. Une somme de 20 millions de dollars sera versée à la fondation pour soutenir le démarrage de petites entreprises.

Nous encourageons les sociétés d'aide au développement des collectivités partout au pays qui appuient les petites entreprises. Nous avons prolongé les accords de travail partagé. Je sais que, dans ma collectivité, de nombreuses entreprises ont recours à cette formule. Ce sont des dispositions importantes. J'en ai quelques autres, mais je sais que mon temps de parole est écoulé.

**M. Fin Donnelly (New Westminster—Coquitlam, NPD):** Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais souligner que je suis reconnaissant aux bonnes gens de New Westminster—Coquitlam et de Port Moody de m'avoir réélu à la Chambre, ainsi qu'à ma famille, à mon épouse Lynda ainsi qu'aux bénévoles qui ont travaillé à ma campagne et aux sympathisants qui ont contribué à cette réélection.

Je vous félicite également d'avoir été choisi comme présidente du comité plénier et je félicite mon collègue de Peace River pour sa réélection.

La question que je pose au député concerne les mesures pour contrer les changements climatiques.

Comme il le sait très bien, les changements climatiques sont très manifestes dans le Nord. C'est la région dont il est originaire et il la connaît bien. J'aimerais lui demander ce que le gouvernement propose dans le présent budget pour atténuer les effets des changements climatiques?

**M. Chris Warkentin:** Madame la Présidente, je félicite également le député pour sa réélection.

Le budget contient plusieurs mesures à cet égard et je ne les citerai pas toutes. Cependant, il y en a une qui est très importante pour les personnes qui vivent dans ma collectivité, et surtout dans les collectivités du Nord, et c'est la possibilité de bénéficier du

programme écoÉNERGIE Rénovation—Maisons, qui aidera les particuliers à isoler leur maison et à la rendre plus éconergétique. Nous savons que les plus grandes économies d'énergie viennent de la réduction de la consommation et de l'amélioration des maisons. Ce programme est bon pour l'environnement tout en aidant les familles.

Nous savons que les factures d'énergie pèsent lourd dans le budget familial. Par conséquent, chaque fois qu'on investit dans la réduction des coûts d'énergie pour les habitations familiales, c'est bon pour l'environnement et aussi pour les familles en général.

De plus, plusieurs autres mesures budgétaires prévoient des investissements dans des technologies tant dans le secteur de l'agriculture que dans toutes sortes de nouvelles technologies émergentes. Il y a des investissements de prévus pour cela. Il est clair que ces mesures contribueront aussi beaucoup à protéger notre environnement.

**M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NPD):** Madame la Présidente, je partagerai le temps dont je dispose avec le député de St. John's-Sud—Mount Pearl.

Je vous félicite, madame la Présidente, d'avoir été nommée vice-présidente et présidente du comité plénier.

Je suis heureux de me présenter ici comme porte-parole des électeurs de Dartmouth—Cole Harbour. Au cours des dernières élections, j'ai eu la chance incroyable de représenter le Nouveau Parti démocratique et de parler avec mes électeurs des plans et des programmes de mon parti. La chaleur et la réceptivité des citoyens, qu'ils aient voté pour moi ou non, ont été vraiment renversantes et je l'ai apprécié. Je répète qu'une fois élu, je suis devenu le député de tous les électeurs de la circonscription.

Depuis les élections, j'ai rencontré différents groupes. On le sait, peu importe avec quelle énergie il mène sa campagne, les fonctions d'un député commencent dès son élection.

Parmi les groupes que j'ai rencontrés, il y avait DASC Industries. Il s'agit d'une organisation qui offre d'excellentes perspectives d'emploi aux femmes et aux hommes qui ont certains handicaps. Ce groupe désire que le gouvernement subventionne une partie de ses immobilisations, et je l'appuie.

Depuis les élections, j'ai aussi pu discuter avec les groupes suivants: Evergreen House, un musée important de Dartmouth—Cole Harbour; le musée Cole Harbour Heritage; un groupe de parents d'une école primaire de North Dartmouth; la Take Action Society; le Supportive Housing for Young Mothers; le Dartmouth Learning Centre; la Main Street Dartmouth and Area Business Improvement Association; le Club des garçons et filles d'East Dartmouth; et, évidemment, mes bons amis du YMCA de Dartmouth, avec qui je nage et je m'entraîne. Lorsque je rentrerai chez moi, dans Dartmouth—Cole Harbour, la fin de semaine et pendant les ajournements de la Chambre, j'aurai l'occasion de discuter avec plus de gens.

Le 5 juin, j'ai participé au défilé du jour J qui avait été organisé par la filiale 31 de la Légion royale canadienne.

J'espère voir mon collègue, le député de Sackville—Eastern Shore, continuer d'agir comme notre porte-parole sur les questions concernant les anciens combattants et comme défenseur des personnes âgées. J'exhorte le gouvernement, comme il le ferait certainement, à prendre des mesures pour éliminer la récupération des pensions des anciens combattants et pour donner à ces hommes et femmes d'un grand courage le respect et le soutien qu'ils méritent.



*Le budget*

J'ai aussi hâte de jouer mon rôle dans les dossiers du commerce international et je travaillerai pour que nous signions des accords solides qui soutiennent et protègent les travailleurs, les collectivités, les producteurs et l'environnement ici et à l'étranger.

En ce moment, ma grande priorité, dans Dartmouth—Cole Harbour, est d'engager un dialogue avec des organismes communautaires et à but non lucratif, des policiers, des anciens combattants, des familles, des aînés, des entrepreneurs ainsi qu'avec autant de gens et de groupes que je le peux afin de connaître leur réalité, d'entendre leurs histoires, leurs idées et leurs solutions et de me faire le porte-parole de tous ces gens au Parlement.

Actuellement, une partie de ma collectivité est aux prises avec des problèmes de criminalité. J'ai eu l'occasion de rencontrer le chef de police et des représentants de la municipalité régionale d'Halifax. On ne peut s'attaquer à de tels problèmes en adoptant des approches trop simplistes telles que resserrer les lois et construire plus de prisons. Je dirai aux députés d'en face qu'il faut plutôt adopter des approches novatrices, adaptées à la situation et axées sur la communauté.

● (1335)

Il faut répondre aux besoins et aux préoccupations des nombreuses collectivités qui doivent composer avec des services de soins de santé inadéquats. Beaucoup de jeunes familles sont au bord de la faillite parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, mais que leur revenu, leur sécurité et leurs perspectives d'un meilleur emploi ne s'améliorent pas.

Effectivement, Dartmouth—Cole Harbour et d'autres collectivités d'un bout à l'autre du pays sont aux prises avec des enjeux que le gouvernement est en mesure de régler si seulement il s'y engageait ou avait une volonté politique de travailler avec et pour les Canadiens qui possèdent énormément d'expérience et de connaissances. Il serait judicieux de tirer parti de ces ressources fantastiques.

La population de Dartmouth—Cole Harbour m'a élu ici pour des raisons très importantes: faire entendre leur voix à la Chambre des communes, faire valoir leurs opinions et leurs intérêts; travailler comme député à améliorer leur qualité de vie, renforcer leur collectivité, améliorer leur pays et le rendre plus fort et, enfin, aider à façonner notre nation de sorte qu'elle devienne le chef de file mondial prospère, durable et compatissant comme nous savons tous qu'elle peut être.

Je garde constamment à l'esprit l'engagement et les responsabilités qui vont de pair avec le rôle de député. Je suis également profondément reconnaissant envers les gens de Dartmouth—Cole Harbour pour la confiance qu'ils ont placée en moi. Je compte travailler très fort pour remplir mes obligations jusqu'au bout.

C'est pourquoi je pense qu'il est si important d'attirer l'attention sur les faiblesses du budget présenté à la Chambre hier. Les concepteurs du budget ont fait abstraction des familles canadiennes. Le budget ne tient pas compte des réalités auxquelles sont confrontés les gens de Dartmouth—Cole Harbour et du reste du Canada.

Le ministère des Pêches et des Océans et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique feront les frais de ce budget. Il ne comprend aucun engagement substantiel à l'égard des électeurs que je représente. Il reconnaît à peine les millions de Canadiens qui ont voté pour le changement au Canada. Dans l'ensemble, le budget pourvoit aux besoins de ceux qui, à mon avis, tirent déjà leur épingle du jeu et ignore les besoins réels et pressants de bon nombre de nos citoyens. Il ne comprend aucune mesure pour favoriser le progrès social ou économique des Canadiens.

Pour les conservateurs, le nombre d'emplois créés témoigne du succès de leurs politiques. Or, peut-on réellement parler de progrès lorsque l'on sait qu'il s'agit surtout d'emplois à temps partiel, au salaire minimum — qui ne permet pas de vivre convenablement — et sans aucune sécurité d'emploi? Peut-on parler de progrès lorsque l'on sait que pour diminuer le déficit de notre pays, le gouvernement sabrera dans les programmes et services dont dépendent bon nombre de Canadiens, sans toutefois préciser où et combien il sabrera. Finalement, un budget qui fait passer les intérêts des grandes entreprises, du premier ministre et de ses proches alliés avant ceux des Canadiens et des citoyens qui se démènent chaque jour pour subvenir aux besoins de leurs familles et appuyer leurs collectivités — les gens qui sont le cœur et l'âme de notre pays —, ce n'est pas ce que j'appelle du progrès.

En tant qu'opposition officielle, nous ne nous contentons pas de défendre les intérêts de nos électeurs. Nous sommes les yeux, les oreilles et, au besoin, la conscience de toute la nation dans cette Chambre. Or ce budget trouble cette conscience, car il ne répond pas aux besoins des familles canadiennes. En fait, il ne les reconnaît même pas.

Nous avons la responsabilité, au nom de tous les électeurs du Canada, d'exiger des comptes du gouvernement. C'est une responsabilité primordiale et nous avons l'intention de nous en acquitter. Le gouvernement du Canada tiendra-t-il les promesses qu'il a faites à tous les Canadiens, pas seulement celles qu'il a faites à ceux qui l'ont élu? Je dis, aux députés d'en face, que l'espoir fait vivre.

● (1340)

**M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son élection à la Chambre des communes et de son discours.

Toutefois, je suis toujours étonné de constater à quel point il peut faire abstraction de la réalité. Il a omis un certain nombre de faits dans son discours. D'abord, plus de 70 p. 100 des Canadiens ont voté contre son parti; il ne peut donc pas prétendre les représenter aujourd'hui. Ensuite, au sujet de la création nette de 540 000 emplois, il dit qu'il s'agit d'emplois à temps partiel, à faible rémunération et bas de gamme. De toute évidence, il n'a pas lu le budget. À la page 31, il est clairement indiqué que 85 p. 100 de ces emplois sont à temps plein et que 90 p. 100 d'entre eux ont été créés dans des industries à rémunération relativement élevée.

Pourquoi mon collègue s'opposerait-il à un budget qui prévoit de nombreuses initiatives destinées à stimuler la création d'emplois bien rémunérés, telles que la prolongation de la déduction pour amortissement pour permettre aux entreprises d'investir dans l'innovation et les nouvelles technologies afin d'améliorer leur efficacité et, par conséquent, de créer des emplois pour les Canadiens?

● (1345)

**M. Robert Chisholm:** Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de ses gracieuses félicitations.

Soyons clairs. Le Canada compte actuellement 300 000 emplois de moins qu'avant la récession. Si le député d'en face venait faire un tour dans ma collectivité, Dartmouth—Cole Harbour, il y observerait certains des graves problèmes liés au chômage.

### Le budget

Le gouvernement, qui aime tant se vanter, avec chiffres à l'appui, de ses exploits au chapitre de l'économie, verrait, dans ma circonscription et dans de nombreuses autres collectivités partout au pays, que, par sa faute, un nombre considérable de Canadiens se retrouvent non seulement sans emploi, mais aussi sans prestations d'assurance-emploi, ce qui est fort déplorable.

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite le député pour son élection.

J'aimerais discuter du taux de chômage élevé dont il vient de parler. Je viens d'une circonscription qui affiche un taux de chômage au-dessus de la moyenne. Nous discutons de projets pilotes depuis assez longtemps à la Chambre. Dans un projet pilote en particulier, on verse des prestations en fonction des 14 meilleures semaines d'emploi, c'est-à-dire qu'on calcule le salaire des meilleures semaines, plutôt que le salaire des 14 dernières semaines, ce qui réduirait les prestations. Le gouvernement parle des petites entreprises, mais il s'agit là d'une des améliorations que réclament les petites entreprises canadiennes, surtout celles en milieu rural. Pourtant, ce projet pilote a été prolongé seulement d'un an.

Ce projet pilote existe depuis environ cinq ans. Le gouvernement devrait donc passer à l'action ou cesser de tourner autour du pot, pour ainsi dire. En l'occurrence, le député ne croit-il pas qu'on devrait rendre permanents les projets pilotes en matière d'assurance-emploi?

**M. Robert Chisholm:** Madame la Présidente, dans une vie antérieure, j'ai eu l'occasion de passer pas mal de temps dans la circonscription du député, notamment à Gander, à Grand Falls et à Windsor. C'est un endroit formidable, et les gens sont incroyables. Les femmes et les hommes de ces collectivités représentent vraiment la force de notre pays. Je le félicite d'avoir l'honneur de représenter ces bonnes gens.

Les mesures prises par le gouvernement à l'égard du régime d'assurance-emploi sont vraiment scandaleuses. Dans ce budget, le gouvernement prévoit augmenter les cotisations tout en continuant de réduire les prestations.

Bien que le nombre de chômeurs batte des records au pays, des habitants de collectivités comme Dartmouth—Cole Harbour et de collectivités comme celles mentionnées par le député ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi ou à des programmes qui visent à faciliter leur transition vers un emploi décent en les aidant à survivre, à nourrir leur famille et à payer le loyer — autant de choses dont leur famille a si désespérément besoin pendant qu'ils cherchent du travail.

À titre de députés de l'opposition officielle, nous continuerons de lutter pour l'amélioration du régime d'assurance-emploi.

**M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NDP):** Madame la Présidente, il y a quelques semaines seulement, en pleine campagne électorale fédérale, j'ai rencontré un pêcheur terre-neuvien du nom de Paul Critch. Paul est propriétaire d'un bateau de 60 pieds qui était amarré dans le bassin de Prosser's Rock au sud du port de St. John's, le plus gros port de pêche de ma province natale, Terre-Neuve-et-Labrador.

Paul est à peu près de mon âge ou un peu moins âgé. Il est dans la jeune quarantaine. Il est fort et il est capable. Je suis au regret de dire que nous ne rencontrons plus beaucoup de jeunes hommes de son genre sur les quais de nos jours. Paul Critch est également un pêcheur de la cinquième génération. Nous nous tenions sur ce quai au bord de l'Atlantique Nord, aussi loin qu'on puisse se trouver d'Ottawa dans ce pays, un endroit que bien des bureaucrates

fédéraux, y compris ceux de Pêches et Océans, n'arriveraient même pas à imaginer. Nous avons parlé de la pêche et de son avenir.

Paul a dit qu'il avait baptisé son bateau *Chelsea and Emily*, en l'honneur de ses deux filles. Au moment de la naissance de sa deuxième fille, Paul raconte que son propre père lui avait dit: « Dieu merci, ce n'est pas un garçon. Un petit-fils aurait été destiné à la pêche, mais, de nos jours, qui voudrait être pêcheur? »

Voilà ce qui arrive à la pêche à Terre-Neuve-et-Labrador, à cette grande pêche, à la plus grande pêche du monde sur les Grands Bancs de Terre-Neuve, la pêche que nous avons offerte au Canada en 1949.

Aujourd'hui, 62 ans plus tard, notre pêche commerciale de poissons de fond tels que la morue et la limande à queue jaune est au bout du rouleau. La façon dont elle a été gérée l'a conduite à son anéantissement. *History of the Newfoundland Cod Collapse* est le titre d'un livre publié en 2010. Comme ce titre l'indique, l'anéantissement géré implique que la morue du Nord a été administrée vers son extinction virtuelle. Je laisse aux députés trois chances de deviner qui était responsable de cette administration.

Nous sommes censés épuiser nos réserves de pétrole. Nous ne sommes pas censés épuiser nos réserves halieutiques. Nous avons atteint le fond du baril. Il faut reconstruire immédiatement. Il vaut mieux tard que jamais.

Vingt années se sont écoulées depuis le moratoire sur la pêche à la morue du Nord et depuis que la pêche commerciale a été arrêtée au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador, pour la première fois en 500 ans. Vingt années se sont écoulées depuis la plus grande mise à pied de l'histoire canadienne. Quelles mesures ont été prises depuis? Absolument aucune. Rien n'est plus incompatible avec la philosophie du gouvernement conservateur que la reconstruction. La reconstruction est une notion tout à fait étrangère pour le gouvernement.

Lundi, j'ai écouté le ministre des Finances, le député de Whitby—Oshawa, pendant qu'il déposait son budget. Je n'ai pas manqué un mot. C'est merveilleux de pouvoir entendre un député lorsqu'il prend la parole.

Je félicite le chef du Nouveau Parti démocratique, le chef de l'opposition officielle de Sa Majesté, de sa politique visant à éviter le chahut. Avant d'être député, j'ai été journaliste pendant près de 20 ans. Je suis déjà allé à la tribune de l'assemblée législative de ma province où j'ai pu observer les politiciens se comporter comme des enfants insolents. Or, ce n'est pas beau à voir et c'est parfois même embarrassant.

J'ai lu ce qui suit dans l'*Ottawa Citizen* de ce matin:

Il faut que les débats du Parlement soient passionnés, voire vigoureux. Par contre, nous pouvons certainement nous passer des bêtes insultes et de l'esbroufe.

Bravo au chef de l'opposition et député de Toronto—Danforth.

Le ministre des Finances s'est montré très fier du budget, mais je constate que c'est du réchauffé pour ma province. Nous avons atteint le fond du baril, mais le gouvernement conservateur juge bon de nous enfoncer plus profondément. C'en est assez!

*Déclarations de députés*

Dans le cadre de sa révision des programmes, le gouvernement conservateur a jugé bon de réduire encore le budget de Pêches et Océans Canada de près de 85 millions de dollars, à savoir 9,1 millions de dollars de moins pour le présent exercice, 18,9 millions de moins en 2012-2013 et 56,8 autres millions de moins en 2013-2014. Le ministère des Pêches et des Océans devra continuer à faire le peu qu'il fait actuellement avec 84,8 millions de moins. En outre, selon les données fédérales, le budget global du ministère est réduit de près de 145 millions par rapport au dernier exercice, et ce, comme je l'ai souligné, sans compter les économies ciblées de 87 millions de dollars que prévoit le gouvernement conservateur sous forme de compressions visant Pêches et Océans Canada.

• (1350)

Pour aggraver la situation — parce que, oui, elle peut encore s'aggraver —, le ministre des Finances a dit lundi à la Chambre qu'il pourrait encore économiser 4 milliards de dollars. Où va-t-on aller chercher de telles économies? Des pêches? Comme on dit dans mon coin de pays, il y a des limites à presser le citron. La population et les pêcheurs de Terre-Neuve-et-Labrador n'ont plus rien à donner.

J'aurais tellement voulu que le ministre des Finances annonce lundi la tenue d'une commission d'enquête sur l'industrie de la pêche à Terre-Neuve-et-Labrador. Cette industrie a décliné il y a près de 20 ans et n'a toujours pas remonté la pente. Il faudrait savoir pourquoi. Mon parti, le Nouveau Parti démocratique, appuie l'appel lancé en faveur de la tenue d'une commission d'enquête. Quelle est la position du gouvernement conservateur à cet égard?

John Crosbie a déjà demandé qui entend les poissons lorsqu'ils pleurent. Je peux répondre à cette question: personne.

J'ai une autre question, une question beaucoup plus importante. Qui entend les pêcheurs lorsqu'ils pleurent? Les néo-démocrates.

Les conservateurs entendent-ils les pleurs des quelques pêcheurs qui restent?

Je vais continuer d'écouter les députés d'en face lorsqu'ils prennent la parole. Les pêcheurs de Terre-Neuve-et-Labrador les écouteront eux aussi.

Peut-être qu'un jour nous voudrions, comme avant, que nos fils deviennent pêcheurs et que nos fils voudront devenir pêcheurs.

• (1355)

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.):** Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à mon collègue à la Chambre. J'aimerais lui poser une question.

De nos jours, il est en effet très difficile pour la nouvelle génération de prendre part à l'industrie de la pêche. En ce moment, la plupart des décisions de gestion fondées sur des principes scientifiques sont généralement prises précipitamment, à la dernière minute. Les gens qui se soucient sérieusement de la situation de la pêche, non seulement à Terre-Neuve-et-Labrador, mais aussi ailleurs au pays, vivront dans l'incertitude la plus complète, et ce sera le cas des gens de ma circonscription et de la circonscription de mon collègue. Il faut donc absolument que le gouvernement se soucie lui aussi de la situation. Les compressions dont parlent les conservateurs laissent prévoir que la situation sera lamentable et qu'elle deviendra catastrophique dans un très proche avenir.

Mon collègue a soulevé un bon point: d'où proviendront ces 4 milliards de dollars?

Quelles seront les répercussions négatives sur les décisions de gestion du ministère des Pêches et des Océans, surtout celles de nature scientifique?

**M. Ryan Cleary:** Madame la Présidente, voilà une question fort pertinente. D'où proviendront ces économies de 4 milliards de dollars?

Tant que le gouvernement conservateur ne précisera pas où il entend aller chercher ces 4 milliards de dollars, les pêcheurs de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Est du Canada seront sur le qui-vive, de crainte que le couperet ne tombe sur eux. Ce n'est pas une vie pour les pêcheurs.

À Terre-Neuve-et-Labrador, la pêche se pratique depuis 500 ans. Aujourd'hui, on en est au point où les fils des pêcheurs ne veulent plus marcher dans les traces de leur père; ils ne veulent plus partir en mer.

Un enquête s'impose pour de nombreuses raisons.

Il faut examiner l'aspect scientifique de la question. Quelle importance accorde-t-on à la science au ministère des Pêches et des Océans?

Il faut également examiner le mode de gestion. À Terre-Neuve-et-Labrador, la gestion des pêches est un échec lamentable. Pour preuve, il suffit de regarder ce qui se passe sur la mer; les bateaux et les pêcheurs y sont peu nombreux.

Il faut voir ce qu'il en est des quotas. Qui sont les détenteurs de quotas de pêche au large de Terre-Neuve-et-Labrador? Qui pêche? Les bateaux qui profitent de ces quotas sont-ils immatriculés? S'ils battent pavillon canadien, qui en sont les propriétaires? S'agit-il de Canadiens?

Il faut aussi voir comment se fait la commercialisation du poisson. La mise en marché est-elle effectuée par des Terre-Neuviens et des Labradoriens, par des Canadiens ou par des étrangers?

Je pose ces questions, mais je n'attends pas de réponse. Je ne pense pas que le gouvernement conservateur les connaisse. Dans le passé, je n'ai pas obtenu de réponse aux questions que j'ai posées. On m'a dit que les réponses pouvaient nuire aux relations internationales, pas celles de Terre-Neuve-et-Labrador, mais les relations internationales du Canada.

**La vice-présidente:** Le député disposera de deux minutes pour des questions et observations après la période des questions.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LA CHEF DU SERVICE DE POLICE RÉGIONAL DE NIAGARA

**M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC):** Madame la Présidente, je souhaite aujourd'hui rendre hommage à une électricienne exceptionnelle de Niagara-Ouest—Glanbrook, la chef du service de police régional de Niagara, Wendy Southall.

La chef Southall sera à Rideau Hall demain pour être décorée de l'Ordre du mérite des corps policiers. Quarante-trois hommes et femmes remarquables de partout au Canada se verront décerner des prix demain par le Gouverneur général David Johnston. La chef Southall sera l'une des sept personnes investies du titre d'Officier de l'Ordre du mérite.

### Déclarations de députés

La chef Southall a commencé sa carrière dans la police en 1970, à Toronto. Elle s'est jointe au service régional de police de Niagara en 1982 et s'est acquittée brillamment de chacun des rôles qui lui ont été confiés.

Dans son discours inaugural comme chef de police en 2005, Wendy s'est fixé comme priorité de « maintenir les rues sûres de manière économique, avec des changements novateurs ». Elle s'est toujours efforcée d'atteindre cet objectif et, sous sa direction, le taux de criminalité déjà faible dans la région de Niagara a diminué encore davantage.

Je remercie la chef Wendy Southall de servir comme elle le fait les gens de notre circonscription et je la félicite d'avoir mérité cette récompense exceptionnelle.

\* \* \*

• (1400)

[Français]

### LES PERSONNES HANDICAPÉES

**Mme Manon Perreault (Montcalm, NPD):** Madame la Présidente, je remercie mon chef et son équipe de leur soutien et de leur aide si précieuse, ainsi que les concitoyens de la circonscription de Montcalm de leur appui et de leur grande marque de confiance. Je peux assurer que nous travaillons et continuerons sans relâche à oeuvrer pour répondre aux besoins des familles d'aujourd'hui.

Je tiens particulièrement à partager ma victoire électorale avec tous les membres de l'Association Handami, ainsi qu'avec toutes les personnes handicapées du Canada. Je compte bien utiliser l'occasion qui m'est offerte pour sensibiliser davantage les députés de la Chambre à l'importance des programmes sociaux pour contrer l'isolement et permettre aux personnes handicapées de prendre part activement à notre société.

J'espère sincèrement que tous ensemble nous trouverons des solutions concrètes pour améliorer la qualité de vie des gens et des personnes handicapées de notre pays.

\* \* \*

### TOBIQUE—MACTAQUAC

**M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC):** Monsieur le Président, le 2 mai, les gens de Tobique—Mactaquac m'ont fait l'honneur de m'élire pour les représenter comme député pour la troisième fois. Je veux remercier les résidents de la confiance qu'ils m'accordent.

[Traduction]

Je voudrais exprimer ma gratitude à l'intention des nombreux bénévoles qui n'ont pas ménagé leurs efforts au sein de notre équipe et je voudrais remercier ma famille pour son soutien extraordinaire.

Le mois de mai n'a pas été fait que de joie, puisque, le 23 mai, nous avons dit au revoir à notre mère après une longue lutte contre la maladie d'Alzheimer. Je me souviens, en 2003, lorsque j'ai dit à ma mère que je voulais être député, elle m'a immédiatement répondu que j'étais complètement fou.

Malgré tout, elle m'a appuyé, et je sais que les valeurs qu'elle nous a enseignées, soit la vaillance, l'honnêteté, l'intégrité et le dévouement envers sa famille, ses amis et les gens de son milieu, ont joué un rôle majeur dans les réussites qui ont ponctué ma vie jusqu'à aujourd'hui et dans l'établissement de nombreuses relations fructueuses dans Tobique—Mactaquac depuis 2006.

Je remercie encore une fois les gens de Tobique—Mactaquac pour leur appui, et je remercie ma mère d'avoir pris un soin particulier pour nous élever comme elle l'a fait. Son départ laisse un grand vide dans nos coeurs. Elle nous manque beaucoup et nous l'aimons.

\* \* \*

### L'ÉQUIPE CYCLISTE ZERO FORCE

**M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.):** Monsieur le Président, dimanche dernier, trois jeunes hommes extraordinaires ont entamé la traversée du Canada à vélo, un voyage de 7 200 kilomètres.

Drew Steeves, Mitch Torrens et Laurent Gazaille, les cyclistes de l'équipe Zero Force, sont des diplômés du Collège John Abbott dans ma circonscription, Lac-Saint-Louis. Ils vont passer l'été à traverser le Canada à vélo, de Vancouver à Halifax, afin de sensibiliser les gens à la situation des enfants soldats et d'amasser des fonds pour la Child Soldiers Initiative, une organisation fondée par le lieutenant-général Roméo Dallaire.

[Français]

Voilà un bel exemple de jeunes qui aident des jeunes. Les trois cyclistes et les bénévoles qui les accompagnent ont presque tous moins de 20 ans. Ils ont décidé de faire quelque chose pour aider les quelque 250 000 enfants du monde entier qui sont forcés de vivre dans une brutalité inimaginable.

[Traduction]

J'invite tous mes collègues à se joindre à moi pour souhaiter à l'équipe cycliste Zero Force un bon voyage couronné de succès à travers notre grand pays. On peut consulter le site [www.cyclingwithzeroforce.com](http://www.cyclingwithzeroforce.com) pour suivre l'itinéraire des cyclistes de Zero Force et participer à leur mission en vue d'éradiquer le problème des enfants soldats, peut-être en allant les saluer et les accueillir à leur arrivée dans les collectivités prévues.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

**M. Dan Albas (Okanagan—Coquihalla, PCC):** Monsieur le Président, la cérémonie de remise des diplômes de l'école secondaire Logan Lake, qui est située dans ma circonscription, Okanagan—Coquihalla, a eu lieu vendredi dernier. Mes pensées ont accompagné ces jeunes élèves. Pour eux, la remise des diplômes est un moment fort; ils ne demandent qu'à concrétiser leurs espoirs, leurs rêves et leurs aspirations.

Je sais pertinemment que le travail que nous accomplirons au cours de la 41<sup>e</sup> législature pourra avoir d'importantes répercussions sur l'avenir de ces jeunes. Pour assurer la réussite de notre pays, nous devons offrir des emplois à ces jeunes et nous assurer qu'ils évoluent dans une économie forte. Par contre, il arrive bien souvent que la population s'oppose aux politiques visant à favoriser la croissance économique et les investissements.

Si nous nous opposons à la croissance économique et aux investissements, sommes-nous prêts à accepter une augmentation de l'impôt ou une réduction des services? Bien souvent, nous ne le sommes pas.

Je souhaite qu'en cette 41<sup>e</sup> législature, nous gardions à l'esprit que les grands-parents ont le droit de prendre leur retraite dans la dignité, que nous ne pouvons pas laisser à nos enfants une dette qu'ils seront incapables de payer et que le moment est maintenant venu pour que, à titre de parlementaires, nous travaillions tous ensemble à assurer un brillant avenir au Canada.

•(1405)

[Français]

### L'EMPLOI

**Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD):** Monsieur le Président, je veux d'abord remercier les citoyens de Beauharnois—Salaberry de m'avoir accordé leur confiance le 2 mai dernier. Les gens ont choisi le NPD, un parti qui se préoccupe de leurs intérêts et qui travaille pour les familles.

Depuis 2004, dans Beauharnois—Salaberry, cinq grandes entreprises ont fermé leurs portes, laissant plus de 2 200 travailleurs sans emploi. Pensons à Cleyne & Tinker, Huntingdon Mills, Gildan, Goodyear et Rio Tinto Alcan. De plus, la Réserve nationale de faune du lac Saint-François a vu son budget coupé de 60 p. 100. Avec un régime d'assurance-emploi inaccessible pour trop de chômeurs, joindre les deux bouts n'est pas évident pour plusieurs travailleurs de chez nous.

Je m'engage donc à faire de la création d'emplois de qualité et à plein temps ma priorité. Il faut que le gouvernement traduise ses belles paroles en mesures concrètes pour les travailleurs...

**Le Président:** L'honorable députée de Mississauga-Sud a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

### MISSISSAUGA-SUD

**Mme Stella Ambler (Mississauga-Sud, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui faire partager à la Chambre le plaisir que j'ai eu à prendre part à plusieurs activités emballantes qui ont eu lieu le week-end dernier dans ma circonscription.

Après l'ouverture officielle du marché public de Port Credit, j'ai eu la chance d'assister à la reconstitution d'une cérémonie de citoyenneté, au Canadian Pavilion de Carassauga.

J'ai également participé au festival annuel du homard du club Rotary de Mississauga, où 750 invités ont ouvert des milliers de pinces et trempé 2 800 livres de homard de la côte Est dans des quantités astronomiques de beurre fondu, au risque de se bloquer définitivement les artères.

Dimanche, j'ai assisté à l'activité Canoe the Credit, qui visait à amasser des fonds pour la brigade jeunesse de la société d'aménagement de la vallée de la rivière Credit. Son slogan, « Our Credit is Good », qui pourrait se traduire par « Notre crédit se porte bien », résume on ne peut mieux les sentiments de la population à l'égard de cette magnifique rivière. Je tiens à remercier les jeunes de se préoccuper autant de la qualité de l'eau de notre région.

Comme on peut le voir, Mississauga-Sud est un endroit dynamique où il fait bon vivre. Je me considère extrêmement chanceuse de représenter les extraordinaires habitants de Mississauga-Sud.

\* \* \*

### SLAVE LAKE

**M. Earl Dreeshen (Red Deer, PCC):** Monsieur le Président, la ville de Slave Lake, en Alberta, a été ravagée par des incendies. Une grande partie de la ville a été brûlée, dont de nombreuses maisons et entreprises. L'extraordinaire soutien offert par des résidents de partout en Alberta et au pays a été apprécié. Je suis tout particulièrement fier des habitants du centre de l'Alberta, qui ont offert de leur temps et fait don d'articles dont on avait besoin.

### Déclarations de députés

Jo Dumont, propriétaire de Dumont Fitness à Red Deer, Shelley Boston ainsi que Tom et Jordana Simms ont aidé à organiser ce qui allait être, selon eux, un petit effort de secours pour Slave Lake. Peu de temps après que l'appel a été lancé, l'initiative est devenue un projet de taille. Le gymnase de Red Deer est devenu le lieu où les habitants du centre de l'Alberta pouvaient faire don de nourriture, de vêtements et d'eau embouteillée, ce qui a permis d'acheminer cinq semi-cargaisons de camion de marchandises à la région de Slave Lake.

Les habitants du centre de l'Alberta se sont souvent montrés solidaires pour aider leurs voisins et faire front commun lorsque frappe la catastrophe. J'ai pu constater par moi-même l'esprit communautaire qui régnait après la tornade à Pine Lake, et cette même solidarité se remarque encore une fois dans ce cas-ci.

J'aimerais féliciter Dumont Fitness et tous les donateurs qui viennent en aide aux résidents de Slave Lake.

\* \* \*

### NEWTON—DELTA-NORD

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je suis très fière et honorée que les citoyens et les familles de la circonscription de Newton—Delta-Nord m'aient accordé leur confiance pour les représenter à la Chambre. Même si ma circonscription est l'une des plus diversifiées du pays, mes électeurs et ceux du reste du pays partagent exactement les mêmes préoccupations.

Ma circonscription est très diversifiée sur les plans culturel, ethnique, linguistique et économique. Toutes les familles que j'ai rencontrées, en faisant du porte à porte, sont très préoccupées par l'avenir de leurs enfants et de notre mode de vie au Canada. Les frais de scolarité, le coût des soins prodigués à leurs parents et aux aînés, les frais de garde, le prix de l'essence et le coût de la vie en général sont autant de facteurs qui attisent leur inquiétude. Les prestations de retraite, la sécurité d'emploi et notre système public de soins de santé sont leurs principales préoccupations. La majorité d'entre elles sont préoccupées par leur niveau de vie et l'avenir de notre pays.

Je m'engage à être leur voix...

**Le Président:** La députée de Mississauga—Brampton-Sud a la parole.

\* \* \*

### LE BUDGET

**Mme Eve Adams (Mississauga—Brampton-Sud, PCC):** Monsieur le Président, c'est en toute humilité que je prends la parole pour la première fois à la Chambre. Permettez-moi de remercier mes voisins, les électeurs de Mississauga—Brampton-Sud, pour qui j'ai beaucoup d'estime, de leur gentillesse et de leur appui. Je leur promets d'être à la hauteur de la confiance qu'ils m'ont témoignée en travaillant sans relâche.

### Déclarations de députés

Tout d'abord, le gouvernement majoritaire conservateur aide les familles de plusieurs façons: avec un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants qui s'applique à un montant maximal de 500 \$ de dépenses admissibles, avec un nouveau crédit d'impôt pour aidants familiaux applicable à un montant de 2 000 \$ pour les aidants de tous types, avec une bonification du crédit d'impôt pour frais médicaux grâce à l'élimination du plafond des frais admissibles pouvant être déclarés par un contribuable à l'égard d'une personne financièrement à sa charge, avec la prolongation du programme écoÉNERGIE Rénovation — Maisons, en permettant aux étudiants à temps plein de gagner davantage d'argent sans que leurs prêts soient touchés puisque le montant du revenu en cours d'études qui sera exonéré sera doublé, passant à 100 \$ par semaine, et accordant des allègements fiscaux pour les frais d'examen professionnel.

Le gouvernement conservateur majoritaire national est à la fois stable et solide et il répond aux attentes des familles canadiennes.

\* \* \*

● (1410)

[Français]

### L'ÉCONOMIE SOCIALE

**Mme Paulina Ayala (Honoré-Mercier, NPD):** Monsieur le Président, il n'y a pas de valeur plus canadienne que l'entraide. Il n'y a pas d'ambition mieux partagée que celle d'assurer un bonheur équitable à tous.

D'innombrables professionnels et bénévoles offrent ainsi leur talent et leurs énergies à bâtir des réseaux de soutien qui, chaque jour, transforment la vie des citoyens en leur assurant dignité et espoir.

Mais il faut un soutien financier du gouvernement qui soit à la hauteur de la générosité déjà reconnue des Canadiens.

Lorsqu'on connaît l'effort déployé par les acteurs de l'économie sociale pour gérer leurs budgets minuscules, il est difficile d'entrevoir comment le gouvernement peut « raffermir les exigences d'observation à l'égard de certains organismes » et « restreindre les avantages non voulus ou excessifs », comme il le stipule au chapitre 4.2 de son budget.

Le NPD propose un soutien et un encouragement sans failles plutôt que de cultiver le doute face à ceux qui se dévouent pour le bien-être commun.

\* \* \*

[Traduction]

### LES AÎNÉS

**Mme Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec humilité que je prends la parole pour la première fois à la Chambre des communes en tant que représentante des gens de Simcoe—Grey, qui m'ont élue.

Le gouvernement conservateur majoritaire national fort et stable continuera d'aider les aînés tout au long de la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. Nous augmentons le SRG pour les aînés à faible revenu qui y sont admissibles. Cette mesure prévoit une nouvelle prestation complémentaire annuelle pouvant atteindre 600 \$ pour les aînés vivant seuls et 840 \$ pour les couples. Elle viendra en aide à plus de 680 000 aînés du Canada. Nous améliorerons le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, grâce à des fonds additionnels de 10 millions de dollars destinés à promouvoir le bénévolat, le mentorat et la participation des aînés à

la vie sociale, ainsi qu'à sensibiliser la population aux mauvais traitements envers les personnes âgées.

Nous élargissons l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés au moyen d'une somme supplémentaire de 50 millions de dollars. Nous éliminons l'âge obligatoire de la retraite des employés visés par la réglementation fédérale. Ces mesures offriront plus de choix aux aînés.

Le gouvernement conservateur majoritaire national fort et stable défend les intérêts des aînés.

\* \* \*

### LA SCLÉROSE EN PLAQUES

**Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, on constate un aveuglement volontaire lorsque, d'une façon ou d'une autre, on ignore des choses qu'on pourrait savoir et dont on devrait être informé. La capacité de l'esprit humain à ignorer ce qui se trouve devant ses yeux est ahurissante. Des chercheurs de l'Université Harvard ont demandé aux sujets de leur étude de compter le nombre de passes effectuées au cours d'une partie de basket-ball. Aucun de ceux-ci n'a remarqué la femme costumée en gorille qui s'est tenue au centre du terrain pendant neuf secondes.

Le gouvernement a été informé que plus de 12 500 traitements de l'IVCC ont été entrepris dans le monde dans plus de 50 pays et que certaines personnes atteintes de sclérose en plaques déclarent que leur qualité de vie s'est améliorée après le traitement: entre autres choses l'impression de cerveau embrumé et la fatigue se font plus rares et la circulation sanguine ainsi que les aptitudes motrices sont meilleures. Il faut que les médecins du Canada puissent s'appuyer sur des preuves tangibles.

Pourquoi donc refuse-t-on d'entreprendre des essais cliniques multicentriques financés par des fonds fédéraux afin de déterminer si le traitement de l'IVCC améliore la qualité de vie des personnes atteintes de sclérose en plaques?

Des essais sur les traitements multiples sont en cours aux États-Unis. Il est temps que le Canada agisse!

\* \* \*

[Français]

### LE BUDGET

**M. Jacques Gourde (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, PCC):** Monsieur le Président, la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada vient en aide aux familles et aux collectivités.

Par exemple, nous bonifions le Supplément de revenu garanti pour les aînés qui dépendent presque exclusivement des prestations de la Sécurité de la vieillesse et de ce supplément.

La nouvelle prestation complémentaire annuelle se traduira par une sécurité financière accrue pour plus de 680 000 aînés partout au pays.

Nous créons un crédit d'impôt pour aidants familiaux afin d'accorder un soutien fiscal aux aidants naturels de proches à charge ayant une déficience, ce qui inclura, pour la première fois, les époux, les conjoints de fait et les enfants d'âge mineur.

Nous instaurons aussi un crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants afin d'aider les parents à assumer le coût des activités artistiques, culturelles, récréatives et d'épanouissement auxquelles participent leurs enfants.

En période faste comme dans les temps difficiles, le gouvernement a toujours fait des choix responsables pour assurer une meilleure qualité de vie à l'ensemble des Canadiens.

\* \* \*

• (1415)

[Traduction]

### LES TRANSPORTS EN COMMUN

**M. Mike Sullivan (York-Sud—Weston, NPD):** Monsieur le Président, je remercie la population de York-Sud—Weston, qui m'a élu pour défendre ses intérêts. Je ferai tout mon possible pour présenter à la Chambre les préoccupations de mes électeurs, comme le dossier du transport en commun.

Les transports en commun soutiennent l'activité économique, améliorent la productivité et contribuent à diminuer la pollution de l'air, si on s'y prend de la bonne manière. Dans York-Sud—Weston, comme partout ailleurs au Canada, le transport en commun est un service public important.

Malheureusement, le transport en commun n'est pas une priorité pour le gouvernement. À l'exception du rabais de la taxe sur l'essence, négocié il y a près de dix ans par l'ancien président de la FCM, aujourd'hui député de Toronto—Danforth, le gouvernement actuel refuse de soutenir cet élément crucial à notre vie économique. Cette attitude doit changer si nous voulons aider les Canadiens dans leur quotidien.

Le gouvernement fédéral doit élaborer une stratégie nationale du transport en commun afin que des investissements judicieux soient faits dans ce secteur, dans un train léger électrique par exemple, pour répondre aux besoins de millions de Canadiens.

\* \* \*

### LE BUDGET

**Mme Kelly Block (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement se concentre sur l'économie, sur l'aide aux Canadiens qui triment dur et aux familles et sur la consolidation de la reprise économique.

Hier, nous avons présenté la prochaine étape du Plan d'action économique du Canada, un plan axé sur un régime fiscal généreux visant à favoriser l'emploi et la croissance. Voici quelques réactions à notre plan budgétaire.

La Fédération canadienne des municipalités a déclaré ceci:

Nous félicitons le gouvernement du Canada d'avoir pris l'engagement dans le budget d'aujourd'hui d'élaborer un nouveau plan à long terme pour les infrastructures en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM), les provinces, les territoires et le secteur privé.

L'Association canadienne des individus retraités s'est pour sa part dite très heureuse de voir l'augmentation du Supplément de revenu garanti, question qu'elle avait soulevée à maintes reprises et qui a finalement été réglée.

L'Association des comptables généraux accrédités du Canada a dit ceci:

[...] nous sommes satisfaits du budget fédéral parce que les mesures annoncées aujourd'hui profiteront à de nombreux contribuables — notamment les familles, les aînés et les petites entreprises [...]

Nous sommes déterminés à appuyer les Canadiens qui travaillent dur et les familles.

### Questions orales

## QUESTIONS ORALES

[Français]

### L'EMPLOI

**L'hon. Jack Layton (chef de l'opposition, NPD):** Monsieur le Président, ce qui est le plus décevant dans le discours du Trône et dans le budget, c'est que le gouvernement refuse de reconnaître la crise de l'emploi. Il y a 300 000 personnes sans emploi de plus qu'avant la récession. Les emplois que le gouvernement se vante de créer sont temporaires, précaires et à temps partiel.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de constater l'échec de ses politiques en matière de création d'emplois dont les gens ont besoin dès maintenant?

**Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC):** Monsieur le Président, je voudrais commencer par féliciter le député de Toronto—Danforth pour son poste de chef de l'opposition. C'est la première fois dans l'histoire de son parti. Il devrait être très fier.

La création d'emplois reste une grande priorité pour ce gouvernement. Nous avons un des bilans les plus positifs à cet égard parmi les pays développés, et nous allons continuer en ce sens.

[Traduction]

**L'hon. Jack Layton (chef de l'opposition, NPD):** Monsieur le Président, je félicite également le premier ministre de son élection.

Le gouvernement semble vouloir lier la solution absolue au problème de l'emploi à une mesure unique, à savoir la réduction de l'impôt des sociétés les plus rentables. Cependant, la force de notre système d'éducation, les compétences de la main-d'œuvre, la fiabilité de notre système de soins de santé et l'état de notre infrastructure sont autant d'enjeux vitaux lorsque les investisseurs prennent des décisions. Comme il est lui-même un économiste de formation, je suis persuadé que le premier ministre est au courant.

Pourquoi ne pas...

**Le Président:** Le premier ministre a la parole.

**Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC):** Monsieur le Président, il va de soi que les mesures prises par le gouvernement pour stimuler la création d'emplois ont de multiples facettes. Il n'est pas simplement question de réduire les impôts, même s'il s'agit d'une mesure particulièrement importante. Comme nous l'avons mentionné dans le discours du Trône et dans d'autres documents gouvernementaux, nous ferons des investissements essentiels dans l'infrastructure, dans la recherche et l'éducation et dans le secteur commercial dans le but d'ouvrir des marchés aux entreprises canadiennes.

Ces priorités permettent d'expliquer pourquoi le Canada possède l'un des meilleurs bilans de tous les pays développés en matière de création d'emplois pendant la période post-récession.

\* \* \*

• (1420)

### LE BUDGET

**L'hon. Jack Layton (chef de l'opposition, NPD):** Monsieur le Président, le premier ministre a qualifié de modestes ses réductions budgétaires de 17 milliards de dollars échelonnées sur cinq ans. Il a dit que ses détracteurs vivent dans un monde imaginaire s'ils pensent que ces compressions nuiront aux services essentiels.

*Questions orales*

Qu'en est-il des chômeurs qui ne peuvent pas recevoir les prestations dont ils ont besoin? Vivent-ils eux aussi dans un monde imaginaire? Et des aînés qui ont vu leurs pensions s'envoler? Vivent-ils dans un monde imaginaire? Et que dire des familles qui n'ont pas de médecin? Vivent-elles dans un monde imaginaire?

Ma question est simple. De quels services les Canadiens devront-ils se passer lorsque le premier ministre en aura fini avec ses compressions?

**Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC):** Monsieur le Président, de toute évidence, les Canadiens s'attendent à ce que nous gérons judicieusement l'argent de leurs impôts. Il est question de réductions de moins de 2 p. 100 environ de tout le budget gouvernemental, de 5 p. 100 des dépenses de fonctionnement sur une période de trois ans. Les Canadiens s'attendent à ce que nous coupions dans ce genre de gras et que nous réalisions ce genre d'économies.

Notre gouvernement a été très clair. Nous ne réduisons pas les pensions. Nous ne sabrerons pas dans les transferts aux provinces au titre des principaux programmes tels que les soins de santé.

[Français]

**Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD):** Monsieur le Président, le gouvernement veut faire peur aux gens avec la question du déficit. Mais il y a un an, le ministre s'est trompé de 13 milliards de dollars dans ses prévisions concernant le déficit. Il a changé d'avis trois fois en six mois. Ce n'est pas sérieux.

Avant de couper dans les programmes et les services, pourquoi le ministre des Finances ne commence-t-il pas par mettre de l'ordre dans ses livres et donner les vrais chiffres à la population?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes en voie d'équilibrer notre budget et le déficit.

[Traduction]

Si les députés me le permettent, j'aimerais citer le FMI, qui a déclaré très clairement:

Les perspectives financières globales du Canada [...] sont parmi les plus encourageantes à l'échelle du G20.

Voilà qui prouve l'efficacité de notre Plan d'action économique. C'est la preuve que la prochaine phase prévoit des moyens pour régler les problèmes que connaît le Canada.

J'ose espérer que les députés de l'opposition se rallieront à nous et appuieront notre budget.

**Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD):** Monsieur le Président, la députée devrait dire cela aux millions de Canadiens sans emploi ou sous-employés. C'est tout simplement insuffisant.

Les réductions d'impôt que le gouvernement projette de consentir aux grandes entreprises ne signifient qu'une seule chose: il entend sabrer dans les programmes et les services dont dépendent les Canadiens et dans les fonds alloués aux aînés qui vivent dans la pauvreté et aux familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. Ou serait-ce plutôt dans les soins de santé? Ces compressions ne valent tout simplement pas la peine.

Le ministre annulera-t-il ses cadeaux fiscaux généralisés et irresponsables aux sociétés pour investir plutôt dans ce qui compte réellement pour les Canadiens, comme les soins de santé, l'infrastructure et les petites entreprises qui créent des emplois?

Le fera-t-il?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, en mars, nous avons

présenté la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. C'est une mesure positive qui maintient les taxes et les impôts à un faible niveau. C'est ce que les Canadiens réclament.

Maintenant, ce plan va favoriser la création d'emplois. Il va appuyer les Canadiens dans tous leurs efforts. Presque tous les organismes appuient le fait que nous voulons réduire l'impôt des sociétés afin de permettre à ces dernières de créer des emplois.

Si, au contraire, nous augmentons les taxes et les impôts, comme le propose le NPD, les consommateurs paieront et les travailleurs aussi.

Nous voulons épargner cela à la population canadienne.

**L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le premier ministre doit savoir que 25 millions de Canadiens remplissent leur déclaration de revenu. De ces 25 millions, 15 millions paient des impôts et 10 millions n'en paient pas.

Ma question est très simple. Pourquoi plus de 10 millions de Canadiens ont-ils été exclus des crédits d'impôt annoncés pour les leçons de piano et les cours d'art et pour s'occuper de leurs proches parce qu'ils n'ont pas...

**Le Président:** Le premier ministre a la parole.

**Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC):** Monsieur le Président, je félicite le député de Toronto-Centre d'être devenu le chef intérimaire du Parti libéral du Canada.

Le budget annonçait beaucoup d'importants programmes et avantages, dont certains ont été mentionnés par le chef du Parti libéral, notamment les importants crédits d'impôts pour les familles canadiennes, les aidants familiaux et les cours d'art pour les enfants.

J'invite le Parti libéral à ne pas se contenter de dire qu'il devrait y en avoir davantage, mais à voir que ces programmes ont des avantages pour les Canadiens et à les appuyer.

• (1425)

[Français]

**L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, il reste que ceux qui ont le plus besoin des programmes ont été exclus des programmes conservateurs.

En même temps, le gouvernement se rend-il compte que l'augmentation d'environ 1,67 \$ par jour du Supplément de revenu garanti ne permettra pas à nos aînés à faible revenu de se sortir de la pauvreté et surtout de leur démontrer notre respect pour le pays qu'ils nous ont légué?

**Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC):** Monsieur le Président, l'augmentation du Supplément de revenu garanti est la plus grande augmentation de ce bénéfice pour la population depuis 25 ans. C'est beaucoup plus que durant n'importe quelle année des gouvernements précédents. J'encourage le Parti libéral à faire quelque chose de positif et à appuyer cette augmentation si importante pour nos aînés.



*Questions orales*

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, le secteur manufacturier canadien est éprouvé et nous perdons des emplois dans le secteur de la construction. Les mises en chantier sont maintenant en diminution. De bons emplois à temps plein sont remplacés par des emplois à temps partiel.

Plutôt que d'offrir des emplois à court terme, est-ce que le ministre prolongera de cinq ans le programme de rénovation éconergétique et la déduction pour amortissement accéléré? Cela permettrait aux employeurs et aux familles du Canada de planifier à long terme et de créer ainsi de bons emplois à temps plein.

Le ministre le fera-t-il?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je prends un instant pour féliciter le député d'avoir été réélu.

Je rappelle que dans le budget, nous avons prolongé le programme de rénovation éconergétique. Cela permettra aux familles canadiennes de rendre leurs maisons plus éconergétiques et protégera notre environnement.

Il y a aussi d'autres très bonnes mesures budgétaires. J'invite le député à lire le budget pour en prendre connaissance.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, des millions de Canadiens doivent se débrouiller sans soins médicaux, car ils n'ont pas de médecin de famille. De plus en plus de familles n'ont d'autre choix que de se rendre à l'urgence simplement pour obtenir des soins primaires. La santé des Canadiens en pâtit et, de surcroît, la pression sur les urgences augmente, ce qui coûte à l'ensemble de la population des millions de dollars de plus.

Le gouvernement acceptera-t-il enfin de collaborer avec les provinces et les territoires pour qu'on engage un plus grand nombre de professionnels de la santé?

**L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):** Monsieur le Président, comme la députée le sait bien, l'accord sur la santé expire en 2014, et non cette année, ni l'année suivante, ni l'année d'après.

D'ici là, notre gouvernement continuera de collaborer avec les provinces et les territoires dans le cadre du présent accord et selon les priorités définies, ce qui implique notamment que nous favorisons l'examen de l'accord prévu par la loi, au Sénat et aux Communes, et que nous aidons les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente.

Nous avons par ailleurs fait des gains appréciables dans l'établissement des dossiers de santé électroniques et dans divers autres domaines.

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, sept ans après la signature de cet accord sur la santé, il n'a donné aucun médecin de plus aux familles canadiennes.

Les conservateurs ont eu une deuxième chance de résoudre ce problème dans le budget, mais ils ont incroyablement laissé passer l'occasion. Le Canada a besoin de milliers de nouveaux médecins et de nouvelles infirmières, et les provinces attendent de l'aide du gouvernement fédéral pour les aider à répondre à ce besoin.

Je pose encore une fois la question: le gouvernement collaborera-t-il avec nous pour améliorer les services de première ligne, de

manière à ce que les familles canadiennes aient les soins de santé dont elles ont besoin et qu'elles méritent?

**L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement appuie les efforts des provinces et des territoires pour gérer efficacement leurs fournisseurs de soins de santé, de manière à ce qu'un nombre adéquat de médecins praticiens soient à la disposition de leur population.

Évidemment, la constitution des effectifs des médecins et des infirmières relève des provinces et des territoires, mais il ne faut pas négliger le fait que, depuis que notre gouvernement est au pouvoir, il a accru de plus de 33 p. 100 les transferts aux provinces et aux territoires.

De plus, j'ai récemment annoncé que le gouvernement fédéral accorderait un financement pour que plus de 100 médecins de famille résidents puissent être formés dans les provinces en vue de fournir des services médicaux aux populations des régions rurales et des régions éloignées.

\* \* \*

[Français]

**LA SURÛTÉ DES ALIMENTS**

**M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD):** Monsieur le Président, avec la crise de la bactérie E. coli qui frappe l'Europe, et en particulier l'Allemagne, les Canadiens ont raison d'être inquiets de la sécurité de leurs aliments. Cette crise survient malgré le fait que l'Allemagne ait un système d'inspection des aliments meilleur que celui du Canada.

Le gouvernement peut-il assurer aux Canadiens que notre système d'inspection des aliments les protège de ce genre de danger?

● (1430)

[Traduction]

**M. Pierre Lemieux (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, PCC):** Monsieur le Président, la salubrité des aliments revêt une grande importance pour le gouvernement.

Nous prenons les mesures nécessaires pour protéger les Canadiens contre des situations semblables à celle qui touche en ce moment l'Union européenne. L'ACIA a resserré le contrôle à la frontière des légumes en provenance de l'Union européenne. Advenant le cas où elle découvrirait des aliments à risque, elle en fera le rappel pour assurer la sécurité des familles canadiennes.

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, nous avons déjà entendu cette rengaine. Le gouvernement a promis de verser 100 millions de dollars sur cinq ans pour assurer la salubrité des aliments, mais dans le budget, il a annoncé le versement de 9 millions de dollars la première année et de 8 millions de dollars la deuxième année, et par la suite, plus rien.

En 2009, le gouvernement a promis de régler la question de l'inspection des aliments au Canada. Or, quelques années plus tard, il répète encore ses vieilles promesses. Pourquoi les Canadiens devraient-ils maintenant faire confiance aux conservateurs?

Le ministre s'engagera-t-il à accroître le financement et à accélérer le versement au cours des deux premières années afin d'assurer la salubrité des aliments pour tous les Canadiens?

### Questions orales

**M. Pierre Lemieux (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au député qu'un rapport sur les pays de l'OCDE soulignait que grâce à son excellent système d'assurance de la salubrité des aliments, le Canada est l'un des pays qui obtient les meilleurs résultats au monde pour ce qui est des rappels d'aliments.

En ce qui concerne le budget, celui que nous avons présenté récemment octroie 100 millions de dollars de plus sur cinq ans pour améliorer la salubrité des aliments. Le député appuiera-t-il le budget, étant donné que la salubrité des aliments est un enjeu qui le préoccupe au plus haut point?

\* \* \*

### LES AÎNÉS

**Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, aujourd'hui un quart de millions de Canadiens âgés vivent dans la pauvreté. Les personnes âgées qui ont bâti notre pays et veillé à notre bien-être ont de la difficulté à se payer des choses aussi essentielles que la nourriture, le logement et les médicaments sur ordonnance.

Au lieu de tirer tous les aînés de la pauvreté, le gouvernement a choisi de donner aux plus pauvres d'entre eux une somme dérisoire de 50 \$ par mois.

Comment le ministre peut-il expliquer qu'il soit plus important de donner de généreux allègements fiscaux aux sociétés que de sortir tous les Canadiens âgés de la pauvreté?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je remercie encore une fois ma collègue d'avoir accepté d'être de nouveau députée. Je serai très heureuse de travailler avec elle.

Je veux parler précisément d'un besoin précis des aînés. Comme nous le savons tous, les aînés s'attendent à obtenir cette augmentation du Supplément de revenu garanti. J'espère que ma collègue d'en face est disposée à appuyer cette mesure du budget visant à procurer cette augmentation à nos aînés. Si elle ne l'est pas, peut-elle nous expliquer pourquoi?

[Français]

**Mme Lysane Blanchette-Lamothe (Pierrefonds—Dollard, NPD):** Monsieur le Président, au Canada, presque la moitié des femmes âgées de plus de 65 ans et vivant seules ont des revenus se situant sous le seuil de la pauvreté. Pourtant, ce gouvernement qui se vante d'aider les aînés donne des miettes à un seul tiers des aînés dans le besoin.

Pourquoi ce gouvernement laisse-t-il tomber les deux tiers des aînés dans le besoin, dont la majorité sont des femmes vivant seules?

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, nous voulons aider nos aînés, qui ont bâti ce grand et beau pays. C'est pourquoi, dans le budget d'hier, nous avons inclus une augmentation au SRG pour aider les aînés les plus vulnérables. J'espère que le NPD appuiera cet effort pour aider ces gens.

\* \* \*

### LES PENSIONS

**M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD):** Monsieur le Président, le mois dernier, le président-directeur général du Régime de pensions du Canada expliquait que les fonds publics de retraite étaient prêts pour une expansion. Ils seront viables pour les 75 prochaines années et, d'ici 2050, ils vaudront plus de mille

milliards de dollars. Pendant ce temps, les fonds privés de retraite, eux, ont réussi à perdre des milliards de dollars pendant la récession.

Pourquoi ce gouvernement demande-t-il toujours et encore aux Canadiens de mettre leurs épargnes dans des banques privées et des compagnies de fonds mutuels plutôt que d'améliorer les régimes de retraite publics?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je veux souhaiter la bienvenue à mon nouveau collègue de l'autre côté de la Chambre.

Nous travaillons fort pour améliorer la sécurité de retraite des Canadiens. De concert avec les provinces, nous avons investi des efforts dans des propositions novatrices visant à améliorer davantage les régimes. Cependant, comme les provinces, les propositions du NPD nous causent des inquiétudes, et je veux citer M. Raymond Bachand:

Les propositions de modifications au système de revenus de retraite devront tenir compte de l'impact qu'elles pourraient avoir sur les entreprises et les ménages, au moment où la reprise économique mondiale demeure fragile.

● (1435)

[Traduction]

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, on a toujours dit aux familles canadiennes que, si elles épargnaient un peu d'argent et laissaient le marché faire son œuvre, cela fonctionnerait à merveille et leur assurerait suffisamment d'argent au moment de leur retraite, mais les familles canadiennes qui ont perdu des milliards de dollars au cours de la récession se rendent bien compte que c'est de la poudre aux yeux. Maintenant, au lieu de bonifier le RPC, un fonds solide, le gouvernement crée précipitamment un régime de pension privé collectif qui n'a rien de sûr.

De quel côté le gouvernement est-il vraiment? Protège-t-il les familles canadiennes ou plutôt ses amis?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureuse de répondre à une autre question à l'intention des retraités.

Nous avons travaillé très fort pour améliorer la sécurité des Canadiens à la retraite. Par exemple, nous avons actualisé le cadre fédéral régissant les pensions pour mieux protéger les prestataires.

Nous avons discuté avec les provinces des régimes de pension agréés collectifs. Nous envisageons aussi de modifier le RPC, mais la proposition du NPD de doubler le RPC nous inquiète grandement, et elle inquiète aussi plusieurs provinces.

Pas plus tard qu'hier, j'ai entendu Catherine Swift, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, affirmer sur CPAC que la fédération croit que cela représenterait une augmentation de 50 à 70 p. 100, pour toutes les entreprises, quelles qu'elles soient. La FCEI n'appuie pas cette proposition.

\* \* \*

### LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, les gens de Moncton sont choqués d'apprendre que certains membres très respectés de leur collectivité pourraient être expulsés.

La famille Maeng s'est solidement enracinée depuis qu'elle est venue s'établir au Canada il y a huit ans. Les Maeng ont fondé leur propre entreprise et leur fils aîné étudie pour devenir dentiste.

*Questions orales*

Toutefois, même si les Maeng ont déclaré les problèmes de santé de leur cadet dès le début, ils se font maintenant dire que l'autisme et l'épilepsie dont il est atteint les rendent inadmissibles à la résidence permanente.

Le ministre s'engagera-t-il à revoir cette décision troublante pour des motifs d'ordre humanitaire et de compassion?

**L'hon. Jason Kenney (ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, PCC):** Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite le député pour sa réélection et sa nomination comme porte-parole en matière d'immigration pour l'opposition officielle.

Le député sait que le ministre ne peut pas commenter des dossiers particuliers, car il doit se conformer à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Cela étant dit, il existe un processus très juste, qui comprend des demandes de résidence permanente pour des raisons d'ordre humanitaire et de compassion. Ces demandes ne sont pas étudiées par des élus, mais par des fonctionnaires qui ont reçu une formation poussée.

Je signale au passage que la loi contient des dispositions sur l'inadmissibilité pour des raisons médicales des personnes considérées par leur gouvernement provincial comme représentant un fardeau indu pour le système de santé public financé par les impôts.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, le budget d'hier ne démontre aucun leadership en matière de soins de santé.

L'objectif de l'Accord de 2004 sur la santé visant à réduire les temps d'attente nécessite des services communautaires efficaces, y compris des services de soins à domicile. Après cinq ans de gouvernement conservateur, il n'y a toujours pas de programme national de soins à domicile, et le temps d'attente pour des lits devant servir à la prestation de soins actifs est demeuré inacceptable.

Pendant qu'il tergiverse au sujet de l'accord de 2014, le gouvernement nous dira-t-il quelles mesures il entend prendre pour réaliser l'objectif en matière de temps d'attente et créer une stratégie nationale de soins à domicile?

**L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):** Monsieur le Président, dans notre effort pour aider les provinces et les territoires à offrir des soins de santé, nous avons augmenté les transferts de 33 p. 100 depuis que nous formons le gouvernement. Nous avons également accordé du financement additionnel aux provinces et aux territoires pour les aider avec la question d'une garantie particulière en matière de délai d'attente. Un certain nombre de provinces ont fait des progrès dans des domaines importants où il y avait des délais d'attente. Récemment, j'ai annoncé la création de plus d'une centaine de postes de résidence en médecine familiale en milieu rural.

De même, notre gouvernement a pris des mesures concrètes pour appuyer les provinces et les territoires pour qu'elles puissent offrir des soins de santé...

**Le Président:** Le député de Papineau a la parole.

[Français]

**M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.):** Monsieur le Président, l'entente avec les provinces sur la santé tire à sa fin dans à peine trois ans. Or, depuis longtemps déjà, les premiers ministres du Québec et de l'Ontario, entre autres, demandent en vain que ce gouvernement

convoque une rencontre avec tous les premiers ministres. En effet, dans ses six ans au poste, ce premier ministre n'a jamais tenu de rencontres formelles sur quoi que ce soit avec ses homologues provinciaux.

Quand, en tant que premier ministre, va-t-il prendre au sérieux sa responsabilité de préparer, en concertation, l'avenir de notre système de santé?

[Traduction]

**L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit plus tôt, l'Accord sur la santé expire en 2014; ni cette année, ni l'année prochaine, ni l'année d'après.

En attendant, notre gouvernement travaille avec les provinces et les territoires sur l'accord actuel. Nous avons encouragé l'examen législatif de l'accord de 2004 au Sénat et à la Chambre des communes. De même, nous avons reçu l'appui des provinces et des territoires en ce qui concerne la réduction des temps d'attente. De plus, nous avons fait beaucoup de progrès dans la création de dossiers médicaux électroniques. Les provinces et les territoires continuent de...

● (1440)

**Le Président:** La députée de York-Ouest a la parole.

\* \* \*

**LES AÎNÉS**

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons discuté, pendant plusieurs mois, des difficultés auxquelles sont confrontés les aînés partout au Canada. C'est pourquoi le budget de 2011 me déçoit tant. Le montant de 1,67 \$ par jour pour les plus pauvres d'entre les pauvres et les crédits d'impôt non remboursables ne suffisent pas.

Compte tenu de l'augmentation du prix de l'essence, de l'électricité et des aliments, entre autres, les gens ont de la difficulté à subvenir à leurs besoins et à conserver leur maison. C'est ce que j'ai entendu en faisant du porte à porte à Toronto, mais apparemment pas les conservateurs.

Où est la vision, le plan pour changer le cours de la vie des aînés? Ne méritent-ils pas mieux? Vont-ils tout simplement...

**Le Président:** La secrétaire parlementaire a la parole.

**L'hon. Alice Wong (ministre d'État (Aînés), PCC):** Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les élections, je tiens à remercier les électeurs de Richmond de m'avoir réélue avec 58,4 p. 100 des suffrages.

J'aimerais corriger certaines affirmations de la députée.

Dans la prochaine phase du Plan d'action économique, nous augmentons le SRG dans le cadre du programme Nouveaux Horizons. En outre, nous renforcerons la solidité du système de revenu de retraite et introduirons le nouveau crédit d'impôt pour aidants familiaux. En fait, lorsqu'on lui a posé la question, le vice-président de la défense des intérêts de l'Association canadienne des individus retraités a déclaré que les membres de l'association sont « heureux et très contents de ces mesures... »

**Le Président:** Le député de Winnipeg-Centre a la parole.

*Questions orales***LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ**

**M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD):** Monsieur le Président, la Commission canadienne du blé est la plus importante entreprise de commercialisation des céréales au monde, et celle qui connaît le plus de succès. C'est une grande institution canadienne entièrement possédée et exploitée par des agriculteurs canadiens. Or, voilà que le gouvernement conservateur veut légiférer pour abolir cette institution, sans même permettre aux producteurs agricoles de tenir un vote sur cette mesure.

Si la position du gouvernement relativement à la Commission canadienne du blé est si bonne, pourquoi ne respecte-t-il pas la loi et ne permet-il pas aux producteurs des Prairies de tenir un vote démocratique sur cette mesure?

Le fait que les conservateurs jouissent d'une majorité ne leur permet pas de bafouer le processus démocratique.

**M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, à l'origine, les agriculteurs qui ont été forcés d'accepter ce monopole n'ont certainement pas eu la possibilité de voter. Le vrai vote s'est tenu le 2 mai, lorsque les producteurs de l'Ouest canadien ont exprimé leur opinion relativement à la Commission canadienne du blé et au monopole qu'elle exerce. À cette occasion, ils ont élu pratiquement d'un bout à l'autre des Prairies des députés de ce côté-ci de la Chambre, afin que ceux-ci les appuient. Ces agriculteurs veulent la même liberté d'action que celle dont jouissent les autres producteurs du pays depuis nombre d'années.

Il semble qu'il y ait un petit groupe qui ne souhaite pas que la Commission du blé connaisse du succès une fois que le changement aura été apporté. J'espère que le député d'en face n'en fait pas partie et qu'il va collaborer avec nous afin de créer un nouvel environnement pour les agriculteurs.

**M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD):** Monsieur le Président, aucun motif commercial ne justifie l'abolition de la Commission canadienne du blé. Nous sommes en face d'une croisade idéologique qui défie la raison, la logique et même les considérations économiques.

Avant de faire intervenir l'État pour priver les agriculteurs de leur droit démocratique de tenir un vote, les conservateurs vont-ils au moins déposer toute analyse coûts-avantages, tout document de recherche, ou toute étude d'impact dont ils disposent sur le port de Churchill et sur la ligne de la baie d'Hudson dans le Nord du Manitoba, qui forment l'assise économique des collectivités rurales?

Les conservateurs doivent certainement avoir fait mener une telle étude avant de miner l'économie des Prairies en détruisant cette grande institution canadienne. Vont-ils déposer ce document ici aujourd'hui?

**M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, nous voyons pourquoi le député s'est vu retirer le portefeuille qu'il avait auparavant. C'est parce qu'il s'est ridiculisé de la même façon qu'il le fait maintenant.

Nous avons une lettre...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Jonquière—Alma a la parole.

[Français]

**L'EMPLOI**

**M. Claude Patry (Jonquière—Alma, NPD):** Monsieur le Président, malgré le « jovialisme » du ministre des Finances, il y a près de 1,5 million de chômeurs au Canada. C'est plus de 330 000 uniquement au Québec.

Encore pire, près de six chômeurs sur dix, qui ont payé des cotisations pendant des années, n'ont pas droit à des prestations lorsqu'ils se retrouvent sans emploi.

Comment la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences peut-elle justifier que le budget déposé hier n'offre rien aux chômeurs de ma région?

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, comme l'a dit le premier ministre aujourd'hui, notre gouvernement a comme priorité majeure la création d'emplois. C'est le meilleur moyen d'aider les chômeurs. C'est pourquoi il y a dans le budget des incitatifs pour les petites entreprises à engager et à embaucher de nouveaux employés. Aussi, il y a la continuation de l'initiative ciblée aux travailleurs âgés pour les préparer pour ces postes. J'espère donc que l'honorable député soutiendra ces initiatives pour aider ces gens.

• (1445)

[Traduction]

**M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD):** Monsieur le Président, nous apprenons aujourd'hui que l'ancien secrétaire parlementaire du ministre de la Défense avait espoir qu'un taux de chômage plus élevé aiderait les Forces armées à recruter des gens. C'est incroyable.

Le gouvernement peut-il dire à la Chambre s'il est faveur d'un taux de chômage plus élevé pour ce motif? Est-ce pour cette raison qu'il n'a pas élaboré une stratégie de création d'emplois digne de ce nom?

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, notre stratégie de création d'emplois a une portée très étendue.

Elle prévoit notamment une aide aux petites entreprises, sous la forme d'incitatifs visant à les encourager à embaucher de nouveaux employés. Elle les encourage aussi à investir dans du matériel nouveau afin d'améliorer leur productivité et leur compétitivité au niveau international.

Nous essayons d'aider les gens à réintégrer le marché du travail afin que le Canada puisse être aussi fort que possible face à la concurrence mondiale. Il faut soutenir les travailleurs et il faut aussi soutenir l'industrie afin qu'elle puisse prendre de l'expansion.

\* \* \*

**LES FINANCES**

**Mme Nina Grewal (Fleetwood—Port Kells, PCC):** Monsieur le Président, le Canada fait figure de chef de file sur la scène mondiale en poursuivant la consolidation de la reprise économique.

La secrétaire parlementaire du ministre des Finances pourrait-elle indiquer quelles mesures prend le Canada pour assurer notre avantage financier?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je remercie la députée de tout le travail qu'elle a accompli dans ce dossier.

*Questions orales*

L'an dernier, nous avons établi un plan en trois volets pour rétablir l'équilibre budgétaire. Nous avons prévu éliminer progressivement les mesures de relance temporaires, mettre en place des mesures ciblées de restriction des dépenses et examiner les dépenses administratives et les coûts indirects du gouvernement.

Cette année, nous poursuivons le travail amorcé dans ce sens, en prenant des mesures suite aux examens stratégiques de 2010, en éliminant les échappatoires fiscales et en lançant un examen stratégique et fonctionnel d'un an des activités à l'échelle du gouvernement.

Nous maintenons le cap pour équilibrer le budget d'ici l'exercice 2015-2016.

\* \* \*

[Français]

### LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Monsieur le Président, comme on le sait, le slogan des conservateurs durant la campagne électorale était « Notre région au pouvoir ». Comme beaucoup de concitoyens de ma région, je suis très déçu.

Quand on regarde le plan du gouvernement, on constate que les régions du Québec ne sont pas la vraie priorité du gouvernement. Dans son plan budgétaire, le gouvernement planifie de couper de près du tiers le budget de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

Le ministre peut-il nous expliquer comment leurs coupures dans les agences de développement économique peuvent bénéficier aux régions du Québec?

**L'hon. Denis Lebel (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, PCC):** Monsieur le Président, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec est un outil très important pour toutes les régions du Québec. Je me suis d'ailleurs rendu plusieurs fois dans le comté de ce député bien avant qu'il n'arrive et on a toujours fait le travail pour toutes les régions du Québec. Quant à ce qu'il vient d'avancer sur le tiers des coupures, je pense qu'il devrait reprendre sa calculatrice et faire son devoir.

**M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD):** Monsieur le Président, les réductions d'impôt des grandes entreprises ne créent pas d'emploi dans le Nord. FedNor est un véritable moteur de l'économie du Nord de l'Ontario et cela ne coûterait rien de rendre cette agence indépendante et à l'abri de l'ingérence des ministres.

Quand le ministre rendra-t-il FedNor indépendante, comme les autres agences de développement au Canada?

**L'hon. Tony Clement (président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario, PCC):** Monsieur le Président, comme d'habitude, le député de Nickel Belt appuie un changement qui augmente la bureaucratie et non les mesures pour diminuer le chômage.

[Traduction]

De ce côté-ci de la Chambre, nous allons nous assurer que FedNor s'acquitte bel et bien de son mandat. En pratique, nous veillerons à ce que les services nécessaires soient offerts dans le Nord de l'Ontario pour aider les habitants de cette région et les autres Canadiens à trouver de nouveaux emplois et à saisir de nouvelles possibilités. Voilà l'orientation que doit prendre FedNor.

**M. Kennedy Stewart (Burnaby—Douglas, NPD):** Monsieur le Président, le budget d'hier confirme que le gouvernement ne propose rien de concret pour permettre aux citoyens de retourner au boulot. Il a consenti des milliards de dollars en allègements fiscaux à ses copains de Bay Street, mais pour mieux couper dans le fonds pour la diversification de l'économie de l'Ouest.

Les Canadiens de l'Ouest du pays ont besoin d'aide pour retrouver les emplois que la récession leur a fait perdre. Pourquoi le gouvernement coupe-t-il dans un programme qui contribue pourtant à créer des emplois dans l'Ouest du Canada?

● (1450)

**L'hon. Lynne Yelich (ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest), PCC):** Monsieur le Président, je tiens à informer le député que mon ministère a été chargé de mettre en oeuvre les grandes initiatives du Plan d'action économique qui touchent l'Ouest du pays. Grâce au programme Infrastructure de loisirs du Canada et au fonds d'action des collectivités, nous investissons dans les patinoires, les installations sportives, les centres communautaires, bref dans les infrastructures dont les quatre provinces de l'Ouest ont tant besoin. Ces programmes temporaires auront permis de créer des emplois tout au long de la récession; en fait, nous avons créé plus de 460 000 emplois depuis juillet 2009.

Le gouvernement conservateur croit qu'il faut créer des emplois et élargir les horizons des Canadiens. Le député devrait peut-être se demander pourquoi son parti a voté contre ces mesures.

**M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NPD):** Monsieur le Président, le budget d'hier montre que les conservateurs ont oublié les Canadiens de l'Atlantique.

Après avoir privé l'Agence de promotion économique du Canada atlantique de 64 millions de dollars l'an dernier, voilà qu'hier, le ministre des Finances a promis qu'il allait l'amputer d'encre 15 millions de dollars.

Dans la mesure où la reprise économique est encore fragile et que le taux de chômage atteint des niveaux inacceptables en Atlantique, pourquoi le ministre choisit-il d'accorder des allègements fiscaux considérables aux riches sociétés du pays tout en sabrant les programmes de développement régional comme l'Agence de promotion économique du Canada atlantique?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie), PCC):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je le remercie également de nous avoir fait part de ses inquiétudes pour les Canadiens de l'Atlantique, inquiétudes que nous partageons tous de ce côté-ci de la Chambre.

Les Canadiens nous ont confié un mandat clair: maintenir les impôts à un niveau peu élevé et équilibrer le budget. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique a trouvé le moyen de réduire le coût de ses services internes en les rendant plus efficaces. Je crois qu'il serait important que le député reconnaisse que tous les programmes aux entreprises et aux collectivités de l'agence s'appuient...

**Le Président:** La députée de St. Paul's a la parole.

*Questions orales***LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**L'hon. Carolyn Bennett (St. Paul's, Lib.):** Monsieur le Président, c'est triste à dire, mais le budget 2011 montre que le gouvernement s'est désisté de ses responsabilités envers les peuples autochtones.

Je demande au ministre comment, à son avis, les jeunes Autochtones peuvent s'épanouir sans éducation, sans un logement sûr et sans eau courante. Comment le ministre peut-il expliquer que le budget d'hier réduise de 127 millions de dollars les fonds destinés aux logements autochtones par rapport au budget 2008, qui a précédé le Plan d'action économique? Où est l'action concertée promise vendredi?

**L'hon. John Duncan (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement fait fond sur ses réalisations remarquables en matière de grands investissements et de collaboration sans précédent avec les Autochtones afin d'améliorer les résultats scolaires des enfants des Premières nations et de s'attaquer aux secteurs prioritaires tels que les infrastructures pour l'eau potable et les eaux usées. Notre budget se fonde sur ces investissements et témoigne de notre forte détermination à cet égard.

[Français]

**L'hon. Stéphane Dion (Saint-Laurent—Cartierville, Lib.):** Monsieur le Président, je n'ai pas entendu de réponse au sujet des 127 millions de dollars de compressions dans le budget actuel par rapport au budget précédent. Le ministre pourrait-il répondre à la question? La courtoisie, dans cette Chambre, c'est aussi d'obtenir des réponses. Si l'opposition n'entend pas de réponse, c'est normal qu'elle roupète. Peut-il donner une réponse au sujet de la compression de 127 millions de dollars?

[Traduction]

**L'hon. John Duncan (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, PCC):** Monsieur le Président, les libéraux excellent quand il s'agit de parler, mais ils traînent de l'arrière au chapitre des résultats concrets.

Nous avons investi d'importantes sommes dans le cadre du programme de relance économique. Le budget traite de la gestion des terres des Premières nations, de l'eau, de l'éducation primaire et secondaire, des biens immobiliers matrimoniaux et des investissements nécessaires pour achever la route de Dempster. Il a été bien accueilli par les dirigeants autochtones nationaux. Cela est bon pour les Canadiens.

\* \* \*

[Français]

**LA JUSTICE**

**M. Joe Comartin (Windsor—Tecumseh, NPD):** Monsieur le Président, la semaine dernière, les Québécois et les Canadiens ont regardé bouche bée le juge James Brunton relâcher une trentaine d'accusés en raison des retards anticipés dans leur mégaprocès. La police a fait son travail; les procureurs ont fait leur travail; il est temps que ce Parlement fasse son travail.

Je demande au ministre de la Justice s'il ne serait pas temps de voir le Parlement présenter un projet de loi afin d'en finir avec les problèmes que nous posent les mégaprocès.

[Traduction]

**L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC):** Tout d'abord, monsieur le Président, je

voudrais féliciter le député pour sa nomination comme porte-parole du NPD pour la justice.

C'est certainement le moment, comme c'était le moment lors de la dernière législature lorsque nous avons déposé le projet de loi sur la tenue de procès criminels équitables et efficaces pour renforcer la gestion des cas, réduire le double emploi et améliorer la procédure pénale. C'était une excellente mesure législative. Nous sommes disposés à la déposer à nouveau. J'espère qu'elle bénéficiera alors de l'appui du député et de ses collègues.

• (1455)

**M. Joe Comartin (Windsor—Tecumseh, NPD):** Monsieur le Président, je peux donner au ministre l'assurance que le projet de loi est appuyé par notre parti ainsi que par le Parti libéral, je crois. Toute initiative en vue de résoudre ce problème est la bienvenue. C'est un problème que nous connaissons depuis des années. Au cours de la dernière législature, nous avons eu le projet de loi C-53. Nous aurions pu l'adopter si le gouvernement était allé de l'avant.

Aujourd'hui, ma question au ministre est la suivante: peut-il prendre l'engagement, devant la Chambre, que le projet de loi sera déposé et adopté avant notre départ ce printemps?

**L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC):** Voilà l'engagement le plus facile que j'aie jamais eu à prendre, monsieur le Président. Nous avons tous intérêt à améliorer le système de justice pénale. Nous espérons que cela annonce quelque chose de nouveau dans l'appui du Parlement aux mesures législatives relatives à la justice. Je peux donner au député l'assurance que le projet de loi sera déposé sans tarder.

\* \* \*

**LE BUDGET**

**M. Lee Richardson (Calgary-Centre, PCC):** Monsieur le Président, je sais que les membres du Cabinet s'adressent directement aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays au sujet d'enjeux locaux importants ou de faits saillants du budget présenté hier, qui constitue la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada.

La secrétaire parlementaire du ministre des Finances aurait-elle l'obligeance d'informer la Chambre de ce que les ministres disent dans ma circonscription, Calgary, et à Saskatoon, à Winnipeg, à Toronto, à Moncton et à St. John's.

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je veux souhaiter un bon retour à la Chambre à mon bon collègue.

J'aimerais dire à la Chambre qu'il n'y a pas que les ministres qui ont réagi de façon positive, mais que la population d'un bout à l'autre du Canada a réagi de façon extrêmement positive au budget. En fait, les aînés sont satisfaits de la hausse du soutien du revenu que nous proposons. Les parents apprécient le nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants. Les entrepreneurs se réjouissent du crédit à l'embauche pour les petites entreprises.

Permettez-moi de citer la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Voici ce qu'elle a dit:

[Dans le budget de 2011], le gouvernement a pris des initiatives importantes en vue de soutenir la création d'emplois et de reconnaître la contribution des PME à l'économie canadienne.

Toutefois, la meilleure réaction...

**Le Président:** Le député de Scarborough—Guildwood a la parole.

*Questions orales***LA DÉFENSE NATIONALE**

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Monsieur le Président, j'étais fort soulagé d'apprendre hier que le ministre de la Défense nationale et le ministre des Affaires étrangères ont réglé leur différend concernant l'incident diplomatique qui a abouti à l'expulsion du Canada des Émirats arabes unis. Le ministre de la Défense nationale a aussi indiqué que le coût de 300 millions de dollars pour la fermeture du camp Miraj était sans fondement.

Étant donné le nouveau décorum dans cette enceinte, le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre quel est le coût exact de la fermeture du camp et combien coûtera l'ouverture de la base au Koweït? Déposera-t-il ces coûts à la Chambre?

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, je remercie le député du Parti libéral de ses bons conseils sur la bonne entente au sein d'un parti. Je garderai certainement ces conseils à l'esprit à l'avenir.

Toutefois, des renseignements sur les coûts du maintien d'un pôle logistique au Moyen-Orient, qui est très important dans le cadre de nos efforts en Afghanistan et dans toute la région, seront divulgués très bientôt.

\* \* \*

[Français]

**L'EMPLOI**

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD):** Monsieur le Président, parlons d'emploi. En 2010, la ministre des Pêches et des Océans a diminué de plus de 50 p. 100 les quotas de crabe des neiges. Avant, avec 20 000 tonnes métriques, on assurait huit semaines de travail aux travailleurs d'usine. Aujourd'hui, à cause des réductions des quotas, des centaines de personnes se retrouvent avec moins d'un mois de travail et ne seront pas admissibles à l'assurance-emploi.

La ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences va-t-elle travailler avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour établir un programme d'emplois communautaires et faciliter l'accès aux prestations d'assurance-emploi? Parlons d'emplois!

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, nous voulons bien aider les chômeurs. C'est pourquoi, dans le budget d'hier, il y avait des initiatives dont j'ai déjà parlé. Je peux assurer que nous envoyons déjà des montants très importants au gouvernement du Nouveau-Brunswick pour l'aider à soutenir les chômeurs vivant des contraintes spécifiques à cette région. Je les encourage à faire le pas.

\* \* \*

[Traduction]

**LE BUDGET**

**M. Peter Braid (Kitchener—Waterloo, PCC):** Monsieur le Président, hier, le gouvernement a présenté de nouveau le prochain volet du Plan d'action économique du Canada. Il s'agit d'un plan qui permettra de bâtir l'avenir du Canada. Il maintiendra les impôts à un niveau peu élevé, soutiendra l'emploi et la croissance, améliorera la qualité de vie des aînés, des familles et des enfants, limitera les dépenses de l'État et tiendra le cap sur l'élimination du déficit.

La secrétaire parlementaire du ministre des Finances aurait-elle l'obligeance d'informer la Chambre des réactions à ce nouveau volet du Plan d'action économique?

● (1500)

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'interviens de nouveau pour louer le magnifique budget que le ministre des Finances a présenté hier. Je dois avouer que les réactions ont été à ce point favorables que je ne peux citer tous ceux qui ont fait des observations. Je voudrais cependant en citer une en français, si on me permet.

[Français]

Selon le Conseil du patronat du Québec, « Ce budget crée un environnement favorable au développement économique sans réduire les transferts aux particuliers, aux entreprises ou aux autres gouvernements, et sans proposer d'augmentation d'impôts, de taxes ou de tarifs... »

**Le Président:** L'honorable député de Chambly—Borduas a la parole.

\* \* \*

**LES INONDATIONS EN MONTÉRÉGIE**

**M. Matthew Dubé (Chambly—Borduas, NPD):** Monsieur le Président, les inondations historiques en Montérégie laisseront des séquelles chez nous, mais on commence enfin à voir la lumière au bout du tunnel. Malheureusement, avec ce gouvernement, c'est trop peu, trop tard. Après plus de 50 jours de frustration et de stress, les sinistrés sont en droit d'avoir des réponses claires.

Le ministre peut-il confirmer que les soldats vont rester pour aider les sinistrés pendant le nettoyage, oui ou non?

[Traduction]

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Ce que je peux confirmer, monsieur le Président, c'est que, dans les 24 heures suivant le pré-déploiement, nous avions des centaines de membres des Forces canadiennes sur le terrain pour aider les sinistrés.

En tout, plus de 844 soldats ont aidé à protéger des milliers d'acres de terres agricoles. Ils ont travaillé à des digues importantes qu'il fallait réparer. Ils ont mis en place 224 000 sacs de sable et aidé les membres de la collectivité. Ils ont fait des visites de vérification et se sont rendus dans des résidences pour apporter de l'aide, de l'eau et des denrées alimentaires. Les membres des Forces canadiennes ont déployé des efforts exceptionnels.

[Français]

**M. Jean-François Fortin (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, plus de 50 jours après le début des inondations majeures qui affectent le Haut-Richelieu, le premier ministre a visité hier les zones touchées et a clairement improvisé une annonce pour calmer la grogne.

Puisqu'il n'y a rien de nouveau à ce que le gouvernement fédéral respecte ses propres programmes de partage des coûts en assumant 50 p. 100 des dépenses et que le budget est muet à propos de toute nouvelle aide supplémentaire, le premier ministre peut-il dire combien d'argent son nouveau plan d'atténuation mettra dans les poches des sinistrés de la Montérégie et de ceux, toujours ignorés, de la Gaspésie?

*Le budget*

[Traduction]

**L'hon. Vic Toews (ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec empressement que nous collaborons avec les provinces au sujet de l'aide financière en cas de catastrophe. Nous avons bien travaillé avec d'autres provinces pour prendre des mesures d'atténuation. De nouvelles modifications ont été apportées à l'Accord d'aide financière en cas de catastrophe.

J'attire l'attention sur certaines des observations que le premier ministre a faites pendant la campagne électorale et au cours de la tournée fort bien accueillie qu'il a faite dans les zones inondées au Québec.

J'ai hâte de préciser les détails de notre action avec les provinces et avec mes collègues du Cabinet.

\* \* \*

**TRAVAUX DES SUBSIDES**

**Le Président:** J'ai le devoir d'informer la Chambre que, par suite de l'ordre adopté le lundi 6 juin, deux jours seront attribués pour la période des crédits se terminant le 23 juin 2011.

\* \* \*

**RECOURS AU RÈGLEMENT**

## QUESTIONS ORALES

**M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je présente des excuses pour les propos que j'ai tenus plus tôt à la Chambre. Je pourrais m'expliquer, mais je m'en abstiens pour l'instant. Je réitère mes excuses pour ces propos.

**INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

**LE BUDGET**

## L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

**M. Earl Dreeshen (Red Deer, PCC):** Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je vous félicite d'avoir été élu à la présidence de la Chambre. Félicitations.

Cet après-midi, j'ai également le plaisir d'intervenir au sujet du budget de 2011 que le gouvernement conservateur a présenté. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Bruce—Grey—Owen Sound.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je remercie ma famille de son amour et de son appui non seulement au cours de la campagne électorale, mais également chaque jour où je suis appelé à servir les Canadiens.

Par la même occasion, je remercie les électeurs de Red Deer qui m'ont encore une fois accordé leur confiance en m'élisant de nouveau pour les représenter au cours de cette 41<sup>e</sup> législature. Je suis honoré de les servir et de les représenter.

Les résultats des dernières élections ont clairement montré que les Canadiens appuient l'orientation et les objectifs du gouvernement conservateur. Les Canadiens souhaitent que l'économie demeure la priorité des priorités, et le gouvernement les a entendus.

Je remercie également le premier ministre et le ministre des Finances de l'invitation qu'ils ont lancée l'hiver dernier aux Canadiens de participer aux consultations prébudgétaires 2011, qui ont été longues et fructueuses.

Ce budget tient compte de nombreux points qui ont été soulevés par mes électeurs dans des tables rondes. Je suis heureux de constater qu'encre une fois, le gouvernement a tenu compte de l'avis de mes électeurs. Je suis reconnaissant des avis que mes électeurs m'ont donnés, tant les membres de la chambre de commerce de Red Deer que les représentants des conseils municipaux et tous les autres. Chaque opinion compte à mes yeux.

Dans les réunions que j'ai tenues à Red Deer et dans la région environnante, j'ai entendu quelques thèmes qui revenaient constamment: l'élimination continue des formalités administratives dans les politiques gouvernementales et les procédures bureaucratiques, la réduction continue des impôts des particuliers et le coût de l'emploi aux entreprises. La prochaine phase du Plan d'action économique du Canada aidera à réaliser ces objectifs.

Red Deer est un endroit extraordinaire où prospèrent les petites et moyennes entreprises. Sa situation dans le corridor de l'Alberta lui procure un immense avantage économique et en fait un endroit idéal pour démarrer une entreprise. Les gens de Red Deer sont indépendants et ont l'esprit d'entrepreneuriat, et ils comprennent les répercussions de nos politiques fiscales sur eux-mêmes et sur l'économie. Ils savent que des impôts moins élevés leur permettent d'être rentables et de créer plus d'emplois, et que les bons programmes sociaux sont rendus possibles grâce à une politique fiscale et économique solide.

Cependant, l'économie est encore fragile. Je sais que la résilience et la détermination des gens de Red Deer qui triment dur continueront de prévaloir et de leur apporter du succès.

Les Canadiens nous ont donné pour mandat de rester concentrés sur l'économie et d'adopter des mesures visant à renforcer à la fois la reprise économique et notre pays. Nous donnons suite à ces engagements.

Nous nous concentrons sur l'amélioration de la sécurité financière des travailleurs, des personnes âgées et des familles au Canada. Je suis heureux que le budget de 2011 propose des programmes qui répondent aux besoins du centre de l'Alberta. Par exemple, le crédit à l'embauche pour les petites entreprises dans le budget de 2011 sera extrêmement précieux pour de nombreuses personnes qui ont besoin d'un emploi et de nombreux employeurs qui ont besoin de plus d'employés.

Le crédit à l'embauche aura des répercussions directes et positives sur Red Deer en fournissant un incitatif pour embaucher et créer des emplois. Ce crédit répond aux préoccupations d'un grand nombre de mes électeurs qui voulaient maintenir le coût de l'emploi à un bas niveau pour aider à stimuler l'embauche.

Nous appuyons également la création d'emplois en prolongeant la déduction pour amortissement accéléré, pour aider les fabricants et les transformateurs à faire de nouveaux investissements dans la machinerie et le matériel.

De nombreux Canadiens ont encore besoin de trouver un emploi et il est merveilleux de voir le gouvernement faire le nécessaire pour les aider en stimulant la croissance de l'emploi et l'investissement.

Les propriétaires d'entreprises de Red Deer sont également heureux de nos efforts pour réduire les formalités administratives et c'est là une question qui a été soulevée de manière répétée par les gens d'affaires.



La modernisation du service PerLE et la consultation des propriétaires d'entreprises canadiens par l'entremise de la Commission sur la réduction de la paperasse est une initiative louable pour résoudre les difficultés administratives auxquelles mes électeurs sont confrontés.

Que ce soit au profit des employeurs ou au profit des familles, nous avons apporté d'importants allègements d'impôt. Les familles canadiennes bénéficient de mesures fiscales telles que le crédit d'impôt pour l'achat d'une première maison, le crédit d'impôt pour le transport en commun et une réduction de la TPS.

D'autres mesures d'allègement fiscal incluses dans ce budget accorderont aux contribuables de l'Alberta environ 310 millions de dollars de réductions d'impôt supplémentaires au cours des six prochaines années. Il s'agit notamment d'un nouveau crédit d'impôt pour aidants familiaux qui représente un soutien de près de 73 millions de dollars et d'un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants qui apportera plus de 69 millions de dollars aux familles albertaines.

Je suis fier de pouvoir dire que nous offrons un nouveau crédit d'impôt pour les pompiers volontaires qui servent nos collectivités avec bravoure. Nous pouvons offrir ces baisses d'impôt tout en rééquilibrant nos budgets parce que notre gouvernement cherche également à éliminer le gaspillage au sein de l'appareil étatique et à éliminer les échappatoires fiscales.

• (1505)

Une assiette fiscale sûre et équitable nous permet de maintenir les impôts à un bas niveau.

Je tiens à parler des agriculteurs du centre de l'Alberta qui sont en train de terminer les semences. L'agriculture est un secteur primordial de l'économie locale du centre de l'Alberta et c'est pourquoi des agriculteurs, qui sont des gens d'affaires d'une catégorie bien particulière, ont participé à mes tables rondes. Ils sont confrontés non seulement aux mêmes difficultés que les autres propriétaires d'entreprises, mais également à des conditions plus risquées, plus incertaines et plus variables d'une année à l'autre.

L'Alberta est un cas assez particulier, car c'est une des rares provinces qui administrent le programme Agri-stabilité pour ses producteurs. Nous devons donc établir quelles sont les mesures à prendre au niveau fédéral et travailler avec le gouvernement de l'Alberta pour répondre aux besoins des producteurs.

Nous savons que le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire continue de travailler avec tous ses homologues des provinces pour combler les lacunes et renforcer les programmes de soutien du revenu dans le cadre de la stratégie fédérale-provinciale. Nous comptons sur son leadership continu à cet égard.

Le budget de 2011 prévoit 50 millions de dollars pour une initiative d'une durée de deux ans visant à appuyer l'innovation dans le secteur agricole. Ce nouveau programme soutiendra la création de connaissances et augmentera la commercialisation des innovations agricoles.

L'innovation est une composante essentielle de la rentabilité des exploitations agricoles. Qu'il s'agisse de trouver de nouvelles variétés pour accroître le rendement ou d'améliorer les caractéristiques génétiques du bétail, l'innovation alimente la compétitivité du Canada et produit des profits. Les entreprises liées à l'agriculture et les producteurs bénéficieront tous de cet investissement important que prévoit le budget de 2011.

Le soutien que le gouvernement apporte grâce à des programmes comme l'initiative d'innovation agricole aidera l'Alberta à prospérer.

### *Le budget*

Le budget prévoit également 24 millions de dollars pour prolonger l'Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine. Ce nouveau financement permettra au Conseil canadien de la santé porcine de mener à bien ses initiatives concernant les normes de biosécurité et les pratiques exemplaires de gestion visant à protéger les élevages porcins. Le plus grand abattoir de porcs de l'Ouest du pays se trouve à Red Deer. Par conséquent, c'est une bonne nouvelle pour toute la chaîne de valeur qui compte sur la réalisation de cette stratégie.

Nous reconnaissons l'important travail de nos producteurs agricoles, mais notre gouvernement reconnaît aussi la contribution importante que les aînés ont apportée à notre pays. La prochaine phase du Plan d'action économique du Canada fait fond sur le réseau de soutien déjà en place pour les aînés en y ajoutant plusieurs nouvelles mesures. Ce budget va accroître le Supplément de revenu garanti en accordant aux aînés à faible revenu admissibles des prestations supplémentaires d'un montant maximum de 600 \$ pour les personnes vivant seules et de 840 \$ pour les couples. J'entends souvent des aînés de ma circonscription se plaindre d'avoir de la difficulté à joindre les deux bouts. Cette majoration du Supplément de revenu garanti sera une aide très appréciée. Nos aînés méritent un revenu de retraite sûr et décent reflétant la contribution qu'ils ont apportée.

Nous veillons aussi à ce que nos aînés puissent trouver, au niveau communautaire, le soutien dont ils ont besoin pour pouvoir participer à des activités sociales. Le programme Nouveaux Horizons pour les aînés aide ces derniers à socialiser et à jouer un rôle actif dans leur collectivité. En 2010, le gouvernement a investi un montant supplémentaire de 10 millions de dollars dans cette initiative pour soutenir les programmes communautaires.

Le budget de 2011 prévoit une somme supplémentaire de 10 millions de dollars, sur deux ans, pour soutenir le programme Nouveaux Horizons. À Red Deer, ce programme a notamment permis de remplacer de l'équipement au Golden Circle, qui est un lieu de rencontre très prisé des aînés dans le centre de l'Alberta, et à financer certaines activités de santé féminine administrées par le bureau des services à la famille de Red Deer.

Le programme Nouveaux Horizons pour les aînés améliore la qualité de vie dans les collectivités en permettant aux personnes âgées de mener une vie active et de participer à des activités sociales. C'est une bonne façon de répondre aux besoins sociaux dans nos collectivités.

La prochaine phase du plan de notre gouvernement conservateur consistera à maintenir les impôts à un bas niveau pour promouvoir l'emploi et la croissance économique tout en soutenant les familles et les aînés. Les mesures que le gouvernement a déjà prises pendant la récession ont permis de préserver la vigueur de l'économie canadienne et de soutenir les emplois au Canada.

Il s'agit maintenant de maintenir le cap. J'invite les députés à appuyer ce budget afin que le Canada puisse continuer à progresser.

• (1510)

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement mon collègue qui, comme moi, représente un vaste territoire rural. Je trouve absolument renversant de constater que ce budget ne présente aucun projet de stratégie numérique pour les régions rurales et le Nord du Canada, et particulièrement qu'il ne tient aucunement compte de la nécessité d'une stratégie d'accès à Internet à large bande.

### *Le budget*

Le gouvernement parle d'une stratégie numérique, mais ce ne sont que de belles paroles puisque l'argent voulu pour la concrétiser n'est pas là.

Permettez-moi de donner un exemple. L'Australie, sous un gouvernement travailliste devrais-je préciser, s'est dotée du plan d'infrastructure le plus exhaustif pour sa stratégie d'accès à Internet à large bande afin de s'assurer que toutes les régions rurales de son territoire sont à jour à ce chapitre. Le gouvernement parle d'accès à Internet à large bande, mais ses chiffres sont de l'ordre de 1,5 mégaoctet. L'Australie rurale aura un accès 100 fois plus rapide que ce qui est offert aux régions rurales du Nord de l'Ontario et de l'Alberta.

Pourquoi le gouvernement néglige-t-il les besoins du Canada rural en matière d'accès à Internet à large bande?

• (1515)

**M. Earl Dreeshen:** Monsieur le Président, l'industrie de l'accès à Internet à large bande subit d'énormes changements. Je crois que les collectivités peuvent s'attendre à beaucoup plus dans l'avenir.

Lorsque je faisais partie du Comité du développement du Grand Nord l'an dernier, nous avons eu l'occasion de rencontrer de nombreux groupes et organismes dans les territoires. Ils ont été visés par un grand nombre de mesures diversifiées. Je crois que nous jouirons à l'avenir d'une excellente collaboration entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, ma question porte sur les priorités du gouvernement au chapitre des dépenses.

Alors que les aînés s'attendent à ce que le gouvernement fasse preuve de leadership, à ce qu'il prouve qu'il se soucie de leur situation difficile et de la nécessité d'accroître leur revenu, le gouvernement juge approprié de ne leur consentir qu'environ 1,67 \$ par jour.

Étant donné la richesse de notre pays et le fait que les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral fasse preuve de compassion et subviennent aux besoins des aînés, pourquoi le gouvernement n'accorde-t-il qu'une hausse de 1,67 \$ par jour aux personnes âgées?

**M. Earl Dreeshen:** Monsieur le Président, il s'agit d'un élément du budget, qui est très substantiel, mais nous prenons également de nombreuses autres mesures.

Comme je l'ai indiqué dans mon intervention, lorsque je me suis entretenu avec des aînés, ils ont tenu compte du fait que nous avions pris cet engagement. Ils ont également fait remarquer que cette mesure aurait déjà été adoptée n'eussent été des élections. Quoi qu'il en soit, nous avons maintenant l'occasion de poursuivre le travail amorcé. De nombreuses autres choses se sont passées.

J'ai fait mention du programme Nouveaux Horizons pour les aînés. Nous avons également parlé d'initiatives ciblées pour les travailleurs âgés. Qui plus est, nous prolongeons le programme écoÉNERGIE Rénovation qui aidera aussi les aînés.

Les mesures fiscales déjà en place ont permis de retirer plus de 85 000 aînés du rôle d'imposition, ce qui est fort considérable.

**M. Peter Braid (Kitchener—Waterloo, PCC):** Monsieur le Président, le député a dit que l'emploi et la croissance constituent la grande priorité du gouvernement. Nous savons également que les petites entreprises représentent une force pour l'économie canadienne et pour la consolidation de la reprise. Si je ne m'abuse, les petites entreprises créent trois emplois sur quatre. Or, les exigences administratives et documentaires que doivent respecter ces entre-

prises sont souvent un fardeau qui nuit à la productivité et à la croissance.

Le député pourrait-il nous expliquer en quoi la réduction des tracasseries administratives sera avantageuse pour les gens de sa circonscription?

**M. Earl Dreeshen:** Monsieur le Président, c'est en permettant aux PME de se développer et de prospérer que nous faciliterons la reprise économique vers laquelle le gouvernement, par ses stratégies, a réussi à mener le Canada jusqu'à maintenant.

Dans ma circonscription, Red Deer, les entrepreneurs connaissent la valeur du temps, surtout celle du temps perdu. Les formalités administratives qui ralentissent les entreprises freinent l'économie.

En janvier 2011, la Commission sur la réduction de la paperasse a été créée. Elle déterminera quels sont les irritants, pour les entreprises, dans la réglementation fédérale et trouvera des solutions efficaces pour permettre aux PME de se développer.

Je vais donner un exemple de PME. Nous avons une entrepreneure de 23 ans qui a probablement 12 à 15 employés. Elle a réussi avec brio à monter son entreprise. Elle pourra bénéficier de cette initiative. Je suis extrêmement impressionné par notre capacité d'aider les gens à cet égard.

**M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC):** Monsieur le Président, avant de parler du budget, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous féliciter d'avoir été élu à la présidence. Votre famille est fière de vous, tout comme vos collègues.

Je veux également profiter de l'occasion, comme c'est la première fois que je prends la parole au cours de la 41<sup>e</sup> législature, pour remercier les citoyens de Bruce—Grey—Owen Sound, que j'estime beaucoup, de l'immense confiance et de l'énorme soutien qu'ils m'ont témoigné lors des récentes élections.

Je félicite également le ministre des Finances, le député de Whitby—Oshawa, pour son sixième budget et le second cette année. Comme promis, le gouvernement reste concentré sur l'économie. C'est notre plus grande priorité.

La reprise économique du Canada reste fragile. Nous concentrons donc nos efforts sur la création d'emplois et la croissance économique pour les Canadiens. Le discours du Trône et le budget de 2011 présenté hier énoncent des priorités qu'ont à cœur les résidents de Bruce—Grey—Owen Sound et certainement tous les Canadiens.

Aujourd'hui, je veux parler de ce que fait le gouvernement pour l'économie, les familles, les agriculteurs, les personnes âgées, les étudiants, les entreprises, grandes et petites, les petites villes et les collectivités rurales, ainsi que des mesures qu'il prendra pour rétablir l'équilibre budgétaire au cours des prochaines années.

La prochaine phase du Plan d'action économique du Canada prévoit des investissements dans les principaux facteurs de la croissance économique: innovation, investissement, éducation et formation. Les résultats économiques du Canada pendant la reprise se distinguent nettement de ceux des autres pays industrialisés, puisqu'il affiche, parmi les pays du G7, la plus vigoureuse croissance de l'emploi depuis le milieu de 2009.

*Le budget*

Nous sommes fiers de dire qu'il y a maintenant plus de Canadiens qui travaillent qu'il n'y en avait avant la récession. Les emplois et la croissance économique sont importants pour les habitants de ma circonscription et certainement pour tous les Canadiens aussi. Le Plan d'action économique du Canada donne des résultats. Les investissements du gouvernement ont protégé efficacement les Canadiens, qui travaillent fort, contre les effets les plus graves de la récession mondiale. Plus de 28 500 projets ont été achevés ou sont en cours, et ils ont créé des emplois dans des petites localités de tout le Canada. Ils ont contribué à la création d'environ 540 000 emplois depuis juillet 2009.

Le gouvernement admet néanmoins que la reprise économique demeure fragile, et c'est pourquoi il continue de prendre des mesures propres à favoriser la croissance à long terme et à appuyer la création d'emplois.

J'ai passé 12 ans et demi dans l'administration municipale. Avec d'autres collègues, j'ai alors travaillé d'arrache-pied pour obtenir que le produit de la taxe sur l'essence soit remboursé aux municipalités. En 2008, le gouvernement conservateur a annoncé que le Fonds de la taxe sur l'essence deviendrait une mesure permanente. Elle permettra aux provinces, aux territoires et aux municipalités de mieux savoir à quoi s'en tenir. Le budget propose un investissement annuel permanent de 2 millions de dollars dans les infrastructures municipales grâce au Fonds de la taxe sur l'essence, ce qui sera une bonne nouvelle pour les municipalités de ma circonscription.

Le budget de 2011 prévoit plus de 300 millions de dollars par année pour bonifier le Supplément de revenu garanti, le SRG, pour les aînés. Cette mesure donnera une prestation complémentaire qui pourra atteindre 600 \$ pour les célibataires et 840 \$ pour les couples. Voilà qui renforcera la sécurité financière des aînés de ma circonscription et des quelque 680 000 aînés que compte le Canada.

Le gouvernement reconnaît aussi les sacrifices personnels auxquels consentent beaucoup de Canadiens qui s'occupent de membres de leur famille atteints de maladies graves comme la sclérose en plaques ou la SLA. Il propose donc un crédit d'impôt pour les aidants familiaux, ce qui donnera un crédit non remboursable de 15 p. 100 sur un montant de 2 000 \$. Cette mesure aidera beaucoup de familles dans ma circonscription et un nombre estimatif de 500 000 aidants au Canada.

Comme ma sœur souffre de sclérose en plaques, je comprends tout le poids que cette maladie et d'autres affections peuvent représenter pour les victimes et leur famille. Le crédit d'impôt peut donc aider à alléger la charge financière pour les personnes qui soignent des membres de leur famille aux prises avec des maladies graves.

Il y a un problème qui touche actuellement les localités de ma circonscription et d'autres localités rurales et éloignées, et c'est celui de l'accès aux soins de santé. Le gouvernement est déterminé à offrir des soins de santé et à renforcer ces services dans les collectivités mal desservies. Pour y combattre la pénurie de médecins et d'infirmières, le budget propose d'annuler une partie des prêts d'études du Canada pour les nouveaux médecins de famille et infirmières qui exercent leur profession dans les zones rurales et éloignées mal desservies. Voilà qui est bon pour ma circonscription.

À compter de 2012-2013, les médecins de famille traitants pourront faire annuler leurs prêts d'études canadiens à hauteur de 8 000 \$ par année, jusqu'à un maximum de 40 000 \$. Dans le cas du personnel infirmier, cette annulation pourrait représenter 4 000 \$ par année, jusqu'à concurrence de 20 000 \$.

● (1520)

Le gouvernement s'est aussi engagé à améliorer l'aide financière fédérale destinée aux étudiants. Nous allons offrir un soutien financier aux étudiants des niveaux collégial et universitaire par l'entremise du Programme canadien de prêts aux étudiants. Au cours de l'année scolaire 2009-2010, plus de 400 000 étudiants ont reçu au total plus de 2,5 milliards de dollars du gouvernement fédéral sous forme de prêts et de bourses. Le budget de 2011 propose d'assouplir l'admissibilité des étudiants à temps partiel et à temps plein qui poursuivent des études postsecondaires au Programme canadien de prêts aux étudiants. Une fois la mesure entièrement mise en oeuvre, l'investissement se chiffrera à plus de 34 millions de dollars par année.

Le gouvernement s'est aussi engagé à verser une somme additionnelle de 37 millions de dollars par année aux trois conseils subventionnaires fédéraux qui appuient la recherche dans les universités, les collèges et les hôpitaux de recherche canadiens. Nous proposons également d'investir 53 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer la création de dix nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada.

Passons maintenant à l'agriculture, le secteur commercial le plus important de ma circonscription et assurément un des plus importants de l'économie canadienne. Une des priorités du gouvernement consiste à continuer de favoriser la rentabilité à long terme et la compétitivité à l'échelle internationale du secteur agricole canadien. Nous avons annoncé une initiative d'innovation agricole de deux ans dotée d'un budget de 50 millions de dollars pour soutenir l'acquisition et le transfert de connaissances et pour augmenter la commercialisation des innovations agricoles. Cette mesure viendra s'ajouter aux programmes agricoles qui existent déjà.

Au début de 2011, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire a eu l'occasion de parcourir le Canada dans le cadre de son étude sur la biotechnologie. Un thème clé est constamment revenu dans nos entretiens avec les producteurs et les responsables de l'industrie: c'est l'importance de la recherche pour la compétitivité et la rentabilité des agriculteurs canadiens.

Il y a un autre élément que j'ai été très heureux de voir dans le budget. Il s'agit de l'abolition du registre des armes à feu. Ce registre a été un boulet que les agriculteurs et les Canadiens ruraux respectueux des lois traînent partout au pays depuis 16 ans. Grâce au gouvernement, il va disparaître.

Le gouvernement reconnaît également que la petite entreprise crée des emplois et contribue à la stimulation de l'économie, ce qui en fait un élément crucial de la reprise économique. Beaucoup de gens ne se rendent pas compte du fait que les petites entreprises emploient collectivement bien plus de travailleurs que l'ensemble des grandes entreprises. C'est pour cette raison que nous avons établi le nouveau crédit à l'embauche pour les petites entreprises, qui assurera un crédit ponctuel temporaire d'un maximum de 1 000 \$ pour compenser une éventuelle hausse des cotisations d'assurance-emploi en 2011 par rapport à 2010. Le nouveau crédit aidera plus de 525 000 employeurs à assumer le coût des nouvelles embauches.

La circonscription de Bruce—Grey—Owen Sound, que je représente, compte énormément sur les services des pompiers volontaires. Le gouvernement est fier des services rendus par les quelque 85 000 pompiers volontaires qui assurent la sécurité de nos collectivités. Le budget propose de leur accorder un crédit d'impôt non remboursable de 15 p. 100 sur un montant de 3 000 \$.

### *Le budget*

Le gouvernement est également déterminé à renforcer l'intégrité et la responsabilisation dans l'administration fédérale et l'activité politique. Nous avons annoncé la suppression progressive des allocations trimestrielles aux partis politiques. Le gouvernement déposera un projet de loi visant à réduire progressivement la subvention de 2,04 \$ par an et par vote par tranches de 51 ¢ à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012. Ainsi, la subvention aura complètement disparu en 2015-2016. Les contribuables de Bruce—Grey—Owen Sound, du Yukon, des Maritimes et de partout ailleurs au Canada ne devraient pas avoir à financer les partis politiques qu'ils n'appuient pas, comme le Bloc québécois, qui souhaite démembrer notre grand pays. Tous les Canadiens ont la possibilité d'aider financièrement les partis qu'ils appuient. C'est ainsi que les choses doivent se faire.

Le gouvernement projette d'équilibrer le budget un an d'avance sans augmenter les impôts ni réduire les paiements de transfert. Notre plan visant à retrouver l'équilibre budgétaire prévoit de réduire les mesures de relance du Plan d'action économique à mesure que l'économie se redressera, de prendre des mesures ciblées pour limiter la croissance des dépenses directes et de procéder à un examen exhaustif des fonctions administratives et des frais généraux de l'administration fédérale.

Bref, c'est un budget raisonnable et réaliste que j'exhorte tous mes collègues de la Chambre à appuyer. Je serais heureux de répondre à quelques questions.

• (1525)

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord profiter de l'occasion pour remercier les bonnes gens de Vancouver Kingsway de m'avoir donné, une fois de plus, le privilège de les représenter à la Chambre.

Lors de la dernière campagne électorale, de nombreuses personnes dans Vancouver Kingsway et, je crois, partout à Vancouver, dans la vallée du Bas-Fraser et dans l'ensemble du pays, ont indiqué aux candidats de tous les partis qu'elles ont beaucoup de mal à trouver un logement abordable. Beaucoup de parents disent également aux politiciens de tous les partis qu'ils ont du mal à trouver des services de garde accessibles, abordables et de qualité.

Je me demande si mon collègue pourrait dire quelques mots là-dessus et expliquer pourquoi le budget ne prévoit aucune mesure réelle pour régler ces deux grandes préoccupations en offrant des logements et des services de garde abordables aux millions de Canadiens qui ont besoin de ces services.

• (1530)

**M. Larry Miller:** Monsieur le Président, je félicite mon collègue de sa réélection.

En ce qui concerne les services de garde, il y a trois ou quatre ans, le gouvernement a instauré le tout premier crédit d'impôt pour enfants afin de permettre aux parents de choisir qui s'occupera de leurs enfants, au lieu de s'en remettre au gouvernement. Les parents reçoivent ainsi l'aide dont ils ont besoin pour élever leurs enfants; ils ont le choix. Ce crédit existe toujours, et je reçois régulièrement des commentaires à ce sujet de la part de jeunes parents. Il s'agit certainement d'un programme solide, et nous continuerons de l'offrir. J'ai moi-même deux petites-filles qui fréquentent la garderie parce que mon fils et son épouse travaillent tous deux. Je comprends donc la question.

Pour ce qui est de la question du logement, nous parlons du prix des logements abordables, etc. Quand un gouvernement fait des réductions d'impôts comme celles que nous avons accordées, entre autres, aux aînés, cela contribue grandement à régler le problème dont parle le député.

**M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.):** Monsieur le Président, le député a notamment parlé de l'importance de la recherche. À titre de porte-parole en ce qui concerne l'industrie, les sciences et la technologie, j'ai souvent le bonheur de m'entretenir avec des recteurs. La question la plus importante qu'ils ne cessent de soulever, c'est la nécessité de hausser les coûts indirects des programmes de recherche des universités. Les recteurs demandent de les doubler; il est question de centaines de millions de dollars.

Je remarque que le budget prévoit une augmentation de 10 millions de dollars pour toutes les universités du pays. Or, il en existe plus de 80. Si l'on divise cette somme en parts égales, on obtient 120 000 \$ par université. Ces fonds serviraient à éponger les coûts indirects, qui sont considérables, de tous les chercheurs.

Le député croit-il réellement que ces 10 millions de dollars sont plus que des miettes jetées dans cet important programme?

**M. Larry Miller:** Madame la Présidente, c'est agréable de se faire féliciter pour avoir augmenté le financement de la recherche. Je suis ravi que le député l'ait remarqué dans le budget. Comme je l'ai dit, le gouvernement reconnaît l'importance de la recherche. Lorsque j'étais membre du Comité de l'agriculture au cours de la dernière législature, et lors des déplacements du comité un peu partout au pays dans le cadre de son étude sur les biotechnologies, c'est ce dont toutes les universités et tous les intervenants nous faisaient part.

Je remercie le député d'admettre que le gouvernement a augmenté le financement de la recherche.

[Français]

**M. Louis Plamondon (Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour, BQ):** Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le discours de l'honorable député, et je suis surpris qu'il n'ait pas parlé des coupes de 4 milliards de dollars annoncées dans le budget. Rien n'a été précisé à ce sujet. Les fonctionnaires et le milieu social et communautaire sont inquiets.

Ne pense-t-il pas que de diminuer l'impôt des pétrolières et des grandes compagnies de plus d'un milliard et demi de dollars pourrait éviter de faire des coupes de 4 milliards de dollars? On pourrait aussi faire des coupes dans le domaine militaire, où l'on s'apprête à dépenser, au cours des 20 prochaines années, plus de 48 milliards de dollars.

[Traduction]

**M. Larry Miller:** Madame la Présidente, avec tout le respect que je lui dois, je tiens à remercier le doyen de la Chambre des communes du bon travail qu'il a fait à la présidence pendant l'élection du Président, l'autre jour.

Dans des périodes comme celle que nous vivons, il faut prendre bon nombre de décisions difficiles en ce qui concerne les compressions budgétaires. C'est ce que nous avons fait, et nous nous sommes juré de ne pas faire de compressions dans le secteur de la santé, comme le gouvernement précédent l'a fait, et de ne pas réduire les transferts aux provinces. Il faut être prudents dans la période que nous vivons et nous le serons.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de York Ouest.

*Le budget*

J'aimerais commencer par remercier les gens de Kings—Hants qui m'ont fait l'honneur et le privilège de les représenter comme député dans cette enceinte pour la sixième fois. J'ai été élu pour la première fois il y a 14 ans, le 2 juin 1997. Je veux les remercier. Ils ont été à mes côtés et j'ai défendu leurs intérêts. Il s'agit d'une circonscription extraordinaire qui compte de merveilleuses familles et de merveilleux amis que je suis très fier de servir.

Les conservateurs ont toujours dit qu'ils n'avaient pas de grandes idées, de plans et de vision en raison du fait qu'ils étaient minoritaires et que les gouvernements minoritaires doivent penser à court terme. Par conséquent, comme ils forment maintenant leur premier gouvernement majoritaire, nous aurions pu, dans ce budget, nous attendre à ce qu'ils saisissent l'occasion pour offrir aux Canadiens une vision à long terme, avec des plans réels pour bâtir un Canada meilleur, et cesser de s'arrêter au sondage de la semaine pour se concentrer plutôt sur les défis et les occasions du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les Canadiens qui s'attendaient à voir les conservateurs profiter de leur majorité pour fournir une vision à long terme et des idées audacieuses pour l'édification d'un Canada meilleur seront déçus par ce budget, qui manque d'idées à long terme, de vision audacieuse et d'orientation claire pour l'économie canadienne.

J'aimerais d'abord parler de la question de la dette et du déficit. Les conservateurs tiennent de bons discours sur cette question, mais ils n'ont pas vraiment obtenu de résultats. Il est essentiel de rappeler qu'ils ont hérité d'un excédent de 13 milliards de dollars. Ils ont dépensé cet excédent, ils ont accumulé des déficits record et, en fait, ils ont placé le Canada dans une situation déficitaire avant même le ralentissement économique de l'automne 2008. Ils sont sur la bonne voie, disent-ils. Oui, ils sont sur la bonne voie pour ajouter 150 à 200 milliards de dollars de plus à la dette nationale du Canada. Ils n'ont aucune crédibilité lorsqu'il s'agit de contrôler les dépenses ou de réduire le déficit. Ils ont raté chacune des cibles qu'ils se sont fixées pour la réduction du déficit. Il n'y a pas de plan.

En fait, si nous regardons le bilan du gouvernement conservateur précédent, c'en est un de gaspillage et de mauvaises utilisations des fonds publics. Les conservateurs ont augmenté les frais de publicité du gouvernement de 300 p. 100 et augmenté les dépenses pour les bureaux personnels des ministres de 14 p. 100, l'année dernière seulement. Maintenant, avec un gouvernement majoritaire, quelle a été la première mesure adoptée par les conservateurs en matière de restrictions budgétaires? Ils ont élargi leur cabinet. Les conservateurs ne prêchent pas par exemple.

Ils ont maintenant constitué un Comité d'examen des dépenses du Cabinet. En fait, ce comité remplace le Comité d'examen des dépenses du Cabinet que les conservateurs ont éliminé lorsqu'ils ont pris le pouvoir. Le gouvernement libéral de Paul Martin avait mis sur pied un comité d'examen des dépenses. Nous respections chaque dollar durement gagné par les contribuables, et ce à une époque d'excédents budgétaires. Or, les conservateurs se sont débarrassés du comité en période de déficit et ils ont ajouté des centaines de milliards à la dette nationale.

Les conservateurs vantent la situation du Canada en ce qui a trait à la dette exprimée en pourcentage du PIB, comparativement à d'autres pays. En fait, ils passent le plus clair de leur temps à comparer le Canada à d'autres pays. Ce faisant, ils ne tiennent pas compte du fait qu'au Canada, compte tenu de nos deux ordres de gouvernement, si nous combinons les dettes fédérale et provinciales et que nous les exprimons en pourcentage du PIB, si nous tenons compte du fait qu'il n'y a qu'un contribuable qui doit assumer les dettes des gouvernements fédéral et provinciaux, et si nous prenons la dette

brute et que nous la comparons à celle d'autres pays, nous obtenons des résultats très différents.

Au Canada, notre dette brute, c'est-à-dire les dettes fédérale et provinciales combinées, représente 81,7 p. 100 du PIB. Ce résultat est presque aussi mauvais que le taux de 84 p. 100 aux États-Unis. Il est pire que celui du Royaume-Uni, qui est de 77 p. 100, et que celui de l'Allemagne, qui se situe à 75 p. 100.

Par conséquent, si l'on veut traiter ces questions de façon responsable, il importe de dire la vérité aux Canadiens et de reconnaître que, lorsqu'on leur dira la vérité, les Canadiens vont accepter les mesures visant à restreindre et à contrôler les dépenses publiques.

● (1535)

Nos richesses naturelles, notamment nos ressources pétrolières, gazières et minérales, sont l'une des principales raisons pour lesquelles notre économie s'est mieux relevée que d'autres. Au Canada, nous avons la chance d'avoir des richesses naturelles. Des pays comme la Chine, l'Inde et d'autres économies émergentes ont des besoins illimités en ressources naturelles et en énergie. Or, le Canada est en excellente position pour approvisionner ces pays et ce n'est pas parce que les conservateurs ont mis du pétrole et du gaz au large de la côte atlantique — tout le monde sait que c'est Danny Williams qui a fait cela — mais bien parce que nous sommes chanceux.

En fait, l'avantage que nous tirons de nos richesses naturelles est un peu une arme à deux tranchants, en ce sens qu'il crée deux économies au Canada. Il y a une économie riche dont jouissent les provinces et les gens liés à l'industrie pétrolière, gazière et minérale, et une économie pauvre pour les provinces, les familles et les secteurs qui ne sont pas touchés par le boom de l'industrie pétrolière, gazière et minérale. Cet avantage crée une économie balkanisée et creuse encore davantage l'écart entre les riches et les pauvres au pays.

À mesure que le prix de l'essence grimpe, notre dollar en fait autant. À mesure que le prix des denrées augmente, notre dollar fait de même et des emplois à valeur ajoutée disparaissent. Ils sont supplantés. Dans ma région de la Nouvelle-Écosse, soit dans les comtés de Hants, Kings et Annapolis, 10 700 emplois à temps plein ont été éliminés depuis l'automne 2008, principalement dans le secteur manufacturier.

Notre taux de chômage est passé de 5 p. 100 à 12,5 p. 100. Des entreprises comme Canard Poultry, Eastern Protein et Fundy Gypsum ont cessé leurs activités. Il y a eu des mises à pied massives. Au moment même où des travailleurs risquent de perdre leur emploi à plein temps et de devoir le remplacer par un emploi à temps partiel, le prix de l'essence augmente et il est plus difficile pour eux de faire le plein, le prix de l'huile de chauffage augmente et il est plus difficile de chauffer leurs maisons, le coût de la vie augmente, de même que le prix des aliments, et il devient de plus en plus difficile de nourrir leurs familles.

### *Le budget*

Le Canada souffre actuellement de ce que certains appellent la maladie hollandaise, car la Hollande a dû faire face à une situation semblable. En l'occurrence, la valeur de notre dollar est à la hausse sous la pression de la croissance de la demande pour nos ressources naturelles, ce qui entraîne l'éviction de nos emplois dans le secteur manufacturier et l'augmentation du coût de la vie. Il n'y a aucune mesure dans le budget pour contrer cet énorme problème. La bifurcation de l'économie canadienne, l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, l'écart entre les régions riches et les régions pauvres: voilà à quoi ressemble la réalité pour notre pays et pour les familles canadiennes.

Les provinces pauvres font face à l'augmentation du coût des soins de santé, à une population vieillissante et à une assiette fiscale réduite du fait que les jeunes travailleurs migrent vers les provinces riches, car ils ont besoin de travailler. En même temps, les familles et les provinces croulent sous un fardeau de la dette de plus en plus lourd. La situation continue de s'aggraver.

En Nouvelle-Écosse, le gouvernement sabre le financement de l'éducation publique. Quelles sont les conséquences de telles mesures? Elles n'encouragent pas les jeunes familles à rester en Nouvelle-Écosse et réduisent la capacité de la province de croître et de faire en sorte que les jeunes familles et la population en général acquièrent les compétences et l'éducation dont elles ont besoin pour faire face à la concurrence et réussir à l'échelle mondiale.

Le fossé entre les riches et les pauvres et la croissance économique axée exclusivement sur la richesse pétrolière et minérale ont pour effet de favoriser l'inégalité des chances au Canada. Il n'y a aucune valeur canadienne plus fondamentale que celle de l'égalité des chances. Il est temps que le gouvernement conservateur commence à collaborer avec les provinces pour régler certains de ces problèmes.

Les premiers ministres savent qu'ils ont un problème. Ils savent que l'Accord sur les soins de santé devra bientôt être renégocié, plus précisément en 2014 au plus tard. Cet accord a été renégocié pour la dernière fois en 2004. Je faisais partie du gouvernement Martin et, à l'époque, le budget du pays était excédentaire. Nous avons réussi à fournir 40 milliards de dollars aux provinces, l'investissement le plus important fait par un gouvernement fédéral de toute l'histoire canadienne.

• (1540)

En ce moment, nous ne sommes pas en situation excédentaire, les provinces non plus. Nous devons collaborer avec celles-ci pour trouver des solutions au vieillissement de la population, à l'augmentation du coût des soins de santé et au fossé qui sépare les régions riches et les régions pauvres dans notre pays. Voilà ce que le gouvernement devrait faire.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Madame la Présidente, je me rappelle lorsque le gouvernement a été élu en 2008. Nous étions alors au début de la pire récession depuis la Grande Crise. M. Magoo, inconscient du précipice au bord duquel il marchait, avait alors déclaré qu'il n'y avait aucun problème, que le monde allait bien et que nous n'étions pas en récession. Or, nous savions que nous nous trouvions en pleine récession structurelle. Les conservateurs avaient seulement prévu de couper les subventions aux partis politiques. C'était tout. Ils avaient juré de ne pas dépenser un sou pour contrer la récession. Puis, en trois mois à peine, ils avaient flambé 50 millions de dollars. Stupéfiant.

Lorsque je regarde ce budget, je vois M. Magoo affirmant que les conservateurs peuvent couper 4 milliards de dollars dans les dépenses sans éliminer un seul service et qu'ils parviendront à faire

toutes ces économies alors que l'économie mondiale est en chute libre.

Mon collègue n'a-t-il pas une impression de déjà vu étant donné que les conservateurs n'ont rien d'autre à proposer dans ce budget que s'attaquer encore une fois au financement des partis politiques? Ils ne proposent aucune mesure pour lutter contre la crise économique dans laquelle nous sommes toujours et ils ne sont pas honnêtes avec les Canadiens au sujet des compressions à venir.

Nous savons que les conservateurs vont mettre la hache dans la fonction publique dès que les journalistes détourneront leur intérêt de la Chambre.

• (1545)

**L'hon. Scott Brison:** Monsieur le Président, en fait il ne s'agit pas seulement de déjà vu, mais de déjà vu qui se répète. Je me souviens qu'à l'automne de 2008, le ministre des Finances de l'époque a présenté son budget. Pour équilibrer le budget, du moins en théorie, avec une erreur d'arrondissement de 100 millions de dollars en excédent, il s'était engagé à vendre pour 11 milliards de dollars de biens gouvernementaux.

Nous lui demandions sans relâche la liste des biens. En vérité, il n'y avait pas de liste parce qu'il n'avait aucune intention de vendre des biens. Cela ne s'est jamais concrétisé parce que les conservateurs n'en ont jamais eu l'intention. Cette façon de faire ressemble beaucoup au processus d'examen des dépenses. Une fois de plus, il n'y a pas de plan.

Je crains, tout comme le député sans doute, que les compressions des conservateurs reposent davantage sur une idéologie que sur des faits. Les conservateurs élimineront les programmes qu'ils n'aiment pas pour des raisons idéologiques afin de protéger ceux auxquels ils tiennent. Plutôt que de s'attaquer au superflu, ils risquent d'abolir des programmes dont un bon gouvernement a besoin pour aider de vrais Canadiens.

J'ai une dernière remarque. Le gouvernement pourrait collaborer avec les administrations provinciales sur un programme de services partagés afin de réduire les coûts administratifs. Ces efforts s'inscriraient dans le cadre d'un dialogue constructif entre les deux ordres de gouvernement en vue d'accroître la collaboration de manière à réduire les frais gouvernementaux et bien gérer les fonds publics.

**M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec grand intérêt mon collègue de Kings—Hants, qui n'a cessé de parler de plans à long terme. Les députés de l'opposition ont aussi critiqué le moment auquel nous avons décidé d'agir. Ils ont également déploré le fait que nous n'ayons pas fait de plans à long terme ou établi des objectifs sur deux ou trois ans, même si c'était impossible.

J'aimerais parler des compressions idéologiques, celles qu'ils n'aiment pas. Je me rappelle d'autres récessions beaucoup moins graves que celle avec laquelle nous avons récemment été aux prises. Je me rappelle que le parti dont le député est membre a atteint l'équilibre budgétaire en réduisant les paiements de transfert aux provinces en matière de santé. Il a fait de même pour les transferts relatifs à l'éducation. Il a aussi décimé les Forces canadiennes, tant et si bien qu'il était devenu embarrassant de porter l'uniforme en public. Nous ne procéderons pas de cette façon.

Le député peut-il m'expliquer pourquoi, selon lui, le fait de parler de compressions et de budget responsable constitue un commentaire idéologique?

*Le budget*

**L'hon. Scott Brison:** Madame la Présidente, mon collègue sait que lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir, il a dû composer avec un déficit record, qui était alors de 42 milliards de dollars, et il n'a eu d'autre choix que de diminuer les dépenses. Ce déficit était demeuré inégalé jusqu'à ce que le gouvernement conservateur accumule un nouveau déficit record de 56 milliards de dollars. Notre parti a dû contrôler les dépenses et faire des choix difficiles afin de remettre le pays sur les rails.

Ce n'est pas sans raison que le FMI et la communauté financière internationale affirment que tout gouvernement qui est aux prises avec des difficultés financières et souhaite les régler devrait prendre exemple sur ce que les libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin ont fait au Canada pendant les années 1990. En fait, c'est exactement ce que les groupes de réflexion canadiens répètent au gouvernement actuel.

En outre, lorsqu'il est question de prendre des décisions en s'appuyant sur des preuves, et non sur une idéologie, on voit bien que le programme de répression de la criminalité du gouvernement ne fonctionne pas. Nous avons constaté l'échec d'un tel programme aux États-Unis...

• (1550)

**La vice-présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît. Nous poursuivons le débat. La députée d'York-Ouest a la parole.

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Madame la Présidente, c'est un véritable plaisir pour moi de prendre la parole ici aujourd'hui. C'est la première fois depuis les élections du 2 mai.

Nul besoin de préciser que je tiens à remercier les extraordinaires habitants d'York-Ouest. Je viens de vivre mes sixièmes élections fédérales, et les électeurs de ma circonscription étaient là pour moi cette fois-ci comme ils étaient là pour moi les fois précédentes. Je leur suis très reconnaissante de la confiance qu'ils m'ont accordée, et je suis emballée à l'idée de représenter une circonscription aussi formidable.

Et même si on a souvent dit bien du mal du secteur Jane-Finch, c'est la seule circonscription du pays que je voudrais représenter, notamment parce qu'on y trouve tous ces gens merveilleux et aimants et que je suis fière de les représenter.

Je tiens également à remercier ma famille, mes petits-enfants, mes enfants et mon mari Sam, pour leur dévouement sans faille depuis 22 ans que je sers la cause publique. Ils ont toujours été là pour moi et je sais qu'ils le seront toujours. Tant que mes électeurs voudront de moi, je serai fidèle au poste. Quelle joie.

J'ai la chance de pouvoir compter sur des employés sensationnels. Tous les députés savent à quel point les employés sont importants. Je remercie donc Greg, Sam, Sonia, Antoinette et les autres, de même que le président de ma circonscription. Je les remercie tous de leur soutien continu.

C'est un plaisir d'être de retour à la Chambre. Nous vivons une situation intéressante, remplie de promesses d'avenir et de possibilités de croissance, et c'est extrêmement réjouissant.

Hier, le gouvernement a présenté son budget réchauffé à la Chambre et, par le fait même, à tous les Canadiens. Il n'y annonce à peu près rien de neuf, sinon pour dire qu'il compte s'attaquer aux subventions aux partis politiques, mais qu'est-ce qu'on peut y faire? Ce n'est pas vraiment un problème. Et nous réussirons à passer à travers. Nous sommes passés maîtres dans l'art de trouver des solutions aux problèmes difficiles.

Je dis « réchauffé », parce que, comme nous le savons tous, il s'agit du deuxième budget que le gouvernement nous présente en à

peine trois mois. Si c'est rare qu'un gouvernement dispose ainsi d'une deuxième chance, disons que nous vivons à une époque pour le moins extraordinaire.

Le gouvernement a présenté son premier budget en mars puis, parce qu'il a été reconnu coupable d'outrage au Parlement, nous avons tous consacré les semaines qui ont suivi à nous adresser directement aux Canadiens. Or, du moins théoriquement, les candidats étaient censés demander aux électeurs de se prononcer sur la direction — financière et sociale — que le pays devait prendre.

Dans ma circonscription, York-Ouest, le message qu'on m'a communiqué était très clair. Ce qui compte, c'est la création d'emplois, à temps plein et non pas à temps partiel, la réforme des pensions et les questions touchant les aînés. On a beaucoup parlé des aînés aujourd'hui. Il en a beaucoup été question lors de la dernière campagne. J'espère que nous entendrons parler davantage dans les prochaines années de l'importance de venir en aide à nos aînés et d'améliorer leur qualité de vie.

La question des fonds destinés à l'établissement des nouveaux arrivants revêt également beaucoup d'importance dans la circonscription de York-Ouest. Elle accueille un grand nombre de nouveaux arrivants, que nous apprenons pour la plupart à connaître par l'entremise de notre bureau. Les réductions du financement accordé pour l'aide à l'établissement ont beaucoup nui à la capacité des immigrants de s'établir rapidement pour pouvoir trouver du travail, parfaire leurs compétences linguistiques et faire le nécessaire pour obtenir les emplois qu'ils veulent, payer des impôts pour aider notre pays à prospérer et aussi s'épanouir avec leurs familles. Pour bon nombre d'entre eux, le manque de fonds consacrés à l'établissement a clairement compromis ces possibilités.

Ce sont là les questions qui ont été soulevées dans ma circonscription lorsque j'ai fait du porte-à-porte.

Toutefois, je dirais que la majorité des Canadiens sont d'avis que le budget des conservateurs présenté en mars 2011 ne proposait rien pour remédier à certains des principaux problèmes de manière concrète et significative.

Là encore, les conservateurs sont revenus à leur position traditionnelle, qui a été adoptée pour la première fois par l'ancien président américain Ronald Reagan, qui consiste à réduire les impôts et les programmes, à laisser les choses suivre leur cours et à attendre qu'elles se règlent d'elles-mêmes. Ce n'est clairement pas ainsi que les libéraux estiment que nous devrions gouverner le pays.

Le budget de 2011 mettait de toute évidence l'accent sur les sociétés les plus riches et les particuliers aux revenus les plus élevés. Même si j'appuie fortement les mesures conçues pour soutenir ceux qui ne se situent pas au bas de l'échelle des revenus, j'estime aussi que nous pouvons et devons faire davantage pour lutter contre la pauvreté et l'isolement au Canada. Laisser le sort des Canadiens les plus démunis entre les mains des marchés et des grandes entreprises me paraît inacceptable. Les gens qui ont besoin d'aide ont tout à fait le droit de s'attendre à ce que leur gouvernement leur vienne en aide.

• (1555)

Le gouvernement avait la possibilité de tenir compte de la rétroaction fournie pendant la récente campagne électorale pour améliorer la situation financière du Canada. En appliquant et en soutenant des mesures pour dissiper les préoccupations des nouveaux Canadiens et des aînés, le Canada aurait encore pu se vanter d'avoir une approche inclusive et compatissante à l'égard des problèmes. Le gouvernement avait une véritable occasion de mettre fin à la politique de la division, mais il ne l'a pas saisie.

### *Le budget*

Au contraire, ce second budget des conservateurs comprend une série de mesures, allant entre autres de modifications fiscales pour les grandes entreprises à des prévisions imprécises mais imminentes de coupes dans les programmes gouvernementaux. On pourrait dire que le budget est plus remarquable par ses omissions.

Le Canada est confronté au très sérieux problème d'une véritable réforme des pensions. Nombre d'ainés dont nous avons parlé plus tôt aujourd'hui n'ont pas eu d'instrument d'épargne pour leur retraite ou n'ont pas pu faire des économies suffisantes parce qu'ils étaient nouveaux venus au Canada et qu'ils devaient s'établir. Or, ils risquent de se retrouver dans la pauvreté à 65 ans si on ne modifie pas le système de retraite. Il faut s'attaquer à ce plan dès aujourd'hui, pas demain.

Le logement abordable constitue également un enjeu de taille au Canada, comme nombre d'entre nous l'avons constaté dans nos circonscriptions en discutant avec des aînés et avec des gens souffrant de problèmes mentaux qui se sont retrouvés dans la rue. Aucun député à la Chambre, quelle que soit son allégeance politique, ne souhaite ce genre de Canada. Nous devons collaborer pour trouver des solutions à ces problèmes très sérieux.

Pour ce qui est des crédits d'impôt remboursables pour les soins à domicile et d'autres secteurs où les Canadiens ont besoin d'un coup de main, un crédit d'impôt remboursable non imposable ne serait pas vraiment utile. Nous cherchons à aider des gens qui en ont besoin mais s'ils n'ont pas d'impôt à payer, comment obtiendraient-ils un remboursement?

Les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts ont besoin d'aide. J'ai rencontré beaucoup de gens qui voudraient continuer leurs études mais qui ont besoin de services de garderie pour pouvoir le faire. Ils veulent entrer dans la population active et réaliser leurs rêves comme tout le monde, mais ils ont besoin de services de garderie pour pouvoir continuer leurs études et ils ont besoin d'une aide pour les frais de scolarité.

C'est le rêve de tout le monde. Je ne crois pas que les gens aient envie de rester chez eux à attendre un chèque. Il faut leur tendre la main pour les aider à atteindre leurs objectifs. Mais c'est quelque chose que ne semble pas comprendre le gouvernement actuel, l'idée de tendre la main au lieu de faire l'aumône.

Quand on fait le calcul de l'aide aux aînés, comme il en est question dans le budget, on s'aperçoit que le 1,67 \$ ne va pas à tout le monde, mais seulement aux aînés qui sont admissibles, les plus pauvres d'entre les pauvres. C'est l'équivalent d'une bonne tasse de café par jour.

À propos de la réforme des pensions, nous avons proposé un Régime de pensions du Canada complémentaire, un remaniement du calcul du coût de la vie utilisé pour les pensions, et la création d'un organisme protégeant la valeur des pensions de retraite, entre autres. Ce sont des initiatives qui auraient vraiment fait évoluer les choses. Une fois de plus, je demande au gouvernement de laisser de côté son attitude partisane et d'aider les aînés, d'aider vraiment les Canadiens.

Le gouvernement a dépensé plus d'un milliard de dollars en faux lacs, en casse-croûte, en lotion pour les mains et en bâtons lumineux. Imaginez ce qu'on aurait pu faire avec ce milliard de dollars pour tous les gens en difficulté dans notre pays. Selon l'Association canadienne des individus retraités, 200 000 aînés vivent toujours dans la pauvreté. On aurait pu donner cet argent aux aînés pour les aider à sortir de la pauvreté. On ne serait plus obligés de dire qu'il y a encore des gens, surtout des aînés, qui vivent dans la pauvreté au Canada.

Le fond de ce débat, ce n'est pas le budget, ce sont nos priorités collectives pour l'avenir. Indépendamment des pensions, le Canada a des défis à relever dans des domaines comme l'intégration des nouveaux arrivants, comme je l'ai dit précédemment. Avant les élections, le gouvernement a sabré sommairement dans le financement des organismes de services d'établissement de tout le Canada, paralysant ainsi de nombreux groupes de services communautaires qui jouent un rôle essentiel dans d'innombrables communautés.

à York-Ouest, des groupes comme le Delta Family Resource Centre, les Northwood Neighbourhood Services et l'Afghan Association of Ontario, pour n'en citer que quelques-uns, fournissent depuis des années une aide linguistique, une aide pour l'emploi et un soutien culturel à des milliers de néo-Canadiens. À cause de la vision bornée du gouvernement, ces groupes ont reçu un coup dont ils ne se relèveront jamais. Et à cause de cela, des milliers de nouveaux Canadiens seront laissés à la dérive sans recevoir le soutien dont ils ont besoin pour devenir des membres productifs et prospères de notre société.

Dans le budget 2011, on parle du programme «Helmets to Hardhats», mais aucune somme n'y est allouée. Même chose en ce qui concerne l'aide pour les gens qui ont des titres de compétence étrangers. C'est facile de faire de beaux discours, mais il faut une véritable vision pour changer les choses.

• (1600)

**M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Madame la Présidente, comme on l'a mentionné tout à l'heure, nous savons que les libéraux ont toujours de bonnes intentions. Ils font toujours plein de promesses, mais une fois au pouvoir, ils n'accomplissent jamais rien. Ils ne font que récolter les fruits des immenses efforts déployés par leurs prédécesseurs.

Dans les années 1990, ils ont refilé toutes leurs compressions aux provinces, et ce sont elles qui ont fait tout le vrai travail. Grâce aux provinces, nous avons pu équilibrer le budget. Mais c'est aussi grâce au travail acharné d'un gouvernement conservateur dans les années 1980, l'instigateur de la TPS et du libre-échange, que les libéraux ont pu enregistrer bon nombre des budgets équilibrés dont ils aiment parler.

J'aimerais poser une question à la députée au sujet des fonds destinés à l'établissement des immigrants. Je viens d'une région du pays qui attire des milliers d'immigrants. Nous avons transféré ces fonds vers les régions où les immigrants s'installent et nous avons en fait augmenté ce financement.

Je me demande si la députée essaie de suggérer aux nouveaux immigrants qui s'installent dans ma circonscription qu'ils ne sont pas aussi importants que les immigrants ailleurs au pays et qu'ils devraient recevoir moins de fonds destinés à l'établissement que ceux qui sont à Toronto.

**L'hon. Judy Sgro:** Voilà une autre insulte, madame la Présidente. Il s'agit de la même attitude qui fait la renommée des conservateurs, à savoir diviser les collectivités et les opposer les unes contre les autres. Je suis heureuse d'apprendre que des néo-Canadiens s'installent dans la circonscription du député et qu'il a des fonds supplémentaires pour les appuyer, mais cela ne signifie pas qu'on doit enlever des fonds à ma circonscription pour les donner à la sienne.

**La vice-présidente:** À l'ordre. Je prierais la députée d'adresser ses observations à la présidence.



*Le budget*

**L'hon. Judy Sgro:** Madame la Présidente, il s'agit ici de bâtir. Il n'est pas question d'enlever d'un côté pour redonner de l'autre, ou l'inverse.

Je suis contente de constater qu'on est très strict à la Chambre aujourd'hui; c'est de bon augure pour l'avenir.

Je tiens à rappeler au député que, lorsque nous étions au pouvoir, en 1993, nous avons dû faire des compressions parce que nous avons hérité d'un déficit de 43 milliards de dollars du gouvernement conservateur précédent. Les provinces nageaient dans l'argent et s'en tiraient fort bien. Nous avons procédé aux compressions qui devaient être faites à cette époque et présenté des budgets équilibrés. Nous avons aussi laissé un excédent de 13 milliards de dollars, que les conservateurs ont maintenant dilapidé.

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Madame la Présidente, je tiens à remercier la députée d'avoir soulevé des questions importantes au sujet de la pauvreté. Elle a tout particulièrement parlé de la pauvreté chez les aînés.

J'aimerais revenir à un rapport publié en 2007 par le Conseil national du bien-être social. Il disait que le Canada n'avait aucune vision à long terme et aucun plan, que personne n'avait été désigné pour concevoir un plan, qu'aucune ressource n'était prévue en ce sens et qu'il n'existait aucun mécanisme convenu pour mesurer les résultats d'une stratégie de lutte contre la pauvreté. Une des recommandations du rapport incitait le gouvernement à adopter une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, dotée d'une vision à long terme, de cibles mesurables et d'un échéancier précis.

J'aimerais que la députée nous dise ce qu'elle pense du fait qu'en 2011, le Canada n'a toujours pas de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

**L'hon. Judy Sgro:** Madame la Présidente, nous n'avons pas encore vu de stratégie, alors je doute fort que nous en voyions une un jour.

J'ai parlé plus tôt du fait que, pour avoir une vision à long terme, il faut un gouvernement déterminé à changer sérieusement les choses et à enrayer la pauvreté dans ce pays. C'est bien beau d'investir dans les entreprises, notamment les petites entreprises, afin qu'elles soient prospères, mais nous devons également investir dans les gens du pays.

Je me rappelle d'une jeune femme que j'ai rencontrée qui en était à sa deuxième année d'université. Elle espérait avoir les moyens de terminer ses études afin de joindre la population active comme tout le monde. Tout ce qu'elle souhaitait, c'était travailler. C'est ainsi qu'elle concevait la réussite.

Afin de permettre à beaucoup d'autres de réussir, qu'ils soient nouveaux arrivants, qu'ils souffrent d'une maladie mentale, qu'ils n'aient pas accès à des possibilités ou qu'ils manquent d'encouragement, nous devons investir dans les gens de notre pays afin de devenir plus productifs.

• (1605)

**M. Paul Calandra:** Madame la Présidente, je veux demander des éclaircissements.

La députée a dit que, lorsque le gouvernement a dû faire des coupes unilatérales dans les années 1990, les provinces nageaient dans l'argent. Or, je veux juste rappeler à la députée que c'est le chef actuel du Parti libéral, à l'époque le premier ministre néo-démocrate sortant de la province de l'Ontario, qui nageait dans un déficit de 11 milliards de dollars. Le gouvernement ontarien dépensait environ 1 million de dollars de plus à l'heure qu'il en percevait.

Je me demande si c'est à ce genre de leadership que nous pouvons nous attendre de la part du Parti libéral au cours des quatre prochaines années et demie. Est-ce à ce genre de leadership que pensent les libéraux lorsqu'ils parlent des provinces qui nagent dans l'argent? Est-ce pour cette raison que les libéraux ont sabré unilatéralement 25 milliards de dollars dans les soins de santé?

**L'hon. Judy Sgro:** Madame la Présidente, cette province n'était manifestement pas aussi bien nantie que certaines autres. Je suis absolument ravie de la personne qui est à la tête du Parti libéral. J'ai bien hâte que le parti puisse présenter ses plans d'avenir, qui seront responsables sur le plan fiscal et progressistes sur le plan social. Je suis très fière du chef qui a été choisi.

**M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC):** Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier les habitants de Kitchener—Conestoga de m'avoir réélu au Parlement pour défendre leurs intérêts, et à féliciter tous les députés de leur élection à la Chambre.

Je remercie spécialement tous ceux qui m'ont aidé pendant la campagne: ma famille, mes enfants, mes petits-enfants, mon équipe, John, Linda, David, Scott, Beverly, Doug et bien d'autres, et aussi l'association de circonscription, en particulier son président.

Je tiens également à souligner la contribution de centaines de bénévoles, qui m'ont permis de profiter du grand honneur et du privilège de siéger à la Chambre des communes.

Je m'en voudrais également de ne pas saluer les efforts que déploient le personnel de mon bureau de circonscription et de mon bureau à Ottawa entre les campagnes. Les questions qu'ils traitent quotidiennement me permettent de représenter ma région et de répondre à bon nombre de demandes d'aide provenant de mes électeurs.

Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley.

Je prends la parole aujourd'hui pour appuyer le budget de 2011, la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. Je suis heureux de dire que ce budget est très similaire à celui qui a été déposé le 22 mars et que les partis de l'opposition ont choisi de ne pas débattre pour nous contraindre à tenir des élections inutiles.

Par leur vote, les citoyens ont exprimé leur mécontentement devant l'action de l'opposition. Je reviens à la Chambre non seulement au sein d'un gouvernement majoritaire, mais aussi doté du plus fort mandat que j'aie eu au cours de trois élections. Je comprends l'intention des électeurs. Je sais ce qui les a portés à agir ainsi. Ils me l'ont dit lorsque j'ai frappé à leur porte. J'ai parlé à des milliers d'entre eux au cours des cinq semaines de la campagne électorale.

Les Canadiens s'inquiètent de la situation économique. Ils craignent pour leur emploi et se demandent si leurs enfants trouveront facilement leur premier emploi s'ils sont grevés de dettes. Ils s'interrogent sur l'accès de leurs parents aux soins de santé et sur les moyens de rembourser leur hypothèque ou de payer leur loyer.

Lorsque les électeurs ont eu à choisir entre un plan proposant des impôts bas pour stimuler la croissance et l'emploi et les manœuvres politiques de l'opposition, ils ont voté en faveur des dirigeants qui leur ont assuré sept trimestres consécutifs de croissance économique, une augmentation nette de plus d'un demi-million de nouveaux emplois depuis juillet 2009 et la plus forte position financière parmi les économies avancées du monde.

### Le budget

Les députés de ce côté-ci de la Chambre avaient pour plate-forme électorale les réalisations du gouvernement et le budget proposé le 22 mars. Ce budget promettait d'appuyer la création d'emplois de différentes façons, qu'on retrouve toutes dans le budget à l'étude, d'étendre la déduction pour amortissement, d'améliorer les programmes qui aident les employeurs à garder leurs travailleurs qualifiés, de reconduire les programmes d'aide aux chômeurs, d'encourager les petites entreprises à créer de l'emploi et à croître et d'appuyer les jeunes entrepreneurs.

Dans la région de Waterloo, le budget du 22 mars avait été bien accueilli. Feridun Hamdullahpur, président de l'Université de Waterloo, a dit que notre prospérité future dépendait de l'innovation et de la recherche. Nos universités seront à la fine pointe dans ce domaine, grâce à ce budget.

Ce budget promettait d'appuyer les familles et les collectivités, tout comme le budget déposé hier, grâce au renforcement du SRG, des crédits d'impôt d'appui aux programmes d'art pour les enfants, aux pompiers volontaires et aux aidants naturels.

L'appui aux pompiers volontaires est très important. Ces gens sont souvent aux premières lignes lorsque des urgences graves se produisent dans nos collectivités. Je crois qu'ils méritent le respect de tous les députés et, en fait, de tous les Canadiens.

Le budget prévoyait également un appui aux aidants naturels pour que des familles telles que les Simpson de la région de Waterloo – dont le fils est atteint de paralysie cérébrale et aura besoin de soins pendant toute sa vie – puissent plus facilement joindre les deux bouts.

Lorsque l'opposition a rejeté la chance qui lui était offerte de débattre ce budget en mars, elle a manqué une occasion. Toutefois, grâce à la sagesse des Canadiens, elle a maintenant une seconde chance de formuler des critiques, de proposer des modifications et d'adopter un budget qui permettra au Canada de maintenir son leadership sur la scène mondiale.

Avant d'expliquer les raisons pour lesquelles je crois que ce budget constitue la meilleure voie à emprunter pour l'économie canadienne, je voudrais prendre quelques instants pour parler d'éléments qu'on ne trouve ni dans le budget ni dans le discours du Trône présenté la semaine dernière.

• (1610)

Comme je l'ai mentionné, c'est la troisième fois que je suis élu. Pendant chacune des campagnes électorales qui ont mené à mon élection, certains adversaires d'autres partis ont dit aux électeurs qu'ils devaient craindre le Parti conservateur et un gouvernement conservateur majoritaire. Récemment, mes électeurs se sont fait dire qu'une majorité conservatrice passerait de la bonne gouvernance et de la gestion prudente que nous avons offertes aux Canadiens à la réalisation d'intentions secrètes.

Tout au long de trois campagnes maintenant, notre parti s'est défendu contre des accusations semblables, des accusations selon lesquelles si nous étions élus à la majorité, le Canada et les Canadiens seraient d'une manière ou d'une autre affligés par de viles actions que commettrait notre parti. Voilà pour les accusations.

Un gouvernement conservateur majoritaire national stable gouverne maintenant notre grand pays, mais, contrairement aux prédictions des prophètes de malheur, le gouvernement fait exactement ce qu'il a dit qu'il ferait: proposer des impôts bas pour stimuler l'emploi et la croissance.

Contrairement à la campagne de peur à laquelle les Canadiens ont été exposés, le budget montre que le gouvernement remplira les

promesses qu'il a faites aux Canadiens. Il continuera de s'attacher à créer des emplois maintenant et à stimuler la croissance à long terme.

Les Canadiens ont vu au-delà des prédictions alarmistes. Ils ont vu un parti luttant contre la récession et une opposition officielle luttant contre la reprise. Les Canadiens ont vu où nous concentrons nos efforts et nous ont reportés au pouvoir forts d'une nette majorité. Pendant ce temps, les Canadiens ont jugé que l'ancienne opposition officielle n'était pas à la hauteur et elle a été reléguée au rang de troisième parti pour la première fois de son histoire. Plus de quatre Canadiens sur cinq ont voté contre les politiques intéressées des libéraux. Plus de 80 p. 100 des Canadiens ont voté contre ces politiques.

Les Canadiens ont maintenant un gouvernement majoritaire et aussi une nouvelle opposition dévouée. Je félicite le député de Toronto—Danforth pour la réussite de son parti. Bien que je sois en désaccord à bien des égards avec l'opposition officielle, je ne doute pas qu'elle agisse dans l'intérêt du Canada plutôt que dans ses propres intérêts.

Toutefois, je m'écarte du sujet.

Le budget du 22 mars, tout comme celui présenté hier par le ministre des Finances, traçait une voie claire pour améliorer la vie des Canadiens aujourd'hui tout en nous positionnant pour assurer notre stabilité et notre croissance futures. Encore une fois, le présent budget est louangé dans la région de Waterloo. La Chambre de commerce de la grande région de Kitchener-Waterloo était particulièrement heureuse de voir le gouvernement aller de l'avant avec un crédit au titre de l'embauche pour les petites entreprises applicable à leurs cotisations d'assurance-emploi.

Le premier vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Dan Kelly, a dit: « Nous estimons que bien des dispositions dans ce budget aideront certaines petites entreprises à sortir de la récession en meilleure posture. »

Je sais qu'il est facile de rejeter du revers de la main l'opinion des gens d'affaires. Je suis cependant convaincu que les députés du troisième parti vont reconnaître les noms d'anciens candidats libéraux parmi ceux des gens qui ont dit du bien du budget d'hier. Le président du regroupement des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités, Carl Zehr, ainsi que le nouveau président de la fédération, Berry Vrbanovic, ont tous deux remercié le gouvernement d'avoir donné suite à ses engagements.

Grâce au gouvernement conservateur, le transfert de la taxe sur l'essence deviendra permanent. De plus, le gouvernement conservateur élaborera, en collaboration avec les municipalités, un programme d'infrastructure à long terme qui, comme l'a fait remarquer M. le maire Zehr, prévoit la construction de routes traditionnelles, de ponts, de réseaux d'aqueduc et d'autres infrastructures dont les villes et les villages ont besoin.

Il est vrai que le document présenté hier n'est pas identique à celui du 22 mars. En forçant la tenue d'élections, les partis de l'opposition ont donné au gouvernement l'occasion d'aller chercher de nouveaux mandats. Nous nous sommes engagés, dans notre programme électoral, à mettre fin aux subventions aux partis politiques.

Dans son édition d'aujourd'hui, le quotidien de notre région, le *Waterloo Region Record*, résumait on ne peut mieux les raisons pour lesquelles nous devrions mettre un terme à cette aide sociale versée aux partis politiques. On y lisait que le meilleur argument en faveur du changement annoncé est le fait que les partis politiques ne devraient pas pouvoir compter d'office sur l'appui financier des contribuables.

*Le budget*

Dans son programme électoral, notre parti s'est aussi engagé à renouer avec les excédents budgétaires un an plus tôt que prévu. Les dépenses créant un déficit cesseront en 2014, et nous sommes déterminés à dégager les économies nécessaires pour atteindre cet objectif.

Nous ne commettrons pas les mêmes erreurs que le gouvernement libéral précédent. Les Canadiens ont tourné la page et ils sont prêts à clore ce chapitre. Nous protégerons les paiements de transfert pour la santé et l'éducation, mais nous renouerons malgré tout avec les excédents budgétaires. Selon la chambre de commerce, le budget de 2011 nous confère la marge de manoeuvre financière dont nous avons besoin pour garantir notre compétitivité à long terme.

Enfin, j'ai entendu le chef du troisième parti dire d'un ton moqueur que ce budget, c'est du déjà vu. Les Canadiens nous ont peut-être justement élus à cette fin précise: stimuler la croissance et l'emploi en maintenant les impôts à un niveau peu élevé.

• (1615)

**M. Jasbir Sandhu (Surrey-Nord, NPD):** Madame la Présidente, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, grâce à l'appui que m'ont témoigné les électeurs de Surrey-Nord. Je tiens d'ailleurs à profiter de l'occasion pour les remercier de m'avoir donné la possibilité de les représenter à la Chambre des communes.

Le gouvernement affirme qu'il veut lutter contre la criminalité, mais une fois de plus, nous constatons que le budget ne contient que des engagements vraiment mineurs dans des domaines qui nécessitent d'importants investissements, notamment la prévention du crime. Le gouvernement n'y a octroyé que quelques millions de dollars, et ce, même s'il entend consacrer des milliards de dollars aux nouvelles prisons. Les services aux victimes font aussi les frais des compressions du gouvernement. Les investissements proposés ne seront pas suffisants.

La sécurité de nos collectivités, partout au pays, est un enjeu de taille, mais le gouvernement préfère construire des mégaprisonniers au lieu d'investir comme il se doit dans les programmes de prévention du crime destinés aux jeunes et d'accorder à la GRC les sommes dont elle a besoin pour lutter contre le crime organisé.

Le député pourrait-il m'expliquer pourquoi le gouvernement continue d'ignorer les préoccupations réelles de la population en ce qui concerne la criminalité et la violence des gangs dans nos collectivités et ne cesse de faire des coupes dans les programmes de prévention et d'aide aux victimes, alors qu'il dépense des milliards de dollars pour construire des prisons?

**M. Harold Albrecht:** Madame la Présidente, je désire féliciter mon collègue d'avoir été élu comme député à la Chambre. Je sais qu'il aura beaucoup de plaisir à y représenter sa circonscription.

Je désire souligner que le gouvernement conservateur croit qu'il est nécessaire d'adopter une démarche équilibrée en ce qui concerne la prévention du crime. Nous convenons que bon nombre de programmes de prévention du crime sont nécessaires, et nous les avons appuyés avec enthousiasme. Nous avons beaucoup investi dans la stratégie antidrogue et de nombreux autres programmes de prévention du crime. J'ai personnellement travaillé avec différents groupes de ma circonscription qui jouent un rôle clé dans les programmes de prévention du crime et obtiennent des résultats positifs.

Cela dit, nous ne pouvons pas nous contenter de miser uniquement sur les programmes de prévention, sans reconnaître que nous devons également protéger les victimes. Il est tout aussi important d'appuyer les initiatives qui permettent la réhabilitation

d'une personne qui a commis un crime et qui demeure emprisonnée suffisamment longtemps pour suivre un tel programme, car elles permettent de protéger les collectivités.

**L'hon. Gerry Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai beaucoup apprécié le débat jusqu'ici. J'aimerais cependant qu'on réponde à une question bien simple. Le député et le gouvernement tirent-ils satisfaction de savoir qu'à cause d'eux, les aînés qui gagnent entre 4 000 \$ et 16 000 \$ n'auront pas tous droit à l'augmentation promise du Supplément de revenu garanti?

Il y a une chose qui doit être tirée au clair. Je l'ai fait dans ma circonscription durant les élections, mais cela n'a pas nécessairement été fait dans le reste du pays. Selon ce qui est actuellement promis, ce ne sont pas tous les gens qui touchent actuellement des prestations du Supplément de revenu garanti, c'est-à-dire tous les aînés dont le revenu annuel est de 16 000 \$ ou moins, qui vont avoir droit à une augmentation, car l'augmentation promise vise uniquement les aînés qui gagnent entre 4 000 \$ et 7 000 \$ ou moins. L'aîné dont le revenu est de 4 000 \$ par année, sans compter les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, n'aura pas droit au 1,67 \$ promis, mais seulement à une partie de ce montant. Et, si jamais il ose gagner plus de 7 000 \$ par année, il n'aura droit à rien.

Le gouvernement se fait-il particulièrement plaisir en présentant une politique comme celle-là?

• (1620)

**M. Harold Albrecht:** Madame la Présidente, tous les députés voudraient en faire plus pour les aînés, surtout pour ceux qui ont contribué à façonner notre pays et à qui l'on doit les nombreux avantages dont nous jouissons aujourd'hui. Or, il ne faut pas oublier que le Supplément de revenu garanti n'a pas été rajusté depuis 25 ans environ. À l'époque où les libéraux étaient au pouvoir, ils auraient pu faire quelque chose. Nous, au moins, avons commencé à combler quelques-unes des lacunes les plus graves.

Il va sans dire que nous ne nous arrêterons pas là. Les nombreuses initiatives que nous avons mises en oeuvre avant aujourd'hui pour venir en aide aux aînés ont été bien accueillies. Quand je fais du porte-à-porte, ce sont les aînés qui appuient le plus chaleureusement les changements amorcés depuis quelques années par le gouvernement conservateur. Le fractionnement du revenu de pension a particulièrement aidé les aînés à surmonter ce problème.

**M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC):** Madame la Présidente, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les élections, je souhaite remercier les résidents de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley de m'avoir une fois de plus manifesté leur appui en me réélisant au Parlement.

Je souhaite aussi féliciter tous les députés et tous mes collègues de leur réélection, et féliciter aussi les équipes de campagne qui ont travaillé d'arrache-pied jour et nuit pour assurer leur réélection.

Nous chérissons tous le processus démocratique. Les gens qui se présentent aux élections, qu'ils réussissent ou non, méritent tous d'être félicités de leur effort.

J'encourage tous les députés à appuyer cet excellent budget, car je crois que c'est le bon budget pour le Canada.

### *Le budget*

L'une des grandes priorités de ce budget de 2011 est l'engagement du gouvernement à réduire les impôts. C'est Winston Churchill qui a dit: « À notre avis, un pays qui essaie d'atteindre la prospérité par les impôts, c'est comme un homme debout dans un seau qui essaie de se soulever en tirant sur la poignée. » Les Canadiens le savent. Ils savent qu'il faut garder les impôts bas pour faire prospérer l'économie et créer des emplois.

C'est précisément ce que fait ce budget. Il réduit les impôts des créateurs d'emplois. Il réduit les impôts des familles qui inscrivent leurs enfants à des activités artistiques. Il réduit les impôts des pompiers volontaires. Il réduit les impôts des gens qui restent à la maison pour s'occuper d'un parent ou d'un enfant qui a une déficience. Il efface aussi les emprunts d'études des médecins et des infirmières qui s'installent dans des zones rurales pour apporter des services de santé dont a bien besoin la population en difficulté des collectivités rurales.

C'est un budget dont Winston Churchill aurait été fier. Il maintient des impôts peu élevés, il investit dans des projets d'importance nationale et il confirme l'image d'un Canada qui est l'un des meilleurs endroits où vivre dans le monde entier. Il vient en aide aux familles et aux collectivités pour permettre à tous les Canadiens d'avoir un haut niveau de vie et préserver la vitalité et la sécurité de nos collectivités. Il investit dans l'innovation, l'éducation et la formation. Il encourage la recherche dans les technologies de pointe et il donne aux Canadiens la possibilité et la motivation d'acquérir les compétences exigées par les emplois du marché du travail contemporain. Il préserve aussi notre avantage financier pour nous permettre d'investir dans les priorités des Canadiens et de maintenir la forte croissance de l'économie canadienne.

Aux familles, il apporte un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants, d'une valeur de 500 \$. C'est de l'argent qu'on donne aux gens pour encourager leurs enfants à avoir des activités artistiques et communautaires, par exemple s'inscrire chez les scouts, les louveteaux, les guides, faire du théâtre ou entreprendre des activités artistiques. C'est un atout considérable pour nos jeunes et leurs parents qui ont du mal à payer les frais d'inscription. C'est quelque chose que le gouvernement fédéral peut faire pour les aider un peu.

Il y a un nouveau crédit d'impôt pour aidants familiaux de 2 000 \$ pour les gens qui restent à la maison et renoncent à leur revenu pour s'occuper d'un parent qui a une déficience ou d'un enfant en difficulté à l'école ou handicapé. Il faut aider ces gens qui sont prêts à renoncer à leur emploi pour rester à la maison et s'occuper d'un membre de leur famille.

Il y a un crédit d'impôt amélioré pour frais médicaux. C'est un crédit de 10 000 \$ pour les familles qui en ont désespérément besoin au moment où elles en ont le plus besoin.

Le budget permettra aussi à des étudiants à plein temps de gagner plus sans que leur prêt d'études n'en souffre. C'est une bonne initiative pour les jeunes de tout le pays.

Pour les petites entreprises, il y a un nouveau crédit à l'embauche de 1 000 \$, sous forme de dispense de cotisations d'assurance-emploi. Cela permettra à plus d'un demi-million de petites entreprises de financer le recrutement d'un nouvel employé.

Je souhaite aussi féliciter le ministre des Finances d'avoir prolongé l'application de la déduction pour amortissement accéléré pour le secteur de la fabrication et de la transformation, une mesure très importante pour ma communauté. Cela aidera de nombreuses entreprises manufacturières du Canada et protégera les emplois.

Il y a aussi 10 millions de dollars supplémentaires pour un programme de travail partagé. Des entreprises comme Stanfield's, dans ma ville, Truro, y ont eu recours. Cela leur permet de garder leurs employés parce que le gouvernement assume une partie des coûts liés à ceux-ci. Les industries de secteurs à forte fluctuation comme l'industrie textile pourront ainsi garder leurs employés en période difficile afin de pouvoir compter sur eux quand le marché reprendra.

Pour les agriculteurs des zones rurales du pays, il y a une initiative de 50 millions de dollars pour l'innovation agricole. Le budget prévoit une augmentation annuelle de 500 millions de dollars pour Agriculture et Agroalimentaire Canada et crée un investissement d'un milliard de dollars pour les programmes de stabilisation du revenu des agriculteurs.

Le crédit d'impôt de 3 000 \$ pour les pompiers volontaires est l'un des points forts les plus importants de ce budget pour les communautés rurales. Notre gouvernement sait bien que de nombreuses communautés rurales du Canada ont du mal à préserver leur service de lutte contre l'incendie.

Les communautés rurales qui rapetissent ont du mal à attirer des pompiers volontaires. C'est un cercle vicieux, car moins il y a de jeunes dans une communauté, plus le bassin de volontaires diminue. Par endroits, les gens ont de la difficulté à s'assurer parce que la communauté n'a pas une bonne protection contre les incendies. Si une jeune famille qui veut s'installer dans une petite communauté rurale pour élever ses enfants s'aperçoit qu'elle ne peut pas assurer sa maison parce qu'il n'y a pas un service suffisant de lutte contre les incendies, elle s'établira ailleurs. C'est catastrophique pour de nombreuses petites communautés dans tout le pays.

● (1625)

Ma circonscription compte 33 services d'incendie et, parmi eux, 30 sont formés uniquement de volontaires. Le territoire de la circonscription couvre une superficie de 18 000 kilomètres carrés, et 98 p. 100 de ce territoire est protégé uniquement par des pompiers volontaires qui donnent de leur temps pour suivre la formation nécessaire et qui risquent leur vie pour protéger les biens des autres. Nous avons une grande dette envers eux.

Le présent budget constitue une partie de la solution puisqu'il prévoit une exemption d'impôt de 3 000 \$ qui permettra aux pompiers volontaires de conserver 450 \$ dans leurs poches et leur remboursera en partie l'argent qu'ils investissent eux-mêmes pour aider et protéger leurs concitoyens. Nous sommes d'avis que le gouvernement ne devrait pas bénéficier financièrement des activités de ces volontaires, et cette mesure est un début pour remettre en état la protection contre les incendies dans les régions rurales du pays.

Nous investissons dans des domaines clés comme l'innovation et la recherche dans les universités et les collèges, ce qui explique que ces établissements d'enseignement se soient dits si clairement favorables au budget.

De nouvelles sommes d'argent sont prévues dans le budget pour la recherche et le développement. Plus de 50 millions de dollars sont prévus au cours des cinq prochaines années pour favoriser la création de 10 nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada, comme celle de l'école d'agriculture de la Nouvelle-Écosse, dans ma circonscription.

Une somme additionnelle de 65 millions de dollars est prévue pour que Génome Canada puisse poursuivre son travail. C'est un financement qui était réclamé par les quatre partis politiques aux Communes avant les élections.

*Le budget*

Une somme de 60 millions de dollars sur trois ans est prévue pour attirer des étudiants dans les disciplines clés liées à l'économie numérique, l'un des secteurs de notre économie qui connaît la plus forte croissance.

Je ne voudrais pas oublier les personnes âgées, parce qu'elles constituent une partie importante du pays. Elles appartiennent à des générations qui ont consenti des sacrifices pour faire du Canada le grand pays qu'il est devenu. Une somme de 300 millions de dollars a été ajoutée au financement du programme de Supplément de revenu garanti, ce qui mettra davantage d'argent à la disposition des moins bien nantis parmi les personnes âgées, c'est-à-dire celles qui ont besoin de leurs prestations de sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti pour vivre. La hausse sera de 600 dollars pour une personne âgée vivant seule et de 840 dollars pour les personnes âgées admissibles qui vivent en couple. Comme la Chambre le sait, c'est une mesure qui a été réclamée par les partis et qui a été fortement appuyée par notre caucus. J'invite tous les partis et tous les députés à appuyer cette mesure lorsque viendra le temps du vote sur le budget.

De plus, j'aimerais souligner que le programme écoÉNERGIE Rénovation a été reconduit, ce qui permettra aux Canadiens, y compris de nombreuses personnes âgées, de réduire à la fois leur empreinte carbone et leurs dépenses d'approvisionnement en énergie.

Le budget annonce aussi la fin des déficits. En plus d'abaisser les impôts et de faire des investissements ciblés, le budget permettra au Canada d'éliminer ses déficits. Le gouvernement terminera un examen stratégique de ses dépenses et trouvera celles qui sont inefficaces afin que nous puissions équilibrer le budget un an plus tôt que prévu.

Contrairement au Parti libéral, qui, au milieu des années 1990, a dévasté les transferts aux provinces au titre de la santé et de l'éducation, nous ne ferons pas cela. La voie choisie par les libéraux avait entraîné la fermeture d'hôpitaux et d'écoles et la mise à pied d'enseignants. Nous avons choisi de rechercher d'abord au sein du gouvernement fédéral les dépenses inefficaces et nous le ferons.

J'utiliserai le temps qui me reste pour citer des organisations qui ont exprimé fermement leur appui pour le budget.

La Chambre de commerce du Canada applaudit le budget des bas impôts. Elle a déclaré:

En raison du faible taux d'imposition des sociétés, le Canada jouit d'un climat économique propice aux investissements privés ainsi qu'aux investissements étrangers, nous félicitons le gouvernement d'avoir su garder le rythme de croisière.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a aussi appuyé le budget. Elle appuie le crédit d'impôt pour l'embauche de chômeurs. Elle a déclaré:

La FCEI fut très heureuse de constater l'annonce dans le budget de 2011 d'un crédit à l'embauche pour les petites entreprises, qui constituait sa priorité budgétaire cette année. Comme le budget prévoit des hausses successives des taux d'AE au cours des trois prochaines années, ce crédit constitue une excellente mesure pour aider les PME à accroître leur main-d'œuvre.

L'Association canadienne des individus retraités a déclaré qu'elle était très heureuse de voir une augmentation du supplément de revenu garanti. Elle a déclaré qu'il s'agissait d'une demande qu'elle avait faite maintes fois déjà et qu'on en avait finalement tenu compte.

L'Association canadienne des policiers a déclaré:

La confirmation du gouvernement conservateur, relativement au renouvellement de l'investissement dans le Fonds de lutte contre les activités de gangs [...] aidera à fournir aux divers corps policiers du pays les outils et ressources dont ils ont besoin pour cibler les jeunes à risque et les garder loin de l'appât du gain qu'offre le milieu du crime organisé.

L'Association canadienne des chefs de pompiers a déclaré:

L'Association canadienne des chefs de pompiers (ACCP) félicite le gouvernement fédéral d'avoir réintroduit un crédit d'impôt de 3 000 \$ pour les pompiers volontaires dans le budget fédéral de 2011. Nous sommes ravis [...] Cette mesure aidera à recruter et à garder des pompiers volontaires dans tout le Canada pour protéger les Canadiens et nos collectivités.

• (1630)

L'Alliance canadienne des associations étudiantes a déclaré:

L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est ravie de constater que des réformes positives ont été apportées au Programme canadien de prêts aux étudiants, telles qu'une augmentation du revenu en cours d'études qui sera exonéré, un meilleur accès pour les étudiants à temps partiel [...]

**La vice-présidente:** À l'ordre. Je regrette de devoir interrompre le député. Je l'invite à terminer ses observations dans sa réponse aux questions.

Le député de Vaudreuil-Soulanges a la parole.

[Français]

**M. Jamie Nicholls (Vaudreuil-Soulanges, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais d'abord remercier les électeurs de Vaudreuil-Soulanges qui m'ont envoyé ici, à la Chambre des communes.

Aujourd'hui, j'aimerais m'intéresser à la taxe sur l'essence et à l'infrastructure. Nous applaudissons le gouvernement qui veut rendre permanente la taxe sur l'essence. Toutefois, selon notre parti, cette taxe devrait être indexée sur l'inflation. Outre la taxe sur l'essence, je voudrais demander au gouvernement ce qu'il attend pour régler le déficit infrastructurel, qui s'élève à 123 milliards de dollars. Cela presse. On doit agir dès maintenant et s'en occuper dans le budget.

[Traduction]

**M. Scott Armstrong:** Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à mon collègue. La Chambre est un haut lieu de la démocratie et, parfois, nous nous disputons au sujet des orientations et nous manifestons notre désaccord. Néanmoins, nous convenons tous que le Canada est un pays, uni d'un océan à l'autre. Tous les députés s'entendent pour dire que le Canada est un pays uni et que c'est dans ce contexte que nous évoluerons au cours du prochain siècle.

Je conviens tout à fait que nous devons prendre des mesures décisives afin de veiller à ce que la reconstruction des infrastructures de notre pays se poursuive. C'est pourquoi nous avons mis en oeuvre le Plan d'action économique, dans le cadre duquel nous avons versé plusieurs millions de dollars aux municipalités, pour réaliser des projets provinciaux et municipaux, afin de nous doter d'infrastructures modernes pour l'avenir.

La Fédération canadienne des municipalités appuie notre budget. À preuve, voici un extrait de son communiqué:

Nous félicitons le gouvernement du Canada d'avoir pris l'engagement dans le budget d'aujourd'hui d'élaborer un nouveau plan à long terme pour les infrastructures en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités, les provinces, les territoires et le secteur privé.

Le gouvernement travaille pour les municipalités, les provinces et le secteur privé, afin de reconstruire les infrastructures du Canada.

[Français]

**Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD):** Madame la Présidente, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. J'aimerais donc tout d'abord remercier les gens de la circonscription d'Abitibi—Témiscamingue qui m'ont envoyée ici. C'est un grand honneur pour moi de les représenter.

Dans son budget, le gouvernement nous parle de la mesure visant le remboursement de la dette d'études des nouvelles infirmières travaillant en région éloignée, mais le système de santé en entier souffre de la pénurie de personnel.

### *Le budget*

Qu'est-ce que ce gouvernement a à offrir aux infirmières qui travaillent depuis plusieurs années et qui tiennent le système de santé publique à bout de bras, alors qu'elles font plusieurs quarts supplémentaires de 16 heures, souvent obligatoires, et qu'elles ne voient pas leurs enfants grandir?

[Traduction]

**M. Scott Armstrong:** Madame la Présidente, le gouvernement appuie, sans réserve, les infirmières, les médecins et les autres professionnels de la santé qui fournissent d'excellents soins de santé partout au pays. Nous nous sommes engagés en faveur d'un solide système public de soins de santé dans nos provinces. D'ailleurs, nous n'en avons pas simplement parlé, nous avons pris des mesures concrètes en ce sens.

Nous avons respecté les engagements pris dans la Loi canadienne sur la santé et les accords conclus il y a près de dix ans. Nous avons annoncé que nous continuerons à augmenter de 6 p. 100 par année les montants alloués aux provinces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé. Nous aiderons toutes les provinces à bien travailler, à perfectionner leurs méthodes et à continuer à fournir d'excellents soins de santé partout au pays.

• (1635)

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, le député a fait référence aux soins à domicile. La première chose qui m'est venue à l'esprit à ce sujet, c'est qu'il y a un simple crédit d'impôt, et non un crédit d'impôt remboursable.

Le député conviendrait-il qu'en procédant ainsi, le gouvernement retire à ceux qui en ont le plus besoin la possibilité de profiter d'une aide? Bon nombre d'entre eux ne peuvent pas profiter du programme parce qu'il s'agit d'un crédit d'impôt.

Le député ne voit-il pas l'utilité de le convertir en crédit d'impôt remboursable afin qu'un plus grand nombre de personnes soient visées par le budget?

**M. Scott Armstrong:** Madame la Présidente, c'est la première fois qu'un gouvernement canadien instaure un crédit d'impôt pour venir en aide aux gens qui restent à la maison pour prendre soin d'un parent ou d'un enfant handicapé. Ces personnes renoncent à des revenus pour rester à la maison et aider leur famille. C'est une initiative que nous devons appuyer, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a pris des mesures vigoureuses. Nous voulons bien entendu toujours faire plus. Il y a probablement d'autres programmes qui pourraient être mis en place. Cependant, je pense que tous les députés peuvent reconnaître que c'est un bon départ et que le crédit d'impôt est la première étape à suivre en vue de les aider.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais vous informer tout de suite que j'entends partager mon temps de parole avec mon collègue de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

Ce n'est pas la première fois que je me lève à la Chambre, c'est la deuxième car j'ai déjà eu l'occasion de le faire. C'est toutefois la première fois que j'ai vraiment le temps de remercier les citoyens et citoyennes de Rosemont—La Petite-Patrie, qui m'ont fait l'honneur de me faire confiance le 2 mai. Je veux tout de suite leur assurer que je vais travailler d'arrache-pied au cours des quatre prochaines années pour défendre leurs intérêts, et défendre les services publics au Québec et au Canada.

Je profite aussi de l'occasion pour saluer les élèves de quatrième année et de sixième année de l'école primaire La Mennais, qui ont eu la bonne idée de m'inviter à la suite de ma victoire électorale du

2 mai. Je les ai rencontrés à l'école, et ils m'ont posé des questions pendant une heure et demie. Si la période des questions à la Chambre des communes est difficile, on constate qu'on a une très bonne relève dans nos écoles au Québec, parce que les élèves étaient vraiment excellents.

Je suis très fier de représenter les gens de Rosemont—La Petite-Patrie. C'est une circonscription urbaine formidable et densément peuplée, où les gens sont très impliqués dans leur communauté. Il y a un foisonnement de groupes communautaires et la société civile y est très riche. C'est vraiment exemplaire. Je rencontre des gens formidables qui se donnent à fond pour s'entraider et aider les gens autour d'eux. Il faut saluer le travail de gens comme ceux de la Corporation de développement communautaire de Rosemont, de la Corporation de développement économique et communautaire (CDEC) de Rosemont, qui fait des choses extraordinaires, et du Regroupement des tables de concertation de la Petite-Patrie, situé dans l'ouest de la circonscription.

Il y a de grandes réussites dans Rosemont, et c'est grâce aux gens du milieu qui s'impliquent, comme ceux du Technopôle Angus et du Campus des technologies de la santé. Ce sont des voies d'avenir, et je suis très fier de penser que je vais travailler avec ces gens au cours des prochaines années.

C'est également une circonscription qui fait face à de grands défis, comme la pauvreté. C'est une circonscription où la moyenne des revenus est plus faible que la moyenne sur l'île de Montréal. Cela crée des problèmes. Les gens ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Il y a des pères et des mères de famille qui travaillent — ils travaillent — et qui sont quand même obligés d'aller chercher des paniers alimentaires pour réussir à nourrir leur famille. Cela n'est pas acceptable. C'est une circonscription où se trouve une grande proportion d'aînés. Or les aînés vivent des problèmes d'isolement et de pauvreté. Le NPD va donc mettre en avant diverses propositions pour pousser le gouvernement à agir. On connaît aussi des problèmes d'accès à des médecins de famille et à des infirmières.

En ce qui concerne le logement, 75 p. 100 des habitants de Rosemont sont locataires. Le logement abordable est donc très important pour nous. Il y a aussi des problèmes de transport en commun. On est en ville. On vise donc un transport actif avec l'utilisation du vélo ou de la marche pour aller au travail ou à l'épicerie. Il y a aussi des problèmes environnementaux. J'y reviendrai. Enfin, on observe un foisonnement culturel particulièrement vibrant. C'est merveilleux de rencontrer des gens à la fois passionnés et passionnants.

Hier, comme tous mes collègues, j'ai eu l'honneur d'écouter le discours sur le budget du gouvernement, qui contenait, il faut le reconnaître, certaines choses intéressantes. Je veux en nommer deux ici. Premièrement, on y trouve la compensation pour le Québec de l'harmonisation de la taxe de vente, que le chef de l'opposition et le leader à la Chambre de l'opposition officielle réclament depuis longtemps. Je considère que c'est une victoire et un gain qu'on peut attribuer en bonne partie au travail du NPD et au travail du NPD au Québec. C'était intéressant d'entendre cela hier. On y trouve également la reconduction du programme écoÉNERGIE. Cela permettra de faire des rénovations qui aideront les gens à gaspiller moins d'énergie. C'est intéressant.

*Le budget*

Par contre, dans son ensemble, le reste du budget qui nous a été présenté est décevant. Le gouvernement n'a pas entendu le message que la population lui a lancé le 2 mai dernier. Il faut lui rappeler que 60 p. 100 des Canadiens et des Canadiennes n'ont pas voté pour son programme et ses politiques. Pourtant, il s'entête dans son orientation.

Ce budget ne répond pas aux besoins fondamentaux des gens que nous représentons et que nous défendons. Par exemple, on nous a présenté une série de crédits d'impôt. Les crédits d'impôt peuvent être intéressants pour des familles comme la mienne, mais ils ne changent absolument rien pour les familles qui ne gagnent pas assez d'argent pour payer de l'impôt. Tout un pan de la société est donc laissé de côté par le gouvernement fédéral tout simplement parce que ces gens sont trop pauvres et qu'ils n'ont pas les moyens de bénéficier ou de réclamer ces crédits d'impôts.

Le discours du Trône et le budget ont également été très décevants du point de vue de la lutte contre la pauvreté.

● (1640)

J'ai été abasourdi de me rendre compte que le mot « pauvreté » ne figurait pas une seule fois dans le discours du Trône du gouvernement. En outre, il n'y a absolument rien à cet égard dans les mesures proposées dans ce budget. C'est absent. Ce n'est pas sur l'écran radar, alors qu'il y a des milliers et des milliers de personnes qui doivent composer avec la pauvreté partout au Canada. C'est un scandale dans une société aussi riche que la nôtre.

Le NPD a une vision. Il ne laisse tomber personne. On se doit d'être solidaires les uns des autres.

La situation des aînés au pays est dramatique. On doit respecter leur contribution. Ils nous ont légué quelque chose. Ils ont travaillé fort toute leur vie pour que leurs enfants aient une société meilleure que celle qu'ils ont eue, que celle où ils ont vécu. Ils ont réussi en bonne partie. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on les laisse tomber, qu'on les oublie.

Le gouvernement injecte 300 millions de dollars dans le Supplément de revenu garanti. C'est un pas dans la bonne direction, mais c'est nettement insuffisant. Il aurait fallu faire beaucoup plus. Ce n'est même pas la moitié de ce qu'il faut pour réussir à sortir tous les aînés de la pauvreté. Pendant ce temps-là, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, il y aura 2 milliards de dollars qui seront versés en cadeau aux grandes entreprises, aux banques et aux pétrolières. Nous pensons que ce n'est pas la bonne direction à prendre pour le pays.

La situation de l'accès aux médecins de famille est dramatique. Dans Rosemont, des centaines et des centaines de familles sont dépourvues de médecins de famille. Que doivent-elles faire? Elles vont souvent se retrouver à l'urgence. Elles vont engorger les urgences de manière complètement inutile parce qu'elles n'ont pas accès, pour prendre un rendez-vous, à un médecin capable de simplement régler leur problème ou celui d'un de leurs proches. Je comprends cette situation, étant moi-même sans médecin de famille.

Le gouvernement ne nous présente aucun plan pour former de nouveaux médecins et de nouvelles infirmières alors que, sondage après sondage, les Québécois et les Québécoises, les Canadiens et les Canadiennes nous disent que l'accès à un bon système de santé publique est une priorité. La priorité des gens n'est pas écoutée par ce gouvernement.

Le logement est un élément essentiel à notre qualité de vie à tous. Dans Rosemont, on a 5 500 familles qui consacrent plus de 50 p. 100 de leur revenu au logement. Il y a même 2 000 familles qui consacrent plus de 80 p. 100 de leur revenu pour se loger. Essayez

d'imaginer cela! Comment faites-vous? Il vous reste 20 p. 100 de votre revenu pour tout le reste: le transport, la nourriture, les vêtements. On maintient ces gens dans une pauvreté très intense. Le gouvernement fédéral ne fait rien pour réinvestir des fonds pour les logements sociaux, les logements abordables.

Le gouvernement ignore cet enjeu fondamental qui donne une qualité de vie aux familles. En ce moment, on a des gens dans Rosemont et ailleurs à Montréal qui doivent composer avec des logements insalubres ou qui nécessitent des rénovations importantes pour bien y vivre.

Dans un milieu urbain comme Rosemont, la question du transport en commun est vitale. Les citoyens de Rosemont sont évidemment déçus de voir qu'il n'y a plus rien de prévu par le gouvernement pour relancer des programmes d'infrastructure. C'est vital pour les municipalités.

Nous voulons des investissements pour les infrastructures, que ce soit des ponts et des transferts aux municipalités pour les aqueducs et les égouts. C'est très important. À Montréal, il y a 30 p. 100 de l'eau traitée qui fuit parce qu'il y a des trous partout dans le réseau.

Il faut avoir une vision pour moderniser nos infrastructures et améliorer le transport en commun. L'amélioration de ce service permettrait également de réduire la pollution et la dépendance envers l'automobile.

En ce qui concerne l'environnement, les gens de Rosemont sont préoccupés par les problèmes de pollution. Il y a des périodes de smog intenses, surtout l'été, où les gens qui ont des problèmes d'asthme ou les personnes âgées souffrent de la piètre qualité de l'air qui existe à certains moments.

Pourtant, on écoute le discours du Trône et on se rend compte que les conservateurs considère l'environnement comme une richesse naturelle plutôt qu'un élément essentiel qui devrait être au cœur de toutes les décisions qu'on prend.

On a fait mention une fois du réchauffement climatique dans le discours du Trône, mais il n'y a pas d'action. C'est le néant. Il n'y a rien, alors que les experts nous apprenaient cette semaine que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter et qu'on s'approche du point de non-retour. Il va devenir impossible d'empêcher le réchauffement climatique. J'espère que le Canada aura une meilleure performance à la conférence de Bonn qu'à la conférence de Copenhague.

Pour terminer, c'est dommage de voir ce gouvernement s'entêter dans des baisses d'impôt irresponsables qui privent l'État de revenus nécessaires. Le gouvernement continue à faire de mauvais choix. Nous, au NDP, disons qu'on peut et qu'on doit faire mieux.

● (1645)

**M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais féliciter mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie pour son premier discours exemplaire à la Chambre des communes. Il est évident que le futur du NPD est entre de très bonnes mains. Ma question s'adresse à mon collègue, qui a parlé des aînés et des banques alimentaires que ceux-ci doivent fréquenter de temps à autre.

Qu'est-ce que le gouvernement aurait pu faire de plus pour aider nos aînés à sortir de la pauvreté?

### Le budget

**M. Alexandre Boulerice:** Madame la Présidente, je remercie le député de Nickel Belt de sa question. Le NPD réclame depuis longtemps l'injection de 700 millions de dollars supplémentaires dans le Supplément de revenu garanti afin de sortir tous les aînés de la pauvreté. C'était là un de nos engagements pris lors de la campagne électorale. C'est la première chose. La deuxième chose, c'est qu'il faut bonifier et protéger les systèmes de retraite publics au Canada, afin d'assurer à tout le monde un revenu suffisant à la retraite leur permettant de joindre les deux bouts et de payer les factures. Il faut aussi faire des investissements dans le logement social pour que les gens, qui sont d'ailleurs autonomes, aient la possibilité de vivre dans un logement abordable et où ils pourront avoir accès à des services adaptés à leurs besoins.

De plus, l'accès au système de santé est primordial pour les aînés. Il faut donc arrêter le glissement vers la privatisation de notre système de santé et permettre l'accès aux soins grâce à la carte soleil et non à la carte de crédit.

**L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.):** Madame la Présidente, j'aimerais d'abord féliciter le député de Rosemont—La Petite-Patrie pour son élection et lui souhaiter la bienvenue à la Chambre.

Plus tôt, on a parlé de l'impression de déjà-vu par rapport à ce budget. Peut-être se souvient-il du film *Groundhog Day*, avec Bill Murray, dans lequel ce dernier vit le même jour encore et encore et fait différentes erreurs quand il essaie de séduire le personnage joué par Andie MacDowell. On espère que le gouvernement va cesser de faire des erreurs dans son budget et fera bien les choses. Ce qui me préoccupe, ce sont les compressions budgétaires qu'il a annoncées l'an passé et dans le budget actuel. Nous ne savons pas comment il va s'y prendre pour faire ces coupes, qu'il garde d'ailleurs secrètes. On demande des détails, mais il refuse de nous en donner.

Le député de Rosemont—La Petite-Patrie a-t-il des commentaires à cet égard?

**M. Alexandre Boulerice:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de cette question très pertinente. Son parti a dit que c'était le budget du jour de la marmotte. Pour notre part, nous utilisons plutôt l'expression « copier-coller ». C'est comme s'il ne s'était absolument rien passé entre le mois de mars et le mois de mai, comme si le gouvernement n'avait pas entendu les besoins et les demandes des citoyens et citoyennes de partout au pays.

Les compressions budgétaires annoncées sont inquiétantes tant par leur ampleur que par le flou artistique qui entoure ce qui va se passer exactement. On nous lance des chiffres très imposants et époustouflants, soit 4 milliards de dollars de récupération seulement pour l'année prochaine, sans qu'on n'ait la moindre idée de qui va être frappé et où le gouvernement va couper.

On sait qu'on est dans une situation budgétaire difficile, et l'État a besoin de tous ses revenus. Ce n'est pas le moment de donner des cadeaux aux grandes compagnies comme les pétrolières et les banques et de dire par la suite qu'on ne peut plus investir parce qu'on n'a plus d'argent.

Le NPD propose d'arrêter d'offrir des cadeaux aux gens qui n'en ont pas besoin. L'année passée, les six grandes banques canadiennes ont fait plus de 20 milliards de dollars de profits. Si on leur accorde des baisses d'impôt, elles ne vont pas créer plus d'emplois. C'est un cadeau qu'on leur donne, alors que c'est de l'argent dont on a besoin pour répondre aux besoins des gens sur le terrain.

S'il faut récupérer 4 milliards de dollars l'année prochaine, arrêtons d'accorder des baisses d'impôt. On a déjà fait la moitié du chemin, car ce sont 2 milliards de dollars qu'on va récupérer tout de suite.

● (1650)

**M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD):** Madame la Présidente, c'est la première fois que je me lève à la Chambre. Je tiens d'abord à saluer l'ensemble de mes collègues de la Chambre. Je considère comme une grande responsabilité et un grand honneur de représenter mes concitoyens et concitoyennes de la circonscription de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine. Je tiens aujourd'hui à la remercier de la confiance qu'ils m'ont témoignée et à dire que je vais défendre leurs intérêts chaque jour de mon mandat, et ce, pour les années à venir.

Le 2 mai, les Gaspésiens et les Madelinots nous ont envoyé un message clair: notre région mérite de prendre la place qui lui revient dans la fédération canadienne. Elle est prête à contribuer à rendre meilleur ce pays qui est le leur. La population de ma région souhaite que les choses changent. Les citoyens et citoyennes de ma région se sont ralliés à la vision du NPD pour développer un Canada progressiste, un Canada dynamique et entreprenant, comme l'ont toujours été les Gaspésiens et les Madelinots, mais aussi un Canada de justice et de compassion, où les familles sont une priorité et où personne n'est laissé pour compte. Je suis fier de pouvoir contribuer, avec les gens de mon comté, à cette vague de changement.

Concernant le budget déposé hier par mes collègues de la Chambre, les députés conservateurs, je constate qu'il s'agit pratiquement du même budget que celui déposé en mars, et que malgré le message de non-confiance envoyé par les Québécois et Québécoises et les signes inquiétants que présente l'économie actuellement, le gouvernement n'a pas changé sa ligne de pensée. Il s'agit essentiellement d'un budget minimaliste qui comprend très peu de mesures sociales pour aider les citoyens et citoyennes qui contribuent pourtant plus que leur juste part au Trésor canadien. Nous constatons que le gouvernement ne prend pas ses responsabilités face à la population qu'il représente.

Bien sûr, nous saluons l'engagement visant à harmoniser la taxe de vente, mais nous sommes amèrement déçus du peu de soutien apporté, entre autres, aux aînés et aux gens de la classe moyenne et défavorisés. Le revenu moyen disponible par habitant de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine demeure inférieur à la moyenne québécoise de 5 000 \$ et s'élève à peine au-dessus de 20 000 \$ par année. Vingt pour cent de la population de notre comté a 65 ans ou plus. Alors, le maigre 600 \$ accordé au titre du Supplément de revenu garanti aux personnes seules ne permettra pas d'alléger la pauvreté des aînés de façon significative. Le crédit d'impôt accordé aux aidants naturels est lui aussi une mesure plus symbolique qu'une reconnaissance réelle de l'énorme travail accompli par ces gens, majoritairement des femmes, faut-il le rappeler.

Aussi, ce budget ne contient pas des propositions pour réduire le fardeau financier des familles. Du côté de l'aide de l'État, la majorité de mes concitoyens ne verront donc pas d'amélioration de leurs conditions de vie.

De même, les nombreuses coupes projetées dans les agences gouvernementales nous font craindre le pire concernant le soutien aux petites et moyennes entreprises. Pour une grande région comme la Gaspésie et les Îles de la Madeleine, dont l'économie repose principalement sur l'exploitation des ressources naturelles, le budget déposé hier représente une véritable catastrophe et est source de grandes inquiétudes.



*Le budget*

En effet, le gouvernement conservateur annonce des compressions budgétaires à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, qui s'élèveront jusqu'à 13,4 millions de dollars en 2013-2014. Pour Pêches et Océans Canada, on prévoit des compressions budgétaires allant jusqu'à 56,8 millions de dollars en 2013-2014. C'est totalement inacceptable.

Dans une région où le marché du travail demeure fragile, où les salaires sont bas et où les ressources naturelles ont souvent été surexploitées, les programmes de préservation des ressources, de mise en valeur et de recherche sont essentiels. Même si la région se démène pour créer des emplois et même si le taux de chômage baisse de façon constante depuis trois ans, en 2010, le taux de chômage était encore de 12,5 p. 100. Couper dans le soutien à l'économie de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine revient à étouffer tout espoir de maintenir la relance amorcée. Notre région, au lieu de continuer la relance entamée depuis des années, risque de régresser et de maintenir sa dépendance à l'égard du soutien gouvernemental, ce qui nous coûtera plus cher à tous.

• (1655)

L'exploitation consciencieuse des ressources naturelles qui appartiennent aux Canadiens reste une responsabilité du gouvernement. Et encore une fois, nos élus se désengagent de leurs responsabilités.

Notre analyse du budget est donc très pessimiste. Nous dénonçons l'idée de réduire grandement la taille de l'État dans un contexte de sortie de crise économique. Les répercussions risquent d'être encore plus sérieuses pour la population de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine, qui est vieillissante et éloignée des services offerts dans les grands centres. Nous gardons toutefois l'espoir que le gouvernement prenne conscience rapidement de la catastrophe qu'il est à la veille de créer et qu'il se ravise sur plusieurs points. Nous souhaitons aussi qu'il renforce les bonnes mesures qu'il souhaite néanmoins mettre en place.

Par exemple, le programme écoÉNERGIE, que mon cher collègue a mentionné plus tôt, pourrait être prolongé pour bien plus qu'une année. L'aide aux aidants naturels pourrait être améliorée de façon importante. Le crédit temporaire à l'emploi pour effacer la hausse des cotisations à l'assurance-emploi chez les PME pourrait être assuré de pérennité. Comme député, je vais travailler à convaincre mes vis-à-vis de consolider de telles mesures qui sont positives pour notre région.

Je tiens également à ce que notre région, qui est gravement affectée par la crise forestière, profite des investissements de 60 millions de dollars annoncés pour favoriser l'innovation et la concurrence chez les entreprises forestières. Il faut absolument que cet investissement se prolonge au-delà d'un an. Le gouvernement n'a pas assez agi dans ce domaine par le passé.

De plus, les subventions aux pétrolières n'aident en rien les gens de notre région. Dans ma circonscription reconnue internationalement pour ses paysages grandioses et qui accueille chaque année des milliers de touristes sportifs en raison des merveilleuses ressources naturelles qui s'y trouvent, nombreux sont ceux qui sont déçus qu'Ottawa subventionne les grands pollueurs plutôt que d'encourager l'économie verte. Les Gaspésiens et les Madelinots veulent avoir l'assurance que leur environnement sera protégé et le dossier du pétrole à Old Harry sera crucial dans cette partie du Canada.

J'espère pouvoir compter sur la coopération de tous les députés de la Chambre pour adopter des solutions pratiques qui feront une véritable différence dans notre comté. Ce ne sont pas des baisses

d'impôt qui feront la différence pour la création d'emplois ni pour l'exploitation viable de nos ressources naturelles.

Je compte sur le leadership de notre premier ministre pour respecter le mandat qui nous a été confié par la population et pour nous permettre d'accomplir notre travail au Parlement. J'espère qu'il sera à notre écoute, quand nous proposerons des solutions afin que notre économie offre de nouveaux emplois et un avenir décent à notre population. J'espère que nous pourrions montrer aux gens de ma région qu'ils peuvent trouver leur place dans un Canada ouvert et porteur d'une vision d'avenir.

Je suis convaincu que nous pouvons choisir de travailler ensemble de façon constructive, en respectant ceux qui nous ont élus.

• (1700)

[Traduction]

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Madame la Présidente, félicitations pour vos nouvelles fonctions.

Au cours de la campagne électorale, j'ai rencontré des milliers de personnes dans ma circonscription, des Canadiens qui appuyaient le programme des conservateurs et la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. J'aimerais rappeler à la Présidente et au député d'en face que les Canadiens n'ont pas appuyé l'opposition. En fait, 70 p. 100 d'entre eux ne l'ont pas fait.

Ma question porte sur les aînés. Dans le budget, il est question de bonifier le Supplément de revenu garanti pour accorder 600 \$ de plus aux aînés vivant seuls et 840 \$ aux couples, mesure dont bénéficieront plus de 680 000 aînés canadiens. J'aimerais demander au député s'il se préoccupe de la situation des aînés, si ses collègues et lui vont appuyer le budget de 2011, qui propose la toute première augmentation du SRG, et s'ils ont l'intention d'appuyer cette initiative visant à aider les personnes âgées.

**M. Philip Toone:** Monsieur le Président, ce que propose le gouvernement pour aider les personnes âgées marque un pas en avant, mais c'est nettement insuffisant.

Il faut sortir les aînés de la pauvreté, et un crédit de 600 \$ par année est tout simplement inadéquat et trop peu pour aider nos aînés à atteindre le niveau de revenu qu'ils méritent.

Ces gens ont travaillé toute leur vie pour bâtir ce merveilleux pays. À vrai dire, 600 \$ par année est probablement suffisant pour payer une partie du loyer pour un mois. Or, on parle de personnes âgées qui, globalement, vivent et grugent leurs économies pour payer leur épicerie et leurs déplacements et éviter d'être un fardeau pour leur famille.

Le crédit annuel de 600 \$ est loin de suffire, et nous espérons sincèrement que les conservateurs proposeront des mesures plus acceptables pour les aînés canadiens.

**M. LaVar Payne (Medicine Hat, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter d'avoir été élu à la présidence.

Je félicite également le député d'en face d'avoir été élu à la Chambre. Nous sommes privilégiés de siéger dans cette enceinte qui constitue une arène exceptionnelle pour échanger des idées et partager nos connaissances.

En premier lieu, je remercie les électeurs de la magnifique circonscription de Medicine Hat de m'avoir donné un nouveau mandat pour les représenter.

### *Le budget*

Mon collègue vient de le mentionner, mais je le répète parce qu'il semble que certains députés d'en face ne reconnaissent pas que plus de 70 p. 100 des Canadiens n'ont pas voté pour le NPD.

Il ne fait aucun doute que le NPD envisage entre autres d'imposer aux Canadiens un lourd fardeau fiscal et des politiques de dépenses considérables. Je me demande si le NPD a effectivement examiné le genre de politiques qu'il préconise et s'il a regardé ce qui s'est passé en Europe. Je songe notamment à la Grèce et à l'Espagne qui sont au bord de la faillite.

Le NPD propose des politiques qui accroîtraient le déficit et nuiraient considérablement aux Canadiens sur le plan des emplois et qui empêcheraient les entreprises de continuer à bâtir ce grand pays qu'est le nôtre.

**M. Philip Toone:** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je le félicite également de son élection dans Medicine Hat.

Je le remercie par ailleurs de ses observations provenant d'un parti qui a obtenu l'aval de 40 p. 100 de la population canadienne. Comme 60 p. 100 de la population n'a pas voté pour ce parti, j'estime que 60 p. 100 des Canadiens voudraient un autre budget que celui qui est proposé.

En ce qui concerne les inquiétudes à propos de l'augmentation des impôts et du risque de paralyser l'économie et de gêner le PNB en général, soyons francs, s'il était question de créer plus d'emplois et d'aider davantage les petites entreprises, la création d'emploi, en soi, générerait des recettes pour le gouvernement et contribuerait à payer les services que nous proposons aujourd'hui.

Nous ne sommes pas rendus, loin s'en faut, au point d'envisager de demander de l'aide au FMI en ce qui concerne le budget. Il y a encore beaucoup de marge de manoeuvre. Nous avons bon nombre d'idées novatrices. Je suis très déçu que le gouvernement n'ait pas été en mesure d'intégrer certaines de ces idées dans son budget, hier.

• (1705)

**L'hon. Lisa Raitt (ministre du Travail, PCC):** Je vous adresse mes félicitations, monsieur le Président. Je vais partager mon temps de parole avec le député du Yukon.

À titre de ministre du Travail du Canada, je suis heureuse de prendre part à cet important débat sur le budget de 2011, qui constitue la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada et prévoit des impôts bas pour stimuler la croissance et l'emploi. Le budget est un modèle de saine gestion financière, car il met l'accent sur le renforcement de la reprise économique du Canada par une amélioration de la capacité des sociétés et des entrepreneurs de saisir les nouvelles occasions de croissance et de créer des emplois.

Au Canada, la reprise économique est bien engagée, et c'est grâce aux mesures extraordinaires prévues dans le Plan d'action économique et aux solides éléments fondamentaux de l'économie canadienne. Les Canadiens ont toute raison d'envisager l'avenir avec optimisme.

Depuis le milieu de 2009, le Canada affiche la croissance économique la plus vigoureuse, parmi les pays du G7, et il a récupéré tous les emplois perdus pendant la récession économique mondiale. Au moment où nous continuons de nous remettre de ce ralentissement de l'économie, il est plus important que jamais de favoriser un milieu de travail coopératif et productif.

L'harmonie des milieux de travail est au cœur de toute économie prospère. La productivité et l'innovation sont favorisées dans les milieux où on peut travailler en toute sécurité, dans un cadre où sont

valorisées la qualité, l'équité et l'excellence. En offrant des services de médiation et de conciliation aux industries de ressort fédéral qui sont engagées dans des négociations collectives, le Service fédéral de médiation et de conciliation du Programme du travail aide les employeurs et les syndicats à régler leurs différends sans interruption de travail, grève ni lock-out, et l'économie se renforce grâce à cette stabilité en milieu de travail.

Au cours des cinq dernières années, 832 conventions collectives ont été conclues et, pour 792 d'entre elles, il n'y a eu aucun arrêt de travail. C'est donc là un taux de réussite de plus de 95 p. 100 lorsqu'un conciliateur ou un agent de médiation fédéral intervient dans un différend.

Si on me le permettait, je signalerais un succès notable qu'on vient de remporter sur la côte Ouest du Canada. Une convention qui fera date, d'une durée de huit ans, a été conclue entre l'International Longshore and Warehouse Union Canada, représentant quelque 4 500 débardeurs, et la British Columbia Maritime Employers Association. C'est la convention collective de la plus longue durée jamais négociée sur la côte Ouest en Amérique du Nord. Les parties y sont parvenues toutes seules sans la moindre interruption du service dans les ports du Pacifique.

Cette réalisation est digne de mention, car elle lance un message clair au reste du monde: le Canada est là pour brasser des affaires et on peut compter sur lui pour satisfaire les exigences du XXI<sup>e</sup> siècle en matière d'importations et d'exportations. Voilà pourquoi la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada propose d'élargir la prestation du Programme de médiation préventive grâce à un investissement d'à peine plus de 1 million de dollars sur deux ans. C'est là un investissement modeste, mais il rapportera gros dans les années à venir.

Permettez-moi maintenant de m'intéresser à ceux qui, souvent, subissent de plein fouet les effets des ralentissements économiques: les travailleurs. Le Plan d'action économique a mis en place le Programme de protection des salariés, le PPS. Ce programme aide les travailleurs à gérer l'un des plus lourds défis qu'ils auront jamais à relever: se passer d'une rémunération gagnée à la sueur de leur front parce qu'un employeur a fait faillite.

Conséquence directe du PPS, les travailleurs admissibles qui perdent leur emploi et à qui on doit de l'argent pour les six mois de travail précédant la faillite ou la mise sous séquestre de l'entreprise sont maintenant indemnisés aux titres des salaires non versés et de la rémunération de vacance. Cela englobe également les indemnités de départ. Par conséquent, les travailleurs peuvent recevoir en tout un maximum de 3 400 \$. L'argent est versé rapidement pour que les travailleurs et leurs familles soient protégés pendant la période où ils sont les plus vulnérables.

• (1710)

Le PPS a grandement amélioré la situation des gens dans le besoin. Depuis janvier 2009, plus de 30 000 prestataires du PPS ont reçu près de 67 millions de dollars en paiements. Tous ces fonds vont directement aux travailleurs canadiens, victimes innocentes des échecs des entreprises.

Notre budget prévoit encore davantage de soutien pour les travailleurs qui se retrouvent dans cette situation fâcheuse. Nous allons élargir le PPS de façon à couvrir les employés qui perdent leur emploi parce que la tentative de restructuration de leur employeur prend plus de six mois et qu'elle finit par échouer. Il s'agit d'une amélioration importante à un programme très utile.

*Le budget*

La protection améliorée serait de quelque 4,5 millions de dollars annuellement et viserait à aider financièrement les Canadiens qui sont touchés par la faillite de leur employeur, mais qui n'auraient pas été couverts par le programme tel qu'il a été élaboré au départ. Ainsi, les employés ne seront pas injustement pénalisés lorsque leur employeur tentera de se restructurer en cas de difficultés financières, mais qu'il échouera.

Le budget de 2011 annonce également l'intention du gouvernement de modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code canadien du travail afin d'éliminer la disposition relative à la retraite obligatoire pour les travailleurs qui relèvent du fédéral. Nous prenons cette initiative parce que nous croyons que le fait de forcer un employé à prendre sa retraite en raison de son âge est une forme de discrimination et de traitement inégal. Il ne fait aucun doute que les Canadiens vivent plus longtemps et qu'ils sont plus actifs que jamais. Les travailleurs devraient donc avoir la latitude de décider du moment de leur départ à la retraite, à moins d'y être forcés pour des raisons de santé et de sécurité.

Le budget établit un juste équilibre entre la prudence financière et les investissements ciblés. Ce n'est donc pas surprenant que les entreprises et les syndicats aient réagi favorablement aux propositions du budget. Il n'arrive pas souvent que les syndicats se manifestent pour appuyer publiquement un budget conservateur.

Lorsque les postes budgétaires relatifs au ministère du Travail ont été présentés, M. Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le député de Timmins—James Bay invoque-t-il le Règlement?

**M. Charlie Angus:** Monsieur le Président, à mon avis, la députée devrait rétablir les faits. Il serait très injuste qu'on ait dit à la Chambre que le Congrès du travail du Canada appuie ce budget. Ken Georgetti a fait savoir très clairement par écrit que le Congrès s'oppose au budget. Je demanderais donc à la députée de retirer ces propos et l'inviterais à continuer de débiter ses balivernes avec ses copains des chambres de commerce et autres organisations du genre. Le Congrès du travail du Canada n'appuie pas le budget. La députée devrait présenter des faits exacts.

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Je crois qu'il s'agit plutôt d'un élément de débat. Nous allons permettre à la ministre de poursuivre.

**L'hon. Lisa Raitt:** Monsieur le Président, je maintiens mon affirmation.

Comme je le disais, lorsque les postes budgétaires relatifs au ministère du Travail ont été présentés, M. Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada, s'est dit « heureux des annonces dans le budget concernant la prolongation des programmes sur le partage d'emploi, les projets pilotes sur l'assurance-emploi, l'aide aux travailleurs plus âgés mis à pied et l'amélioration de la protection des salaires pour les travailleurs mis à pied ». C'est très élogieux en ce qui a trait à ces éléments du budget.

Je profite de l'occasion pour féliciter mon collègue, le ministre des Finances, d'avoir augmenté l'aide aux aînés et aux familles dans ce budget également.

Le gouvernement reconnaît que les aînés du Canada ont contribué à bâtir notre pays et à en faire tout ce qu'il est maintenant. C'est pourquoi la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada appuie encore et toujours les aînés en améliorant le SRG, en prolongeant le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, en éliminant l'âge de la retraite obligatoire, et j'en passe.

Depuis 2006, le gouvernement a donné plus de 2,3 milliards de dollars en allègements fiscaux annuels aux aînés et aux retraités. Depuis 2006, le gouvernement conservateur fait des familles une priorité.

Nous avons fait passer la TPS de 7 p. 100 à 6 p. 100, puis à 5 p. 100. Nous avons créé le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, et nos allègements fiscaux sans précédent ont permis aux familles normales comme celles de ma circonscription, Halton, d'épargner plus de 3 000 \$.

Dans le budget de 2011, nous avons ajouté un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants. Nous avons prolongé le programme écoÉNERGIE pour la rénovation de maisons. Nous aidons les étudiants à plein temps à gagner plus d'argent sans que cela modifie leurs prêts et nous allégeons aussi leur impôt au titre des examens d'accréditation.

Notre gouvernement a présenté hier la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada qui vise à faire en sorte que notre pays demeure l'une des économies les plus prospères du monde.

Aujourd'hui, avec les outils que nous donne le budget de 2011, le programme pour l'emploi continuera de viser prioritairement la protection des travailleurs et des employeurs canadiens et le renforcement des relations patronales-syndicales tout en nous assurant un rôle de leadership dans les affaires intergouvernementales et internationales sur les questions touchant le travail.

● (1715)

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec grand intérêt et parfois avec étonnement les déclarations de ma collègue. J'ai été particulièrement surpris lorsqu'elle a cité Ken Georgetti. Le pauvre Ken avalera son café de travers dans son bureau lorsqu'il apprendra qu'il a la réputation d'appuyer le Parti conservateur, lui qui a clairement dit qu'il s'oppose au budget.

L'enjeu fondamental c'est le droit de tout un chacun de travailler aussi longtemps qu'il le souhaite dont a parlé la députée. Charlie Angus est mort sur le plancher de l'atelier de la mine Hollinger, à l'âge de 68 ans, parce qu'à l'époque il n'y avait pas de prestations de retraite. Les mineurs travaillaient à la mine jusqu'à leur mort. Chaque mois, lorsqu'elle touchait son chèque du Régime de pensions du Canada, ma grand-mère me disait: « Nous nous sommes battus pour l'obtenir, nous devons le protéger ».

Si des gens de ma circonscription retournent travailler à 65, 66 et 67 ans, ce n'est pas par choix, c'est parce qu'ils ne possèdent pas de régime de retraite qui les protège.

J'aimerais que le député me dise pourquoi le gouvernement continue à ignorer la plus importante crise à laquelle sont confrontées les familles canadiennes et pourquoi il refuse de reconnaître qu'il faut remanier le Régime de pensions du Canada de fond en comble, de sorte que tous les aînés puissent vivre leur retraite dignement?

Je refuse qu'on me dise qu'ils ont le droit de travailler s'ils n'ont pas assez d'argent pour vivre, car, au Canada, leur véritable droit fondamental est de prendre leur retraite lorsqu'ils en ont envie et d'avoir un Régime de pensions du Canada qui comble leurs besoins. Voilà le droit fondamental que le gouvernement conservateur refuse de leur accorder.

*Le budget*

**L'hon. Lisa Raitt:** Monsieur le Président, je suggère au député de s'informer sur mes antécédents, car même si je n'en parle pas, je viens d'une région minière. Je viens d'une famille de mineurs de charbon. Ma grand-mère m'a élevée grâce au SRG. Je comprends donc parfaitement ce que le député veut dire. Toutefois, j'ai choisi la voie conservatrice, et c'est l'approche que nous avons adopté pour le budget.

Il s'agit essentiellement d'outiller les gens pour qu'ils puissent prendre leurs propres décisions et investir là où ils le souhaitent. Voilà précisément de quoi il est question ici.

Pour ce qui est de la référence du député à M. Georgetti, qui est à la tête du Congrès du travail du Canada, j'ai beaucoup de respect pour lui. Cependant, il n'en reste pas moins que si le député se donnait la peine d'examiner ce qui se dit dans les médias, et c'est écrit noir sur blanc, il verrait sans l'ombre d'un doute que je n'ai rien dit de plus que ce que M. Georgetti a lui-même affirmé.

**M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais remercier la population de Kingston et les Îles, que j'estime beaucoup, de m'avoir choisi pour la représenter à la Chambre des communes.

Dans son allocution, le ministre a déclaré — et je l'ai souvent entendu au cours de la campagne électorale — qu'une famille typique paierait environ 3 000 \$ de moins en impôt et taxes par année. Que dire des salariés du quintile inférieur, ceux qui ont vraiment besoin d'aide de la part du gouvernement, ceux dont nous devrions vraiment nous préoccuper? La ministre sait-elle de combien une famille typique dans le quintile inférieur verrait ses impôts diminuer?

**L'hon. Lisa Raitt:** Monsieur le Président, le gouvernement actuel est celui qui a instauré des mesures fiscales qui ont fait en sorte que certaines personnes ne paient plus d'impôt. C'est nous qui avons réduit le fardeau fiscal des Canadiens. Comme je l'ai mentionné, la réduction de la TPS, qui est passée de 7 à 6 puis à 5 p. 100, a eu des répercussions énormes sur ceux qui ont les plus faibles revenus.

Toutefois, il convient aussi de souligner, lorsque nous parlons de ceux que nous représentons ici — et je souhaite la bienvenue à la Chambre au député de Kingston et les Îles —, que le gouvernement conservateur majoritaire a le mandat clair de mettre en œuvre le Plan d'action économique du Canada. C'est ce sur quoi les Canadiens ont voté.

Comme députée, je représente tous les gens de Halton, non seulement ceux que je choisirais de représenter. Je représente chacun d'eux.

**M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC):** Monsieur le Président, je félicite le ministre du Travail pour ses propos. Je la félicite aussi pour ses gestes, surtout en ce qui a trait à la prolongation du Programme de protection des salariés, une mesure sur laquelle nous avons travaillé à la Chambre, des deux côtés, pendant plus de cinq ans. C'est une excellente initiative.

Je veux lui poser une petite question concernant le rôle du Service fédéral de médiation et de conciliation. Le budget de 2011 prévoit 1 million de dollars sur deux ans. Pourrait-elle revenir là-dessus?

• (1720)

**L'hon. Lisa Raitt:** Monsieur le Président, en ce qui concerne le Programme de protection des salariés, je m'en voudrais de ne pas mentionner que lorsque je suis devenue ministre du Travail, c'est M. Ken Lewenza des TCA, un autre syndicaliste, qui m'a dit à quel point il aimait ce programme et combien celui-ci était utile aux

travailleurs. Il s'agit donc là d'un autre cas où un syndicat a travaillé de concert avec le gouvernement conservateur.

**M. Ryan Leef (Yukon, PCC):** Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nouveau rôle à la Chambre des communes. Je remercie sincèrement le premier ministre de m'avoir fait le grand honneur de me permettre de prononcer mon premier discours à la Chambre des communes aujourd'hui.

Je félicite tous les députés des deux côtés de la Chambre et, étant par nature porté à la collaboration, je dirai que je m'engage à travailler avec mes vis-à-vis.

Enfin, je remercie sincèrement la population du magnifique Yukon, la terre du soleil de minuit, de m'avoir fait confiance. Je suis extrêmement fier de représenter un des 13 territoires et provinces qui composent le meilleur pays au monde.

Nous vivons une époque stimulante pour les jeunes Canadiens. Je félicite les diplômés du Collège du Yukon. Je les invite à suivre la devise de cette école, qui est « Commencez ici et allez partout ». Je félicite les diplômés des écoles secondaires du Yukon pour leurs réalisations, et pour qui commence un nouveau chapitre excitant de leur vie.

Je suis fier d'affirmer aux étudiants du Yukon que grâce au solide leadership de notre premier ministre et à la poursuite du Plan d'action économique du Canada, il y aura des emplois pour eux. Ils pourront choisir une carrière, certains auront des économies pour voyager et explorer notre planète magnifique tandis que d'autres feront l'acquisition de nouvelles compétences et saisiront de nouvelles possibilités en faisant des études postsecondaires.

C'est grâce à la force de notre économie et de notre gouvernance et à la mise en œuvre du Plan d'action économique du Canada qu'ils auront de telles options tandis que d'autres jeunes du monde libre n'ont pas cette chance. Ils peuvent compter sur la modernisation du programme canadien de prêts aux étudiants et du programme de subventions. Ils peuvent profiter d'un système d'éducation postsecondaire plus dynamique et plus accessible grâce au soutien annuel accordé aux étudiants et aux familles.

Le gouvernement s'est engagé à promouvoir l'inscription dans les disciplines clés de l'économie numérique, des domaines importants pour relever divers défis sociaux et économiques dans les domaines des soins de santé, de l'environnement, des ressources naturelles et de la sécurité nationale.

Je suis tout particulièrement fier de dire que le gouvernement a fait du Nord canadien une des pièces maîtresses de son programme. Je suis persuadé que la terre et les gens du Nord sont, à certains égards, une image amplifiée de l'ensemble des Canadiens. Nous sommes fiers de la culture et de l'histoire qui, tous les jours, sont préservées par les membres des Premières nations, les Autochtones et les Canadiens qui vivent dans le Nord. Nous sommes rassurés de savoir que ces gens déterminés, aventuriers et fiers définissent l'essence même de notre communauté et qu'ils incarnent l'esprit de coopération et la nature majestueuse et libre du Nord.

Dans ce contexte, permettez-moi de dire à tous les députés qu'un budget et un plan qui sont bons pour le Nord sont aussi bons pour tous les Canadiens.

### Le budget

L'appui du gouvernement fédéral aux territoires totalise un peu plus de 3 milliards de dollars en 2011-2012, soit une augmentation de 847 millions de dollars par rapport à 2005-2006. Ce soutien croissant à long terme permet de s'assurer que les territoires disposent des ressources nécessaires pour offrir les services publics essentiels et contribue à l'atteinte des objectifs nationaux communs, qui se rapportent notamment aux soins de santé, à l'éducation postsecondaire et à d'autres éléments clés des programmes sociaux du Canada.

Le fait de relier le pays par voie routière d'un océan à l'autre est un exemple parmi tant d'autres de la diversité des Canadiens, mais aussi de ce qu'ils sont et doivent être. Le parachèvement de la route Dempster reliant Inuvik et Tuktoyaktuk aidera les collectivités du Nord en leur permettant d'avoir un meilleur accès aux fournitures et aux services publics. Cela aura aussi pour effet de diminuer le coût de la vie, de promouvoir le tourisme et de réduire les coûts liés à l'exploration pétrolière et gazière terrestre.

Le gouvernement est d'avis que la meilleure façon d'améliorer les conditions socioéconomiques des Autochtones, c'est d'amener les collectivités et les gouvernements des Premières nations à participer davantage à l'économie canadienne.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec les gouvernements et les collectivités des Premières nations du Yukon alors qu'ils cherchent à stimuler le développement économique naissant à l'échelle locale. Il faut saisir les occasions qui permettent d'assurer un équilibre entre le développement de l'environnement et les liens qui existent entre les Premières nations et la terre, l'eau, le poisson et la faune de leurs territoires traditionnels, afin que ces liens demeurent solides pour les générations à venir.

• (1725)

La protection de l'environnement au Canada, au Yukon et dans les territoires traditionnels des Premières nations sera favorisée grâce à la promotion du développement d'énergies propres par le truchement d'un investissement de 8 millions de dollars dans les collectivités autochtones et nordiques, de technologies et de projets d'énergies propres visant à réduire les gaz à effet de serre, qui ont des répercussions aux niveaux national et régional.

Nous prévoyons près de 870 millions de dollars, sur deux ans, pour lutter contre les changements climatiques et la pollution atmosphérique. Cette initiative inclut le prolongement du programme écoÉNERGIE Rénovation-Maisons, qui aidera les propriétaires à améliorer l'efficacité énergétique de leur maison et à alléger le fardeau des coûts d'énergie.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à fournir plus de 3,2 millions de dollars afin d'améliorer les conditions de logement des Premières nations au Yukon. De ce montant, la première nation Tr'ondek Hwech'in recevra près de 755 000 \$ pour rénover 67 logements et 630 000 \$ pour la construction de deux nouvelles unités.

L'éducation est essentielle à la réussite des gens, des familles et des collectivités, et l'amélioration des résultats scolaires des Premières nations va profiter à tout le Canada. Nous sommes d'avis que les étudiants des Premières nations devraient avoir accès à des programmes d'études qui leur permettront d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour joindre les rangs de la population active et profiter pleinement des possibilités économiques au pays.

Dans le cadre de la prochaine étape du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement prévoit investir 9 millions de dollars, sur deux ans, pour donner plus d'ampleur aux collèves des territoires et aux programmes d'éducation destinés aux adultes, notamment

dans les collectivités éloignées, afin d'améliorer leur capacité à tirer parti des possibilités économiques dans le Nord.

Une somme supplémentaire de 1,7 million de dollars pour la formation de la main-d'oeuvre sera ajoutée à titre d'aide directe et ciblée pour les territoires. Les familles d'enfants inscrits à des activités artistiques, culturelles, récréatives et de développement vont bénéficier du crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants. Cette mesure va créer des possibilités pour les enfants dans tout le Yukon, notamment ceux qui fréquentent l'école Robert Service, à Dawson, puisque la School of Visual Arts est située tout près.

Ce crédit d'impôt s'inscrit dans les mesures prises pour aider les parents et les enfants, comme par exemple le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, qui permet à des jeunes gens énergiques comme ceux que je connais si bien à l'école Hidden Valley de profiter des bienfaits d'une enfance en santé et active. Le compte d'épargne libre d'impôt, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le crédit d'impôt pour enfants et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation sont toutes des mesures qui vont aider les gens du Nord, pour lesquels le coût de la vie est plus élevé étant donné qu'ils vivent dans des régions éloignées et isolées du Canada.

Les aînés admissibles au Canada et dans le Nord vont recevoir un montant supplémentaire annuel pouvant atteindre 600 \$ dans le cas des aînés célibataires et 840 \$ dans le cas de ceux qui vivent en couple.

Attirer des médecins et des infirmières dans des collectivités éloignées au moyen d'un programme d'exonération du remboursement des prêts est essentiel afin d'améliorer la vie des médecins de famille, des infirmières praticiennes et des patients dans ces régions.

Les territoires bénéficieront également d'un soutien ciblé direct et continu en 2011-2012. Cela comprend 800 000 \$ pour le Fonds pour la réduction des temps d'attente dans le cadre du plan décennal visant à renforcer les soins de santé. Ils bénéficieront aussi de la prolongation, pendant deux ans, de l'Initiative de viabilité du système de santé des territoires, ce qui fournira 60 millions de dollars sur deux ans pour consolider les progrès réalisés pour moins faire appel aux services de santé extérieurs et aux voyages médicaux.

Je trouve très encourageant que le budget de 2011 permette aux collectivités des territoires de bénéficier, chaque année, d'un investissement dans l'infrastructure municipale permanent, inscrit dans la loi, par l'entremise du Fonds de la taxe sur l'essence. La permanence de ce fonds donnera aux collectivités l'assurance d'avoir accès à un financement à long terme pour l'infrastructure pour répondre aux besoins particuliers de chaque collectivité.

Enfin, comme bien d'autres nouveaux députés, si je suis ici à la Chambre aujourd'hui, c'est peut-être à cause du registre des armes d'épaule, une mesure inefficace et coûteuse. J'ai le plaisir de m'adresser particulièrement aux citoyens du Yukon, mais aussi à tous les Canadiens, agriculteurs, trappeurs, sportifs des deux sexes, athlètes, Autochtones et peuples des Premières nations qui se sont conformés aux règles, qui ont contribué à notre histoire, à notre culture et à notre économie, des citoyens comme une légende du Yukon, Alex Van Bibber, né sur les rives de la rivière Pelly en 1916, qui vit toujours de la terre et qui, à 95 ans, continue d'enseigner aux gens du Yukon l'art de vivre dans la nature sauvage.

### *Le budget*

Pour nos concitoyens du Yukon, nos concitoyens du Canada, nous allons proposer des amendements législatifs pour éliminer l'obligation d'enregistrer les armes d'épaule sans restrictions. Ce faisant, notre gouvernement ne permettra pas que l'on gaspille des milliards de dollars aux dépens des Canadiens respectueux des lois et trouvera plutôt des moyens plus efficaces d'assurer la sécurité dans nos villes et nos quartiers, de faire en sorte que nos jeunes soient actifs, en bonne santé et instruits, que nos citoyens obtiennent de l'aide et des emplois, que nos sans-abri soient logés, que nos stratégies de prévention de la criminalité soient ciblées, que les criminels aient des comptes à rendre et que leurs victimes soient soutenues.

Comme dirait l'auteur et chroniqueur du Yukon, Murray Martin, comment ne pas dire Amen à cela!

• (1730)

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD):** Monsieur le Président, je voudrais féliciter tous mes collègues, de toute allégeance politique, pour leur élection. Je vous félicite vous-même pour votre nomination à ce poste. Je tiens aussi à remercier tous mes électeurs et tous ceux qui ont placé leur confiance en moi. Je suis également très content de faire partie de ce caucus néo-démocrate composé de plusieurs jeunes. Je suis heureux de voir que les jeunes ont une meilleure représentation ici, au Parlement, depuis l'élection du 2 mai dernier.

Je voudrais poser une question à mon collègue conservateur sur l'éducation postsecondaire — il en a fait mention pendant son discours. Compte tenu du fait que ma circonscription est composée d'un très grand pourcentage d'étudiants, j'aimerais savoir ce que le gouvernement compte faire pour leur venir en aide, alors qu'ils vivent souvent sous le seuil de la pauvreté et qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois.

[Traduction]

**M. Ryan Leef:** Monsieur le Président, cette question a été soulevée dans la circonscription de Yukon lors de nos entretiens avec nos électeurs.

Dans le budget de 2011, le gouvernement conservateur prévoit offrir un régime de péréquation en ce qui concerne les prêts aux étudiants à temps partiel et à temps plein. Nous voulons moderniser le programme canadien de prêts aux étudiants pour les aider à faire des économies. Des remises de dette sont prévues pour les médecins et les infirmières, ce qui est une mesure rattachée au domaine de la santé. Cette mesure pourrait donner des résultats formidables un peu partout au Canada en attirant des gens dans les régions éloignées, comme le Nord, pour qu'ils aillent y pratiquer leur profession, ce qui rendrait les carrières en question encore plus attirantes pour les étudiants.

**M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, le député de Yukon a parlé des changements climatiques et des centaines de milliers de dollars prévus dans le budget de 2011 pour l'amélioration du rendement énergétique des maisons, ce qui est une bonne chose. Cependant, le député est-il prêt à demander aux ministres de son gouvernement des millions de dollars année après année, pour lutter contre les effets du réchauffement de la planète, qui sera ressenti en Arctique davantage que partout ailleurs, comme le sait le député de Yukon?

**M. Ryan Leef:** Monsieur le Président, nous devons premièrement cerner les causes à l'origine du réchauffement de la planète et des changements climatiques. Les investissements dans la recherche et le développement nous permettront de déterminer où il nous faudrait

préférentiellement dépenser de l'argent et mettre sur pied les projets les plus importants pour réduire les changements climatiques et leurs effets, dont nous sommes certainement conscients dans l'Arctique et dans les territoires du Nord.

Il s'agit d'un domaine ayant une importance cruciale pour les gens de Yukon. Je compte oeuvrer avec les gens de ma circonscription et avec les experts des changements climatiques sur le territoire pour recueillir des solutions et des idées que je pourrais présenter au gouvernement, de manière à ce que le sujet des changements climatiques demeure à l'avant-plan.

**M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC):** Monsieur le Président, félicitations pour votre nomination. Je félicite également mon collègue pour son grand discours dans cette auguste Chambre, dans ce merveilleux pays qui est le nôtre.

Le député a longuement parlé des nombreuses mesures prévues dans le budget de 2011. Il a attiré notre attention sur l'importance de ces mesures pour lui et pour sa circonscription de Yukon.

J'aimerais qu'il nous en dise un peu plus sur la question du crédit d'impôt de 15 p. 100 pour l'exploration minière. J'aimerais également qu'il nous explique ce que la création de l'Agence canadienne de développement économique du Nord par le gouvernement signifie pour lui et pour sa circonscription. De plus, je me demande s'il pourrait nous parler davantage du crédit pour l'embauche aux petites entreprises et de toute autre mesure qu'il n'a peut-être pas eu le temps d'aborder et qui revêt beaucoup d'importance pour sa magnifique circonscription de Yukon.

• (1735)

**M. Ryan Leef:** Monsieur le Président, j'ai omis de mentionner que le crédit d'impôt 15 p. 100 pour l'exploration minière sera prolongé d'une année, jusqu'en 2012. Cela aidera nos entreprises à réunir les capitaux nécessaires pour l'exploration minière.

Je suis fier de dire que le territoire du Yukon connaît actuellement un taux de chômage de 4 p. 100 grâce aux efforts de création d'emplois du gouvernement conservateur. Il s'agit du taux le plus faible au pays depuis plusieurs mois. Avant, nous avions le taux de chômage le plus élevé au Canada. Le plan d'action du gouvernement conservateur a permis aux habitants du Yukon de trouver du travail.

Nous continuerons de travailler sur le dossier de la pauvreté, mais je suis également très fier des progrès réalisés sur ce plan.

**Mme Niki Ashton (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Vancouver-Est.

Je suis honorée de reprendre ici la parole en tant que membre d'une équipe néo-démocrate beaucoup plus vaste, qui constitue maintenant l'opposition officielle. Je souhaite tout d'abord remercier les gens du Nord du Manitoba qui m'ont reconduite à Ottawa pour lutter pour eux. Je tiens à remercier les gens de Sakgeeng à Churchill, de Berens River à Pukatawagan, du Pas, de Flin Flon et de Thompson, les gens des Premières nations, des communautés métisses, des centres urbains et de toutes les communautés du Nord, des gens qui tous ensemble ont affirmé leur volonté de voir Ottawa travailler avec eux.

Les gens du Nord du Manitoba savent bien que notre région est la source d'une richesse abondante. Elle vient du Nord, de nos industries, de nos territoires traditionnels, du labeur de nos compatriotes. Pourtant, nous constatons dans le Nord que le gouvernement fédéral ne nous donne pas grand chose en retour. Une fois de plus, nous avons un budget fédéral qui ne rend pas à notre Nord ce qu'il lui a donné.

*Le budget*

Dans ce budget, le gouvernement ne tient aucun compte des Premières nations et des difficultés bien réelles qu'elles connaissent chaque jour.

Les conditions de vie des Premières nations du Nord du Manitoba sont parmi les plus épouvantables de notre pays. Voici ma question. Qu'en est-il de la suppression du plafonnement de 2 p. 100 que réclament les Premières nations depuis des années? Qu'en est-il du financement des logements? Non seulement il n'y a aucune augmentation, mais il y a eu un recul par rapport aux engagements des années précédentes. Où est le financement des investissements pour les aqueducs et les égouts?

Les Premières nations d'Island Lake demandent au gouvernement fédéral de s'engager à leur fournir des services d'aqueduc et d'égout pour échapper aux problèmes d'insalubrité tragiques qu'elles connaissent chaque année. Mais quand je suis allée dans la Première nation de Garden Hill pas plus tard qu'il y a deux mois, on m'a montré la toute dernière réponse du gouvernement fédéral à cette requête : un grand seau d'eau bleu et un petit seau gris avec un siège dessus. C'est toute la dignité qu'accorde le gouvernement fédéral aux Premières nations du Canada.

Pendant que nous sommes ici, Tadoule Lake, l'une des communautés les plus septentrionales du Manitoba, est en crise parce que son réseau d'aqueducs et d'égouts ne fonctionne plus. Régulièrement, les enfants ne peuvent pas aller à l'école. Voilà les besoins fondamentaux des Premières nations de ma circonscription, et voilà le comportement méprisant du gouvernement fédéral à l'égard de ces Premières nations et de leurs conditions de vie dignes du tiers monde.

Où sont les investissements dans l'éducation et l'encadrement des étudiants post-secondaires? Gods Lake Narrows, Gods River et Oxford House ne cessent de dire qu'il faut que le gouvernement fédéral investisse, qu'il les aide à construire de nouvelles écoles pour répondre aux aspirations d'une population jeune de plus en plus importante au sein de leurs communautés. Les communautés autochtones sont parmi les plus jeunes au Canada. Pourquoi le gouvernement n'investit-il pas dans leur avenir?

Quant aux Autochtones en milieu urbain, le budget ne prévoit pas de les aider et ne met pas en place les soutiens à long terme indispensables pour des services critiques comme ceux que fournissent les centres d'amitié autochtones. Le gouvernement continue à laisser pour compte les Premières nations et les Métis du Nord du Manitoba et de tout le Canada.

Dans ce budget, le gouvernement fait abstraction des travailleurs canadiens. Il fait des concessions fiscales aux grandes entreprises rentables, mais ne prend aucune mesure pour garder les emplois dans le pays. Chez moi, à Thompson, la collectivité mène une lutte pour sa survie contre une société minière étrangère, Vale, que le gouvernement fédéral a autorisée à racheter Inco. Au lieu de protéger la propriété des ressources, le gouvernement a approuvé un prêt d'un milliard de dollars à Vale, qui a pourtant enlevé des centaines d'emplois au Manitoba. En fait, le gouvernement a aidé Vale à délocaliser des emplois dans notre province.

Les jeunes qui travaillent à la raffinerie et à la fonderie de Thompson s'inquiètent beaucoup de leur avenir et de celui de leur famille. Ceux qui sont proches de la retraite craignent d'être abandonnés. Une collectivité qui a contribué à la richesse d'une entreprise et d'un pays risque de perdre les avantages qu'elle tire de cette richesse.

Qu'en est-il de l'engagement à appuyer les travailleurs de nos collectivités? Qu'en est-il de l'intention du gouvernement de

permettre aux Canadiens et non aux sociétés étrangères de profiter de nos ressources?

Dans ce budget, le gouvernement tient l'Ouest pour acquis. Je représente ici l'Ouest canadien. Je représente ici des milliers de personnes qui s'opposent au projet du gouvernement de démanteler la Commission canadienne du blé.

• (1740)

Pourquoi le gouvernement montre-t-il tant de mépris pour le droit démocratique de choisir que possèdent les agriculteurs? Est-ce que le gouvernement se soucie du gagne-pain des gens et des collectivités des Prairies?

Dans notre région de l'Ouest, la perte de la Commission canadienne du blé ruinerait le port de Churchill qui dépend des expéditions de la Commission. Le gouvernement souhaite la disparition de ce port qui fait vivre la population de Churchill ainsi que celle de la baie et du Nord, tout en faisant abstraction de ce que veulent les agriculteurs de l'Ouest.

Le gouvernement fait également abstraction de l'Ouest en réduisant de 54,4 p. 100 le budget de Diversification économique de l'Ouest Canada. Nos régions ont constamment besoin de diversification dans le développement économique. Pourtant, les régions rurales du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont privées de la coopération dont elles ont besoin de la part du gouvernement fédéral afin de se diversifier. Qu'entraîneront ces réductions? Moins d'entreprises ouvriront leurs portes, moins de services seront offerts et plus de jeunes quitteront nos collectivités, qui ont déjà de la difficulté à survivre. Est-ce vraiment là la vision qu'a le gouvernement de l'Ouest canadien?

Dans le budget à l'étude, le gouvernement néglige la grande priorité de très nombreux Canadiens: les soins de santé. Des gens du Nord du Manitoba et de tout le Canada n'ont pas les soins les plus élémentaires d'un médecin de famille. Cinq millions de Canadiens n'ont pas de médecin de famille, cette première ligne d'intervention pour ceux qui éprouvent des problèmes de santé.

Pendant la dernière campagne électorale et même au cours de la dernière législature, j'ai fait du porte à porte dans des localités comme Flin Flon. Dans une maison après l'autre, les électeurs me disaient leur anxiété, leur inquiétude, parce qu'ils n'avaient pas de médecin de famille. J'ai entendu des habitants du Nord me raconter que des médecins de famille venaient dans leur localité et y restaient un an ou, avec de la chance, deux ans. Et puis ils repartaient, laissant tomber leurs patients, laissant les familles à leurs inquiétudes, laissant les gens en moins bonne santé, en fin de compte.

Quand nous considérons le leadership qui doit venir du gouvernement fédéral pour travailler avec les provinces, avec les autorités régionales en matière de santé, les Premières nations des localités autochtones du Nord, ce que nous voyons, ce sont des faux-fuyants, une réelle absence de vision lorsqu'il s'agit de soutenir le régime universel et public de soins de santé, dont les Canadiens sont si fiers.

### *Le budget*

Je conclus. Nous, députés de l'opposition officielle, lançons un message. Le gouvernement fédéral a l'obligation d'agir en fonction des priorités de tous les Canadiens: logement, éducation, soins de santé, préservation et création d'emplois de qualité grâce au contrôle de nos ressources et de nos moyens de subsistance. Les Canadiens souhaitent que le gouvernement fédéral se porte à leur défense.

Toutefois, ce que nous voyons aujourd'hui dans le budget, c'est encore et toujours le refus de défendre les Canadiens. Le gouvernement se préoccupe plutôt des grandes sociétés et de ses amis, déjà très à l'aise, de préférence à ce que recherchent les Premières nations, les Métis, les habitants du Nord et ceux de l'ensemble du Canada.

Les habitants du Nord et les Canadiens doivent cependant compter sur une opposition officielle qui se battra pour eux, qui se battra pour la dignité et la justice sociale auxquelles tous les Canadiens ont droit.

• (1745)

**M. Rod Bruinooge (Winnipeg-Sud, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de dire que ce ne sont pas tous les Autochtones de sa circonscription qui partagent son opinion. Je ne suis pas l'un de ceux-là. Évidemment, je suis originaire de Thompson et je sais que bon nombre de personnes ont une philosophie différente.

Toutefois, en ce qui concerne les questions autochtones, j'aimerais lui poser une question concernant la propriété. En tant qu'Autochtone, je peux avoir une propriété peu importe où je vis. Toutefois, les gens des Premières nations ne peuvent pas en faire autant dans les réserves. Je me demande simplement si la députée estime que les gens des Premières nations devrait être des citoyens de second ordre sans la possibilité d'acheter une propriété, ou si, en fait, ils devraient avoir ce droit.

Je me demande quel est son avis sur cette question.

**Mme Niki Ashton:** Monsieur le Président, je serais heureuse que le député visite ma circonscription et y passe un peu de temps avec des membres des Premières nations, qui, en plus d'appuyer fortement notre parti, trouvent le programme du gouvernement très inquiétant en ce qui concerne les besoins qu'ils éprouvent. En raison du grave sous-financement de l'éducation, des soins de santé, du développement économique et du logement, les Premières Nations du Manitoba et les habitants du Nord de cette province sont parmi les populations les plus négligées du pays.

Quant aux droits des femmes autochtones à l'égard des biens matrimoniaux, il s'agit d'un enjeu crucial de la dernière législature. J'invite le député à écouter les points de vue qui se font entendre clairement dans les régions comme la nôtre, où l'on respecte les traités et la volonté des populations autochtones de se gouverner elles-mêmes. C'est un débat important qui se poursuivra au cours de la législature actuelle.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, je connais le père de la députée depuis un bon bout de temps, plus de 18 ans pour être exact. Cet homme est l'un des députés les plus articulés — et certainement l'un des chahuteurs les plus redoutables — à avoir jamais siégé à l'Assemblée législative du Manitoba. Je serais curieux de savoir ce qu'il pense de la politique du NPD sur le chahut.

Cela étant dit, ma question porte sur le développement est-ouest de la ligne de transport d'énergie hydroélectrique. Quand la députée parle de l'importance des relations fédérales-provinciales et qu'elle dit qu'il faut venir en aide aux Autochtones du Nord du Manitoba, j'ai envie de lui rappeler que de nombreux Autochtones du côté Est,

dont des chefs, croient que la ligne de transport devrait passer de leur côté.

Selon la députée, le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans tout ça? Vu l'importance de la population autochtone, quel rôle le gouvernement fédéral devrait-il jouer dans ce débat?

**Mme Niki Ashton:** Monsieur le Président, les collectivités que je représente semblent retenir l'attention de bien des gens. J'invite le député à visiter les Premières nations qui vivent du côté Est et à aller écouter directement ce qu'ont à dire les chefs et les conseils de bande qui ont signé les protocoles d'entente sur le développement routier. Si on considère que c'est le développement économique de la région qui doit primer, je crois que c'est un objectif que l'option du côté Est ne nous permettrait pas de réaliser.

Quel est le rôle du gouvernement fédéral quand il est question des Premières nations du côté Est? Son rôle devrait consister à les écouter et à leur fournir les services d'aqueduc et d'égouts qu'ils réclament, les logements dont ils ont besoin et les nouvelles écoles qu'il leur faut. Le gouvernement fédéral a beaucoup de pain sur la planche, et nous espérons sincèrement qu'il va se mettre au travail dès aujourd'hui.

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais également vous féliciter pour votre nouveau rôle à la Chambre.

J'aimerais poser une question à la députée au sujet d'une stratégie nationale en matière de garde d'enfants. Bien entendu, elle a habilement souligné ce qui fait grandement défaut dans ce budget, que ce soit au chapitre du logement, des soins de santé ou des Premières nations. On relève entre autres l'absence flagrante d'une stratégie nationale en matière de garde d'enfants. Les Canadiennes et leur famille travaillent depuis le début des années 1970 en vue de la création d'une telle stratégie.

Qu'aurait aimé voir la députée comme services de garde abordables, accessibles et de qualité financés par l'État?

**Mme Niki Ashton:** Monsieur le Président, je félicite la députée de Nanaimo—Cowichan pour sa réélection.

L'une des excellentes propositions présentées par mon parti est la nécessité de mettre en place une stratégie nationale en matière de garde d'enfants. Je représente l'une des régions les plus jeunes au Canada et le besoin d'une telle stratégie y est des plus criants. Le NPD espère que le gouvernement fédéral sera à l'écoute des familles, des femmes et des jeunes du Canada qui affirment vouloir un programme national de services de garde d'enfants dans leurs communautés.

• (1750)

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Avant tout, monsieur le Président, je vous félicite de votre élection à la présidence.

Je suis heureuse de prendre aujourd'hui la parole à la suite de la députée de Churchill, et après avoir entendu ses observations sur le budget. Nous représentons des régions du Canada bien différentes. Elle est du Nord et je viens d'un centre urbain du Sud, sur la côte Ouest. Par conséquent, c'est presque incroyable d'apprendre que ce qu'on lui a dit quand elle a fait son porte-à-porte pendant la campagne électorale est très semblable à ce que m'ont dit mes électeurs, dans Vancouver-Est.



*Le budget*

Je veux d'ailleurs remercier les gens de Vancouver-Est, qui m'ont réélue pour la sixième fois. Ma circonscription est particulièrement intéressante en raison de la diversité de ses quartiers. C'est là que les immigrants arrivent, que les gens se font une place au Canada. La genèse des syndicats et l'activisme social tiennent une grande place dans son histoire. Toutefois, c'est aussi un endroit où la vie est difficile. Les gens doivent composer avec un prix du logement incroyablement élevé. C'est un endroit où il fait bon vivre, mais où bon nombre sont dans la misère et n'arrivent pas à s'en sortir.

Je suis incroyablement fière de faire partie de ce fantastique caucus néo-démocrate. Il y a eu tellement de jeunes qui ont été élus, c'est comme une bouffée d'air frais. J'espère qu'ils vont donner un grand coup de balai dans la politique ici, qu'ils vont nous apporter de nouvelles perspectives et une nouvelle expérience.

Durant la campagne électorale, on entendait constamment les gens dire qu'il fallait que les jeunes s'investissent. Ils se demandaient pourquoi les jeunes ne votaient pas, pourquoi ils ne s'engageaient pas. Eh bien nous avons la réponse ici avec des candidats incroyables. Dans ma circonscription, Vancouver-Est, il y a eu une mobilisation pour le vote des jeunes comme on n'en avait jamais vu auparavant. Il y a eu des rassemblements pour le vote. Les gens faisaient tout pour accroître la visibilité de la campagne et la sensibilisation aux questions abordées. Le rôle des médias sociaux, que ce soit Facebook ou Twitter, a été fantastique. Ces médias ont procuré un nouveau moyen d'interaction avec les électeurs. Je suis très fière de faire partie d'un caucus qui englobe un pourcentage historique de femmes et un nombre considérable de jeunes qui vont nous remplir de force et d'espoir pour la politique de l'avenir.

Concernant le budget présenté hier, il y a deux choses sur lesquelles je voudrais insister parce qu'elles sont importantes pour les gens de ma collectivité. Il s'agit de la santé et du logement.

J'ai reçu il y a deux jours seulement un courriel d'une jeune famille. Ce sont des gens qui vivent à Vancouver depuis environ 14 ans. Ils ont un revenu combiné de 80 000 \$. Ils travaillent fort. Ils disent qu'ils veulent économiser pour s'acheter une maison, mais qu'ils ont l'impression de courir vers une ligne d'arrivée qui s'éloigne d'eux encore plus vite qu'ils ne courent. Ils ajoutent qu'ils paient actuellement 1 450 \$ par mois un petit appartement d'une chambre dans une maison à trois appartements de Vancouver-Est. Autrefois, les prix à Vancouver-Est étaient relativement abordables, mais c'est devenu une ville où la vie est très chère.

Ce que j'attendais donc de ce budget, c'était un engagement du gouvernement à mettre en place un programme de logement abordable. J'ai été incroyablement déçue de voir qu'il n'y avait pas un mot sur le logement dans le budget. Ce problème touche non seulement les gens de ma collectivité, mais ceux de tout le pays, dans le Nord où les gens vivent dans des conditions sordides dignes du tiers monde ou encore dans les centres urbains, ainsi que les sans-abri.

Il y a eu tout récemment un recensement des sans-abri dans le Grand Vancouver et on sait maintenant que près de 2 000 personnes y vivent dans des refuges. Parmi ces gens, il y en avait qui avaient passé la nuit en prison ou dans des locaux de désintoxication. On sait que le nombre de personnes qui vivent dans des refuges ne cesse d'augmenter. C'est une crise d'ampleur nationale.

Je n'en reviens pas que le gouvernement conservateur reste aussi indifférent à la crise du logement au Canada. Peut-être que les conservateurs pensent que ce n'est pas le problème du gouvernement.

Pourtant, la réalité, c'est qu'il y a dans la région métropolitaine de Vancouver et la vallée du Bas-Fraser une coalition pour l'offre de logements locatifs. Certains députés d'en face seront peut-être étonnés d'apprendre que cette coalition inclut la Chambre immobilière de la région métropolitaine de Vancouver, l'Association canadienne des constructeurs d'habitation de la Colombie-Britannique, l'Association du logement sans but lucratif de la Colombie-Britannique et le Centre de ressources et de conseils aux locataires. Les partenaires de cette coalition ne travaillent pas ensemble en général, mais ils le font maintenant compte tenu de la gravité de la crise dans notre ville. La ville de Vancouver fait tout ce qu'elle peut, mais le gouvernement fédéral brille par son absence.

● (1755)

J'ai entendu la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences dire durant la période des questions que le gouvernement avait investi des tonnes d'argent dans le Plan d'action économique, et patati et patata. En fait, c'était une injection ponctuelle. Ce qu'il nous faut dans ce pays, c'est une stratégie nationale du logement à long terme. Je me bats pour cela bec et ongles depuis des années et je sais que nous allons tous continuer à le faire ici au NPD. Il est inacceptable que, dans notre société, certains ne cessent de s'enrichir alors que d'autres, même des gens des classes moyennes maintenant, ne s'en sortent pas. J'en reviens à ce jeune couple qui gagne 80 000 \$ par an. Jadis, c'était assez pour acheter une maison, une maison modeste, mais c'est fini. Alors non seulement il y a des gens tout au bas de l'échelle qui sont de plus en plus vulnérables, mais il y a aussi des étudiants, des aînés et des jeunes familles qui constatent qu'à cause de la crise du logement abordable, ils ont de moins en moins d'argent pour se nourrir et pour faire des études, et de plus en plus de mal à s'en sortir.

Mais je sais que c'est une cause pour laquelle nous, les néo-démocrates, nous allons nous battre bec et ongles.

Le deuxième sujet que je voulais aborder est la santé, parce que c'est évidemment un énorme problème qui se dresse devant nous.

Comme nous avons abordé le sujet pendant la période des questions, j'ai entendu la ministre de la Santé parler aujourd'hui de l'accord sur la santé qui doit être renégocié en 2014. Elle a dit en substance qu'il ne fallait pas s'inquiéter et qu'on avait le temps d'y penser dans les trois prochaines années. Je tiens à lui dire ainsi qu'au gouvernement conservateur que nous sommes vraiment inquiets de ce qui se passera. L'accord conclu en 2004 sous le gouvernement de Paul Martin ne comportait pratiquement pas de conditions, mais il comprenait un certain nombre d'engagements relatifs à un programme national d'assurance-médicaments, aux soins de longue durée et aux soins à domicile. Les signataires s'engageaient à réaliser des progrès dans ces domaines, par exemple au chapitre d'une deuxième étape renouvelée de l'assurance-maladie.

Cette semaine, le Conseil canadien de la santé, qui supervise l'accord, a dit essentiellement que le programme national d'assurance-médicaments était au point mort. Pourquoi? À cause de l'absence du gouvernement fédéral.

### *Le budget*

Voilà un problème qui touche toutes les formations politiques et tous les secteurs de la société, dans la mesure où les gens s'inquiètent de ce qui arrivera à notre système public de santé. Selon certains mythes ou certaines affirmations, notre système public de santé ne serait pas viable. Ce n'est pas vrai. C'est une chose que les conservateurs aimeraient nous faire croire parce que de fortes pressions ont été exercées par de puissantes sociétés pharmaceutiques et d'autres groupes d'intérêts en vue de la privatisation de notre système. En réalité, l'assurance-maladie est tout à fait viable. Ce sont en fait les éléments privés, comme le prix des médicaments, qui font monter les coûts des soins. Nous sommes témoins d'une situation dans laquelle 25 p. 100 des Canadiens n'ont aucune assurance en ce qui concerne les médicaments. Il est inconcevable que les gens doivent payer de plus en plus cher les produits pharmaceutiques de base.

Je tiens à avertir les députés d'en face qu'au chapitre des soins de santé, ils devront s'attendre à beaucoup de vigueur et à une grande vigilance de la part du NPD. Nous demanderons des comptes au gouvernement et veillerons à ce que l'accord sur la santé qui sera renégocié couvre les questions relatives à une qualité de vie de base en ce qui concerne l'assurance-maladie afin qu'il soit possible de maintenir les cinq principes de la Loi canadienne sur la santé.

**M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter la députée de Vancouver-Est d'avoir été réélue, si j'ai bien compris, pour la sixième fois. Cela témoigne de la confiance que les gens de Vancouver-Est accordent à leur députée. Je peux les assurer qu'ils sont bien représentés.

La députée peut-elle expliquer à la Chambre en quoi une stratégie nationale du logement serait utile pour les Canadiens qui vivent dans la pauvreté?

• (1800)

**Mme Libby Davies:** Monsieur le Président, j'aimerais certainement féliciter mon estimé collègue pour sa réélection. Je sais qu'il a travaillé très fort pour ses électeurs. De plus, il est l'un des députés qui appuient clairement l'idée d'une stratégie nationale du logement.

L'idée est très simple: le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer dans le respect d'un des droits les plus fondamentaux de l'être humain, à savoir l'accessibilité à un logement sûr, adéquat et abordable.

En fait, le Canada avait autrefois d'excellents programmes en matière de logement. Le gouvernement fédéral a toujours joué un rôle dans ce domaine. Mais, dans la foulée des efforts pour éliminer le déficit dans les années 1990, tout cela a disparu. Nous devrions tirer une leçon de cette expérience. À l'époque, le gouvernement fédéral était libéral. Cette décision concernant la politique gouvernementale a eu des conséquences désastreuses, notamment l'augmentation du nombre de sans-abri.

Nous sommes fermement convaincus que le gouvernement fédéral se doit d'intervenir dans ce domaine et de collaborer avec les provinces, les territoires et les municipalités pour s'assurer qu'il existe une stratégie nationale du logement de sorte qu'aucun Canadien, peu importe son lieu de résidence, ne se retrouve sans-abri ou n'ait pas accès à un logement sûr et abordable.

**M. Dan Albas (Okanagan—Coquihalla, PCC):** Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur d'être ici et de représenter les électeurs d'Okanagan—Coquihalla. Je tiens à féliciter ma collègue pour son élection et à la remercier de nous avoir fait part de ses préoccupations aujourd'hui.

Je voudrais lui poser une question très simple au sujet des soins de santé. C'est une question qui nous préoccupe tous, comme les

Canadiens nous l'ont dit lorsque nous avons frappé à leur porte. Toutefois, j'ai l'impression que nous avons tous une ouïe très sélective parce que ce que j'ai entendu est très différent de ce que disent les députés d'en face.

Quoi qu'il en soit, nous avons dit que nous tiendrions nos promesses. Nous avons déclaré que nous maintiendrions la hausse de 6 p. 100. Comme la santé relève des provinces, que devrions-nous faire, d'après la députée? Il n'est pas question d'imposer notre volonté ou de faire de l'intimidation. Il faut que les provinces travaillent de concert avec le gouvernement fédéral. J'aimerais que la députée nous dise comment cela devrait se faire.

De plus, comment ferons-nous pour payer? Nous savons tous que nous avons les meilleures intentions du monde, mais il y a des questions concrètes qui se posent au sujet de la provenance et de la destination de l'argent.

**Mme Libby Davies:** Monsieur le Président, je n'ai entendu personne, surtout dans nos rangs, dire qu'il y aura de l'intimidation. Il s'agit d'un accord négocié. Je conviens que toutes les parties se sont entendues sur une hausse de 6 p. 100, même deux ans après la mise en œuvre de l'accord.

Toutefois, il n'est pas seulement question d'argent. Il faut déterminer où vont les fonds et à quoi ils servent. Le système disparate que nous avons dans le pays constitue un vrai défi. Certaines provinces ont des programmes d'assurance-médicaments. Certaines autres ont des soins de longue durée ou des soins à domicile. Tout cela est très disparate.

L'assurance-maladie a été établie par Tommy Douglas en Saskatchewan. C'est vraiment un symbole des valeurs canadiennes. Nous croyons que la deuxième étape de l'assurance-maladie devrait au moins comprendre un programme national d'assurance-médicaments. C'est ce que nous devons négocier. Croyez-moi, les provinces en seraient ravies, mais c'est le gouvernement fédéral qui manque à l'appel.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, pour donner suite à la question précédente, la santé est un secteur de compétence provinciale, mais la Loi canadienne sur la santé prévoit et garantit que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans ce secteur, comme il se doit, à mon avis.

La députée croit-elle que la Loi canadienne sur la santé doit être appliquée? Le cas échéant, dans quelle mesure? Croit-elle qu'il est nécessaire d'y apporter des modifications?

**Mme Libby Davies:** Monsieur le Président, la Loi canadienne sur la santé est le fondement de notre système de soins de santé, et nous devons continuer d'en respecter l'esprit.

On m'a demandé plus tôt si nous en avons les moyens. Si nous n'utilisons ne serait-ce qu'une fraction des 31 milliards de dollars d'allègements fiscaux qui ont été consentis aux grandes entreprises à même les fonds publics, nous pourrions financer aisément les programmes dont nous avons besoin, qu'ils touchent les soins de santé, le logement, la garde d'enfants ou d'autres domaines. L'argent est là; il suffit de déterminer comment le répartir.

**Mme Nina Grewal (Fleetwood—Port Kells, PCC):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Selkirk—Interlake

Je suis ravie de participer aujourd'hui au débat sur le budget de 2011, au nom des gens de la circonscription de Fleetwood—Port Kells. D'entrée de jeu, je remercie les électeurs de m'avoir de nouveau confié le mandat de les représenter à la Chambre des communes.

### *Le budget*

Le budget dont nous sommes saisis aujourd'hui représente la prochaine étape du Plan d'action économique du Canada. Il s'appuie sur les réussites enregistrées par le gouvernement. En janvier 2009, le Canada a été entraîné dans une récession économique mondiale, la pire depuis la Grande Crise qui remonte à plus de 80 ans.

Le gouvernement a réagi rapidement à la crise en proposant le Plan d'action économique du Canada. Les résultats en sont éloquents. Sous la direction du premier ministre, le Canada a traversé la crise mieux que les autres pays industrialisés du monde. Grâce au Plan d'action économique, nous avons protégé des emplois et fait des investissements à long terme qui ont permis à notre économie de sortir de la crise plus forte qu'auparavant, et nous avons créé plus de 500 000 emplois depuis juillet 2009.

Le temps est maintenant venu de passer à l'étape suivante de notre plan. Nous nous concentrerons sur l'économie, sur la création d'emplois, sur la réduction du déficit et sur des investissements stratégiques clés.

J'ai passé beaucoup de temps à écouter les gens de Surrey. Leur message était parfaitement clair. L'économie est le principal sujet de préoccupation du Canada et du gouvernement. Notre gouvernement conservateur est réputé, à juste titre, pour sa bonne gestion financière. Avant la récession mondiale, nous avons maintenu l'équilibre budgétaire, réduit notre dette et diminué les impôts.

En fait, depuis son arrivée au pouvoir en 2006, notre gouvernement a réduit les impôts plus de 120 fois. Plus d'un million de Canadiens ont été rayés de la liste des contribuables. En moyenne, la famille canadienne paie 3000 \$ de moins d'impôts chaque année.

Nous avons fait tout cela en investissant de nouveaux fonds dans les programmes sociaux et en rééquipant nos militaires qui étaient dans une situation déplorable. Grâce à notre gestion prudente des finances nationales, nous avons pu mettre en œuvre un programme de relance lorsque la récession mondiale s'est manifestée, sans causer de dommages permanents à l'économie.

Comme le programme de relance arrive maintenant à son terme, il est temps de revenir à des budgets équilibrés. Le budget de 2010 comprenait un plan en trois points destiné à atteindre cet objectif: mettre fin au programme temporaire de relance, prévoir des dépenses ciblées et examiner les mesures administratives et les frais généraux du gouvernement.

Nous n'équilibrerons pas le budget en réduisant les transferts aux provinces, qui servent à financer d'importants programmes sociaux, comme les soins de santé et l'éducation. C'est un procédé libéral que les conservateurs se garderont bien d'adopter.

Avec le budget de 2011, le financement fédéral des provinces et des territoires atteindra un chiffre record de plus de 56 milliards de dollars, soit près de 2,2 milliards de plus que l'année dernière. Dans le cas de la Colombie-Britannique, le total est de 5,4 milliards de dollars pour 2011-2012, ce qui représente 1 182 \$ par habitant. Le transfert canadien en matière de santé s'élèvera à près de 3,8 milliards de dollars, soit 216 millions de plus que l'année dernière. Ce transfert continuera à croître de 6 p. 100 chaque année.

Le transfert canadien en matière de programmes sociaux dépassera 1,5 milliard de dollars. Pour ma province, la Colombie-Britannique, ce paiement comporte une augmentation de 349 millions de dollars par rapport à 2005-2006. Ces hausses à long terme permettent à la province de disposer des ressources nécessaires pour financer les services publics essentiels.

Grâce à ce budget, nous poursuivons le plan lancé l'année dernière en vue d'équilibrer le budget. L'examen stratégique et opérationnel pangouvernemental qui est prévu nous permettra d'équilibrer le budget d'ici 2014-2015.

● (1805)

S'appuyant sur un ambitieux programme d'allègement des impôts, la prochaine phase du Plan d'action économique prévoit de nouvelles mesures de réduction des impôts des Canadiens et des entreprises. Ces mesures fiscales fourniront aux contribuables de la Colombie-Britannique un allègement d'environ 270 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. Notons par exemple un nouveau crédit d'impôt pour les aidants familiaux, qui assurera un allègement de près de 103 millions de dollars, et un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants, qui représentera près de 68 millions de dollars.

La prochaine phase du Plan d'action économique du Canada prévoit en outre des mesures en vue d'améliorer l'équité, la neutralité et l'intégrité du régime fiscal, de bloquer des échappatoires et de limiter les possibilités de planification fiscale.

Le gouvernement reconnaît que les aînés sont des membres précieux de la société qui contribuent à la diversité des compétences, des connaissances et de l'expérience dans leur famille et leur milieu. Ils ont aidé à bâtir notre grand pays, à en faire un excellent endroit où nous pouvons tous vivre. Voilà pourquoi le gouvernement appuie les aînés de différentes façons: des allègements fiscaux annuels de plus de 2,3 milliards de dollars; la radiation de plus de 85 000 aînés du rôle d'imposition; le fractionnement du revenu de retraite; la multiplication par deux du revenu de retraite donnant droit au crédit d'impôt pour pension, qui est passé à 2 000 \$; la majoration de 2 000 \$ du crédit en raison de l'âge; la création du compte d'épargne libre d'impôt, particulièrement bénéfique pour les aînés.

Dans le dernier budget, nous prenons de nouvelles mesures d'aide pour les aînés. Nous bonifions le supplément de revenu garanti pour que les aînés à faible revenu touchent des prestations complémentaires d'un maximum de 600 \$ pour les célibataires et de 840 \$ pour les couples. Cette mesure aidera plus de 680 000 aînés dans l'ensemble de notre grand pays. Nous améliorons le programme Nouveaux Horizons en y injectant 10 millions de dollars de plus pour promouvoir le bénévolat, le mentorat et la participation des aînés à la vie sociale et pour sensibiliser l'opinion au problème des mauvais traitements infligés à des aînés. Nous prolongeons l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés et éliminons l'âge de retraite obligatoire pour les employés de ressort fédéral, de façon que les aînés aient davantage de choix.

Le gouvernement conservateur sait que les aînés ne sont pas un groupe homogène. Les intérêts et les préoccupations varient. Nous sommes déterminés à faire en sorte que les politiques, programmes et services répondent aux besoins en évolution de tous les aînés. L'ensemble des initiatives que nous avons proposées aideront un plus grand nombre d'aînés à vivre leurs vieux jours dans la dignité et la sécurité.

Un autre élément central du budget concerne le financement public des partis politiques fédéraux. Je parle de l'allocation annuelle par vote mise en place par l'ancien gouvernement libéral en 2004. Les gouvernements ont l'obligation de faire un usage judicieux de l'argent des contribuables, surtout en période d'austérité, à un moment où les familles ont du mal à joindre les deux bouts. Voilà pourquoi nous donnons suite à un engagement que le gouvernement a pris pendant la campagne: l'élimination progressive de l'allocation par vote pour les partis politiques.

### Le budget

Le gouvernement présentera une mesure législative pour éliminer cette subvention par tranche de 51 ¢, à compter du 1<sup>er</sup> avril de l'an prochain jusqu'à son élimination complète en 2015-2016. Cette mesure permettra de réaliser jusqu'à 30 millions de dollars d'économies. Le gouvernement s'est toujours opposé aux subventions directes des contribuables aux partis politiques et estiment que ces derniers devraient principalement compter sur leurs partisans pour leur financement.

Quand on examine toutes les mesures que le gouvernement propose, on ne peut pas s'étonner que le budget ait reçu un accueil si favorable à l'échelle de tout le Canada. La Fédération canadienne des municipalités a déclaré que le budget de 2011 constituait un véritable engagement à l'égard des villes et des collectivités pour élaborer un nouveau plan d'infrastructure fédéral à long terme.

Les députés reconnaissent que le budget vise à faire en sorte que les agents de la paix disposent des outils et des ressources nécessaires pour assurer la protection des collectivités de façon efficace et efficiente. Il s'agit d'un budget judicieux qui vise à assurer la sécurité et la prospérité de l'ensemble des Canadiens.

• (1815)

[Français]

**M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier les électeurs de ma magnifique circonscription, unique tant par sa composition que par les défis qu'on y retrouve.

On parlait tout à l'heure de certains défis comme les changements climatiques, le développement des ressources naturelles — qui contribuent grandement à la richesse de ce pays —, la protection de l'environnement, l'avenir des peuples autochtones et l'avenir de nos relations avec les peuples autochtones. Aujourd'hui, on parle beaucoup de plan d'action national. Je peux effectivement affirmer aujourd'hui que de grands défis restent à relever dans plusieurs des communautés que je vais représenter pendant les quatre prochaines années. Que ce soit sur le plan de l'éducation ou de la santé, l'une des questions récurrentes depuis plusieurs années dans les communautés autochtones est bien celle des logements et de l'habitation dans les communautés autochtones.

Ma circonscription regroupe 14 communautés inuites, 9 communautés criées et 2 communautés algonquines. Ce problème est mentionné par les leaders autochtones partout au pays depuis plusieurs années.

Quand aurons-nous, de ce gouvernement, un plan d'action pour redresser cette crise qui sévit depuis plusieurs années?

[Traduction]

**Mme Nina Grewal:** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je le félicite d'avoir été élu.

Ce budget sert l'intérêt du Canada et des Canadiens. Il sert également l'intérêt des gens de ma circonscription, Fleetwood—Port Kells. On y trouve également des mesures concernant la garde des enfants. Il comporte des mesures pour tout le monde, notamment les agriculteurs, les étudiants, les familles, les aînés, les entreprises et les Autochtones. Il prévoit notamment 97,2 millions de dollars pour soutenir diverses initiatives pour les Autochtones.

Diverses organisations, des groupes d'intérêt public et des critiques ont applaudi le budget de 2011 qu'ils considèrent comme un plan positif pour créer des emplois et promouvoir la croissance économique. Manufacturiers et exportateurs du Canada a déclaré ceci:

L'annonce dans le budget fédéral d'aujourd'hui de l'extension de l'amortissement de deux ans sur le matériel de fabrication et de transformation est essentielle à la durabilité de la reprise économique du Canada.

Cette mesure fiscale donne aux manufacturiers la confiance d'investir dans l'avenir en stimulant la productivité et en améliorant les technologies.

Voyons voir ce que...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre, s'il vous plaît. J'apprécie l'intérêt et l'enthousiasme manifestés, mais nous devons permettre aux députés de poser encore quelques questions.

Le député de Kingston et les Îles a la parole pour des questions ou des observations.

**M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, il y a quelques éléments du discours de la députée que je ne peux tout simplement pas laisser passer sans rien dire.

La députée a notamment affirmé que, avant la récession mondiale, nous avons maintenu l'équilibre budgétaire. Je rappelle à la Chambre que, en fait, le budget est devenu déficitaire parce que le gouvernement a accru les dépenses avant la récession.

Deuxièmement, je trouve passablement étrange et déplacé d'entendre la députée parler aussi fièrement de tous ces gens qui seront rayés du rôle d'imposition. En fait, les 20 p. 100 des habitants de ma circonscription qui vivent dans la pauvreté aimeraient bien avoir assez d'argent pour payer de l'impôt.

**Mme Nina Grewal:** Monsieur le Président, je félicite également ce député de son élection.

Sous la direction du gouvernement conservateur, le Canada a mieux résisté à cette récession mondiale que presque tous les autres pays industrialisés. Je suis très fière de notre gouvernement. D'ailleurs, grâce au Plan d'action économique, notre économie s'est démarquée comme étant l'une des plus performantes du monde.

Voici les faits. Le Canada a connu sept trimestres de croissance économique d'affilée, durant lesquels près de 540 000 nouveaux emplois ont été créés d'un bout à l'autre du Canada. Nous sommes fiers de notre bilan. Nous sommes fiers de notre gouvernement et fiers de notre premier ministre.

• (1820)

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC):** Monsieur le Président, comme c'est la première occasion qui m'est offerte depuis que je suis de retour à la Chambre, je tiens à remercier mes électeurs, dans la circonscription de Selkirk—Interlake, de m'avoir élu pour la quatrième fois. C'est un honneur et un privilège de représenter les excellents électeurs de Selkirk—Interlake.

Nous avons eu une campagne électorale incroyable. J'ai parcouru près de 10 000 kilomètres dans ma circonscription, qui est un peu plus vaste que la Nouvelle-Écosse. Il est toutefois agréable d'être de retour pour défendre les intérêts de mes électeurs.

Je remercie les presque 300 bénévoles de ma campagne de m'avoir aidé à me faire réélire, ainsi que le personnel de mon bureau de circonscription et de mon bureau au Parlement de l'excellent travail qu'il abat pour moi depuis plusieurs années.

Je veux dire mon amour profond et ma reconnaissance à ma femme, Kelly, et à mes filles, Courtney, Taylor et Cassidy, pour leur soutien et leur amour constants. Je les remercie de me permettre de faire le travail de député, très loin de mon exploitation agricole.

*Le budget*

Je vous félicite, monsieur le Président, de votre élection à ce nouveau poste. C'est votre première journée au travail dans ces fonctions, et nous ne demandons pas mieux que de travailler avec vous au cours des quatre prochaines années et demie.

Je félicite d'ailleurs tous les députés de leur élection à cette auguste assemblée. C'est une excellente occasion qui nous est donnée de discuter des politiques et des lois et d'adopter des mesures législatives qui amélioreront le sort des Canadiens. Nous avons toujours des divergences d'opinions, mais c'est une belle occasion de discuter de ces opinions respectueusement à la Chambre. J'espère que nous saurons faire régner un meilleur décorum à la Chambre.

Nous étudions aujourd'hui le budget de 2011, qui est la reprise de celui de mars. Je félicite le ministre des Finances d'avoir déposé de nouveau ce document, car nous l'avons soumis aux électeurs après le 25 mars et il nous a servi à faire campagne. Nous avons parlé de toutes les excellentes mesures qui y figurent et les Canadiens ont répondu par un oui retentissant. Ils l'ont approuvé. Dans ma circonscription, plus de 65 p. 100 des électeurs appuient les politiques et le budget du gouvernement.

Le budget est excellent pour ma circonscription, celle de Selkirk—Interlake. Il est excellent pour le Manitoba et l'ensemble du Canada. Au fond, je voudrais expliquer à quel point le budget est important pour les ruraux, ce budget qui témoigne d'une grande responsabilité financière, nous ramènera vers des budgets équilibrés, éliminera le déficit et continuera de faire croître l'économie et d'ouvrir des débouchés aux Canadiens.

L'un des points saillants du budget, du moins à mes yeux, est la façon dont il fera venir un plus grand nombre de médecins et davantage de personnel infirmier praticien et infirmier dans les régions rurales. Dans ma circonscription, Selkirk—Interlake, et même dans tout le Manitoba, nous voyons le gouvernement provincial et différents organismes dans le domaine de la santé essayer de recruter des médecins dans le monde entier. Un grand nombre d'entre eux ne veulent pas rester dans les zones rurales. Ils partent donc.

Le gouvernement conservateur propose une solution proprement canadienne. Il offrira d'annuler la dette d'étudiant des médecins, jusqu'à concurrence de 40 000 \$, et du personnel infirmier praticien et infirmier, jusqu'à concurrence de 20 000 \$, s'ils exercent leur profession dans des localités rurales. Ils pourraient y venir dès la fin de leurs études universitaires, s'y établir et s'éprendre vraiment du mode de vie rural. À mon avis, c'est une idée passionnante qui donnera des résultats à long terme.

Il y a aussi dans le budget une nouvelle initiative de 3 millions de dollars pour aider les collectivités à adopter une approche plus intégrée des soins palliatifs et des soins en fin de vie. Au Manitoba, c'est regrettable, mais on ne s'occupe pas des soins palliatifs dans les zones rurales de la même façon qu'on le fait à Winnipeg. En ville, le gouvernement néo-démocrate de la province finance les soins palliatifs. Toutefois, dans les zones rurales, il faut recourir au bénévolat, mener toutes sortes de campagnes de financement et faire des marches pour arriver à payer les coordonnateurs et les programmes. Il est important que le gouvernement fédéral intervienne pour offrir 3 millions de dollars aux collectivités qui veulent se doter d'une approche intégrée des soins palliatifs. Nous en avons désespérément besoin dans tout le Canada.

Dans le même ordre d'idées, il y a le nouveau crédit d'impôt pour les aidants familiaux. Il donnera de l'argent à ceux qui s'occupent d'être chers qui sont malades ou en soins palliatifs et il leur

permettra de se faire indemniser financièrement pour le service qu'ils dispensent et qui n'est pas fourni par le système de soins de santé.

● (1825)

On a beaucoup entendu parler aujourd'hui de l'augmentation du Supplément de revenu garanti. C'est une remarquable initiative. Il va y avoir plus d'argent pour les particuliers et pour les couples, et cela aidera les aînés les plus défavorisés.

En milieu rural, on voit souvent des aînés qui sont des veuves ou des gens qui viennent d'une ferme familiale ou d'une petite entreprise et qui n'ont pas cotisé à une pension et ne bénéficient pas du RPC. Pour vivre, ils n'ont que la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Pour ces aînés qui vivent encore en dessous du seuil de la pauvreté, 50 \$ par mois, 600 \$ par an, c'est un grand progrès.

Ce n'est peut-être pas assez. On le répète sans arrêt. Mais c'est un premier pas et c'est la première fois qu'on fait quelque chose. Le précédent gouvernement libéral n'avait strictement rien fait.

Je suis fier de constater que notre gouvernement a reconnu ce problème. Nous prenons maintenant l'initiative d'apporter cette aide tant attendue.

Nous avons aussi créé le programme Nouveaux Horizons que nous portons à 10 millions de dollars par an. Ce programme Nouveaux Horizons pour les aînés a été très bien reçu dans mes communautés rurales. Les groupes de ce programme et divers groupes de ressources pour les aînés ont pu obtenir des fonds pour aider des aînés à être des mentors dans nos régions, faciliter l'accès à divers locaux, élaborer des programmes et obtenir des lieux de rencontre où ils peuvent se retrouver. Là aussi, nous avons apporté notre contribution. Nous avons mis sur pied ce programme et les aînés nous ont remercié partout dans le pays.

Naturellement, ce budget aide vraiment le monde des affaires. Dans les localités de ma circonscription, la grande rue n'est qu'une succession de petites entreprises. Il y a des entreprises manufacturières, des entreprises de taille moyenne et quelques grandes sociétés dans ma circonscription, mais avant tout c'est une circonscription comme la plupart des circonscriptions du Canada, où les deux tiers des entreprises sont des PME, qui emploient plus de 60 p. 100 des Canadiens. C'est sur ce secteur qu'il faut concentrer nos efforts, et c'est ce que nous avons fait.

Ces entreprises ont profité des réductions d'impôt que nous avons effectuées. Elles vont profiter de la nouvelle dispense de cotisations d'assurance-emploi pour le recrutement de nouveaux employés. Ce crédit d'impôt va nous aider à créer plus d'emplois, des emplois rémunérateurs à long terme, pour les gens de nos régions. C'est important pour le Canada rural.

Ces entreprises vont aussi profiter de la nouvelle déduction pour amortissement. Nous la prolongeons pour leur permettre d'accélérer en deux ans l'amortissement de leurs achats. La déduction pour amortissement accéléré va leur permettre de rénover leur outillage, d'être plus productives et plus compétitives, ce qui contribue à renforcer notre secteur manufacturier. L'industrie manufacturière est en croissance dans ma circonscription.

Nos municipalités rurales ont vraiment été bien traitées. Elles sont reconnaissantes au gouvernement fédéral d'avoir fait de la taxe sur l'essence une mesure permanente sur laquelle elles peuvent désormais compter. Elles peuvent compter un an à l'avance sur cet argent que va leur donner le gouvernement fédéral. Elles trouvent cela fantastique.

*Le budget*

Les investissements pour l'infrastructure que nous avons faits dans toute ma circonscription et partout au Canada ont été très bien accueillis par les municipalités parce que nous avions un déficit en matière d'infrastructure et qu'il fallait investir dans ce domaine. Maintenant, elles ont cet investissement et elles nous en sont reconnaissantes parce que le précédent gouvernement et aussi souvent le gouvernement provincial ne s'en étaient pas occupés.

Au Manitoba, le NPD provincial n'a pas apporté sa part du financement nécessaire pour réaliser des investissements en infrastructure. Les gens sont reconnaissants au gouvernement fédéral d'avoir pris l'initiative de créer le Fonds Chantiers Canada, de renforcer le programme fédéral-provincial-territorial d'infrastructure de base, de financer la relance économique et même de faire intervenir le Fonds d'adaptation des collectivités, ce qui leur a permis d'avoir des fonds pour faire des investissements importants.

Au Manitoba, le gouvernement néo-démocrate nous est reconnaissant d'avoir présenté ce budget. Il est heureux que nous ayons pu augmenter les transferts pour la santé. Le budget total de la santé est de près d'un milliard de dollars au Manitoba. Il a nettement augmenté, de près de 30 p. cent par rapport à l'époque des libéraux. Il y a eu aussi une hausse des investissements et des transferts pour l'aide sociale et l'infrastructure dans les provinces.

En tout, dans le budget du Manitoba, il y a 3,4 milliards de dollars qui viennent des transferts fédéraux. Presque 40 p. cent du budget de ces provinces vient des transferts. Le gouvernement provincial néo-démocrate du Manitoba est reconnaissant au gouvernement conservateur de lui faire profiter de tous ces investissements.

Il y a une chose qui me réjouit dans ce budget, c'est la suppression des subventions aux partis politiques. Au cours des dernières années, on a entendu beaucoup d'insultes et de jérémiades à la Chambre. On dénonce l'utilisation de l'argent à des fins partisans. Il n'y a rien de plus partisan que d'utiliser l'argent des contribuables pour financer des activités politiques et des mécanismes politiques au sein des partis, et financer des organisations comme le Bloc québécois, qui s'est servi de l'argent des contribuables canadiens pour promouvoir la cause séparatiste.

C'est parfaitement ridicule. Les gens n'arrêtent pas de le dire autour de moi. Pendant la campagne, les électeurs me demandaient sans cesse pourquoi on donnait de l'argent à un parti politique qui voulait démolir complètement le Canada.

C'est un excellent budget.

Je sais que mon temps de parole est expiré. J'espère répondre à des questions à un autre jour.

● (1830)

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Lorsque la Chambre reprendra le débat sur cette question, il restera au député de Selkirk—Interlake cinq minutes pour les questions et observations.

Comme il est 18 h 30, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)









<b>Le budget</b>		<b>Le développement régional</b>	
M. Layton .....	81	M. Caron .....	87
M. Harper .....	82	M. Lebel .....	87
Mme Nash .....	82	M. Gravelle .....	87
Mme Glover .....	82	M. Clement .....	87
Mme Nash .....	82	M. Stewart .....	87
Mme Glover .....	82	Mme Yelich .....	87
M. Rae .....	82	M. Chisholm .....	87
M. Harper .....	82	M. Valcourt .....	87
M. Rae .....	82	<b>Les affaires autochtones</b>	
M. Harper .....	82	Mme Bennett .....	88
M. Brison .....	83	M. Duncan (Île de Vancouver-Nord) .....	88
Mme Glover .....	83	M. Dion .....	88
<b>La santé</b>		M. Duncan (Île de Vancouver-Nord) .....	88
Mme Davies (Vancouver-Est) .....	83	<b>La justice</b>	
Mme Aglukkaq .....	83	M. Comartin .....	88
Mme Davies (Vancouver-Est) .....	83	M. Nicholson .....	88
Mme Aglukkaq .....	83	M. Comartin .....	88
<b>La surêté des aliments</b>		M. Nicholson .....	88
M. Rousseau .....	83	<b>Le budget</b>	
M. Lemieux .....	83	M. Richardson .....	88
M. Allen (Welland) .....	83	Mme Glover .....	88
M. Lemieux .....	84	<b>La défense nationale</b>	
<b>Les aînés</b>		M. McKay .....	89
Mme Mathyssen .....	84	M. MacKay .....	89
Mme Glover .....	84	<b>L'emploi</b>	
Mme Blanchette-Lamothe .....	84	M. Godin .....	89
Mme Finley .....	84	Mme Finley .....	89
<b>Les pensions</b>		<b>Le budget</b>	
M. Giguère .....	84	M. Braid .....	89
Mme Glover .....	84	Mme Glover .....	89
M. Marston .....	84	<b>Les inondations en Montérégie</b>	
Mme Glover .....	84	M. Dubé .....	89
<b>La citoyenneté et l'immigration</b>		M. MacKay .....	89
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	84	M. Fortin .....	89
M. Kenney .....	85	M. Toews .....	90
<b>La santé</b>		<b>Travaux des subsides</b>	
Mme Fry .....	85	Le Président .....	90
Mme Aglukkaq .....	85	<b>Recours au Règlement</b>	
M. Trudeau .....	85	<b>Questions orales</b>	
Mme Aglukkaq .....	85	M. Anderson .....	90
<b>Les aînés</b>		<b>INITIATIVES MINISTÉRIELLES</b>	
Mme Sgro .....	85	<b>Le budget</b>	
Mme Wong .....	85	<b>L'exposé financier du ministre des Finances</b>	
<b>La Commission canadienne du blé</b>		Motion .....	90
M. Martin .....	86	M. Dreeshen .....	90
M. Anderson .....	86	M. Angus .....	91
M. Martin .....	86	M. Lamoureux .....	92
M. Anderson .....	86	M. Braid .....	92
<b>L'emploi</b>		M. Miller .....	92
M. Patry .....	86	M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	94
Mme Finley .....	86	M. Gameau .....	94
M. Harris (St. John's-Est) .....	86	M. Plamondon .....	94
Mme Finley .....	86	M. Brison .....	94
<b>Les finances</b>		M. Angus .....	96
Mme Grewal .....	86	M. Shipley .....	96
Mme Glover .....	86		

Mme Sgro .....	97	M. Hsu .....	110
M. Calandra .....	98	M. Rajotte .....	110
Mme Crowder .....	99	M. Leef .....	110
M. Albrecht .....	99	M. Dusseault .....	112
M. Sandhu .....	101	M. Hsu .....	112
M. Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte) .....	101	M. Norlock .....	112
M. Armstrong .....	101	Mme Ashton .....	112
M. Nicholls .....	103	M. Bruinooge .....	114
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue) .....	103	M. Lamoureux .....	114
M. Lamoureux .....	104	Mme Crowder .....	114
M. Boulerice .....	104	Mme Davies (Vancouver-Est) .....	114
M. Gravelle .....	105	M. Gravelle .....	116
M. Regan .....	106	M. Albas .....	116
M. Toone .....	106	M. Lamoureux .....	116
Mme Leitch .....	107	Mme Grewal .....	116
M. Payne .....	107	M. Saganash .....	118
Mme Raitt .....	108	M. Hsu .....	118
M. Angus .....	109	M. Bezan .....	118

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à  
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and  
Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the  
following address: <http://www.parl.gc.ca>